





## DÉBATS

## Un entretien avec Michel Parent

« La modernité agit comme une machine à inventer du patrimoine »

« Aujourd'hui, le mot patrimoine a des sens multiples. L'un de ses acceptions, celle du patrimoine culturel, voit elle-même évoluer et s'élargir son contenu. Comment s'y retrouver ? »

— Issu de la tradition méditerranéenne, le patrimoine est un bien collectif fixe (terre et maison) dont le possesseur transmettait à ses héritiers des devoirs de maintenance et d'indivisibilité à l'égard de son ascendance et de sa descendance. La juriste Planiol lui a donné, à l'époque moderne, une signification très différente : « l'ensemble des droits et des charges d'une personne, appréciables en argent ». Il y a là une perte de sens éthique significative, mais par contre l'usage figuré du mot patrimoine, continue à exprimer des permanences au sein de toutes sortes d'évolutions. Et c'est précisément cela le patrimoine : le durable au sein du changement. Il y a pas de patrimoine sans création et réajustement, puisque le patrimoine c'est la création pérenne.

— En revanche, l'histoire et la géographie des processus de pérennité sont très variables. Les sociétés traditionnelles, en voie d'extinction, ont vécu dans le sentiment de la fidélité à leurs origines et du retour cyclique des événements : un univers clos. Les objets patrimoniaux, y compris l'habitation fragile y étaient cycliquement reproduits à l'identique. Mais de l'égypte pharaonique jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle occidental, se sont déployées des cultures qui ont doté le monde d'un patrimoine architectural durable, diversifié, de plus en plus métissé et, selon les circonstances, détruit, modifié, conservé. Là, la création, soit innovante, soit inspirée par le passé, s'est démarquée. L'architecture a été le siège, et l'écriture le support, à la fois de la mémoire et de l'innovation radicale. Mais dans toutes ces sociétés, le patrimoine s'est accumulé. Patrimoineuse par nécessité, elles restaient conservatrices par tradition. La conservation relative du patrimoine était implicite.

— Après le choc de la Révolution française, la société industrielle a imposé une configuration différente due au dynamisme du couple production-consommation, qui a accéléré le changement et l'obsolescence des choses, renversé les rapports entre l'espace et le temps (espace homogénéisé, temps aux séquences de plus en plus brisées et contrastées). Face aux objets identiques de la production en série, les objets patrimoniaux sont devenus rares. Plus encombrants, l'architecture patrimoniale n'a pu se perpétuer que grâce à un statut juridique explicite.

— Mais aujourd'hui, à partir des monuments historiques, le souci du patrimoine est passé à celui d'ensembles si vastes que leur gestion relève du problème technique de l'écologie.

— Celui qui, le premier, a donné le sens le plus large au patrimoine culturel, c'est Chateaubriand, à propos, écrit-il, de « ces pensées qui constituent le patrimoine de l'univers ». L'essence, c'est ce critère d'universalité élargie. Mais, de métaphore en métaphore, quel étonnant voyage parcourt le mot patrimoine au cœur de la modernité (un mot que Chateaubriand a inventé), de l'usage notarial à celui de l'archéologue, du folkloriste, de l'anthropologue, du naturaliste ! La modernité agit ainsi comme une machine à inventer du patrimoine au sens où le fouilleur « invente » des trésors cachés. Les derniers en date ne sont pas les moins significatifs. Si nous voulons entendre ici le patrimoine génétique comme l'architecture de la reproduction du vivant, cette métaphore nous instruit si bien des caractères patrimoniaux que nous pourrions presque l'inverser au profit des patrimoines culturels : permanence des caractères transmis, cependant exposés aux accidents et à une lente évolution, et, enfin, dans le cas des espèces sauvées, provenant à chaque stade de l'élaboration de la vie, de la fusion des caractères de patrimoines antérieurs différents.

— Cette otologie des différences qui fonde aujourd'hui la revendication identitaire des patrimoines culturels doit être modifiée. Elle se fonde, en matière artistique, sur une singularité qui est l'effet de croisements multiples. Dans le patrimoine culturel, ce sont aussi, par l'effet de certaines récurrences, les « temps » qui cohabitent et se télescopent. Cela nous impose alors l'analogie avec notre vision de ce qu'on pourrait appeler le patrimoine cosmique où, des mondes les plus éloignés de nous, nous saisissons aujourd'hui, vu le temps mis par leur lumière pour nous

De Michel Parent, on pourrait dire qu'il est l'incarnation du patrimoine, en cette seconde moitié du vingtième siècle, comme André Chastel l'a été de l'histoire de l'art. C'est dire que cet ancien inspecteur des monuments historiques a accompagné et bien souvent précédé l'évolution considérable de cette notion, qui, après avoir désigné presque exclusivement les chefs-d'œuvre de l'architecture, représente désormais le tout et le détail de la mémoire des peuples.

Président du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, puis du Conseil international des monuments et des sites, c'est, au moins autant que par ses livres (sur Vauban, la Bourgogne, l'histoire de l'architecture, etc.), par son action, par sa passion, et par une verve réputée, qu'il a contribué à faire du patrimoine une notion complexe, vivante, contradictoire, bien éloignée enfin des nationalismes qui s'en emparent parfois. Cet érudit généraliste, né en 1916, a reçu en 1990 le Grand Prix national du patrimoine décerné par le ministère de la culture. Cela ne l'a pas conduit à cesser de réfléchir, loin de là, sur un concept qui porte en lui autant de risques que d'espoirs.



parvenir, l'état le plus ancien. Il n'en va, semble-t-il, pas autrement du patrimoine culturel immatériel constitué par les archétypes des mythes.

— Et cherchant à percer les secrets du fonctionnement de l'univers, la science contemporaine découvre une histoire de cet univers, mais aussi les causes de certaines permanences et récurrences. Il en est de même du patrimoine culturel. C'est ce qui est également sous-jacent dans le concept d'écologie, mot inventé par Haeckel en 1866 à partir du grec *oikos*, qui signifie l'habitat, et qui se rapporte aux relations de tout organisme avec son milieu, que l'on sait aujourd'hui régularisées par les écosystèmes. A travers la considération des abords du monument, puis de la notion de quartier ancien intégrant finalement le phénomène global de la ville, on a pris acte du fait que la relation, l'interface, étaient des éléments essentiels à la structure du patrimoine culturel lui-même. Il y a trente ans, nous étions déjà quelques-uns à définir une écologie culturelle, et Pierre Duvigneau, à propos de la ville de Bruxelles, théorisa sur l'écologie urbaine, qui devient enfin d'actualité à propos des banlieues et des métropoles du tiers-monde.

« La concentration urbaine a suscité une construction qui, trop souvent, n'est plus une architecture »

— Mais ce qui a le plus changé depuis cette époque, c'est le désir d'un tiers les conséquences sur les plans politique, économique et social. Après la rapide remise en état des cités détruites par la guerre, la concentration urbaine a suscité une construction contemporaine qui, trop souvent, n'est plus une architecture, même si elle revendique l'héritage du Bauhaus et de Le Corbusier. Tous cela a fait naître, auprès de populations entières, la nostalgie des vieux centres-villes, privés alors de tout effort d'investissement et de solidarité. Ce sentiment a grandi parallèlement à celui d'une nature menacée.

— L'élargissement de la notion de patrimoine est donc allé de pair avec une prise de conscience publique. Alors que certains experts esquissaient des solutions différentes, la priorité allait à la consommation, à ce mélange de

confort apparent, d'agitation, de volonté de puissance, plutôt qu'un mieux-vivre. Désormais la société tout entière — structures officielles comprises — éprouve, vis-à-vis du patrimoine culturel comme de la nature, une sorte de culpabilité.

— Pourquoi cette notion de patrimoine, aujourd'hui, est-elle si peu de temps encore, d'une petite fraction de la communauté intellectuelle, la plus conservatrice, la plus traditionaliste, est-elle maintenant sur la place publique ?

— Certes, les traditionalistes de situation ont été attachés au patrimoine. Mais il y a bien des contre-exemples. Avant la Révolution, Louis XVI hâle le patrimoine immobilier de la couronne, puisant symbole de la monarchie (la Menne, Madrid à Neilly, Vincennes, Biot). Pendant la Révolution, le grand patrimoine immobilier est à l'abandon et saisi. Mais c'est sous la Restauration, bien mal nommée sous ce rapport, que la destruction de Cluny devient irréversible. Par contre, parmi d'autres gens imbus de modernité, Victor Hugo, Octave Uzorel, l'homme qui incitera l'enseignement par le travail et l'investissement, qui instaure, en 1830, la protection juridique des monuments historiques et en finance la restauration. Autre moderne en son temps : Viollet-le-Duc. On connaît son analyse rationaliste et mécaniste de l'art gothique, sa référence au paléontologue Cuvier qui « met l'esprit humain en expérience », sans oublier que le plus fidèle de ses disciples, Bazot, sera l'homme du béton.

— En vérité, la véritable ouverture est venue des poètes plus que des savants. C'est encore à Chateaubriand que l'on doit, au XIX<sup>e</sup> siècle, la plus forte expression de la signification du patrimoine. « Les grands monuments, écrit-il, sont une partie essentielle de la gloire de la société humaine. Ils portent la mémoire d'un peuple au-delà de sa propre existence et le font vivre contemporain des générations qui viennent s'établir dans ses champs abandonnés. » Et, au-delà de Chateaubriand, traditionaliste par fidélité, c'est une avant-garde artistique — les romantiques — désignant l'utilitarisme bourgeois lui-même comme un ennemi du droit à l'utile, qui a finalement inspiré au pouvoir la création du concept de « monuments historiques ». L'Etat s'est ainsi favorisé l'émergence, en son sein, de contre-pouvoirs capables, avec plus ou moins de bonheur, de contester la logique productiviste au nom de l'art et de l'histoire. Aujourd'hui la notion de patrimoine est sur la place publique, c'est que, devant les dégâts consécutifs à l'aménagement de ce patrimoine — on omet de le dire — on a commencé à écouter les précurseurs de sa sauvegarde.

— Avec des succès variables ont été combattues les rénovations bullozées auxquelles consentaient majoritairement les populations. Ce sont des expériences, à l'origine

étatiques, qui ont montré que la sauvegarde du bâti ancien ne mettrait pas en cause, pourvu qu'il s'écoulaient les moyens, sa valeur humaniste. Pour que le patrimoine soit placé sur la place publique, il fallait bien que les maisons composant la place publique, fassent elles-mêmes partie du patrimoine. On y est arrivé.

« La façade d'une maison, dit Lao-Tseu, est à celui qui la regarde »

— En récupérant ainsi le passé, et en contribuant à l'adhésion des populations à ses critères, ne condamnons-t-on pas finalement le progrès ?

— Le progrès, comme la liberté, ou le sens d'une éthique universelle, ne sont d'ailleurs ni prédictibles ni octroyés. C'est à nous de les construire et de les soumettre. En tant que biens historiques, toutes les valeurs identifiées entrent théoriquement dans le patrimoine. En tant que révélateurs de leur fonction, le tri s'impose. En outre, l'innovation tient souvent à des recouvrements. La Renaissance, départ d'une prodigieuse transformation de la pensée, est née notamment de la confrontation du présent avec l'Antiquité et les espaces de continents inconnus de l'Europe, chargés eux-mêmes d'histoire. En tout instant, notre environnement mûrit les siècles. Le patrimoine n'est pas anachronique, il est o-chronique. La fonction patrimoniale consiste à mettre tout l'acquis en perspective concrète. La chance de posséder un patrimoine culturel matériel, c'est que cette expérience soit possible en vraie grandeur, et non pas seulement en image, en montage, en parole, toujours labile.

— Mais je prendrais les choses encore autrement à partir de ce propos sur l'écovivacité construite. « La façade d'une maison, dit Lao-Tseu, est à celui qui la regarde. » Voilà une admirable leçon de démocratie : droit de regard du regardant, légitimité du plaisir du passant, celui du prochain, le voisin, comme celui du lointain, venu des quatre-vents. Notre propre patrimoine national, Victor Hugo, dès sa jeunesse, avait réchuté. Je cite : « Il y a deux choses dans un monument, son usage et sa beauté. Son usage appartient au propriétaire, sa beauté est à tout le monde. » Je revendique, comme lui, ce droit à la beauté. Le monument historique

est ainsi défini par la loi « d'intérêt public du point de vue de l'art et de l'histoire ». On fait parfois l'impression sur l'art au nom de la relativité, ou pourrait aussi qualifier l'histoire, et, d'une façon générale, le vrai, la science, qui se reproduit elle-même constamment.

— L'exaltation du patrimoine, matériel ou non, le culte des différences, des singularités, à exacerber les conflits entre les hommes ?

— Certes le patrimoine peut être manipulé. Quand, par exemple, il sert d'alibi, de prétexte à l'exclusion d'autrui, à la diabolisation du voisin dans un contexte de capacités de destruction massive ou individuelle dont on n'avait pas idée. D'une façon générale, la condamnation de temps et de l'espace, le rétrécissement de la planète rendent le monde plus dangereux. On se rendra compte au statut des sociétés répressives. La modernité offre aux hommes un monde ouvert. Cette ouverture n'est-elle pas inscrite dès l'origine de l'homme ? L'homme est devenu ce qu'il est parce qu'il a pu accumuler les expériences diverses. Les religions du Livre se sont vouées à universaliser et ce fait ont même le divin dans l'histoire, dans un temps linéaire et non plus cyclique.

— Dans ce contexte, le patrimoine culturel matériel, architecture, arts plastiques, et par ailleurs la musique tendent à contribuer à la reconnaissance d'autrui... C'est la somme de leurs messages particuliers qui constitue l'universalité et non l'impartialité d'une culture dominante. Le temple de Konarak et le tombeau d'Amoyou suscitent par leur beauté et leur force spirituelle une émotion différente mais aussi riche que les cathédrales, recevables sans connaître familièrement les cultures qui les ont produites, mais ils inciteront à les considérer. On traite parfois cette initiation avec dédain. Mais qui peut se targuer de percevoir une œuvre dans sa totalité individuelle ? Ne confondons pas tout effet, même touristique, tendant à partager les valeurs d'autrui avec les effets pervers indirects du tourisme. En fait, de retour d'un pays « étranger », à l'évidence pour lui plus « étrange », le voyageur redécouvrira parfois son propre patrimoine, dont l'habitude lui masquait l'étrangeté. Par contre, on sait bien que le patrimoine peut être, dans l'histoire, le symbole d'exclusions. Le thème apparent du mythe ou du récit inspirant une tragédie antique est métrier, sacrificiel. Pour autant son effet cathartique nous délivre de répéter le sacrifice et le meurtre. Mais sa forme poétique est humaine, et le message d'Antiquité est amour et paix. Les philosophes Mircea Eliade, Ricoeur et Lévi-Strauss ont montré comment la morphologie des récits ancestraux et des mythes donnait un contenu à notre sens de l'universel et du partage.

— Concernant le patrimoine architectural, il y a encore autre chose : les grands édifices ont le

plus souvent été élevés dans la longue durée. Chaque temps les a marqués, mais aussi plusieurs cultures différentes : Sainte-Sophie à Istanbul a été cathédrale avant d'être mosquée et par la suite a influencé l'art islamique. A l'inverse, la mosquée de Cordoue est devenue cathédrale par l'effet d'une greffe, comparable aux minarets de Sainte-Sophie, mais Charles Quint a exigé la conservation d'un tel chef-d'œuvre au nom de son caractère unique. La cathédrale de Strasbourg, à plusieurs reprises, a été marquée par les prédominances alternées de l'art germanique et de l'art français : c'est ce qui fait sa personnalité. Ces influences, en opposition ou en continuité, sont finalement conviviales et créent le chef-d'œuvre. Pourquoi ? Parce que l'art des grands bâtisseurs a été inspiré par le souci d'utiliser des restes qui forçaient l'admiration, mais, par ailleurs, ils voulaient achever l'œuvre en cohérence tout en modifiant le projet. C'est la particularité de l'espace-temps patrimonial. De multiples incendies ont touché les cathédrales en chantier. La flèche du clocher neuf de Chartres est donc différente de celle du clocher vieux. Peut-être a-t-on été tenté de refaire le vieux à l'identique du neuf. Mais on ne l'a pas fait ! Et le résultat de cette différence, interne à l'œuvre, c'est une tension qui recèle tout un message mythique incomparable. Relevez Braudel : la France ne s'est pas faite autrement.

— Le patrimoine culturel, matériel ou non, serait-il donc au centre de la redéfinition de la société ?

— En tout cas, dans le patrimoine matériel, chacun reconnaît et se reconnaît dans l'autre. Mais attention, il n'est pas d'œuvre pour l'universalisme qui reste abstrait, qui ne véhicule que des concepts ou de la bureaucratie. L'universalisme doit composer la multiplicité des messages : la multiplicité des perceptions du même message. L'universalisme ne signifie pas le respect des différences. Et tout ce qui porte atteinte à l'authenticité du patrimoine pour les besoins d'une cause qui lui est étrangère, y compris celle d'en faire une valeur marchande, est un contresens. En flattant le client, en modifiant le patrimoine pour le rendre conforme à ce qu'il attend, la seule matière première en hausse serait la matière grise ou le produit culturel. Etrange avec de l'économisme, de cette idéologie cachée et réductrice que l'on voit encore. L'homme réel est multidimensionnel. C'est la modernité qui nous voue à une littérature qui ne connaît qu'une ponctuation de jalons et non plus un parcours continu. Mais il ne peut pour autant se passer de l'attachement au sol, à la figure du sol. Le nomade, jadis, ne le quittait jamais. Il était imprégné du sol autant que le sédentaire. Et le gîte d'étape lui était aussi précieux qu'un séducteur le patrimoine.

Propos recueillis par  
FRÉDÉRIC EDELMANN  
et EMMANUEL DE ROUX

## Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescour, gérant

directeur de la publication

Grâce Fournier

directeur de la rédaction

Jacques Guis

directeur de la gestion

Emmanuel de Roux

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

adjoint au directeur

de la rédaction

Yves Agnès

Jacques Amalric

Thomas Fournier

Philippe Harman

Jacques-François Simon

Daniel Varner

directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Bernier-Méry (1944-1988)

Jacques Fournier (1989-1992)

André Lescour (1992-1995)

André Fontaine (1995-1997)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, rue Falguère

75011 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40 45 25 25

Télécopieur : 40 45 25 25

ADMINISTRATION :

1, place Hubert-Bernier-Méry

94002 VITRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40 45 25 25

Télécopieur : 40 40 30 10



552 من لامل

# LA VISITE DE M. MITTERRAND A SARAJEVO

La visite du président François Mitterrand, dimanche 28 juin, à Sarajevo a été accueillie dans la communauté internationale par un mélange d'étonnement et d'admiration. Pour M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies, c'est « un geste très important ». Informé samedi soir, de ce déplacement, M. Boutros-Ghali avait « immédiatement donné des instructions pour qu'on prenne les dispositions nécessaires de sécurité » ; lui-même n'envisage pas de se rendre à Sarajevo « pour l'instant ».

Aux Etats-Unis, le président George Bush a souligné que Washington allait « certainement avoir un rôle » dans l'affaire yougoslave dans le cadre de l'ONU, rappelant que son pays travaillait

« de concert » avec la CEE et les Nations unies. M. Bush a indiqué qu'il avait téléphoné, dimanche, à plusieurs dirigeants européens, notamment au premier ministre portugais, président en exercice du conseil des ministres de la CEE, et au chancelier Kohl.

La veille, il s'était également entretenu avec M. Boris Eltsine et les premiers ministres britannique et canadien. Le conseiller du président américain pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft, n'a pas exclu une solution militaire pour venir en aide à la population de Sarajevo, tout en soulignant que la situation sur le terrain était « très, très difficile ». L'Allemagne a réagi en deux temps : d'abord, en exprimant sa « surprise »

dimanche. Lundi, les commentaires étaient plus positifs et le chef de la diplomatie allemande, M. Klaus Kinkel, a salué le « courage » de M. Mitterrand.

A Londres, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a salué le voyage de M. Mitterrand comme un « acte courageux de la part d'un président âgé ». Interrogé sur le caractère personnel de la démarche française, M. Hurd a répondu qu'« il n'y a rien en Europe, dans Maastricht, qui empêche un pays de prendre une telle initiative ». Il a estimé que la mission de M. Mitterrand s'inscrivait « dans la ligne » des efforts humanitaires de la CEE en Bosnie. La presse britannique mêlait lundi les coups de chapeau au geste de M. Mitterrand et les commentaires sceptiques sur ses motivations de politique intérieure et l'absence de concertation avec les partenaires européens.

La situation en Bosnie-Herzégovine, dont près de la moitié de la population est musulmane, continue de préoccuper les pays arabes. La Libye a salué « l'audace » du président français, et l'Egypte estime que ce déplacement illustre la gravité « de la situation et l'importance de suivre des voies non traditionnelles et des initiatives courageuses afin de mettre fin aux affrontements ».

De son côté, la Fédération nationale des musulmans de France a exprimé ses « remerciements » à M. Mitterrand. (AFP, AP, Reuters.)

## Six heures dans la capitale bosniaque

Le chef de l'Etat a témoigné sa solidarité à la population civile et tenté d'obtenir la réouverture de l'aéroport

C'était une question de jour : une date anniversaire - soixante-dix ans, jour pour jour, après la mort de Ferdinand - et un moment crucial de l'Etat de siège de la ville bosniaque. Privée d'eau et d'électricité, Sarajevo s'appretait, dimanche 28 juin, à partager ses dernières réserves de pain. Prisonnière de ses montagnes et de ses maquis, la ville, soumise à la famine et aux risques d'épidémie, avait fini par ne plus rien attendre du ciel, la seule voie d'accès à un corridor humanitaire, le dernier espoir que les forces serbes étaient parvenues jour après jour à annuler, en pilonnant l'aéroport de Sarajevo à coups de mortier et de lance-roquettes.

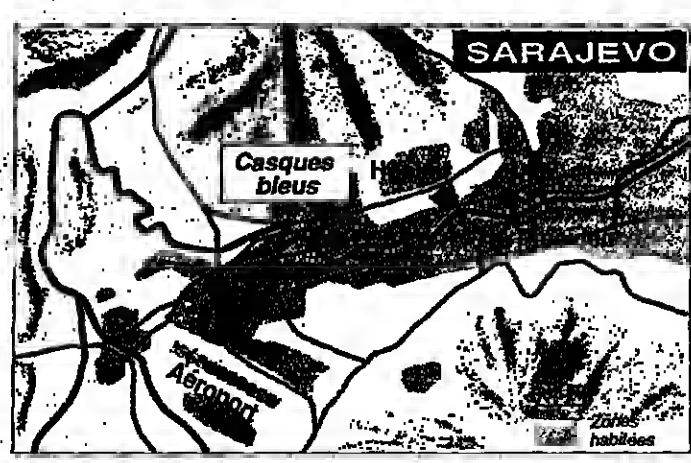
C'était une question de jour. Vingt-quatre heures après le sommet européen de Lisbonne, vingt-quatre heures avant la réunion à New York du Conseil de sécurité qui, lundi 29 juin, devait décider de l'usage de moyens militaires pour débloquent l'aéroport de Sarajevo, quarante-huit heures avant l'expiration du ultimatum de l'ONU au régime de Belgrade, François Mitterrand a dit, simplement, « oui », « oui, je porte », « oui, j'écouterai, j'écouterai » dans la plus grande tradition humanitaire, par un de ces coups de cœur spectaculaires dont son ministre Bernard Kouchner, également de l'équipe,

l'avait, à plusieurs reprises, l'habitude.

Ce dernier, d'ailleurs, ne semble pas complètement informé des desseins présidentiels lorsqu'il se rend vendredi au sommet de Lisbonne, pensant simplement être appelé pour y faire une communication sur la situation à Sarajevo. « Personne n'était au courant, moi-même je l'étais tout juste », ironisa plus tard François Mitterrand. L'idée, explique-t-on dans l'entourage du président, avait germé quelques jours auparavant, lorsque François Mitterrand avait reçu discrètement, au début de la semaine dernière, Bernard Henri-Lévy. De retour de Sarajevo, le philosophe est porteur d'un « message angoissé » du président bosniaque Alija Izetbegovic, « le message d'un homme assiégé à un autre homme qui a décidé de lui porter secours », précise le philosophe.

### Un art de la diversion

Avec un art de la diversion, François Mitterrand s'échappe de Lisbonne, ou avertissant au dernier moment ses ministres et collaborateurs de son projet d'escapade yougoslave, ces derniers étant obligés de laisser leurs bagages à l'aéroport porteur de la mission de protéger le secret.



« Tout cela est improvisé, mais j'improvise souvent », lâche-t-il à la dernière minute à son homologue portugais, le président Mario Soares. L'avion du GLAM quitte donc le Portugal samedi pour se rendre directement à Split, en Croatie.

Dans l'avion, l'aide de camp du président, le lieutenant-colonel Thierry Cambournac, troque son uniforme pour un costume emprunté. Et dans les chambres de l'hôtel Belgrade, à Split, chacun part à la recherche d'une brosse à dent et d'un rasoir. François Mitterrand, lui, s'attache à préciser le sens de sa visite. Lors d'un entretien au téléphone, il déconseille au président de Croatie, M. Franjo Tudjman, de venir le rejoindre à Split

comme celui-ci le lui propose. « Je ne veux pas que l'on puisse penser que je veux engager quelque négociation que ce soit, sinon l'esprit humanitaire de mon départ serait brisé ».

Soucieux de ne pas apparaître comme un émissaire supplémentaire s'ajoutant à ceux de la CEE et de l'ONU, le président français précise, samedi : « Tant que je serai en Croatie, je n'aurai qu'une seule occupation : évaluer l'état de la situation ». Durant d'une salade fraîche et d'une tranche de jambon, le pays, le président s'entretient avec le ministre des affaires étrangères croate, M. Zdenko Skrabalo, tandis qu'une incertitude plane sur la possibilité d'atterrir à Sarajevo. Malgré quelques bombardements, la

nnit semble plus calme que d'habitude. Aucun combat de rue n'est signalé. Il serait plus sûr d'emprunter la route pour atteindre la capitale bosniaque à bord d'un convoi blindé du contingent logistique français présent en Yougoslavie, mais François Mitterrand n'en démord pas, attaché à la force du symbole qu'il veut imprimer à son voyage : libérer l'aéroport de Sarajevo quelques heures seulement.

Malgré des brumes épaisses qui s'accrochent aux montagnes et les tirs sporadiques qui résonnent dans la capitale bosniaque, l'hélicoptère présidentiel, après avoir parcouru 170 kilomètres, parvient à se poser à 10 h 30 heure locale (8 h 30 GMT) sur l'aéroport Butmir de Sarajevo, alors que des journalistes présents sur place ont entendu des bruits de tir quelques minutes plus tôt. « Mission accomplie, l'aéroport est ouvert », dit un peu hâtivement M. Bernard Kouchner, même si l'équipage présomptueux n'a pas eu besoin d'utiliser l'aire d'atterrissage aménagée près du QG de la FORPONU, la Force de protection de l'ONU, située à 3 kilomètres du centre-ville.

### Dans les rues dévastées

Rejoignant le QG de la FORPONU à bord d'un véhicule blindé, le président Mitterrand s'est ensuite entretenu avec le président de Bosnie, M. Alija Izetbegovic, au siège de la présidence, au cours d'un déjeuner entrecoupé de trois bruits de coups de canon tirés par les forces serbes dans ce secteur et de plusieurs tirs sporadiques. Le canon tonait également au loin lorsque MM. François Mitterrand et Alija Izetbegovic ont arpenté les rues dévastées de la ville, boneuses, jonchées de débris et d'impacts de balles sous les acclamations des passants.

« Mitterrand, vous êtes notre dernier espoir. » « Merci pour votre courage. » « Mitterrand, Bosnie. » Les deux hommes ont visité l'hôpital de la ville, anciennement militaire, qui accueille les victimes des bombardements. Dans la seule salle des urgences qui reste encore debout - les autres ayant été dévastées par les bombes - ils ont vu l'horreur des blessés, une femme à la joue arrachée, des jambes, des soldats gisant. Marchant sur les vitres brisées,

entre des façades de maisons labourées, le président Mitterrand est allé déposer, près du bazar, une rose rouge sur un autel de fortune devant une boulangerie célébrant la mémoire de seize personnes qui avaient été tuées en mai dernier par des tirs de mortier serbe, alors qu'elles faisaient la queue pour acheter du pain.

« On voit vraiment une population prisonnière, soumise à des coups meurtriers. On éprouve un immense sentiment de solidarité quand on voit cela », déclarait François Mitterrand au cours d'une conférence de presse. « Je crois en la force symbolique des actes », devait-il préciser en ajoutant qu'il espérait « saisir la conscience universelle pour venir au secours d'une population en danger. (...) Ce qui se passe n'est pas acceptable. C'est la limite à ne pas atteindre. » « J'espère que par un accord amiable il sera possible de faire transiter les secours humanitaires par Sarajevo, et je fais appel aux parties en cause pour que ce soit possible, à poursuivre le dialogue. (...) Il ne s'agit pas de faire la guerre, à quel que ce soit. La France n'est l'ennemi d'aucune des Républiques de la région. Oh, nous, sommes. »

Alors qu'un sixième convoi de Médecins du monde et de Pharmaciens sans frontières, composé de cinq camions chargés d'une douzaine de tonnes de vivres et de médicaments, arrivait dimanche à Sarajevo, le président Mitterrand annonçait le décollage depuis Paris de deux avions cargos militaires Transal à destination de la capitale bosniaque. Les militaires serbes, eux, n'ont pas attendu le départ du président français pour reprendre les combats. Arrivé au terminal de l'aéroport, M. François Mitterrand pouvait entendre à 500 mètres de là des tirs de mitrailleuse et de lance-roquettes anti-chars. Protégé par un gilet pare-balles, le chef de l'Etat a été conduit jusqu'à un hélicoptère Dauphin du GLAM, le seul engin encore intact, qui s'est envolé pour Split alors que l'avion présidentiel Falcon 900 était attaqué par une voiture aveugle serbe qui lui emboutissait l'aile. « On a un bilan catastrophique. Il ne nous reste plus qu'un hélicoptère intact pour regagner Paris », déclarait avec humour François Mitterrand. Lundi, l'aéroport de Sarajevo n'était pas encore remis à la Force de protection des Nations unies. Les deux avions-cargos français Transal C-160 étaient toujours attendus.

D. Le G.

## Une décision « mûrie » pendant douze jours et arrêtée en quarante-huit heures

Cela faisait plusieurs jours que M. François Mitterrand se sentait « pris à la gorge » par le siège de Sarajevo. Les images diffusées par la télévision, les rapports de M. Bernard Kouchner, qui plaident pour une action humanitaire d'urgence, ceux de M. Roland Dumas, qui relaient les récits apocalyptiques du ministre bosniaque des affaires étrangères, recueillis au cours d'une suspension de séance, le mardi 16 juin, pendant que le Sénat discutait encore du projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht : tout l'invitait à l'action. A l'émotion ressentie devant cette tragédie à la fois proche et lointaine, s'était ajoutée une certaine l'espérance du président de la République : celle de voir l'impuissance de la Communauté européenne « miner la crédibilité de Maastricht » et donner un argument supplémentaire aux partisans du « non » avant le référendum prévu à la rentrée.

### « Nous sommes le ghetto de Varsovie »

Le message que lui avait adressé le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, par l'entremise, mardi matin 23 juin, de l'écrivain Bernard-Henri Lévy, de retour de Sarajevo, où il avait accompagné le convoi humanitaire d'« Equilibre », n'avait fait que le conforter dans sa détermination. Car il s'agissait plus de l'appel ou secours d'un homme à un autre que d'un message diplomatique. « Dites à votre président que le peuple de Sarajevo est à bout, qu'il déclare M. Izetbegovic à l'écrivain. Nous n'avons plus ni vivres, ni armes, ni espoir. Nous sommes le ghetto de Varsovie. Va-t-on laisser mourir le ghetto de Varsovie ? Nous mourrons jusqu'au dernier. Dites-le bien à votre président : nous mourrons jusqu'au dernier. Nous n'avons pas le choix. Il y a à Sarajevo trois cent mille êtres humains, trois cent mille Européens qui n'ont que le choix

de mourir debout. Dites-lui que nous avons en face de nous une dictature raciste et nous résistons au racisme. Dites-lui, et dites aussi à M. Jacques Delors qu'on ne déclenche pas une guerre mondiale en détruisant des pièces d'artillerie et en créant des soufflets pour les convois humanitaires. »

Dès ce mardi 23 juin M. Mitterrand s'en était définitivement convaincu : il fallait que la France prenne une initiative et elle était la seule à pouvoir le faire, parce qu'elle était la seule à avoir conservé une véritable capacité de dialogue avec les Bosniaques et avec les Serbes. En témoignant une lettre reçue du nouveau président de la République fédérale de Yougoslavie, M. Dobrica Cosic, qui remerciait la France pour l'« objectivité » qu'elle avait manifestée depuis le début de la crise.

C'est ainsi qu'avant le conseil des ministres, mercredi 24 juin, M. Dumas réclame l'adoption de la mise en application des résolutions votées par l'ONU et ajoute, selon les propos rapportés par M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement : « La situation de Sarajevo est dramatique. Sur place, les bombardements, le manque de médicaments, frappent des innocents. L'Europe, qui a beaucoup fait, à l'initiative de la France, sur le plan diplomatique, se doit d'intervenir en liaison et en appui de l'action du Conseil de sécurité pour imposer l'exécution des résolutions dont le respect conditionne le retour au calme dans le pays ». Et, le soir même, le président de la République convoque le ministre des affaires étrangères pour lui dire en substance : ce que nous faisons ne suffit plus, il faut un coup d'éclat pour réveiller tout le monde. Entre-temps, M. Dumas s'est entretenu avec le ministre serbe des affaires étrangères, M. Vladislav Jovanovic, venu à Paris participer à un colloque.

Mais c'est le jeudi soir 25 juin, à Lisbonne, que M. Mitterrand

demande à M. Dumas de prendre les dispositions nécessaires pour un déplacement à Sarajevo sans pour autant lui préciser, semble-t-il, qui sera chargé de conduire cette mission. Les deux hommes se sont retrouvés pour dîner. Le chef de l'Etat s'est en effet octroyé une journée de détente au Portugal à la veille du conseil européen, et le ministre des affaires étrangères n'a passé la journée à Madrid.

Dès vendredi matin, M. Dumas utilise les canaux diplomatiques pour préparer ce voyage avec les autorités bosniaques, croates et serbes en laissant entendre qu'il veut se rendre lui-même à Sarajevo en compagnie du ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner. Tous ses interlocuteurs - le président serbe, M. Slobodan Milosevic, le président bosniaque, M. Izetbegovic, et le président croate, M. Franjo Tudjman, ainsi que le général Lewis MacKenzie, commandant la force onusienne, et les correspondants locaux de Médecins sans frontières - lui conseillent de renoncer à ce projet en lui affirmant que l'avion de la délégation française ne pourra pas se poser sur l'aéroport de Sarajevo.

### « C'est moi qui y vais »

S'adressant aux autres chefs d'Etat et de gouvernement, vendredi matin, M. Mitterrand établit pour la première fois un lien entre la situation à Sarajevo et la ratification du traité de Maastricht : nous pouvons considérer comme injustes d'être critiqués pour notre impuissance, leur dit-il en substance, mais nous sommes obligés de tenir compte de l'état d'esprit de nos opinions publiques respectives, et nous devons comprendre que, si nous ne nous montrons pas plus déterminés, nous risquons de ne pas être suivis lorsque nous demanderons à nos concitoyens d'approuver ce que nous avons fait à Maastricht, dit-il en substance.

Le président de la République revient à la charge samedi matin devant le conseil européen. Au cours de son petit-déjeuner avec le chancelier allemand, M. Helmut Kohl a déjà expliqué à M. Helmut Kohl qu'il a reçu un message bouleversant du président bosniaque et qu'il entend « y donner suite ». Sans autre précision, il dit la même chose, en séance, aux autres chefs d'Etat et de gouvernement, après avoir souligné que la déclaration finale des Douze sur la situation de l'ex-Yougoslavie constitue pour la France une prise de position « minimale ».

Pendant ce temps, M. Dumas a bouclé les préparatifs. La conférence de presse rituelle terminée, M. Mitterrand s'apprête à regagner l'aéroport de Lisbonne. C'est à ce moment-là qu'il informe officiellement le ministre des affaires étrangères : « C'est moi qui y vais ». M. Dumas, qui se doutait d'un « leur » depuis quelques heures, n'est pas surpris outre-mesure. Pendant qu'il prévient par téléphone les présidents croate, bosniaque et serbe - ce dernier semblant alors « médusé » et « angoissé » - M. Mitterrand, lui, fait connaître sa décision au président portugais, M. Mario Soares. Mais il est trop tard, en cette fin d'après-midi, pour que le Falcon 900 présidentiel se pose directement à Sarajevo, et il va faire nuit. M. Mitterrand n'est accompagné que de son aide de camp, le lieutenant-colonel Thierry Cambournac, d'un photographe de Paris-Match, d'un journaliste de l'AFP - invités à embarquer pour une destination inconnue - et de plusieurs membres de son service de sécurité. Il ne sait pas encore qu'il devra atterrir à Split. Il apparaît soulagé à ses hôtes. Il explique qu'il fait son travail. Il espère que son geste humanitaire « entravera le regard du monde » sur cette région ravagée par la guerre.

ALAIN ROLLAT

## Le 28 juin une date chargée d'histoire

M. Mitterrand n'aurait pu choisir une date plus symbolique pour sa visite surprise à Sarajevo dimanche 28 juin.

Cette date est surtout connue dans le monde comme celle de l'assassinat, il y a soixante-dix ans, de l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand par le jeune révolutionnaire serbe Gavrilo Princip, événement qui marqua le début de la première guerre mondiale. Mais elle est aussi l'anniversaire de la bataille de Kosovo-Polje, en 1389, au cours de laquelle les armées impériales du sultan turc Murad I écrasèrent l'armée serbe. Sous le nom de Vidov-

dan, jour de la Saint Vith, elle est devenue depuis le symbole du « martyre » serbe face à la domination musulmane. C'est notamment en organisant une manifestation monstre à Kosovo-Polje, pour le six centième anniversaire de la bataille le 28 juin 1989, que le dirigeant actuel de Serbie, Slobodan Milosevic a assis son pouvoir à Belgrade.

C'est encore un 28 juin, en 1948, que la Yougoslavie du maréchal Tito, qui venait d'être « excommuniée » par le Kominform, a rompu publiquement avec Moscou et pris la voie du socialisme non aligné.



# LA VISITE DE M. MITTERRAND A SARAJEVO

## « Hors diplomatie... »

par Claire Tréan

« L'urgence prend la forme... il y a une obligation morale hors diplomatie, hors texte », avait dit M. Mitterrand lors d'une conférence de presse samedi après-midi 27 juin à Lisbonne, avant de s'en voler pour une destination alors inconnue. Son expédition à Sarajevo n'est effectivement pas la règle de la diplomatie, mais elle est la conséquence de l'obligation première et celle de la concertation. On le lui reprochera avec quelque raison, comme on lui reprochera d'avoir fait du spectacle avec un geste symbolique mais qui risque d'être sans lendemain, ou de se donner le beau rôle sur le terrain humanitaire après avoir échoué sur le terrain politique.

On dira que nourrir et soigner les populations c'est bien, mais que les empêcher de se faire massacrer ce serait encore mieux.

Sans doute, mais il ne faut pas rêver : l'état d'esprit de l'Europe et celui des Nations unies sont tels qu'il serait illusoire d'en attendre autre chose aujourd'hui qu'un appui à des missions humanitaires, et encore non sans peine.

Si cette arrogante démonstration de « quand on veut on peut » faite par M. Mitterrand secoue la pusillanimité du Conseil de sécurité pour qu'il se donne demain les moyens de rouvrir l'aéroport de Sarajevo, elle aura fait son office.

On fait valoir à Paris que cet aéroport où s'affrontent les milices est un enjeu majeur pour le contrôle de la capitale bosniaque et que sa réouverture sous l'égide de l'ONU serait par conséquent, au-delà de l'humanitaire, « un élément considérable de désescalade dans le conflit ». C'est ce qui ressortait des contacts qu'avaient eus avec le président bosniaque Izetbegovic les diplomates français qui avaient fait le voyage à Sarajevo quelques semaines avant M. Mitterrand, par des voies routières aussi périlleuses que celle des airs.

### Vukovar oubliée

La France a fait depuis de la réouverture de l'aéroport sa priorité à l'ONU (c'est l'une des conditions exigées de la Serbie pour la levée de l'embargo) et par là même, elle a fait de la Serbie son ennemi. Mais, dans le texte adopté samedi à Lisbonne, demandant au Conseil de sécurité d'y pourvoir si possible par des moyens pacifiques mais « sans exclure le recours à des moyens militaires » qu'ils se disent disposés à fournir.

Pour ce morceau de phrase, pour d'autres moins eudémoniques, il aura fallu de multiples contacts entre les Douze ces dernières semaines, une nuit de travail entre diplomates, à Lisbonne, et plusieurs heures de discussion au sommet. Le tout pour parvenir à une formulation qui permette à certains le moment venu (les Allemands parce qu'ils sont liés par leur Constitution, les Anglais parce qu'ils ne veulent pas y aller) de se désengager de ces « engagements ».

Cette diplomatie-là, M. Mitterrand a paru tout à coup la jeter aux orties. Il l'a en tout cas secouée sans le moindre des ménagements qui aurait consisté à informer ses partenaires de ses intentions. Il a quitté Lisbonne sans rien dire à personne ou presque : il avait signalé au chancelier qu'il préparait quelque chose dont il n'avait pas révélé la teneur ; il se confia au moment de quitter Lisbonne au ministre portugais des Affaires étrangères chargé de transmettre à Mario Soares. On appelle

cela, dans la Communauté, une mauvaise manière, d'autant plus agaçante évidemment que, la cause étant bonne et l'acte courageux, il est en même temps assez difficile de ne pas tirer son chapeau.

La réaction à peine polie du secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd (en substance : pour un vieux, c'est pas mal) témoigne du fait que M. John Major, qui s'apprêtait à Lisbonne à prendre pour six mois la présidence de la Communauté comme on prend la gérance d'un petit commerce, qui comptait avec satisfaction les déclarations qui rapporteraient son engagement aux trois plus riches des pays candidats (Autriche, Suède, Finlande) et qui, à l'ouverture du sommet, avait invité ses partenaires à ne pas laisser la crise yougoslave perturber l'ordre du jour prévu, M. John Major donc saura prendre sa revanche.

Il saura, dans les mois qui viennent, rappeler à sa manière que le destin de la politique étrangère dans l'Europe de Maastricht, contrairement à celui de la monnaie, n'est pas de devenir « unique » mais seulement partiellement « commune » et que cela exclut pas les initiatives nationales.

Nationale, l'initiative de M. Mitterrand l'est évidemment aussi, au sens où elle renforce son image personnelle à l'approche d'une consultation populaire. Dans les ruines de ce qui fut autrefois Vukovar, on regrettera sans doute amèrement que le sens de l'urgence n'ait pas saisi plus tôt le président

français à la gorge, contre « ceux qui tirent sur une ville désarmée » et qui l'ont fait, là-bas aussi, avec une prédilection particulière pour les hôpitaux, les ambulances et les convois humanitaires.

Les torts sont partagés, disaient-ils à Paris : et le refus de la France de reconnaître qu'à partir d'un certain stade de la guerre en Croatie ils ne le furent plus équitablement, eût été l'une des raisons majeures de l'impasse de l'Europe, que M. Mitterrand semble dénouer aujourd'hui par son geste. Bernard Kouchner le croit, en essayant d'arracher des blessés croates au massacre par les Serbes, mais on ne l'écouterait pas : la politique de la France ayant pour objectif de « rétablir le dialogue » entre belligérents interdisait que l'on prit parti.

### Le parti des Serbes

En fait, depuis le début de la crise, M. Mitterrand avait pris le parti des Serbes, celui de l'Etat unitaire, dont il fut le dernier espoir. L'Allemagne avait annoncé, des semaines avant, qu'au 15 janvier, elle reconnaîtrait l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Alors que la pression des faits, et celle de Bonn, avaient eu raison de toutes les résistances, le président de la République, le 14 au soir, hésitait encore.

Il a fallu que Roland Dumas, après un coup de téléphone à Dou-

glas Hurd, qui lui annonça que Londres allait reconnaître les deux Républiques, aille expliquer à l'Élysée que la France, cette fois, serait seule, pour que M. Mitterrand finisse par céder.

Le Quai d'Orsay s'est ensuite démené dans le cadre qui lui était imposé, celui d'une politique ne désignant pas l'agresseur, pour mobiliser l'ONU en faveur du maintien du cessez-le-feu en Croatie, puis - en vain - pour lui réclamer une opération préventive en Bosnie et tout récemment encore pour tenter à nouveau de renouer le dialogue entre belligérents. Il y a quelques semaines, le secrétaire général du Quai d'Orsay allait dire à M. Milosevic qu'au nom de l'amitié franco-serbe Paris lui demandait de se mieux comporter.

Cette amitié, M. Mitterrand n'a semble-t-il toujours pas renoncé à la faire jouer, ni en votant l'embargo au Conseil de sécurité ni même en appelant en fin de semaine l'agresseur par son nom. Elle a sans doute été utile dans le montage de l'« opération Sarajevo », même si l'on n'est bien sûr pas allé jusqu'à accepter l'invitation faite samedi par M. Milosevic au président français de gagner la capitale bosniaque par Belgrade « pour des raisons de sécurité ».

### Une critique de l'Europe

La France a sa part de responsabilité dans la démonstration d'impuissance dont l'Europe a offert le spectacle depuis un an. Du moins n'est-elle restée ni inactive diplomatiquement ni indifférente (c'est elle qui fournit les plus gros contingents de « casques bleus »). Les Britanniques sont depuis le début de la crise avant tout désireux de ne pas s'en mêler et d'ont voté les sanctions contre la Serbie que sur injonction de Washington. Les États-Unis s'inquiètent, mais n'ont pas jusqu'ici eu le courage de risquer la vie d'un seul homme en période pré-électorale. Les dirigeants allemands sont ligotés par une partie de l'opinion qui leur interdit de cautionner tout ce qui pourrait ressembler aux prémices d'une intervention-gendarme type guerre du Golfe.

Le traité de Maastricht ne changera rien tant que continuera de manquer à l'Europe une volonté commune. Mais, à la leçon que l'on tire de l'épisode de dimanche, il faut qu'à l'avenir on n'arrive à rien et qu'on agit mieux seul, l'expédition-surprise à Sarajevo aurait, sur le plan intérieur, totalement manqué son objectif qui est eu contraire de mobiliser en faveur du « oui » au référendum sur l'Union européenne.

Le paradoxe n'est en fait qu'apparent. La campagne s'engageait très mal pour les dirigeants français qui ne sont pas encore parvenus à trouver à propos de l'Union européenne les arguments qui accrochent. M. Mitterrand s'efforçait dans un discours sur la fin des guerres dans la Communauté qui tombait complètement à plat ; les arguments économiques laissaient par rebroussement, en regard des images de la guerre en Bosnie, le traité de Maastricht devenir une abstraction ignorante du réel et de ses drames ; on n'en voyait plus le sens. C'est une critique bourrue de l'Europe telle qu'elle est que vient d'asséner le président de la République. On en avait besoin. Cette Europe, M. Mitterrand est sans doute un peu mieux à même aujourd'hui de prétendre la vouloir autrement.

### Les précédents

## Beyrouth, Elounda, Nouméa...

« Faire ce qu'on peut là où l'on est, je ne connais pas d'autre morale ». C'est en application de cette règle, qu'il évoque volontiers lui-même pour expliquer sa démarche personnelle, que M. Mitterrand a déjà, plusieurs fois, pris l'initiative de déplacements spectaculaires en joignant le geste à la parole en fonction des impératifs de l'actualité.

Son déplacement à Sarajevo comporte ainsi beaucoup d'analogies avec le visite qu'il avait effectuée à Beyrouth le lendemain des deux attentats commis dans la capitale libanaise, à quelques minutes d'intervalle, le 23 octobre 1983, contre, d'une part, le quartier général du détachement des marines américaines de la force multinationale, et, d'autre part, l'immeuble du Drakkar abritant le cantonnement des parachutistes français. Il y avait au 237 tués et 80 blessés parmi les marines et 58 morts et 15 blessés chez les soldats français. M. Mitterrand avait pris spontanément la décision de se rendre immédiatement sur place (lire ci-dessous) et son geste avait été salué unanimement. L'Élysée avait reçu quatre cents lettres de félicitations et le vice-président des États-Unis, M. George Bush,

s'était rendu à son tour à Beyrouth deux jours après.

Au nombre des visites inopinées du président de la République figure aussi son départ pour Nouméa qu'il avait annoncé lui-même en direct, à la télévision, le 18 janvier 1985, alors que les incidents violents se multipliaient en Nouvelle-Calédonie. M. Mitterrand, interrogé sur ses intentions, avait surpris tout le monde en précisant qu'il se rendrait sur place le lendemain même.

Meilleure initiative spectaculaire du chef de l'Etat n'ont pas toujours fait l'unanimité. Son rendez-vous-surprise avec le colonel Khedeff, en Crète, avait été très controversé. Le président de la République, après avoir « balancé » - selon sa propre expression - avait tenu à rencontrer le chef d'Etat libyen pour lui dire : « Si vous retournez au Tchad, le risque de guerre est réel entre nous. » Très critiqué, M. Mitterrand avait demandé au conseil des ministres, le 21 novembre, de réagir au « déshonneur de propagande » et il avait lancé, avant de lever la séance : « La France poursuivra sa politique et, quant à moi, même si les sondages descendent jusqu'à zéro, je continuerai. »

## La tragédie du « Drakkar »

Les circonstances dans lesquelles le président de la République avait pris sa décision de se rendre à Beyrouth, en 1983, ont été racontées, à partir de témoignages recueillis auprès des principaux intéressés, par Pierre Favier et Michel Morin-Roland, les deux journalistes de l'AFP alors accrédités à l'Élysée, dans la deuxième tomo de leur ouvrage *La Décennie Mitterrand*. Ils écrivirent notamment, à propos des suites de l'attentat contre le cantonnement français du Drakkar :

« François Mitterrand est immédiatement réveillé par un officier de son état-major particulier. Il est 4 heures du matin à Paris. Le chef de l'Etat demande aussitôt à Charles Hernu de partir pour le Liban. Le ministre de la Défense se lève dans un Mytère-20 avec les généraux François Cailleteau, chef du cabinet militaire, et Jeannou Lacaze, chef d'état-major des armées.

« Charles Hernu : « Nous faisons escalade à Lemaire. » Pea possible d'aller à Beyrouth », me disent les autorités de Chypre. J'insiste et on finit par m'envoyer à Beyrouth. Je me fais immédiatement conduire en hélicoptère vers le Drakkar où l'on retire les corps, puis l'ambassade de France d'où j'envoie un message codé à l'Élysée. Jean-Louis Bianco me répond : « Haute personnalité arrive à Beyrouth. » Avec Lacaze, on se demande si c'est Maurry ou Mitterrand. »

« François Mitterrand a tout de suite ressenti la nécessité d'y aller. Il a décidé seul, personne ne lui a conseillé », assure son chef d'état-major particulier, le général Jean Saurier. Jean-Louis Bianco se souvient d'avoir reçu chez lui, peu après le drame un appel téléphonique du président.

« Je sais que l'on va me déconseiller d'entreprendre un tel voyage mais je pense que

mon devoir est d'aller sur-le-champ à Beyrouth. Qu'en pensez-vous ?

« Monsieur le Président, pouvez-vous m'écouter un moment de réflexion ?

« Non. Je souhaite votre réaction instinctive. »

« Dans ce cas, je pense que c'est une très bonne idée. »

« A Paris, quatre hommes seulement sont chargés de la sécurité : Bianco, Saurier et les deux plus proches collaborateurs civils de Charles Hernu, François Halabourg et Jean-François Dubois. Ils consacrent la journée à une partie de la nuit à la préparation de ce déplacement « à haut risque ».

« Peu avant 8 heures du matin, le lundi 24 octobre 1983, les Français apprennent par les radios que le président de la République vient d'arriver à Beyrouth. Hernu n'est prévenu qu'une demi-heure avant l'atterrissage du Mytère 20 présidentiel. Il e tout juste le temps de rejoindre l'aéroport, qu'il atteint au moment où l'avion touche la piste.

« Grave, tendu, Mitterrand descend le coupé. Il est accompagné du général Saurier, d'Hubert Médine et de François de Groenouwe. Le capitaine Alain La Caro, chef du groupe de sécurité du président de la République, conscient de conduire la mission la plus difficile, n'entend ses hommes et ses armes sur tout ce qui restait de pièces libres dans l'avion.

« Charles Hernu suggère immédiatement à François Mitterrand d'aller se recueillir sous les hangars de l'aéroport devant l'alignement des cercueils métalliques des « marines » prêts à être rapatriés, via Francfort. « Vous croyez que je n'y avais pas pensé tout seul », bougonne le président... »

ment qu'il le fut quand Saddam Hussein s'empara des puits de pétrole du Koweït.

Tergiversations onusiennes, décalages entre les Européens, soucis électoralistes du président-candidat Bush, délitement de l'ex-URSS, et, bien sûr, folies « ethniques » d'une Europe orientale régressive sur fond de crise économique chez les pays riches, la sainte alliance des égoïsmes contribuait à retarder l'heure de l'action. Désormais, aucun peuple libre et courtois ne saurait supporter que perdure, à ses portes, la tragédie bosniaque.

L'irruption symbolique de François Mitterrand dans les ruines de Sarajevo appelle une suite. Humanitaire, cela va de soi. Politique et diplomatique, bien sûr. Militaire, s'il le fallait.

BRUNO RAPPAPORT

**Commandez votre PEUGEOT avant le 31 juillet 1992**  
**TOUT VOTRE ENTRETIEN\***  
(révisions, vidanges, huiles, pièces et main d'œuvre)  
**GRATUIT pendant 3 ans !**

\* Offre valable pour tous les modèles de la gamme PEUGEOT de 21 à 400 CV pour une durée de 3 ans ou 50 000 km, à l'exception de cabriolet et des gammes 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

**NEUBAUER**  
vend et loue des PEUGEOT

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52  
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 227, bd. Anatole-France 93209 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

## Devoir de suite

Suite de la première page

On voit bien que, parmi les raisons du voyage à Sarajevo, figure le projet de signaler de manière spectaculaire qu'après avoir pris son temps la France a fini par mesurer où était le droit dans les conflits « yougoslaves » et où était l'acceptabilité.

### Un coup très « gaullien »

Débarquer à Sarajevo le jour où, dans Belgrade, le peuple serbe montrait que ses dirigeants ne peuvent prétendre parler au nom de tous les Serbes, c'est un message,

très clair à l'allié historique. Un revirement exprimé au second degré.

Les options européennes ne manqueraient pas de retenir la force symbolique de ce coup, très « gaullien » dans la manière. Ces options, qui partagent au moins avec leurs dirigeants le fait d'avoir tardé à mesurer la montée des périls et à s'émouvoir du sort des populations prises en otage, retiendront l'image d'un peuple qui détresse et des gestes de suppléance dans les rues de Sarajevo affamé.

Le crime de non-assistance à peuple en danger est clairement constitué. Au moins aussi claire-



# LA VISITE DE M. MITTERRAND A SARAJEVO

## Une « action forte »

par Jean-Pierre Langellier

Ici et maintenant. En allant par surprise dimanche à Sarajevo, M. François Mitterrand s'est soumis à cet impératif d'urgence qui lui inspire l'inspiration dans un tout autre domaine : le titre d'un livre-entretien, « *1992*, parce que face au monde bosniaque qui, venait-il de confier à Lisbonne, « prenait à la gorge », il lui semblait digne de se rendre sur place pour « voir, témoigner, observer, écouter ». « *Parler lors de la cage, demandait un jour Simon Weil, où est le courage ?* ». « *Maintenant*, parce que, ayant tout juste exhorté ses pairs européens à une « action forte », il jouait utile d'en donner aussitôt l'exemple. En outre, il n'était pas indifférent, pour un homme aussi pénétré d'histoire, que ce voyage à Sarajevo eût lieu un 28 juin, date anniversaire de l'assassinat, dans cette même ville, en 1914, de l'archiduc François-Ferdinand, qui précipita la première guerre mondiale.

La charge symbolique de ce voyage n'en est que plus grande. Si la politique est aussi, dans ses jours fastes, une « morale de l'action », M. Mitterrand aura bien mérité d'elle, dimanche à Sarajevo.

Par ce coup d'état, pas si improvisé que cela, mais ce qu'en a dit son auteur - puisque mis au point pendant quatre jours - le chef de l'Etat a voulu, selon certains de ses proches, « révéler tout le monde ». Sans doute a-t-il estimé, à juste titre, qu'en l'espèce seule la France pouvait prendre une initiative spectaculaire. Trop hostile à la Serbie, l'Allemagne ne possédait pas, dans cette affaire, du même crédit. Fort prudente, la Grande-Bretagne se contentait, quant à elle, d'afficher son embarras.

Comme beaucoup, M. Mitterrand tient pour « inacceptable » le spectacle sanglant qui se joue, dans la cuvette

de Sarajevo, depuis trois mois. Au cœur de l'Europe, à une heure d'avion de nos plages, une ville se meurt, affamée, prise en otage, martyrisée par les obus serbes et à la merci des snipers, les tireurs - et tueurs - d'élite postés sur les collines. Faut-il la laisser agoniser et subir le sort de Vukovar, cette ancienne cité croate qui n'est plus qu'un champ de ruines ?

Si le chef de l'Etat refuse cette fatalité, c'est aussi qu'il a pris conscience du formidable danger que le drame de Sarajevo fait courir à l'Europe : l'impasse. Celle-ci n'est certes pas nouvelle, et s'est manifestée tout au long de la crise yougoslave, depuis les méandres des « observateurs » de la Communauté jusqu'à l'enlisement de la mission Carrington.

Mais cette fois le désarroi des Douze face à la tragédie bosniaque contrastait trop avec les exaltantes ambitions assignées, par ses défenseurs, au traité de Maastricht pour ne pas rendre désert tous les beaux discours sur l'Europe politique de demain, et frivoles toutes les promesses. Voilà qui justifiait donc d'agir fortement, de rompre l'attentisme, de secouer les torpides. Et, par sa seule présence sur les lieux des massacres, de porter témoignage tout en offrant quelque réconfort à une population désespérée.

### Ni négociateur ni intermédiaire

Ce faisant, M. Mitterrand bouscule un peu les Nations unies, dont le secrétaire général, M. Boutros-Ghali - pourtant grand ami de la France - semble faire preuve dans cette affaire d'une certaine indécision. Il a surtout pris au dépourvu - secret d'Etat oblige - les partisans européens de notre voisinage - ex-Union soviétique, Yougoslavie - et entreprenants des démarches isolées à l'insu de nos partenaires.

M. Yves Galland, président du Parti radical, a jugé que « l'unité nationale s'imposait » et que l'initiative de M. Mitterrand « pouvait être utile ». Les plus fortes réserves sont venues de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF. « Un geste humanitaire en direction de la population de Sarajevo doit être naturellement approuvé », a-t-il déclaré au cours du « Grand-Jury RTL-Le Monde ». Le caractère politique et diplomatique de cette action pose d'autres problèmes. Dans cette crise yougoslave, il y a quelque chose de très important : c'est la maintenance de la solidarité et de la cohésion européennes, a poursuivi M. Giscard d'Estaing (...). Il faut faire très attention. Nous ne pouvons à la fois dire que nous voulons une attitude commune sur les problèmes de notre voisinage - ex-Union soviétique, Yougoslavie - et entreprendre des démarches isolées à l'insu de nos partenaires.

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a prolongé cette critique en indiquant, sur Radio J, qu'il serait « très intéressé de savoir si le président de la République a prévu les chefs d'Etat présents au sommet de Lisbonne de la démarche qu'il était en train de préparer ». Si tel n'a pas été le cas, a-t-il ajouté, « c'est une faute (...). Il y a un manque, me semble-t-il, d'un côté à la solidarité européenne et de l'autre, à l'idée européenne elle-même ». « Je pense donc », a conclu M. Bayrou, « que cela ne peut pas faire progresser l'idée européenne en France et c'est bien ce que je reproche à cette initiative ».

M. Gérard Longuet a rendu hommage, sur RMC, au « panache » et au « côté poil à gratter » de M. Mitterrand, tout en se demandant si le chef de l'Etat n'avait pas pris « le risque majeur d'isoler la France » dans la Communauté. Selon le président du Parti républicain, « le risque de l'éclat, c'est très bien, mais le risque de la solitude, c'est beaucoup plus dangereux pour l'Europe car la France, seule, ne règlera pas le problème bosniaque ».

Du côté communiste, M. Francis Wurtz, membre du bureau politique du PCF, a craint que le voyage de M. Mitterrand ne constitue « une sorte de baroud d'honneur avant une intervention militaire », tout en reprochant à la France de s'être alligée sur la politique allemande pour maintenir la cohésion de la CEE.

A l'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a dénoncé « un coup de bluff » qui s'apparente « beaucoup plus à la technique du show-biz qu'à la grande diplomatie », tandis que le président du CNR, Yvon Briant, y voit « la venue à laquelle la diplomatie française nous a trahis habitude ».

dence. Tous se pouvaient que saluer son panache, même si certains ont peut-être déploré, en leur for intérieur, qu'il ait donné l'impression de faire cavalier seul.

Soucieux d'ôter prise à ce reproche, le président français s'est défendu de confondre les rôles. Ni « négociateur » ni « intermédiaire », il s'est voulu à Sarajevo un simple témoin, désireux de contribuer « à une détente », mais sans nourrir trop d'illusions « car la solidarité internationale est un énorme monument à faire bouger ». Pas question donc de paraître « se substituer » aux Nations unies ou à la Communauté européenne, ni d'interférer dans leurs missions.

Il reste que le chef de l'Etat avait pour guide à Sarajevo M. Bernard Kouchner, héritier du « devoir d'ingénierie » humanitaire, et que la France a pour objectif immédiat et concret, en essayant d'obtenir la réouverture de l'aéroport de la capitale bosniaque, d'y échelonner l'aide d'urgence dont la population a tant besoin. Une tentative de la dernière chance, une ultime manière de forcer le destin, avant que les Nations unies reprennent l'initiative - dès lundi - et que l'Europe mette à sa disposition, si besoin, des moyens militaires, comme elle l'a décidé à Lisbonne.

Le voyage de Sarajevo suscite un regret et comporte un risque. Si la « porte ouverte » par M. Mitterrand dans le bloc de la ville ne se reforme pas, si le cœur humanitaire prend forme, une question s'impose : pourquoi ce temps perdu et ces morts pour rien ? Ne pouvait-on pas agir ainsi plus tôt ? Si une trêve s'installe, la communauté internationale sera-t-elle ensuite à la hauteur des espoirs qu'elle aura fait naître dans une population qui aura vécu, dimanche, pendant quelques heures, le réconfort de ne plus être tout à fait oubliée ?

## Les réactions à Bonn

## Entre la « surprise » et le soutien

BONN

de notre correspondant

A Bonn, où l'on a tout d'abord été « surpris », les commentaires se font plus conciliants. « *Surprise* » : c'est le terme employé par le ministre des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, interrogé dimanche 28 juin au cours d'une émission télévisée. Le chef de la diplomatie allemande, présent au sommet de Lisbonne, n'avait pas été informé au préalable des intentions du chef de l'Etat français.

Lundi matin, M. Kinkel vantait le « courage » du président français et appuyait son initiative « sans réserve, assurant et compréhensible qu'un cercle restreint de personnes seulement ait été mis dans le secret ».

### L'hommage de M. Bérégovoy

Le premier ministre Pierre Bérégovoy a salué, lundi 29 juin, l'initiative du président Mitterrand, estimant que par cet acte le droit d'ingénierie humanitaire prêté par le ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, s'était « manifesté avec éclat et avec courage ». « *Ceux qui ont accompli cet acte l'ont fait parce que tel était leur devoir* », a-t-il ajouté lors d'une cérémonie de remise des insignes de chevalier de la Légion d'honneur au commissaire au plan, Jean-Baptiste de Foucault.

Ainsi, le chancelier Kohl avait ce qui allait se passer. Il s'était entre-temps une heure durant, samedi matin, avec M. Mitterrand, au cours d'un petit déjeuner dans la capitale portugaise, a indiqué la chancellerie.

Dans les médias allemands, la visite éclair du président français à Sarajevo suscite, dans l'ensemble, des commentaires très positifs, malgré quelques réserves sur un geste interprété, ici et là, comme un « revirement » de la France dans l'affaire yougoslave. Même la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le grand quotidien conservateur, salue l'initiative personnelle du président en invitant les autres chefs d'Etat européens, dont aucun n'avait fait le même geste jusqu'ici, à n'en concevoir « ni jalousie, ni colère ».

La *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, adversaire convaincu de la Serbie, invite cependant la France à ne pas tirer un bénéfice unilatéral de cette visite, en soulignant le rôle prioritaire de l'ONU et des Etats-Unis dans un éventuel règlement militaire du conflit.

M. Kinkel a, lui aussi, souligné que les « Nations Unies avaient le monopole de l'emploi de la force » dans une région comme l'ex-Yougoslavie. En rappelant que son histoire et sa constitution empêchaient l'Allemagne d'envoyer des soldats sur place, M. Kinkel a aussi souligné que son pays avait fait des efforts particuliers pour l'accueil des réfugiés en provenance de Bosnie-Herzégovine. - (Interim.)

## « Une action concertée vaut mieux qu'un coup d'éclat individuel »

déclare le premier ministre belge

Le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, a salué lundi le « courage » du président Mitterrand, mais a fait valoir qu'« une action concertée vaut certainement mieux qu'un coup d'éclat individuel ».

« A aucun moment, il n'a été fait mention de cette initiative » au Conseil européen de Lisbonne, a-t-il déploré.

bonne, a-t-il souligné sur France-Inter. « C'est un peu étonnant, dans la mesure où le président Mitterrand a accepté durant nos débats le fait que nous devions avoir une action concertée au plan européen et que nous devions échanger toutes les informations dont nous disposions », a-t-il déploré.

## L'opposition salue le « panache » du chef de l'Etat

La visite surprise de M. François Mitterrand à Sarajevo a été saluée par la classe politique française, même si certains dirigeants de l'opposition émettent des réserves sur les conséquences diplomatiques de l'initiative personnelle du président français. « C'est un acte de courage qui fait honneur à celui qui l'a décidé et à nous tous. C'est un geste de paix digne de Jean Jaurès », s'est félicité, dimanche à Carmaux (Tarn), M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS. « Je dis bravo parce que c'est un geste qui ne manque pas de panache », s'est réjoui M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, lors de l'émission « Forum RMC/Express ». « Quand un chef de l'Etat s'expose personnellement, s'expose physiquement, il faut tirer son chapeau et saluer le courage. Admettant qu'il pouvait y avoir « quelques susceptibilités froissées », M. Stasi a ajouté : « Le fond du problème, c'est que, vis-à-vis de l'opinion internationale, ce geste montre que l'Europe peut faire quelque chose ».

Plusieurs dirigeants du RPR ont également approuvé le geste de M. Mitterrand. « Je n'ai pas de réserve », a affirmé M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, lors de l'émission « 7 sur 7 » sur TF1. « Pourquoi ? Parce que la politique, ce n'est pas simplement des décisions, c'est aussi des symboles. C'est un beau geste », a ajouté le député des Hauts-de-Seine, E. Y. du panache de l'Etat », M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a estimé, lui aussi, sur RMC, que « sur le geste lui-même, il n'y a pas à être réservé ». « Je trouve que c'est bien », a-t-il ajouté, et au risque d'être un peu en désaccord avec certains de mes propres amis de l'opposition, je trouve que c'est bien de n'avoir rien demandé à personne. » M. Michel Barnier, député RPR de Savoie, n'estimé, sur FR3, qu'il fallait ce geste symbolique » tandis

**SCIENCES-PO**  
ENTREE EN AP  
Stage intensif d'été  
Préparation annuelle et semestrielle  
Préparation parallèle à l'université  
**ipesup**  
18, rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris  
(1) 43.25.63.30  
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE

## • PERMIS A POINTS • FAITES LE TEST !

Le 1<sup>er</sup> juillet 1992 : votre permis devient un permis à points.  
Plus de 9600 tués et de 200 000 blessés par an, le bilan de l'insécurité routière reste inacceptable malgré les progrès accomplis. Le document que vous possédez est inchangé, mais il est doté de 6 points qu'il ne tient qu'à vous de conserver. Pour vous aider à savoir où en serait votre capital de points si le permis à points était en vigueur depuis trois ans, cochez les infractions commises et sanctionnées.



- 3 POINTS**
- Homicide ou blessures involontaires entraînant une incapacité de travail de plus de trois mois.
  - Conduite en état d'alcoolémie.
  - Refus de se soumettre aux vérifications d'alcoolémie.
  - Délit de fuite.
  - Refus d'obtempérer, d'immobiliser le véhicule.
  - Entrave ou gêne à la circulation.
  - Utilisation de fausses plaques, défaut de plaques et fausses déclarations.
  - Conduite sans permis en période de suspension.
- 2 POINTS**
- Circulation sur la partie gauche de la chaussée.
  - Franchissement ou chevauchement d'une ligne continue.
  - Changement important de direction sans avoir averti et s'être assuré que le manœuvre est sans danger.
  - Dépassement de 20 km/h ou plus d'une vitesse maximale autorisée inférieure à 130 km/h, ou de 30 km/h ou plus d'une vitesse maximale autorisée égale à 130 km/h.
  - Dépassement de la vitesse maximale autorisée pour les

- VOTRE COMPORTEMENT AU VOLANT**
- conducteurs titulaires du permis depuis moins d'un an.
  - Dépassement dangereux.
  - Accélération d'allure alors que l'on est sur le point d'être dépassé.
  - Non respect de la priorité.
  - Non respect du panneau stop et du feu rouge fixe ou clignotant.
  - Arrêt ou stationnement dangereux.
  - Blessures involontaires n'entraînant pas une incapacité de travail de plus de trois mois.
  - Circulation ou stationnement sans éclairage ni signalisation lorsqu'ils sont nécessaires.
  - Manoeuvres interdites sur autoroute.
  - Circulation sur bande d'arrêt d'urgence.
  - Circulation en sens interdit.
- 1 POINT**
- Dépassement de moins de 20 km/h d'une vitesse maximale autorisée inférieure à 130 km/h ou de 30 km/h d'une vitesse maximale autorisée égale à 130 km/h.
  - Maintien injustifié des feux de route ou de brouillard.
- TOTAL =**
- BRAVO !** Vous conservez vos 6 points. Vous êtes dans le cas de 85% des conducteurs. Vous avez un comportement responsable au volant. Continuez!
- BIEN SUR, VOUS SAVEZ L'ENJEU D'UNE CONDUITE RESPONSABLE.** Mais vous ne faites pas toujours attention. Il faut déjà faire un effort. Un permis plus fragile devrait vous y aider. Il n'y a jamais rien de l'infraction à l'accident.
- ATTENTION !** Sans un changement de comportement au volant votre permis aurait été sérieusement fragilisé. Si vous aviez perdu 5 points, vous n'auriez plus droit à l'erreur. Sincèrement, n'auriez-vous pas pu éviter ces infractions? Il est vrai qu'un stage de sensibilisation où vous auriez pu vous inscrire volontairement vous aurait permis de retrouver 2 points... et surtout, vous auriez aidé à adopter un meilleur comportement au volant.
- VOUS APPARTENEZ A LA MINORITE (MOINS DE 1%) DE CONDUCTEURS, INFRACTIONNISTES, RECIDIVISTES QUI ONT MIS PLUSIEURS FOIS LA VIE DES AUTRES EN DANGER.**
- Votre permis serait annulé, avec impossibilité de le repasser avant 6 mois. Si vous aviez perdu 0 ou 7 points, vous auriez pu faire à temps un stage de sensibilisation et retrouver 2 points. Même dans ce cas votre permis serait en sursis. Modifiez vos habitudes de conduite.
- sécurité routière**
- POUR EN SAVOIR PLUS, MINITEL 3615 ROUTE.**



En  
Sole  
Sole  
De  
O



## DIPLOMATIE

### La réunion du Conseil européen Le désaccord persiste sur le financement de la Communauté

Le désaccord entre les Douze sur le financement de la Communauté au cours des années à venir reste complet. Les tentatives de solution esquissées à l'initiative de la Commission européenne avant le sommet de Lisbonne n'ont pu être confirmées au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement réunis les 26 et 27 juin. M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, a, en effet, refusé de souscrire à des orientations qui, à ses yeux, se seraient par trop éloignées des promesses faites aux pays les moins prospères, et singulièrement à l'Espagne, en décembre dernier, à Maastricht.

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Prénant acte de cet échec, M. Jacques Delors a retiré ses propositions de compromis, si bien que la discussion devra reprendre pratiquement à zéro, avec l'espoir de rapprocher les positions en présence d'ici le conseil européen qui se tiendra en décembre 1992 à Edimbourg.

Considérant que les circonstances à Lisbonne étaient propices (soutien des gouvernements de ne pas donner des arguments aux adversaires de Maastricht, situation budgétaire déjà difficile dans plusieurs Etats membres), M. Delors s'est montré plutôt optimiste quant aux chances d'aboutir à la fin de l'année.

Le résultat sur ce front budgétaire n'est pas complètement nul. Les « conclusions » de la présidence consignent deux points d'accord non négociables : le Fonds de cohésion, dont l'objet sera de financer les infrastructures de transport ainsi que l'amélioration de l'environnement dans les quatre pays les moins prospères de la CEE (Espagne, Grèce, Irlande et Portugal), sera créé cette année, de façon à devenir opérationnel en 1993. Par ailleurs, les dépenses agricoles prises en charge par le budget commun seront plafonnées dans les mêmes conditions qu'au cours de la période quinquennale 1988-1992. C'est là une décision qu'on peut, selon son humeur, considérer comme rassurante (il y aura de l'argent pour financer la réforme de la PAC) ou bien décevante : la Commission, il est vrai, avait que les décisions sur la réforme de la PAC soient adoptées, avait proposé par sécurité d'augmenter l'enveloppe agricole de 1,5 milliard d'euros, soit plus de 10 milliards de francs.

Pour tenir compte du souci d'économies manifesté par plusieurs Etats membres, la Commission avait suggéré que la programmation budgétaire s'échelonne sur sept ans au lieu de cinq ans. Au cours des deux premières années (1993-1994), le plafond des dépenses serait resté fixé à son niveau actuel, soit 1,20 % du PNB. On comprendrait que, dans son esprit, ce plafond des dépenses, à l'issue de la période de sept ans, donc en 1999, aurait dû atteindre 1,37 % du PNB, soit le seul qu'elle avait préconisé initialement pour 1997. Et qu'en tout état de cause, les transferts financiers opérés au profit des régions en retard (régions dites de l'objectif 1) étaient appelés à doubler entre 1993 et 1999, comme ils ont déjà doublé une première fois entre 1988 et 1992.

Le Royaume-Uni, qui s'est montré le plus restrictif, estime qu'il n'y a pas lieu de relever le plafond actuel, que la Communauté peut parfaitement vivre jusqu'à la fin du siècle en limitant ses dépenses à 1,20 % du PNB. Explique-t-on aux Anglais qu'un tel seuil, s'il permet à la rigueur de financer le Fonds de cohésion, interdirait de tenir les fautes à Maastricht quant à la progression des crédits transférés par l'intermédiaire des fonds structurels aux pays les moins prospères ? Ils répondent que, si l'on se heurte à une telle difficulté, on aura toujours la faculté de réduire l'enveloppe allouée à l'agriculture.

L'Allemagne trouvait également trop généreux le compromis imaginé par Bruxelles. Bref, M. Felipe Gonzalez, dont une partie de l'opinion conteste le coût social de la politique européenne et qui était déjà peu enclin à accepter un élargissement de la programmation budgétaire sur sept ans (laquelle signifie, si les niveaux des dépenses restent

inchangés, un ralentissement du rythme de leur progression), en a retiré l'impression que le doublement des crédits au profit des régions pauvres ne serait pas garanti même en 1999 et a donc rejeté l'ensemble du compromis.

Celui-ci, même si M. Delors a choisi, pour marquer les esprits, de le retirer, constituera certainement au bout du compte la base de l'accord en décembre à Edimbourg. « Il n'y a guère de solution de rechange », constatent les experts. Les Britanniques qui, à compter du 1<sup>er</sup> septembre, assureront la présidence des travaux de la CEE, auront alors le devoir — ils en sont bien conscients — de favoriser un compromis. Sans compter qu'ils souhaitent engager au plus vite les négociations en vue de l'élargissement de la CEE et que celles-ci, Maastricht dixit, ne peuvent débiter tant que l'affaire budgétaire n'est pas réglée. Des raisons qui expliquent la relative confiance manifestée par M. Delors à l'issue de la réunion.

#### Voie libre pour l'élargissement

La Communauté dispose donc désormais d'une doctrine de l'élargissement à laquelle souscrivent ses douze Etats membres et la Commission. Les pays candidats sont fixés quant aux conditions qui sont posées ; elle leur font obligation de souscrire aux objectifs définis par le traité de Maastricht, en particulier en matière de politique étrangère et de sécurité. Les ambiguïtés qui pouvaient subsister sont théoriquement levées. Il reste à voir, bien sûr, quel usage les uns et les autres feront de la ligne ainsi tracée. Les négociations d'adhésion pourront débiter lorsque deux conditions seront remplies : quand les dispositions concernant le financement de la CEE auront été adoptées et les ratifications du traité de Maastricht acquies.

En pratique, tous les Etats membres ont, en effet, le début de 1993 comme point de départ des pourparlers. S'agissant des conséquences à tirer de l'accident de parcouru danois, les chefs d'Etat et de gouvernement des Onze, avec l'accord du Danemark, ont confirmé le consensus décidé par leurs ministres des affaires étrangères le lendemain du référendum : poursuite jusqu'à leur terme des procédures de ratification et refus d'envisager la renégociation du traité de Maastricht.

PHILIPPE LEMAITRE

## EUROPE

### ITALIE : formé près de trois mois après les élections législatives Le gouvernement de M. Giuliano Amato est marqué par une volonté de renouvellement



ROME

de notre correspondant

L'incertitude aura plané jusqu'au bout. Près de trois mois après les élections législatives, il aura encore fallu trois bonnes heures pour que M. Giuliano Amato, en tant que président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, procède aux retouches de dernière minute avant de pouvoir annoncer aux journalistes, qui patientaient depuis le début de la matinée, que l'Italie avait un nouveau gouvernement. Ce socialiste, Turinois de cinquante-quatre ans, professeur de droit constitutionnel, en politique depuis une dizaine d'années, est, depuis dimanche après-midi 28 juin, à la tête du cinquante et unième gouvernement de la République, même pour la troisième fois par une personnalité non démocrate-chrétienne.

Le « subtil-docteur », comme il est surnommé pour ses qualités de diplomate, a dû jouer serré pour réussir à concilier les exigences des partis de sa coalition — les démocrates-chrétiens, les socialistes, les sociaux-démocrates et les libéraux — et le renouvellement réclamé par l'opinion publique. Un des premiers à payer a été M. Giulio Andreotti, « inamovible » président du conseil

sortant, qui a été exclu alors qu'il semblait destiné au prestigieux poste de ministre des affaires étrangères. Mais, comme il l'a déclaré lui-même, le nouveau premier ministre a essayé, en accord avec le président de la République, de « limiter la présence de ministres ayant plus de quinze ans d'ancienneté au gouvernement ». Résultat : beaucoup de départs ont franchi, dimanche après-midi, le ponton du palais du Quirinal pour prêter le traditionnel serment.

Vingt et un ministres quittent le gouvernement, huit seulement restent à cette vague de renouvellement. C'est à la Démocratie chrétienne que va la palme du changement, avec la règle que se sont imposée les dirigeants du parti : selon l'idée lancée il y a quelques jours et acceptée dans la nuit de samedi à dimanche, la DC a, en effet, décidé d'interdire à ses membres de cumuler mandat parlementaire et portefeuille ministériel. Cette règle, que les autres partis de la coalition n'ont pas acceptée, a

devraient être connus mardi. — (AFP)

o ROUMANIE : M. Iliescu et M. Constantinescu candidats à la présidence. — Le président Ion Iliescu a été investi samedi 27 juin par le Front démocratique de salut national comme candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu en même temps que les élections législatives, le 27 septembre. Le principal rassemblement d'opposition, la Convention démocratique, présentera pour sa part M. Emil Constantinescu, recteur de l'université de Bucarest, qui a recueilli plus de voix que les deux autres candidats à l'investiture, MM. Ios Ratiu et Nicolae Manolescu. — (AFP, AP)

provoqué des remous à l'intérieur du premier parti d'Italie. Jusqu'à la dernière minute, les résistances ont été fortes et les caciques ont tenté de négocier pour garder une place au gouvernement.

En vain. Pour la première fois, en effet, l'article 92 de la Constitution, en vertu duquel c'est le président de la République, sur les indications du premier ministre, qui nomme les membres du gouvernement, a été appliqué à la lettre, tout au moins partiellement. Plus question donc pour les partis d'imposer leurs choix.

#### Un pari à moitié réussi

Le gouvernement se présente allégué de huit ministres (il en compte vingt-quatre, suite à la fusion de plusieurs ministères) ; les techniciens sont au nombre de six. L'un d'entre eux, M. Piero Barucci, ancien président de l'association bancaire (IABI), s'est vu confier le ministère du Trésor.

Comme prévu, M. Gianni de Michelis, ministre des affaires étrangères sortant, quitte le devant de la scène pour assumer, semble-t-il, un poste de responsabilité au sein du

Parti socialiste. A sa place, on retrouve M. Vincenzo Scotti, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement précédent. Le socialiste Claudio Martelli reste à la justice, tandis que M. Carlo Ripa di Meana, commissaire européen à l'environnement, quitte son poste à Bruxelles pour s'occuper du même secteur à Rome.

M. Amato, socialiste propulsé au poste de président du conseil par M. Bettino Craxi, le secrétaire du PSI, qui, lui-même, ne pouvait plus y prétendre après les retombées politiques du scandale des pots-de-vin de Milan, n'a réussi son pari qu'à moitié. Il aura tenté, sans succès, d'élargir la base parlementaire de son gouvernement en attirant dans l'orbite de la majorité le Parti républicain et les ex-communistes du Parti démocratique de la gauche (PDS), mais il n'aura réussi qu'à confirmer le « quadripartito », la coalition à quatre, pourtant désavouée lors des dernières législatives. C'est donc avec une majorité étroite de seize voix à la Chambre et de cinq au Sénat que le gouvernement de M. Amato se présentera dans le courant de la semaine pour obtenir le vote de confiance des parlementaires. — (Inferim)

### La composition de la nouvelle équipe

Voici la composition du gouvernement formé le 28 juin :

Président du conseil : M. Giuliano Amato (PSI).

Intérieur : M. Nicola Mancino (DC).

Justice : M. Claudio Martelli (PSI).

Affaires étrangères : M. Vincenzo Scotti (DC).

Budget, planification et Mezzogiorno : M. Franco Reviglio (PSI).

Défense : M. Salvo Andò (PSI).

Finances : M. Giovanni Goria (DC).

Trésor et fonction publique : M. Piero Barucci (technique).

Commerce extérieur : M. Claudio Vitalone (DC).

Santé : M. Francesco de Lorenzo (PLI).

Tourisme, spectacles : M. Margherita Boniver (PSI).

Biens culturels : M. Alberto Ronchey (technique).

Environnement : M. Carlo Ripa di Meana (technique-PSI).

Universités et recherche scienti-

fique : M. Alessandro Fontana (DC).

Instruction publique : M. Rosa Russo Jervolino (DC).

Travaux publics : M. Francesco Merloni (DC).

Agriculture : M. Angelo Fontana (DC).

Transports, marine marchande : M. Giancarlo Tesini (technique).

Postes et télécommunications : M. Maurizio Paganò (PSDI).

Industrie, participations d'Etat : M. Giuseppe Guarino (technique).

Travail : M. Nino Cristofori (DC).

Protection civile : M. Ferdinando Facchiano (PSDI).

Politiques communautaires : M. Raffaele Costa (PLI).

Affaires sociales : M. Adriano Bonipiani (technique-DC).

Urbanisme : M. Carmelo Conte (DC).

(\*) Nouveau ministre.

DC : démocratie chrétienne ; PSI : Parti socialiste ; PLI : Parti libéral ; PSDI : Parti social-démocrate.

**mouvement**

Aujourd'hui, plus de deux déplacements sur trois en Ile-de-France s'effectuent de banlieue à banlieue. Pourtant, aucune solution de transport public n'était prévue jusqu'alors pour éviter le passage obligé par Paris et les pertes de temps qu'il implique. En Seine Saint-Denis, nous donnons l'exemple dès le 6 juillet, avec la mise en service par la RATP d'une ligne de tramway de Bobigny à Saint-Denis. Fruit d'une action concertée du Conseil général, des villes et de la population, le tramway apporte une réponse de qualité aux problèmes de transport dans la petite couronne. Silencieuse, non polluante, économique et insérée dans le tissu urbain, la solution tramway c'est le vrai visage de la ville retrouvée.

**LE TRAMWAY : LA SOLUTION TRANSPORT AVEC LA RATP**

**Seine Saint-Denis  
Conseil Général**



## AFRIQUE

ALGÉRIE : un report qui arrange tout le monde

## Le procès des dirigeants islamistes a été renvoyé au 12 juillet dans un quasi-huis clos

Le commandant Balkacem Boukhar, procureur général du tribunal militaire de Blida, a annoncé, dimanche 28 juin, au cours d'une conférence de presse, que le procès des sept dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS), parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, reprendrait le 12 juillet. Il a précisé que les observateurs étrangers ne seraient pas admis à y assister : « C'est une question de souveraineté nationale », a-t-il ajouté, avant de préciser que « la loi serait appliquée » si les avocats de la défense maintenaient leur refus de plaider, ce qui avait conduit, la veille, au report du procès.

BLIDA

de notre envoyé spécial

Qui regrettera que le procès des deux « stars » de l'ex-FIS et de cinq de leurs acolytes ait été renvoyé, une petite heure après son ouverture ? Pas grand monde et surtout pas les dix-neuf avocats de la défense, au nombre desquels M. Ali Yahia Abdennour, président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, qui, au sortir du prétoire, après leur refus de plaider, affichaient le mine réjouie de ceux qui ont réussi un bon coup médiatique.

A la demande expresse de ses clients, le collectif des avocats avait décidé d'appliquer, d'entrée de jeu, une « stratégie de rupture ». Formalisés d'usage accomplis, ils posèrent donc une série de préalables politico-judiciaires qui allaient de l'incompétence du tribunal aux irrégularités de la procédure, en passant par l'absence, dans la salle d'audience, d'observateurs étrangers, journalistes et membres d'organisations humanitaires, préalables que le président, un magistrat civil agité par le ministre de la défense — « est-tôt fait de déclarer irrecevable. Sans nuire d'illusions, la défense souhaitait engager un débat de fond » sur la

politique du pouvoir depuis qu'au lendemain des sanglantes émeutes du mois d'octobre 1988 une brève démocratie s'était mise à souffler sur l'Algérie, et ce en présence de tous les acteurs et témoins des drames successifs, ses vœux, les violences nées, il y eut un an, autour d'un appel à la grève générale, dont avaient à répondre les dirigeants de l'ex-FIS, ne pouvaient être isolées de leur contexte. « Il est impossible de traiter les effets sans évoquer les causes », répéta M. Ali Yahia.

Ce baroud d'honneur permit aux prévenus, l'espace de quelques minutes, de se rappeler au bon souvenir des leurs, d'afficher, à la face d'une justice « obscurantiste » qu'ils récusent, la solidité de leurs convictions. Maître en invectives et en sarcasmes, M. Ali Benhadj, qui était entré dans le prétoire en criant : « Dieu est plus grand que tous les dictateurs et tous les tyrans », se chargea de faire passer le message. Le bonillan man proposa ainsi en président du tribunal, fils de « martyr » comme lui, de « travailler ensemble à éliminer la pourriture du pays » et notamment à « nettoyer l'armée ». Et d'inviter le procureur, avant d'être expulsé manu militari du box des accusés, à avouer que le général Khaled Nezzar, le ministre de la défense, le manipulait comme une marionnette.

## « Une guerre implacable »

Cette amorce de procès-spectacle offrit aussi l'occasion à M. Jacques Vergès, invité de la défense, de faire un de ces déclarations dans il est évident, N'avait-il pas été refusé comme n'importe quel quidam étranger, alors qu'il avait reçu, à l'en croire, la promesse de M. Ali Haroun, membre du Haut Comité d'Etat (HCE), qu'il serait admis comme observateur dans la salle d'audience ? Indigné, mais pas tout à fait surpris d'avoir été « mené en bateau », lui, l'avocat du FLN pendant la guerre de libération nationale, déclina, devant qui voulait l'entendre, tous ses états de service, qui auraient dû normalement lui valoir d'être considéré comme un

citoyen algérien à part entière, et promit de revenir à la charge, cette fois en tant que défenseur des dirigeants de l'ex-FIS, comme l'y autorise la convention judiciaire entre la France et l'Algérie.

Le président du tribunal, qui avait tout loisir de continuer le procès, même en l'absence des accusés, en commentant des évènements d'office, prépara le report de deux semaines. L'esclandre de la défense, jugé « contraire à la déontologie professionnelle » par le procureur, sauva, en effet, d'un mauvais pas le pouvoir. In petto, celui-ci jugeait le moment initial, ment choisi « politiquement inopportun », après la récente augmentation du prix des produits de première nécessité et à quelques jours des fêtes qui, le 5 juillet, marqueront le trentième anniversaire de l'indépendance.

Ce démarrage volontairement raté et ainsi permis au pouvoir de tester la stratégie de la défense et, en conséquence, d'ajuster la sienne. De banaliser aussi un procès de haute valeur médiatique. D'observer, enfin, les réactions plutôt indifférentes d'une opinion publique, dépassée par ces manœuvres politico-judiciaires. Vérification faite, les autorités locales semblent, malgré tout, décidées à ne pas faire traîner trop longtemps les choses en longueur.

Les dirigeants de l'ex-FIS ne perdent rien pour attendre. Dans un entretien publié, dimanche, par *El Moudjahid*, le général Nezzar a renouvelé l'engagement de l'armée à mener une « guerre implacable » contre « ceux qui se sont saisis des armes avec le sang des désemparés de l'ordre » et avec lesquels « l'apart de Dieu » interdit l'entretien de relations pour le moins ambiguës. Et, comme pour mettre les points sur les i, les autorités locales viennent d'officialiser la création de trois nouveaux tribunaux militaires à Béchar, Ouargla et Tamanrasset, dans le ressort desquels ont été installés plusieurs « centres de sûreté », où croupissent encore plusieurs milliers d'islamistes.

JACQUES DE BARRIN

Ouverture du 28<sup>e</sup> sommet de l'organisation à Dakar

## L'OUA souhaite une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur « la violence en Afrique du Sud »

La 28<sup>e</sup> session du l'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'est ouverte, lundi 29 juin, à Dakar. La situation en Afrique du Sud et l'éventuelle mise en place d'un mécanisme de prévention et de règlement des conflits en Afrique devaient occuper l'essentiel des débats des chefs d'Etat.

DAKAR

de notre envoyé spécial

Le sommet de l'OUA devait être celui du rapprochement avec l'Afrique du Sud en voie de réintégration dans la communauté internationale. Il n'en sera rien. Certes, il n'avait jamais été question d'un rétablissement immédiat des relations entre le continent noir et le « pays de l'apartheid » : la mise en place d'un gouvernement intérimaire multiracial à Pretoria a toujours été posée comme préalable. Mais les négociations entre le pouvoir blanc et la majorité noire laissent espérer un réchauffement de ces relations.

Le massacre de Boppatung, le 17 juin, a changé la donne. Dénonçant « l'incapacité du régime de Pretoria à mettre fin aux tueries », les ministres africains des affaires étrangères, réunis en conseil préparatoire la semaine dernière, ont estimé, dimanche 28 juin, que les chefs d'Etat devraient demander la convocation urgente du Conseil de Sécurité des Nations Unies « pour examiner la question de la violence en Afrique du Sud ».

Les chefs d'Etat se verront soumettre une autre question, qui porte moins à l'unité africaine. Pourquoi les Africains, délaissés par la communauté internationale, ne s'organisent-ils pas, entre eux, pour faire face aux conflits qui secouent le continent ? Il y a eu, le sujet était tabou : la semaine dernière, il a été publiquement évoqué, donnant prétexte à de belles

empoignades entre les ministres. Le secrétaire général de l'Organisation panafricaine, le Tanzanien Salim Ahmed Salim, était allé jusqu'à suggérer la création d'une force de maintien de la paix.

L'apreté des discussions l'a convaincu de s'en tenir à une proposition plus réaliste : la mise sur pied d'un mécanisme de prévention et de contrôle des conflits en Afrique. Cette proposition, dont les chefs d'Etat vont maintenant débattre, en fait sourire plus d'un. « La crise s'amplifie, les propositions continuent », ironise-t-on dans les coulisses. Le plus grand scepticisme prévaut, en effet, quant aux capacités de l'OUA à mener en œuvre une quelconque initiative.

## Un sentiment d'impuissance

Au chapitre des vœux pieux, on rappelle, par exemple, la signature, lors du précédent sommet d'Abuja (Nigeria), d'un traité instituant la Communauté économique africaine. Objet de vifs débats, ce traité n'avait finalement été signé que par une douzaine d'Etats. Autre exemple : la contribution financière des membres de l'OUA. Au 1<sup>er</sup> juin, les arriérés dus à l'Organisation s'élevaient à 30 millions de dollars, soit l'équivalent du budget annuel.

« Depuis sa création [en 1963], l'OUA n'a jamais réglé par elle-même une seule crise », soulignait récemment le ministre sénégalais des affaires étrangères, M. Djibo Ka. Ce constat d'échec s'est aggravé d'un fort sentiment d'impuissance face aux interminables conflits qui continuent d'ensanguiner la Somalie, le Soudan, le Mozambique ou le Libéria.

Le « Club des chefs d'Etat africains » serait-il contraint à un sur-saut — sauf à disparaître — en raison de la perte de légitimité de ses membres ? On ne sait plus très bien, parfois, qui représente quoi. Ainsi, le siège de la Somalie est occupé, à Dakar, par un membre

du gouvernement intérimaire exilé, en Arabie Saoudite. Cela n'a pas empêché onze factions somaliennes de se faire représenter, la semaine dernière, auprès du conseil des ministres, tandis qu'un émissaire du général Aidid, l'un des chefs de clan qui ont ruiné Mogadiscio, parlait dans les coulisses.

La transition mouvementée que connaissent certains pays, à la suite de l'organisation de conférences nationales, laisse également ouverte la question de leur représentation. Seuls deux des chefs d'Etat ayant perdu leurs prérogatives tout en gardant leurs fonctions devraient prendre part à ce sommet : les présidents Sassou Nguesso — du Congo — et Eyadéma — du Togo — que l'on attendait toujours, lundi matin, à Dakar. On guettait, de même, l'arrivée du président malgache Didier Ratsiraka, qui aurait, dit-on, l'intention de participer au sommet. A noter enfin, la présence du président ivoirien, qui n'avait pas assisté à un sommet de l'OUA depuis 1977, et l'absence imprévue du président tchadien Idriss Déby, représenté — comme son homologue zairais, le président Mobutu — par son premier ministre.

MARIE-PIERRE SUBTIL

## EN BREF

LIBAN : quatre civils libanais tués et quatre soldats israéliens blessés. Quatre civils libanais ont été tués et trois autres blessés, dimanche 28 juin, lors d'un pilonnage par l'armée israélienne de la localité de Kfar-Rouman, au Liban sud, à l'indiqué la police. Ces bombardements à l'artillerie étaient une riposte à une embuscade, tendue par le Hezbollah pro-iranien, à une patrouille de l'armée israélienne dans une localité voisine. Selon un porte-parole militaire israélien, quatre soldats ont été blessés dans cette attaque. — (AFP)

هكذا من الإسلام

## ASIE

MONGOLIE : premières élections législatives de l'après-communisme

## L'ex-parti communiste remporte la presque totalité des sièges

Un peu plus d'un million de Mongols ont voté dimanche 28 juin pour élire un nouveau parlement. Ce scrutin entérine, sous l'empire de la constitution désormais « décommunisée » qui a été promulguée au début de l'année, l'avènement d'une relative démocratie dans cette ancienne colonie déguisée de l'URSS. Un premier scrutin législatif avait eu lieu en juillet 1990. Il avait été très favorable aux communistes « réformés ». Selon des résultats encore officieux, le PPRM, l'ex-parti communiste, raffirait au moins 70 des 76 sièges. La principale formation d'opposition, la coalition démocratique, aurait de 3 à 4 élus. Les résultats officiels seront connus le 4 juillet.

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

La dernière fois que les Mongols sont allés aux urnes, le 29 juillet 1990, c'était pour eux une nouveauté absolue. Le pays venait de s'affranchir de la tutelle soviétique grâce à M. Mikhaïl Gorbatchev. Il était sorti des urnes un pouvoir largement dominé par le Parti révolutionnaire populaire mongol (PPRM, ex-PC), auquel étaient pour la première fois associés des petits partis démocratiques au rôle largement symbolique. Cette fois, l'affaire est plus sérieuse. Prenant place sur un fond de catastrophe économique, ces élections ont été préparées par le PPRM dans l'incertitude : si ce parti a renoncé au marxisme-léninisme, il n'a guère, en effet, fait son deuil du pouvoir.

Si les Russes, qui ont retiré la quasi-totalité de leurs troupes, ne semblent plus manifester d'intérêt pour la Mongolie, c'est la Chine, toujours communiste, qui fait planer sur le pays une ombre menaçante. Pékin craint, bien sûr, que la démocratisation mongole ne contamine son territoire par le biais d'une solidarité ethnique inévitable en provenance de la partie

de Mongolie historique qui se trouve sous contrôle (1). Les Chinois ont dès lors apporté un soutien actif aux ex-communistes d'Oulan-Bator dans l'espoir que, en se maintenant au pouvoir, ceux-ci réduiraient les risques d'agitation en Mongolie intérieure.

« La Chine ne cherche pas à restaurer le communisme en Mongolie », estime un des chefs de l'opposition démocratique à Oulan-Bator. Elle espère seulement voir un gouvernement autoritaire limiter la circulation de l'information de manière à préserver la Mongolie intérieure du débat démocratique. Et de noter que le soutien de Pékin au PPRM a notamment pris la forme d'une livraison de 500 tonnes de papier d'imprimerie — un produit qui fait cruellement défaut aux appareils pour aggraver par l'existence d'un « tréfilage » que se sont constitués les ex-communistes en soixante-dix ans de règne sans partage sur la plupart des moyens de production. Les opposants avaient axé leur campagne sur une critique de la gestion désastreuse du pays, qui a abouti à de sévères pénuries alimentaires, en particulier dans les agglomérations.

## Un charnier de 100 000 cadavres

Le premier ministre, M. Dashym Byambasuren, a fait un mal une visite officielle à Pékin qui ressemble fort à celle que rendait jadis le vassal au suzerain. Il a obtenu une assistance chinoise importante. En juin, c'est le ministre chinois de la défense, M. Qin Jiwei, qui a séjourné en Mongolie. Évidemment, sans précédent dans les rapports entre les deux pays depuis que la Mongolie est devenue indépendante, en 1911.

Pékin a cependant été contraint de démentir toute prétention sur la Mongolie — contrairement à ce qu'avait suggéré un document confidentiel émis par la branche Mongolie intérieure de sa police politique. Mais la Chine ne remet pas en cause la souveraineté de cet ancien vassal, il est clair qu'elle entend en faire un client, tout en main par le biais de sa classe dirigeante de formation léniniste.

Les ex-communistes, au demeurant, doutent l'impression de n'avoir pas jeté sur l'histoire tous leurs oripeaux idéologiques. L'un des dignitaires d'Oulan-Bator s'est ainsi associé, lors des cérémonies du 80<sup>e</sup> anniversaire du maréchal nord-coréen Kim Il-sung à Pyongyang.

yang, à une déclaration appelant à la lutte contre « le capitalisme et l'impérialisme ». Les partis démocratiques, qui présentent 76 candidats — autant que le PPRM et autant que de sièges à pourvoir au « Grand Khoural » (l'Assemblée législative) — apparaissent, dans ce contexte, comme les tenants d'une lutte d'influence en Mongolie entre les démocraties occidentales et le communisme chinois. Les États-Unis ont fourni une assistance notable à la formation de cadres de l'opposition par le biais du Peace Corps (corps de volontaires du développement).

Le pouvoir contrôlant, entre autres, la radio et la télévision, les partis démocratiques se plaignent d'avoir pâti, pour leur campagne, d'une cruelle inégalité de moyens, aggravée par l'existence d'un « tréfilage » que se sont constitués les ex-communistes en soixante-dix ans de règne sans partage sur la plupart des moyens de production. Les opposants avaient axé leur campagne sur une critique de la gestion désastreuse du pays, qui a abouti à de sévères pénuries alimentaires, en particulier dans les agglomérations.

Le passé était également venu, si l'on peut dire, au secours des démocrates. Un charnier contenant peut-être 100 000 cadavres de victimes des purges staliniennes a été découvert ces derniers mois près de Moron, dans le nord-ouest du pays, non loin de la frontière russe. Parmi les corps figuraient de nombreux lamas bouddhistes, qui semblaient avoir été fusillés. Une journée de prière a été organisée à Oulan Bator, dans un temple ouvert au culte, à la mémoire des victimes. Le PPRM réformé s'est défendu de toute responsabilité dans les méfaits du passé, affirmant que sa haute direction avait été la première victime du stalinisme des années 30.

FRANÇOIS DERON

(1) La Mongolie compte 2,5 millions d'habitants. Environ 2,5 millions de Mongols vivent par ailleurs dans la région autonome chinoise de Mongolie intérieure — parmi plus de 20 millions de « Hans » (Chinois).

AFGHANISTAN : succédant à M. Modjaddedi

## M. Burhanuddin Rabbani a été nommé chef de l'Etat pour quatre mois

Après maintes tergiversations, M. Sibghatullah Modjaddedi a renoncé, dimanche 28 juin, à ses pouvoirs de chef de l'Etat par intérim. Présidé par le chef du parti Jamiat, M. Burhanuddin Rabbani, un « Conseil dirigeant » de dix membres, constitué au terme d'accords passés au Pakistan le 24 avril entre factions islamistes, est devenu l'instance suprême du pouvoir.

M. Rabbani a aussitôt été désigné chef de l'Etat. Son mandat est prévu pour une durée de quatre mois, à l'issue de laquelle, soit un Parlement élu, soit une assemblée traditionnelle devrait désigner un nouveau gouvernement. Le « Conseil dirigeant » est composé des chefs des factions de Feshawar (dont M. Modjaddedi), ou de leur représentant dans le cas du Hazb-i-Islami et de sa dissidence. Le chef de gouvernement devait être un proche de M. Gulbuddin Hekmatyar. Le « Conseil de la guerre sainte » de M. Modjaddedi, composé de soixante-quatre membres, doit demeurer en fonction comme organe consultatif.

L'Afghanistan a vu la désignation, dimanche, de son quatrième chef d'Etat en dix semaines — après la chute, le 15 avril, de M. Najibullah, et l'effacement, treize jours plus tard, du général Hatif devant le « docteur » Modjaddedi. Le caractère plus pacifique qu'il n'était attendu de l'accession de M. Rabbani à la présidence marque-t-elle le début d'une ère nouvelle ?

A tout le moins, le Conseil de dix membres qui succède à l'instance qui présidait M. Modjaddedi devrait-il être, de par sa composition plus ramassée, mieux en mesure de prendre les décisions urgentes dont a besoin l'Afghanistan : organisation à Kaboul d'une force de maintien de l'ordre ; relance d'une machine administrative paralysée par les incertitudes du moment ; reconstruction d'infrastructures détruites par quatorze ans de guerre ; appui au redémarrage d'une économie démantelée ramenée au niveau de la subsistance ; distribution d'une aide internationale qui devrait commencer à affluer (la France, les États-Unis n'attendent plus qu'un minimum d'assurances de sécurité pour écheminer des médicaments, des vivres, etc.) ; assistance minimum apportée aux dizaines de milliers de réfugiés qui rentrent chaque semaine du Pakistan et d'Iran.

Les observateurs, en revanche,

sont préoccupés du ressuscitement de la représentativité ethnique que manifeste le remplacement du pashout Modjaddedi par le tadjik Rabbani. Le chef du Jamiat-i-Islami est en effet de la même ethnie persanophone que le ministre de la défense Ahmed Shah Massoud, autre personnalité éminente à Kaboul. C'est, en outre, un homme du Nord (il est né à Yalab, près de Fayzabad), comme l'homme fort du moment, le général ozbek Rabbid Dostom. Comment les Pash-touns, qui ont dirigé le pays depuis près de deux cent cinquante ans, vont-ils réagir ? Telle est la plus grave interrogation du moment.

Comment, par ailleurs, M. Rabbani va-t-il se sortir de la tâche ardue qui lui échoit ? Ce « professeur » (de théologie islamique) n'a pas la réputation d'être une tête très politique. C'est plutôt un homme de compromis — ce qui, en Afghanistan, n'est tout de même pas un défaut. Agé de cinquante et un ans, il est un des rares représentants de la génération intermédiaire entre les chefs traditionnels fapoo Modjaddedi et les jeunes leaders issus de la résistance, tel son grand rival en fondamentalisme, M. Hekmatyar.

La source de son prestige est d'avoir été, à son retour des universités coraniques d'Ankara puis d'Égypte en 1968, l'un des fondateurs de la « Société » (Jamiat) islamiste à Kaboul. D'elle sont nées, par dissidences successives, toutes les formations qui entendent aujourd'hui instaurer la charia (loi musulmane) en Afghanistan. M. Rabbani préside le Jamiat depuis 1971. En 1974, il avait dû s'exiler au Pakistan en raison de la répression exercée à l'encontre des islamistes. Depuis lors, il a été l'un des principaux animateurs de la résistance politique, laissant au commandant Massoud, à qui le lien des relations pas toujours très confidentielles, le soin de la lutte militaire sur le terrain.

JEAN-PIERRE CLERC

région Meus

Parler



552 من الامم

# Le Monde

## ESPACE EUROPEEN

### L'Eurégion Meuse-Rhin : difficile coopération au quotidien

Aux confins de l'Allemagne, de la Belgique et des Pays-Bas, les édiles essaient de dépasser les frontières

MAASTRICHT  
de notre envoyé spécial

**A** MAIN droite, Herzogenrath, ville allemande de 45 000 habitants ; à main gauche, Kerkrade, cité néerlandaise de 53 000 âmes. Entre les deux : un mur. A vrai dire, un mur facile à enjamber, un dérisoire remblai bombé, haut d'une quarantaine de centimètres. Mais à l'heure d'une Europe se voulant sans frontières, c'est l'image d'un rempart qu'évoque cette vilaine échelle de béton qui scinde la rue par laquelle s'abouchent Herzogenrath et Kerkrade, communes siamoises : la partie droite de la chaussée s'appelle la Neustrasse, la partie gauche la Nieuwstraat.

Héritée du Congrès de Vienne - qui fit passer la frontière néerlandaise-allemande au beau milieu de ce qui n'était alors qu'une seule et même bourgade, Hertogenrode, - cette situation anachronique perdure... à 25 kilomètres seulement de Maastricht. « Songez qu'il y a trois ans encore, le franchissement impromptu de la frontière était possible d'une amende de 50 marks d'un côté et de 50 florins de l'autre », rappelle le bourgmestre d'Herzogenrath, Petra Meisler. Bien que les accords de Schengen aient rendu caduque cette réglementation passiste, le « mur » existe toujours. C'est même « le dernier mur en Europe », dit Josef Mans, premier magistrat de Kerkrade : « Il faut l'abattre ».

**L'obstacle**  
**des législations nationales**

Aussi les deux édiles ont-ils écrit en commun aux ministères des affaires étrangères à Bonn et à La Haye pour demander la démantèlement de la frontière et s'empressent-ils, sans attendre la réponse, à faire œuvre de « démolition » : plus, depuis la signature, le 31 juillet 1991, d'un « accord d'amitié » entre les deux villes, des groupes de travail ad hoc, issus des deux assemblées municipales, débattent les voies possibles d'une coopération transfrontalière à ras de trottoir. « La salle des fêtes de Kerkrade est à notre disposition et ses habitants ont accès à notre piscine couverte grâce à un passe-partout », explique Petra Meisler. « Herzogenrath a des chasse-neige : pourquoi en acheter-nous de notre côté ? » interroge Josef Mans. En matière économique, la cité néerlandaise a pris une participation dans le « parc technologique » créé par la commune allemande, qui, en échange, en a ouvert les portes aux jeunes chefs d'entreprise de Kerkrade.

Mais les législations nationales sont toujours en vigueur, qui constituent souvent des obstacles. « Impossible de constituer un corps commun de sapeurs-pompiers » déplore le bourgmestre de Herzogenrath. « Le résultat est que nos soldats du feu

travaillent ensemble depuis vingt-cinq ans mais qu'une voiture allemande doit attendre au « *stop* » dès qu'elle passe la frontière ». Tout accord d'harmonisation dans le domaine fiscal pousse-t-elle, « supposerait le feu vert de nos capitales et de Bruxelles ».

Son alter ego néerlandais constate pour sa part que « la véritable intégration » des citoyens - réelle pour l'instant un vœu pieux qui bute sur des réflexes culturels, voire des préventions : le credo européen n'étant pas le souvenir de la seconde guerre mondiale qui hante toujours les générations les plus âgées ; le mark pèse de tout son poids sur le marché immobilier de Kerkrade, les Néerlandais qui ne peuvent pas suivre quittent la ville et les écoles se vident, alors que les Allemands « continuent d'envoyer leurs enfants dans des établissements de Herzogenrath ». Il est vrai que la langue de Goethe n'est pas enseignée dans les écoles primaires de Kerkrade, et inversement, Petra Meisler et Josef Mans ont donc aussi écrit aux ministres de tutelle, et attendent la réponse tout en caressant le projet d'une vraie école « néerlandais-allemande ». Pour « mettre l'Europe en pratique », affirme avec conviction Petra Meisler.

D'inspiration pragmatique et mûrie d'un doigt d'idéalisme, porteur et bellement, le rapprochement Herzogenrath-Kerkrade est, en jargon technocratique, on « produit » de l'Eurégion Meuse-Rhin, dont il offre un reflet fidèle : c'est le fruit imparfait d'une jeune pousse encore informe. Il n'est pas assés, en effet, de qualifier l'ensemble que tentent de former, en transcendant les frontières, la partie méridionale du Limbourg néerlandais, la province belge du Limbourg, celle de Liège, la communauté germanophone de Belgique, et le district d'Aix-la-Chapelle ou Allemagne. Soit cinq partenaires - à défaut de culture - venus de trois pays, - avec autant de langues. Près de quatre millions de personnes vivent dans ce périmètre mal délimité mais dont les composantes s'efforcent, selon la formule de Jacques Delors, de « ne plus vivre dos à dos ».

**Des « solidarités**  
**de voisinage »**

L'Eurégion Meuse-Rhin n'est pas une entité administrative, ni une collectivité territoriale de droit communautaire, ni une enclave transfrontalière. C'est un cadre d'expression « des solidarités de voisinage » cherché aux tenants de l'Europe des régions, en même temps qu'un retour aux sources en forme de pied de nez aux créateurs des États-nations. « Il y a mille ans, Charlemagne et sa suite chevauchaient à travers un paysage (dont) personne ne pouvait se douter (qu'il) appartenait un jour à trois pays », proclame un dépliant touristique « européen ». Sans remonter aussi loin dans le temps, Luc Soete, directeur belge du Maastricht Economic Research Institute on Innovation



A droite la ville allemande de Herzogenrath, à gauche la ville néerlandaise de Kerkrade, séparées par un muret qui matérialise la frontière.

and Technology (MERIT), rappelle qu'en début du siècle « le quotidien de Limbourg s'intitulait l'Echo de la Meuse, que les habitants d'Aachen avaient le français pour seconde langue, et les Liégeois l'allemand ».

Mais au fil du vingtième siècle, « la signification des frontières n'a cessé de gagner en importance », constate Joseph Soeters, sociologue de formation et aujourd'hui haut fonctionnaire provincial du Limbourg néerlandais. « Les régions de l'Eurégion se sont donc professionnalisées : les uns des autres, poursuit-il : le groupe chrétien DSM est plus tourné vers les États-Unis et le Japon que vers l'Allemagne ; les travailleurs frontaliers ne sont plus que 2 % et les étudiants de Maastricht fréquentent plus volontiers l'université technique d'Eindhoven, à 100 kilomètres, que celle d'Aachen, qui est quatre fois moins éloignée ».

C'est cette trame de liens historiques lointains, de liens culturels distendus et de liens économiques tendus que l'Eurégion Meuse-Rhin est censée resserrer. L'idée en revient aux gouverneurs et ministres-présidents des exécutifs provinciaux impliqués qui s'avisèrent en 1977 que les frontières territoriales et administratives étaient somme toute artificielles. Bâtir-elle prématurée, ou dotée de moyens humains et financiers insuffisants ? En tout cas, l'Eurégion végète pendant sa première décennie. « Jusqu'à récemment, les pistes cyclables dessinées sur les cartes s'arrêtaient aux frontières », dit par exemple Paul Lam,

porte-parole du Limbourg néerlandais.

Mais on décèle survint à la fin des années 80, et fut triple. Il y eut tout d'abord l'adoption par les pouvoirs publics de la Haye d'un important plan d'aménagement du territoire, marquant le « début de la fin » des subsides alloués à la province méridionale pour amortir le démantèlement de l'industrie houillère. Après l'ère de la reconstruction, connaît l'heure de l'internationalisation, sous les auspices du marché unique européen. « Après tout, les « frontières » limbourgeoises sont internationales à 80 % », relève Joseph Soeters.

**Un triple**  
**déclic**

C'est à Maastricht que le concept d'Eurégion fut impulsé et c'est dans la capitale limbourgeoise que se trouve toujours son centre de gravité, au risque d'un certain déséquilibre. « Pour le Limbourg, l'Eurégion est une priorité alors que les provinces belges sont handicapées par des problèmes constitutionnels et financiers et que l'Allemagne se sent trop grande pour ce type d'activités », mais s'en inquiète moins. C'est l'Eurégion dans son ensemble qui constitue un pôle d'attraction

économique : « Elle met 80 % du marché européen à vingt-quatre heures de chemin », relève-t-il, laissant ainsi entendre que « 1993 » et la perspective du marché unifié ont été et restent le deuxième vecteur de la coopération transfrontalière mosellanienne. Le troisième, dernier mais essentiel, réside dans le lancement, en juillet 1990, du programme communautaire Interreg, en complément de la politique structurelle régionale, pour « encourager le développement de réseaux de coopération ». Une cinquantaine de millions d'euros (1) ont été débouqués par Bruxelles, cagnotte-carotte du paysage. Et la Meuse est toujours aussi polluée. Les citoyens ont en conséquence « du mal à voir ce que signifie l'Eurégion : il faudrait en faire un projet-pilote parce que si l'intégration ne prend pas racine dans les régions frontalières, elle ne se produira nulle part ailleurs ».

Moins inquiet, le maire de Maastricht estime qu'« un pli est pris », qui est irréversible, tandis que le haut fonctionnaire Joseph Soeters souhaite « qu'on aille plus loin, pour ne pas laisser le feu s'éteindre ». Tous trois donnent implicitement raison à Jacques Delors, qui, en décembre dernier, disait « voir dans les actions transfrontalières une Communauté en microcosme ». Avec les mêmes « espoirs » et les mêmes « difficultés ».

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Un écu vaut environ 7 francs.

## Parler ukrainien en Ukraine

Un pays indépendant doit avoir sa propre langue, dit-on à Kiev. Mais des siècles de russification ne s'effacent pas du jour au lendemain

KIEV

correspondants

**C**OMME beaucoup d'Ukrainiens nés et élevés à Kiev, Svetlana Redko parle à peine sa propre langue : « J'ai terminé l'école secondaire ukrainienne en 1968 et depuis j'ai toujours entendu du russe autour de moi, dans les rues, les magasins, au travail, avec mes amis, à la maison même, nous parlons toujours russe, il n'y a plus guère qu'à la campagne qu'on parle ukrainien ».

Svetlana est le produit de certaines années de domination russe en Ukraine. Dès l'époque des tsars, l'usage de la langue ukrainienne fut petit à petit réduit par des décrets interdisant à l'école et dans de nombreux secteurs de la vie publique. Les communistes ont poursuivi sur la même lancée, mais de manière plus raffinée. « La Constitution soviétique encourageait le développement des langues des Républiques », explique Viktor Bret-

zyn, directeur de l'Institut de la langue ukrainienne, mais elle faisait du russe la langue soviétique officielle, et ce fut un prétexte pour favoriser son expansion dans toute l'Union ».

Alors que la télévision russe, contrôlée et financée par le centre, proposait des émissions modernes, compétitives, la télévision ukrainienne en était encore à montrer des paysans en costume national chantant le folklore des Carpates.

**Langue des villes**  
**et langue des campagnes**

Comme les échelons supérieurs de la hiérarchie professionnelle se trouvaient à Moscou, obtenir un quelconque avancement était impossible à qui ne parlait pas le russe. Les écoles les plus modernes, les mieux équipées étaient les écoles russes et les parents préféraient donc y envoyer leurs enfants. En fin de compte, le russe devint, en ville, la langue d'une élite et l'ukrainien fut relégué au statut de « langue de la campagne ». « Dans les villes, se parlent ukrainien, que quelques « babouchki » venues vendre leur pro-

mage au marché », explique Svetlana.

Il n'y a guère que dans la très nationaliste Ukraine occidentale, dont les habitants n'étaient pas des sujets du tsar et qui subirent moins longtemps la domination communiste, où l'on parle l'ukrainien indifféremment en ville et à la campagne. Hanna Havrylycz, compositrice, originaire de cette région, a encore des accents d'indignation dans la voix lorsqu'elle se rappelle les réactions des habitants de Kiev l'entendant s'exprimer en ukrainien quand elle s'est installée dans la capitale, il y a dix ans : « On vous regardait alors avec un air condescendant, considérant que ceux qui parlaient l'ukrainien étaient des lourdauds de la campagne qui, une fois arrivés à la ville, devaient se mettre au russe ». « Maintenant, dans l'Ukraine indépendante, explique Hanna, les choses changent et même si à Kiev l'ukrainien n'est pas très usité, la langue a gagné en prestige et les gens, dès lors, admirent ceux qui peuvent parler une langue que beaucoup ont oubliée. » Pour

certain, cela va de soi : « En tant qu'Etat indépendant, l'Ukraine doit avoir sa propre langue. » Le tirage des journaux en langue ukrainienne s'est sensiblement accru, et pour certains quotidiens qui publient des éditions dans les deux langues, comme Kiev-obor, la version ukrainienne est désormais la plus importante, un phénomène inimaginable il y a quelques années pour un journal de ville.

**Une mise en place**  
**progressive**

Alexandre Bilayev, un Russe installé en Ukraine depuis plus de vingt ans, est catégorique : « Lorsque vous n'êtes en France, vous apprenez le français, si vous venez en Ukraine, vous devez apprendre l'ukrainien ». Pourtant, quand on lui demande quelle langue il utilise dans la vie de tous les jours, il avoue avec une certaine gêne : « Eh bien ! le russe. Il serait ridicule que je commence maintenant à parler ukrainien alors que tous autour de moi s'expriment en russe. » Les deux langues sont d'ailleurs assez

proches, un peu à la manière de l'espagnol et du portugais.

C'est en octobre 1989 qu'est sortie la première loi proclamant l'ukrainien langue officielle, notamment à l'université, au gouvernement et dans les tribunaux, qui ont de trois à dix ans pour l'appliquer. A l'université d'Etat de Kiev deux tiers des cours se donnent en ukrainien et presque toute la documentation est en ukrainien. Mais tout le monde n'apprécie pas. Par exemple Yaroslav Kulechuk, vingt ans, Ukrainien, qui précisément étudie pour devenir enseignant de russe pour les étrangers : « Je me demande où je vais trouver du travail. Et puis, comment les étudiants étrangers vont-ils se débrouiller si tout dans la rue se passe en russe ? D'ailleurs, « ils ne viendront plus parce que l'ukrainien, contrairement au russe, n'est pas une langue internationale ».

Même à l'échelon inférieur, dans les écoles qui ne sont pas tenues de passer à l'ukrainien, on met progressivement en place des programmes en langue nationale, pour

faire face à une demande qui ne cesse de croître. Dans les régions du Sud et de l'Est, très russifiées, la réforme de la langue se fait plus lentement. Il n'y a toujours pas d'écoles ukrainiennes en Crimée, par exemple, bien que la loi prévoit que tous les citoyens puissent avoir accès à un enseignement dans leur langue.

D'une manière générale, la loi n'a pas encore changé grand-chose à la réalité. A l'université, les cours se donnent en ukrainien, et les étudiants, entre eux, parlent russe. Au Parlement, les travaux se déroulent en ukrainien, mais de nombreux députés parlent le russe en privé. Pendant la longue période de russification, explique un russeophone, « on a forcé l'arbre à pousser sur les côtes au lieu de pousser vers le haut. On a eu tort, c'était aller contre la nature, mais si on veut que les choses changent tout de suite en forçant la tronc à se redresser, on va seulement réussir à le casser ». Une manière comme une autre d'appeler à la prudence, et à la patience.

ROMA IKHNATOVITCH



## ESPACE EUROPEEN

## Criminalité à la tchèque

Prague est devenue une des plaques tournantes des mafias européennes.  
La police est débordée

PRAGUE  
correspondance

« **C**HANGE. Madame ? » Difficile de mettre le pied sur le pont Charles sans se faire harceler par les jeunes qui guettent le touriste aux abords des bureaux de change. « Trois cents francs, trois mille couronnes », propose l'un d'entre eux à deux jolies Françaises, tout juste arrivées à Prague. Le double du taux habituel (1 franc = 5 couronnes). Méfiantes, les touristes demandent tout de même à voir les billets. Le jeune homme sort trois billets et le tour est joué.

Ce n'est que plus tard, en allant au restaurant ou en achetant leur cristal de Bohême qu'elles se rendent compte de la supercherie : lorsque le jeune homme leur a montré les billets, il cachait de sa main droite le « pol » de Polsky koruna et, en fait de couronnes tchèques, elles sont en possession de 3 000 zlotys, soit le somme de... 1,50 franc.

Le parcours du combattant du touriste n'est pas fait que commencer. L'horloge de la place de la Vieille-Ville est, elle aussi, un grand classique. Heure du crime : midi. C'est le moment où après les durs coups, la petite porte coulisse et les statues des apôtres défilent, les uns après les autres, sous le regard émerveillé des badauds. Pendant que tout un chacun lève les yeux au ciel devant ce prodigieux mécanisme du quatorzième siècle, une nuée de pickpockets chevronnés opère dans la plus grande discrétion :

« Nous enregistrons quinze plaintes de vol par jour », déplore le commissaire Karel Kalivoda, directeur adjoint de la police judiciaire de Prague. « Il ne s'agit bien sûr que de la partie visible de l'iceberg. La plupart des gens s'imaginent qu'ils ont perdu leur portefeuille ou leur passeport, mais ils ne s'imaginent pas qu'ils ont perdu leur temps dans un commissariat alors qu'ils sont en vacances ! » Impossible de venir à bout de ces délinquants de haut vol : au regard de la loi tchèque, non seulement le malfaiteur doit être pris sur le fait mais, surtout, son « équipement » n'est considéré comme un délit qu'en cas de récidive.

## La réforme du code pénal

Il s'agit en fait d'un des multiples héritages législatifs du système soviétique : lorsque après la révolution de novembre 1989, les juristes se penchèrent sur le code pénal légué par le régime communiste afin de le réformer, la criminalité était embryonnaire. Leur principal objectif fut, à l'époque, de le rendre conforme à la Charte des droits de l'homme dans la perspective de la future intégration européenne de la Tchécoslovaquie. Le texte de loi concernant le vol étant, sur le papier, parfaitement démocratique — comme pouvait l'être la Constitution soviétique — les juristes décidèrent donc de l'appliquer à la lettre.

Une attitude fort inaudible mais qui entrave aujourd'hui l'action de la police confrontée à une hausse vertigineuse de la criminalité : « En deux ans, explique sur

un ton désolé Hanne Soukupova, porte-parole de la police judiciaire, les délits ont augmenté de 800 % ! »

Si les détracteurs du président Havel imputent cette recrudescence à l'annulation de la peine de mort, l'écritain lors de sa prise de fonction en 1990, la mise en liberté des prisonniers de droit commun ne semble avoir joué qu'un rôle mineur. En revanche, la venue de quelque 70 millions de visiteurs accidentaux pour l'année 1991 représente un facteur déterminant : manque de devises pour la Tchécoslovaquie puisque leur séjour a rapporté un milliard de dollars à l'Etat l'année dernière. Ces parts-monnaie ambulantes attirent aussi les malfaiteurs d'Europe centrale et de la Baltique. De sorte que près de neuf cents policiers supplémentaires seraient nécessaires pour assurer une sécurité minimale : « Nous sommes si peu nombreux, réchère le commissaire Kalivoda, que pour éviter de nous faire repérer nous sommes obligés de faire des roulements avec les policiers régionaux. En dépit de cette ruse, les pickpockets identifient nos hommes en moins d'une semaine. »

## Des groupes très organisés

Le vol à la tire n'est malheureusement pas le seul souci de M. Kalivoda. En quatre mois, plus de 1 500 véhicules étrangers ont disparu à Prague. « Entre le moment où la voiture est volée et celui où elle quitte notre territoire, il ne s'écoule guère plus de six heures », constate amèrement le détective Antonio Vavda, 40

ans, six hommes affectés à ce service de la police criminelle. »

« En dehors de quelques cas isolés, poursuit-il, il s'agit en général de groupes très organisés. Un premier individu fait un repérage, un autre sélectionne le véhicule, un troisième arrache le bouchon du réservoir d'essence pour qu'un autre encore fasse la copie de la clé de contact. La voiture est volée pendant qu'une équipe complice fabrique de nouvelles plaques et de nouveaux papiers d'identification. Lorsque le touriste se réveille le matin, il est trop tard. »

Il y a deux mois, la police judiciaire de Prague, aidée par Interpol, a réussi à mettre la main sur une filière bulgare de trente personnes qui faisait transiter les véhicules par la frontière polonaise à Nachod (nord-est de la Bohême). Il ne s'agit malheureusement que d'une goutte dans l'océan.

L'absence de coordination entre les services des douanes et de la police, le nombre impressionnant de véhicules qui, chaque jour, franchissent les frontières de la Tchécoslovaquie et l'expérience des fonctionnaires, réduisent encore l'efficacité des forces de sécurité : « Les policiers occidentaux les plus aguerris ont du mal à s'y retrouver, déclare nous », s'exclame presque Antonio Vavda.

Malgré l'effacement d'une coopération avec ses homologues allemande et autrichienne, la « criminalité » tchécoslovaque assiste, impuissante, à la constitution d'un réseau trans-européen de criminalité et d'une mafia. Le 4 mars dernier, un Ukrainien était poignardé de vingt coups de couteau dans un quartier de Prague ; le lendemain un Russe était

assassiné en plein jour dans la rue Charles qui mène au pont du même nom. La pègre russe avait tenté de supplanter la mafia tchèque en rackettant les vendeurs de caviar et d'uniformes soviétiques ; les « locaux » leur ont fait voir de quel bois ils se chauffaient. Il y a un mois, autre affaire : le directeur d'une boîte de nuit louche se plaignait d'avoir été victime d'un chantage : un groupe de Yougoslaves l'aurait menacé de s'en prendre à ses enfants s'il ne payait pas les 30 000 couronnes (soit sept fois le salaire moyen) destinées à sa « protection ».

Les affaires de racket se comptent encore, du moins officiellement, sur les doigts d'une main mais les importants vols d'armes constatés par l'armée et leur revente au marché noir font envisager le pire. Et cela d'autant plus que les mafias trans-européennes travaillent désormais en étroite collaboration avec les réseaux internationaux occidentaux. Selon les experts de la Communauté européenne réunis à Bratislava le 26 mars dernier, 80 % de toutes les drogues destinées à l'Europe de l'Ouest transitent par la Tchécoslovaquie. Du fait de la guerre en Yougoslavie, Prague est en effet devenue une solution de remplacement à l'habituelle route des Balkans (Turquie, Bulgarie, Yougoslavie et Autriche). Les banques tchèques et slovaques, peu regardantes sur l'origine des devises, constituent quant à elles un véritable Eldorado pour le blanchiment de l'argent.

CATHERINE MONROY

## REVUE DE PRESSE

## L'Europe des Douze à la recherche d'un nouveau souffle

Après l'électrochoc provoqué par le « non » danois lors du référendum sur l'Union européenne, les Douze tentent de surmonter la crise de confiance qui se manifeste, avec plus ou moins de violence selon les pays, envers les instances communautaires. « La Commission de Bruxelles s'efforce de rendre le traité de Maastricht plus acceptable en redonnant des pouvoirs accrues aux pays membres », analyse le Financial Times. « Ce nouveau zèle répand un sentiment répandu, loin d'être confiné au seul Danemark, selon lequel la CEE est en train de devenir trop centralisée et interventionniste », poursuit le journal. La « trouvaille », constate la presse européenne, c'est la subsidiarité (voir ci-contre l'article de Pierre Servant). En réalité, cette idée n'a rien de nouveau mais a été remise à l'ordre du jour après les déboires danois.

Si les Britanniques semblent tellement favorables à cette idée, note El País, c'est parce que John Major a réussi à convaincre Jacques Delors de sa vision de la subsidiarité qui limite au maximum la sphère législative de la Communauté, renforçant ainsi la décentralisation des décisions communautaires. Mais le quotidien madrilène estime néanmoins que même si Londres soutient fermement le principe de la subsidiarité et semble privilégier la coopération inter-gouvernementale (par opposition à la coopération communautaire), le Royaume-Uni ne devrait pas

ralentir la progression vers une communauté plus intégrée et cohérente.

« Du jour au lendemain, écrit ironiquement le Guardian, la subsidiarité est devenue la panacée pour soigner tous les maux européens. Au train où l'on va, le subsidiarisme pourrait bien se transformer en déclaration contrainte lors du prochain sommet des Douze à Edinbourg à la fin de l'année. Une telle mesure aiderait Douglas Hurd, en proie aux critiques de certains députés de base du parti conservateur, faciliterait la tâche de Helmut Kohl avec les Länder et pourrait même redorer le blason de Jacques Delors auprès des Vikings. »

Malins ironiques, le Financial Times n'en est pas pour autant sceptique. « La subsidiarité et le marché unique — deux concepts chers au cœur britannique — sont, dans une certaine mesure, contradictoires. Trop de subsidiarité permettrait plus facilement à l'Allemagne d'interdire, par exemple, l'importation de tondeuses à gazon britanniques (il ou bien donner carte blanche à la France pour subventionner les recherches de ses industries nationales préférées). Dans ces conditions, conclut le Guardian, la subsidiarité ne peut être considérée que comme du raffinage. »

## TRIBUNE

## Les origines de la crise polonaise

par Zdzislaw Najder

**A**LORS que la Pologne s'enfonçait un peu plus dans le chaos, un an est en droit de se demander ce qui est arrivé à ce pays qui fut le pionnier du changement en Europe centrale.

Il est toujours risqué d'être en position de pionnier, d'avoir à se frayer un chemin, pour soi et pour d'autres, à travers un terrain vierge. Arracher le pays à l'empire totalitaire, sans violence et par le biais du compromis autour de la table ronde, présentait un inconvénient : il n'y a pas eu — et la nation ne l'a pas ressenti — de rupture claire avec le communisme.

Une série de retards, ou d'occasions manquées, a suivi. En juin 1989, lors des premières élections semi-libres en Europe de l'Est, une grande majorité de Polonais a voté contre les communistes. Cependant, à cause du manque de détermination de la part des élites politiques non communistes qui avaient participé à la table ronde, le pays a été trouvé affaibli d'un Parlement dominé par les communistes et leurs alliés — ce qui est pire — du général Jaruzelski comme président. Le nouveau gouvernement était dirigé par un ministre communiste, toutefois les ministres des restes dévoués par des communistes, même après l'effondrement du parti.

## La démocratie sans institutions

La Hongrie et la Tchécoslovaquie brisèrent le joug plus tard, mais de manière plus résolue, en instaurant immédiatement un contrôle démocratique sur l'armée et la police ; elles demandèrent aussi le retrait

des troupes soviétiques et la dissolution du pacte de Varsovie un an avant la Pologne. Et la Pologne devint le dernier pays d'Europe centrale et orientale à organiser des élections totalement libres, en octobre 1991.

Ce que nous avons en Pologne, c'est la démocratie sans institutions. Les lois démocratiques. La constitution du pays date de 1952 ; elle définit de manière très confuse la répartition des compétences entre les pouvoirs législatif et exécutif, jusqu'à l'époque où elle a été élaborée, tout était décidé par le bureau politique. Les prérogatives du président sont relativement larges, mais très vaguement décrites.

Le retard pris, l'importance excessive que la psychologie a dans la vie publique, faisant resssembler le système politique actuel à une monarchie en décadence, tout cela a abouti à une frustration croissante, voire à une aliénation, de la population. Seulement 42 % des électeurs ont participé aux élections d'octobre. La loi électorale, qui instaurait un système électorallement proportionnel et rendait les alliances électorales pratiquement impossibles, a donné naissance à un Parlement déséquilibré, fractionné, où le plus gros parti dispose de 14 % des sièges.

Jusqu'en décembre 1990, Lech Walesa a été un ardent défenseur de changements plus rapides et plus radicaux. Mais une fois élu président, il n'a rien fait pour accélérer les élections législatives attendues. Les modifications constitutionnelles ne l'intéressent que dans la mesure où elles concernent un accroissement des pouvoirs présidentiels.

La classe politique, organisée selon des critères de personnes plutôt que de programmes, sans

véritables structures de partis pour contrôler les militants dispersés, a perdu l'essentiel de son prestige aux yeux de l'opinion, en partie à cause du comportement du président.

## Le joueur le plus adroit

M. Walesa reste l'homme politique le plus intelligent de Pologne, mais sa capacité à exercer de plus en plus d'influence avec de moins en moins de responsabilité a été une tragédie à la fois pour lui et pour son pays. Du statut de héros national, il s'est retrouvé dans le rôle du joueur le plus adroit dans un jeu dont lui seul connaît les règles et les objectifs.

Seule une modification fondamentale de ces trois facteurs de crise — retard, faiblesse des structures démocratiques, président omnipotent — peut tirer la Pologne de l'ornière. Les Polonais sont, par bonheur, actuellement d'humeur plutôt anti-autocratique. La récente résolution du syndicat Solidarnosc — qui semble émerger de nouveau comme force politique majeure — condamnant son ancien dirigeant pour son rôle dans la crise actuelle pourrait marquer un tournant. Il faut seulement espérer qu'une recomposition au Parlement incitera le président à jouer le jeu démocratique.

» Zdzislaw Najder est ancien collaborateur de Radio Free Europe et conseiller de l'ancien premier ministre polonais Jan Olszewski.

## LIVRES

## ET REVUES

## L'Europe, un manuel

Cette brochure, réalisée à l'initiative du ministère français de la jeunesse et des sports, de la Fondation roi Baudouin et du Prince's Trust de Grande-Bretagne, a pour but de favoriser la mobilité des jeunes à travers l'Europe, comprise au sens géographique. Elle présente les différents pays et les nombreuses possibilités d'accueil et de déplacement.

» L'Europe, un manuel, diffusé dans l'ensemble des Centres d'information Jeunesse.

## Un attentisme à la charentaise

Le sous-titre de *De Jarnac à Maastricht* dit assez que ce livre, brillamment écrit par un proche de Jean-Pierre Chevènement, est une critique rigoureuse de la politique étrangère de François Mitterrand, accusé de complaisance envers les Américains et de démission devant l'europhisme, nouveau masque du libéralisme dont se sont affublés des socialistes déboussolés.

» Didier Motchane, *Un attentisme à la charentaise. De Jarnac à Maastricht, dix ans de politique étrangère*, Ed. Arléa, 244 pages, 55 francs.

## L'Allemagne unie en Europe et dans le monde

La revue *Documents* publie dans son dernier numéro des textes de dirigeants allemands, depuis le chancelier Kohl jusqu'à une représentation des Verts, en passant par le président du Parti social-démocrate, Björn Engholm. « Des Allemands parlent de l'Allemagne » pour montrer, comme l'écrit Joseph Raven, que « l'Allemagne n'est plus ce que vous croyez ».

» Documents, N° 1-92, avril 92, rue de Laborde, 75008 Paris, 50 francs.

## Le monde paysan dans l'Europe ex-communiste

C'est aux inquiétudes du monde agricole que la *Nouvelle Alternative* consacre un dossier dans son numéro de juin. A signaler deux autres articles, l'un sur le retour de l'histoire à la tchèque et un autre sur « Les juifs en Hongrie ».

» La Nouvelle Alternative, N° 26, juin 1992, 44, rue de l'Amiral-Mouche, 75014 Paris, 60 francs.

## Le désir d'Europe

Les *Cahiers de Strasbourg* publient les interventions faites par des écrivains, des romanciers, des poètes de toute l'Europe, réunis dans la capitale alsacienne, du 8 au 11 novembre 1991, à l'initiative du Carrefour des littératures européennes.

» Les Cahiers de Strasbourg, Ed. La Différence, 328 pages, 130 francs.

## L'Art de la diplomatie multilatérale

Actuellement représentant permanent de la Belgique auprès de l'OTAN, l'ambassadeur Prosper Thyssens a écrit dix-huit ans de carrière, de la représentation du royaume à la Communauté européenne au sein des Nations unies à Genève, en passant par de nombreux cabinets. Il a tiré de cette expérience un ouvrage bien documenté et souvent plaisant à lire pour qui veut s'initier aux négociations dans les organisations internationales, si distinctes de la diplomatie bilatérale de papa. Une clef pour la compréhension des conseils atlantiques ou des « marathons » européens.

» L'Art de la diplomatie multilatérale, de Prosper Thyssens, Editions Vanden à Bruxelles, distribuées en France par DVE Officiers, 20, rue de la Trémouille, 75008 Paris, 200 pages, 450 francs belges.

» RECTIFICATIF. — Dans le précédent dossier « Espace européen » (*Le Monde* du 23 juin), le schéma consacré à « la théorie des ensembles appliquée à l'Europe » (page 9) a omis d'enregistrer l'Azerbaïdjan comme onzième membre de la CEI ; de même l'Albanie, et la Géorgie ont été malencontreusement écartées du Conseil de coopération nord-atlantique (COCOA).

## MEDECINE PHARMACIE

Stages de pré-entrées  
Encadrement scientifique assuré  
Soutien par ordinateur "à la carte"

ipesup  
18, rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris - (1) 43.25.63.30  
medecine pharmacie

Le Monde EDITIONS

## PLANTU

LE DOUANIER SE FAIT LA MALLE

20 ANS DE DESSINS SUR L'EUROPE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Avec Le Monde sur Minitel

## LES CORRIGÉS DU BAC

36.15 LE MONDE

Tapez BAC

subsidiarité

Quand on s'

NATIONALE



*Un des fondements de la doctrine sociale de l'Eglise vient au secours de la Communauté.  
Mais le concept est plus facile à définir qu'à appliquer*

principe d'exacte adéquation qui veut que chaque niveau ne reçoive des compétences que parce que, en raison de leur nature et de leur dimension, elles ne peuvent être exercées efficacement et convenablement qu'à ce niveau.

Le mot lui-même résonne étrangement, faisant plus songer à une maladie qu'à un des fondements d'une saine construction européenne. Il est l'illustration vivante de l'opacité qui, trop souvent, entoure ce qui a trait à la Communauté européenne et alimente le clan des «euroscéptiques» et des anti-Maastricht. Le dictionnaire recense d'ailleurs à l'écoullé : dans ses pages. Cet érotisme de façade est d'autant plus absurde et pernicieux qu'il s'applique à un principe de philosophie politique qui devrait être

« Les uns garantissent un bon fonctionnement communautaire. Même si j'y cherche encore à titonner ses limites juridiques. En effet, une fois le principe affirmé, comment constater que les garanties du juste équilibre sont complètes dans les justifications politiques ? La question est de savoir comment rendre opérationnel un concept de philosophie politique », souligne Christian Lequesne, universitaire spécialisé dans les questions européennes, tandis que Jérôme Vignon insiste sur le fait que « la pratique [de ce principe] repose sur le jeu politique des institutions européennes ». La définition dotée dans le traité de Maastricht reste, quant à elle, assez générale.

Lors du sommet de Lisbonne (26-27 juin), les Douze ont réaffirmé hautement la validité de cet antidote destiné à empêcher la prolifération des virus bureaucratiques. Au point qu'une remise à jour de l'acquis communautaire est sérieusement envisagée. Bien maniée, la subsidiarité devrait permettre de mieux traverser, à l'avenir, le « Moloch »

**bureaucratie** » dont le chancelier Helmut Kohl a dénoncé l'opacité sur la CEE. Au-delà des controverses conjoncturelles — marquées par le « non » danois, une montée des nationalismes et une poussée aux Maastricht en Allemagne, — il n'y a pas de doute que le chancelier, chef du gouvernement de Bonn qui souligne ce risque : le principe de subsidiarité est en effet au cœur même du fonctionnement fédéral allemand, comme il l'est également en France. Ce principe, qui veut que, quand on peut le faire, on le fasse au plus près, qui vient de demander son entrée dans la CEE. Comme l'explique Chantal Millon-Delost, maître de conférences à Paris-XII, « en Suisse, la tradition d'autonomie est si ancienne qu'il est fort que la réalisation de la CEE soit perçue comme une « perte » naturelle », et l'idée de subsidiarité suggère d'établir des garde-fous permettant d'ériger les déboîtements socio-économiques de l'Etat, exactement comme la Constitution sert de garde-fous à l'Etat. L'Etat, dit-on de l'Etat », explique-t-elle en soulignant que c'est pour cette raison que les Allemands et les Suisses ont cherché à constitutionaliser la subsidiarité « afin de préserver l'Etat de ces mutations conjonctuelles ». (1). La Suisse, elle-même, ne peut pas espérer à ce point d'achèvement.

Depuis le « non » d'aujourd'hui, les critiques ont pu se multiplier. Le président de la Brurelle et son président, accusés d'avoir été des croyants mais non des pratiquants de la subsidiarité. Jacques Delors a admis qu'il fallait attendre à l'avenir un soin plus attentif à son application. Mais le message est clair : la Commission n'a pas voulu que son usage interne, en direction du conseil des ministres et du Parlement européen. Le paradoxe, dans cette affaire, est que le président de la Commission a été, très tôt, particulièrement sensible à la pertinence de cette idée inspirée par la subsidiarité.

Lors d'une rencontre, il y a quatre ans, avec les ministres-présidents des Länder allemands, il avait écouté

attentivement leurs craintes de voir Bruxelles grignoter par le haut leurs pouvoirs et leur souci de voir chaque niveau de compétence (européen, national, régional) respecté dans sa diversité. Jacques Delors avait, dès cette époque, multiplié les références à la subsidiarité dans ses interventions. Mais la machine bruxelloise est restée, estiment certains Etats, insensible aux charmes de ce concept. Les craintes des ministres-présidents allemands n'ont pas disparu, même si, depuis, le principe de subsidiarité a fait son apparition dans le traité de Maastricht.

M. Delors ne pouvait être que séduit par ce principe — qui n'est pas seulement politique mais qui touche à l'éthique, — dont les fondements ont, au dix-neuvième (*Rerum novarum*) et au vingtième siècle, reçu un solide renfort de l'Eglise. L'encyclique *Quadragesimo anno*, parue en 1931, brandissait la subsidiarité pour rappeler la primauté de l'homme face à la montée des totalitarismes : « On ne peut enlever aux

L'article 3 b du traité de Maastricht, en cours de ratification, précise pour la première fois les contours de la subsidiarité : « La Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le présent traité. » Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de sub-

particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens ; aussi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes. »

Mais la notion de subsidiarité est à double sens, voire à double tranchant : le niveau « supérieur » se doit de respecter les prérogatives du niveau « inférieur », mais il se doit également de lui venir en aide s'il se trouve dans la difficulté. La menace est importante, car le principe de subsidiarité pris au pied de la lettre, corseté dans un cadre juridique étroit, pourrait être le prétexte idéal pour une politique internationale d'« état-protécuteur » ou autre mesure des injustices, des inégalités, des bandicaps dont certains pays se rendent coupables au motif qu'ils relèveraient des compétences internes. A l'inverse, systématiquement revendiqué par les niveaux « inférieurs », il

**pourrait déboucher sur un corporatisme étroit et insensible à l'intérêt général. « Certains Etats pourraient avoir envie d'utiliser la subsidiarité pour renationaliser des compétences communautaires si cela les arrange », estime Christian Lequesne.**

Une définition figée des différents domaines de compétences paraît donc difficile. Comment classer, par exemple, l'environnement (2)? Est-ce strictement du ressort communautaire ou du ressort étatique? Les deux, bien sûr, selon les questions. Il en va de même pour bon nombre de domaines. Là est toute la difficulté. Et la transformation de la Cour de Luxembourg en Cour constitutionnelle, qui pourrait susciter les mêmes questions, n'est pas une application de la subsidiarité, n'est pas encore à l'ordre du jour. Cette réforme pourrait faire planer l'ombre d'une «Europe des juges» qui trouverait immédiatement ses détracteurs. Il faudra donc que ce concept clé de la construction européenne s'impose de plus en plus dans les faits, au coup par coup, en alliant le sens de l'efficacité à un meilleur fonctionnement démocratique et à une responsabilité accrue des différents «niveaux». Ce sera donc une politique de tracer des frontières, mais en vue de leur projet communautaire qui guide aujourd'hui la CEE. Un vaste et ambitieux programme pour les Douze.

**PIERRE SERVANT**

(1) « Les idées politiques au vingtième siècle », Presses universitaires de France. Lire également, du même auteur, le Principe de subsidiarité. Origines et fondements, Institut La Boétie. Numéro 4, avril 1990.

(2) Le principe de subsidiarité figure dans l'acte unique européen (article 130 r) à propos de l'environnement.

## Quand on s'occupe de 8 millions de retraités...

Depuis sa création, la Caisse nationale d'assurance vieillesse, numéro 1 de la retraite en France, s'est donné pour priorité d'améliorer le service qu'elle rend aux retraités. Aujourd'hui, l'évolution démographique et l'allongement de l'espérance de vie font de la retraite une des questions majeures pour les années à venir.

Consciente de son rôle social de première importance, la CNAV poursuit une réflexion dans de nombreux domaines : la recherche théorique et

sociologique, avec la revue "Retraite et Société", le renforcement de la démarche d'accueil et d'information de proximité, l'action sociale qui finance de nombreux services d'aide aux retraités, ainsi que la prévention des effets du vieillissement.

Dans cet esprit, plusieurs programmes sont à l'étude, et nous lançons, dès cet été, en collaboration avec les caisses régionales, le concours "Idées en marche". Ouvert au public le plus large, ainsi qu'aux groupes et associations, il

permettra de réaliser de nombreux projets pour améliorer les conditions de vie des retraités.

Cet exemple souligne notre volonté de répondre toujours mieux aux problèmes que pose la vie à la retraite.

**Nous sommes bien placés pour savoir que 8 millions de retraités, c'est autant de personnes que nous devons aider à mieux vivre leur retraite.**



## POLITIQUE

Le débat sur la ratification du traité de Maastricht

## M. Sarkozy (RPR) « ne souhaite pas la victoire du non » au référendum

Pour la première fois, l'un des principaux responsables du RPR, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du mouvement de M. Chirac, s'est prononcé, dimanche 28 juin, pour une défaite du « non » au référendum de Maastricht. Le même jour, les responsables de l'UDF ont manifesté leur souhait de voir M. Chirac et ses amis rallier le camp de l'Europe.

M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, a déclaré, dimanche 28 juin sur TF1, qu'il « ne souhaite pas la victoire du non » au référendum de ratification du traité de Maastricht, même s'il ne souhaite pas la victoire du « oui ». Si par contre c'est un référendum dans lequel ils expriment un mécontentement général sur la manière dont ils sont gouvernés, alors la réponse est beaucoup plus incertaine car le mécontentement des Français est profond. »

M. Giscard d'Estaing a précisé que l'UDF ferait campagne « uniquement sur la question du référen-

ment au moment de l'achèvement du débat sur la révision constitutionnelle. Il y a eu à ce moment-là des affrontements personnels qu'on a le devoir d'écarter. (...) Attention à la coupure. »

## « Le mécontentement des Français est profond »

Le président de l'UDF s'est exprimé « un référendum propre », avec un président de la République « s'en mêlant le moins possible ». « Si les Français se prononcent sur le traité lui-même, a-t-il expliqué, mon sentiment est qu'ils diront "oui". Si par contre c'est un référendum dans lequel ils expriment un mécontentement général sur la manière dont ils sont gouvernés, alors la réponse est beaucoup plus incertaine car le mécontentement des Français est profond. »

M. Giscard d'Estaing a précisé que l'UDF ferait campagne « uniquement sur la question du référen-

ment ». « C'est une campagne que l'UDF engagera à la rentrée, a-t-il dit, qu'elle mènera sous ses propres couleurs et, bien entendu, sans participation d'aucune autre formation, sauf si, comme je le souhaite, nos partenaires du RPR étaient conduits à apporter une réponse semblable à la nôtre. En tout état de cause, l'ancien président de la République s'est refusé à condamner par avance les partisans du « non ». « Si nous commençons à mélanger les sujets, si le "oui" ou le "non" à Maastricht préfigure le choix du premier ministre après les élections législatives, la France ira à la dérive. C'est incompréhensible pour nos compatriotes. Cela les plongera dans un état d'incertitude et de contradiction et ils se déchireront. On se demande s'il est normal d'avoir des positions différentes sur l'Europe et d'avoir ensuite une position commune sur le gouvernement en France. Ma réponse est oui. »

## Les retrouvailles de Lourdes

LOURDES

de notre correspondant

Après les grandes eaux du congrès de Versailles où elle est apparue quelque peu divisée sur les fondements du traité de Maastricht, l'opposition a choisi de se réunir à Lourdes. Elle a tenu à se ressourcer au pied des Pyrénées, où l'eau miraculeuse de la célèbre grotte de Massabiella prend ses origines, afin d'en tirer ses vertus salutaires pour les futures échéances qu'impose la ratification du traité de Maastricht.

Presque tous les leaders de l'opposition ont défilé durant trois jours, les 25, 26 et 27 juin, dans la ville sainte des Hautes-Pyrénées, à l'invitation de M. Philippe Douste-Blazy (CDS), maire de Lourdes, parlementaire européen, qui a réuni un coup d'audace : les faire intervenir successivement à la première université d'été de la santé qu'il organisait face à la légendaire muraille de granit de Gournier.

Le jeune maire de Lourdes a voulu rassembler, entre Versailles et la future session parlementaire sur le référendum de la santé, les diverses composantes de l'opposition. Il a fait se

cotiser avec intelligence et élégance », comme l'a souligné M. Jacques Chirac, les têtes de liste du RPR et de l'UDF. Tout comme il avait choisi le symbolisme de Lourdes pour lancer, en juin 1989, les prémisses du mouvement des rénovateurs, M. Philippe Douste-Blazy, avec sa double casquette d'homme politique et de professeur de cardiologie, s'est donc penché au chevet d'une union retrouvée.

Tout à l'heure, MM. Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot, François Bayrou pour l'UDF, MM. Jacques Chirac, Edouard Balladur, Jacques Toubon et Nicolas Sarkozy pour le RPR se sont exprimés publiquement sur les problèmes de la santé, démontrant, comme l'a souligné le président du RPR, « au-delà de l'actualité politique immédiate, leur profonde détermination à gouverner ensemble la France... »

MM. Valéry Giscard d'Estaing, en voyage aux États-Unis, François Léotard et M. Michèle Barzèch, également invités, n'avaient pu se joindre à ces retrouvailles de Lourdes pour les rendre encore plus exceptionnelles.

JEAN-JACQUES ROLLAT

Animateur du Manifeste contre le Front national

## M. Cambadélis (PS) veut associer la lutte contre l'extrême droite et la recomposition de la gauche

Le Manifeste contre le Front national, qu'enlève M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, a organisé, samedi 27 et dimanche 28 juin, à Paris, une « université d'été » destinée à préparer les prochaines étapes de son combat contre l'extrême droite. Aux yeux de M. Cambadélis, la lutte contre le « national-populisme » doit être le creuset de la « recomposition » d'une « gauche européenne à préférence sociale ».

Le Manifeste contre le Front national lancé en 1990 par M. Cambadélis a atteint sa troisième année d'existence et réunit, aujourd'hui, cent mille signatures. Mille cent députés, représentant quatre-vingt-cinq comités départementaux du Manifeste, se sont réunis samedi et dimanche dans les

locaux de l'université du Panthéon pour faire le point sur l'état de l'extrême droite aujourd'hui et sur les résultats du combat mené contre elle, particulièrement pendant la campagne des élections régionales, au début de l'année. M. Cambadélis avait invité en outre, à cette réunion, des représentants des divers courants du Parti socialiste, des deux mouvements écologistes et des « rénovateurs » communistes ainsi que de SOS-Racisme, afin qu'ils se prononcent sur les éléments d'une « réponse politique » aux thèmes que diffuse le Front national.

Pour M. Cambadélis, en effet, seule une « gauche européenne à préférence sociale » peut s'opposer victorieusement au « mouvement nationaliste xénophobe » que représente, en France, le Front national. Il s'agit de l'extrême droite qui, en France, est isolée, s'il connaît une « crise stratégique », il reste qu'il n'y aura pas de dépeuplement naturel [de ce courant] sans combat. »

## La tentative de M. de Villiers

Parce que le mouvement de M. Jean-Marie Le Pen est isolé, certains, au sein de la droite classique, tentent de récupérer son électorat. C'est le cas, selon le député de Paris, de M. Philippe de Villiers, qui a réintroduit dans le discours de la droite les thèmes du « nationalisme » et de l'« intégrisme catholique ». M. Cambadélis estime que cette tentative est « plus redoutable » que les prises de position de M. Michel Poniatowski en faveur d'une alliance entre la droite parlementaire et l'extrême droite, car elle tend à rompre le « cordon sanitaire » qui s'était formé à droite

contre le Front national lors des élections régionales.

Sans vouloir « mettre sur le même plan » M. Le Pen, d'une part, MM. de Villiers, Philippe Séguin et Charles Pasqua, d'autre part, les animateurs du Manifeste estiment que la conjonction de ces refus du traité de Maastricht offre au président du Front national une chance de se réintroduire, au moins temporairement, dans la « société politique ». Face à ce danger, les partisans de gauche de la construction européenne doivent se garder de toute confusion avec les libéraux. « Paradoxalement, a expliqué M. Cambadélis, le désaccord qui nous oppose à M. Séguin repose sur un constat commun : l'Europe est, aujourd'hui, dans l'ornière technocratique. » Mais, tandis que le député (RPR) des Vosges propose d'y remédier en ramenant « les centres de décision au niveau actuel d'exercice de la citoyenneté », c'est-à-dire au niveau des États nationaux, il existe une autre voie, consistant à « porter la citoyenneté jusqu'aux centres de décision ». C'est dans cette voie, estime le député de Paris, que la gauche, elle, doit se recomposer. »

Le débat sur l'Europe traversait aussi cette « gauche » que M. Cambadélis veut « décloisonner ». L'équivalence du combat contre l'extrême droite et du combat pour Maastricht est une thèse qui ne fait pas l'unanimité. Les participants à la réunion du Manifeste se sont accordés, en revanche, pour faire d'une vaste manifestation à Paris, à l'occasion de la fête du Front national, en octobre prochain, le prochain rendez-vous du mouvement contre l'extrême droite.

PATRICK JARREAU

Deux élections municipales partielles

## M. de Chambrun (FN) perd la mairie de Saint-Gilles (Gard)...

Le Front national a perdu la seule municipalité d'une commune de plus de dix mille habitants qu'il détenait depuis 1989. Il avait mené pour l'emporter au premier tour dix-huit voix à la liste de Roland Granchi (le Monde du 20 juin), sur laquelle figuraient des communistes, des socialistes, des divers gauches, des centristes, des UDF, des RPR et des divers droites.

Au second tour, la liste de M. Granchi n'obtient que 438 voix de plus que le dimanche précédent, alors qu'il n'y a eu que 298 suffrages exprimés de plus. De son côté, la liste de M. Charles de Chambrun gagne 107 suffrages d'un tour à l'autre. Déjà largement devancée au premier tour, la liste de M. Maurice Blanc, dissident du RPR en 1989, deuxième adjoint de M. de Chambrun, qui l'avait privé au début de 1992 de ses délégations, perd, quant à elle, 247 voix.

La démission de M. de Chambrun, intervenue le 18 mai dernier et suivie de celle de douze conseillers, qui rendait nécessaire cette élection partielle, était devenue inévitable après les réductions successives de la majorité élue en 1989. Ces réductions avaient abouti à la mise en minorité du maire lors de l'examen du budget primitif les 28 février et 13 avril derniers.

Désavoué par une partie de plus en plus grande de son conseil municipal, M. de Chambrun, ancien secrétaire d'Etat de Georges Pompidou et ancien député, l'a été par le corps électoral au profit d'une liste qui se présentait comme

« hostile à la gestion [du maire sortant] et à l'idéologie de son parti ».

Les résultats du deuxième tour :  
1. 7 481 ; V. 5 120 ; A. 31,55 % ; E. 4 960.

Liste d'union, conduite par M. Roland Granchi, div., 2 752 (55,48 %) ; 26 ELUS ; liste du FN, conduite par M. Charles de Chambrun (FN), vice-président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, 1 910 (38,50 %) ; 6 ELUS ; liste divers droite, conduite par M. Maurice Blanc (div. d.), 298 (6 %) ; 1 ELU.

21 juin 1992 :

1. 3 471 ; V. 4 662 ; A. 34,71 % ; E. 4 662.

Liste de M. Granchi, 2 314 (49,63 %) ; liste de M. de Chambrun, 1 803 (38,67 %) ; liste de M. Blanc, 545 (11,69 %).

12 mars 1989 :

1. 7 012 ; V. 5 375 ; A. 23,34 % ; E. 5 202.

Liste du FN conduite par M. de Chambrun, 1 777 (34,15 %) ; liste divers droite conduite par M. Louis Girard, maire sortant, 1 500 (28,83 %) ; liste divers droite conduite par M. Olivier Lapiere (RPR), 1 200 (23,06 %) ; liste du PC, conduite par M. Guy Londez, 725 (13,93 %).

19 mars 1989 :

1. 7 012 ; V. 5 715 ; A. 18,49 % ; E. 5 618.

Liste du FN, 2 221 (39,53 %) ; liste divers droite conduite par M. de Chambrun, 1 777 (34,15 %) ; liste divers droite conduite par M. Girard, 1 900 (33,81 %) ; 5 ELUS (2 PS, 2 div. g. et 1 div. d.) ; liste de M. Lapiere (RPR), 1 048 (18,65 %) ; 2 ELUS (1 RPR et 1 div. d.) ; liste du PC, 449 (7,99 %) ; 1 ELU (1 PC).

## ... et M. Drut (RPR) enlève celle de Coulommiers (Seine-et-Marne)

En obtenant plus de la moitié des suffrages exprimés dès le premier tour, M. Guy Drut, député RPR de Seine-et-Marne et conseiller régional, vient de trouver à Coulommiers ce qu'il avait, en vain, cherché à Meaux en 1989 : une implantation locale. L'ancien champion olympique réalise au demeurant une belle performance en devançant largement tous ses adversaires, dont la liste soutenue par le maire démissionnaire, M. Robert Elvert (div. d.) et conduite par l'un de ses anciens adjoints, M. Jacques Leclercq (div. d.). Les électeurs, dont un peu

plus de la moitié seulement (51,79 %) s'est rendue aux urnes, ont sans doute souhaité remettre de l'ordre dans un conseil municipal où les menaces successives de démission de l'ancien maire tenaient lieu de méthode de gouvernement. La démission en date, à propos du plan d'occupation des sols, lui avait été fatale puisqu'une vingtaine de ses colistiers l'avaient suivi. La présence des centristes colistiers de l'ancien maire sur la liste de M. Drut et celle de membres du RPR sur celle de M. Leclercq n'ont finalement pas troublé les électeurs de droite, qui ont majoritairement porté leurs suffrages sur un homme auréolé de son prestige sportif et parlementaire.

Les résultats

du premier tour :  
1. 7 574 ; V. 3 923 ; A. 47,84 % ; E. 3 818.

Liste d'union RPR-UDF, conduite par Guy Drut, RPR, député, 1 970 (51,59 %) ; 26 ELUS ; liste divers droite conduite par Jacques Leclercq, 646 (16,91 %) ; 3 ELUS ; liste de la majorité présidentielle conduite par Alain Haddad, 622 (16,29 %) ; 2 ELUS ; liste divers gauche, conduite par Jean-Michel Lox, 342 (8,95 %) ; 1 ELU ; liste du PC, conduite par Willy Sterchi, 238 (6,23 %) ; 1 ELU.

12 mars 1989 :

1. 7 534 ; V. 4 512 ; A. 40,11 % ; E. 4 369.

Liste div. d., conduite par Robert Elvert (div. d.), m. s., 1 825 (41,77 %) ; liste du PS, conduite par Alain Haddad, 1 328 (30,39 %) ; liste RPR, conduite par Jean-Jacques Ivain, 534 (12,22 %) ; liste FN, conduite par Jacques Ampegnat, 370 (8,46 %) ; liste du PC, conduite par Jean-Pierre, 312 (7,14 %).

19 mars 1989 :

1. 7 534 ; V. 4 650 ; A. 38,27 % ; E. 4 478.

Liste div. d. de M. Elvert, 2 585 (57,72 %) ; 26 ELUS (7 UDF, 5 RPR et 14 div. d.) ; liste d'union de la gauche de M. Haddad, 1 895 (42,27 %) ; 7 ELUS (1 PC, 5 PS et 1 MRO).

□ L'élection cantonale de Niomesse (Haute-Corse) est annulée. - Le tribunal administratif de Bastia, prenant en compte un arrêt de la Cour de cassation qui radiait cent dix-sept électeurs, a annulé l'élection de M. Jean-Baptiste Castellani (RPR) comme conseiller général du canton de Niomesse (Haute-Corse). Il a suivi les conclusions du commissaire du gouvernement qui estimait que ces radiations, intervenues le 11 juin, avaient faussé le scrutin des 22 et 29 mars dernier.

En Nouvelle-Calédonie

## M. Nénou fait part de sa réconciliation avec M. Lafleur

M. Maurice Nénou-Pwataho, député RPR de la deuxième circonscription de Nouvelle-Calédonie, qui s'était déclaré brimé par le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR de la première circonscription (le Monde du 14 mai), a annoncé, jeudi 25 juin, par communiqué, sa réconciliation avec celui-ci.

« Le comité de soutien » constitué au début de l'année précisait que M. Nénou avait été « frappé de représailles » et « traité d'une façon indigne par une direction du RPCR plus soucieuse d'enrichissement personnel que de partage et de développement véritable ». M. Lafleur avait alors réagi en disant que M. Nénou n'avait pas son investiture pour les prochaines élections législatives et, le 15 mai, devant la presse

locale, le président du RPCR avait notamment déclaré, selon les propos rapportés par les *Nouvelles calédonniennes* : « Son directeur lui, c'est deux cents personnes et il n'est élu avec quatorze ou quinze mille voix. Il n'a jamais plus dans son travail ; on lui a donc supprimé la garde du corps, voiture, secrétaire et domestiques. (...) Evidemment, c'est désagréable. »

M. Nénou a expliqué, jeudi, qu'il n'y avait eu, entre M. Lafleur et lui, qu'une « incompréhension » et qu'un « malentendu », aujourd'hui dissipé, au sujet de « l'utilisation des fonds de la caisse locale de retraite pour la construction d'un hôtel à Nouméa ». Il a affirmé sa volonté de continuer, « auprès de Jacques Lafleur et du RPCR, à œuvrer pour un futur harmonieux et juste, pour une Calédonie sereine, pour un pays français ».

EN BREF

□ Le délégué général du Club de l'Horloge quitte ses fonctions. - M. Jean-Antoine Giansily, délégué général du Club de l'Horloge, a démissionné de ses fonctions, samedi 27 juin, à l'occasion du renouvellement de cinq des quinze membres du conseil d'administration de ce lieu de réflexion proche de l'extrême droite. Les cinq sortants, parmi lesquels M. Michel Leroy, secrétaire général, ont été réélus. M. Pierre-Yves Pincheaux a été élu au conseil d'administration pour y remplacer M. Giansily. Secrétaire général du Centre national des indépendants (CNI), ce dernier est favorable au traité de Maastricht alors que les quatorze autres membres de la direction du club, où siègent notamment MM. Jean-Yves Le Gallon et Yvan

Blot (Front national), y sont opposés.

□ Interpellation à Paris d'une vingtaine de personnes ont été interpellées, samedi 27 juin dans la soirée, lors de l'évacuation par la police des « sans logis » installés depuis l'après-midi devant un immeuble du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, puis remises en liberté peu après 23 h 30. Avec le soutien de l'abbé Pierre, les manifestants au nombre d'une centaine campaient sur le trottoir devant un immeuble de la rue Pixérécourt, dont ils réclamaient des appartements qui, selon eux, sont vacants depuis plusieurs mois. L'intervention policière avait eu lieu alors que les familles avaient quitté le trottoir devant l'immeuble pour s'installer sur la chaussée.

**ISTH** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES HUMAINES ET TECHNIQUES  
EXAMENS D'UNIVERSITÉ  
• DROIT • SCIENCES ÉCO.  
1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années  
TOUTES ÉPREUVES  
SUCCÈS CONFIRMÉS  
Enseignements annuels et stages intensifs d'été  
Centre Italie 45.85.59.35  
Centre Auteuil 45.27.10.15  
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION



مركز من الامم المتحدة

Courrier.  
Enquête SOFRES qualité de service 92\*

# Quand 300.000 postiers rassemblent leurs forces, La Poste gagne 7 points en un an.

Notre vocation n'est pas de nous distribuer des louanges ; c'est de distribuer votre courrier : 20 millions de lettres par jour pour être précis. Parce que vous trouviez que ce courrier n'arrivait pas assez vite, nous avons mobilisé nos forces. Nous nous sommes engagés à faire contrôler nos performances par un organisme indépendant : pour la deuxième année, la SOFRES rend son verdict, en toute objectivité. Et nous en sommes fiers. En un an, l'indice de qualité de service concernant nos délais d'acheminement et de distribution a gagné sept points. Il passe, pour la distribution à domicile

à J+1, de 69,1% à 76,4%. Sept points de gagnés, c'est chaque jour un million et demi de lettres de plus qui arrivent à leur destinataire en 24 H. Sept points de gagnés, c'est le résultat d'investissements continus dans l'automatisation du traitement du courrier et la modernisation du transport. Mais c'est d'abord la conséquence d'une mobilisation massive des femmes et des hommes de La Poste. Sept points de gagnés, c'est la preuve que le service public de La Poste est à votre écoute et qu'il met tout en œuvre pour mériter sa place parmi les meilleurs services postaux du monde. On continue...

## On continue...

\* Etude effectuée du 16 mars au 11 avril 1992, portant sur 150 000 lettres auprès d'un échantillon représentatif de 6 552 ménages et 1 656 établissements, sur l'ensemble du territoire métropolitain.

*Pas de problème,  
La Poste est là.*



## M. Lang boucle la réforme des lycées

- Moins de filières en première et terminale
- Plus de liberté dans le choix des options

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, devait présenter, lundi 29 juin, son projet de réforme des lycées, pour les classes de première et de terminale. L'architecture générale des filières, plus réservées et moins nombreuses, proposées il y a un an par son prédécesseur, M. Lionel Jospin, est conservée. Mais M. Lang revient sur l'idée de limiter le nombre des options laissées au choix des

élèves. Et l'allègement des horaires concernera essentiellement les filières technologiques.

La réforme devrait entrer en application à la rentrée 1993 pour les classes de première et l'année suivante pour les classes terminales. Le ministre s'est donné un délai supplémentaire, jusqu'à l'automne, pour prendre d'éventuelles mesures de rénovation du baccalauréat.

Au terme d'une laborieuse gestation, engagée en février 1990 avec l'installation par M. Lionel Jospin du Conseil national des programmes, ponctuée de projets, de rapports, de longues plages de concertation et de révisions progressives, la «révolution pédagogique» des lycées semble enfin parvenir à son terme. M. Lang avait annoncé que le calendrier prévu pour la rénovation des classes de seconde était la rentrée prochaine ne serait pas modifié. Il se réservait, toutefois, la liberté d'y imprimer sa marque, pour apaiser la polémique sur le nombre d'options laissées au choix des élèves et, surtout, sur le place des langues anciennes au lycée (le Monde du 24 avril).

«Pas de mutilation, ni d'exclusion à l'égard des savoirs», prévenait le ministre, en rétablissant le droit, pour tous, de s'adresser au latin et au grec. Il restait à «boucler» la réforme. Les propositions que M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, devait annoncer, lundi 29 juin, s'inscrivent dans la continuité des mesures mises en chantier il y a un an (le Monde du 21 juin 1991). L'actuel ministre a conservé l'idée-maitresse de la réforme de son prédécesseur : regrouper les filières du baccalauréat en sept grandes voies de formation, d'«écoles vives et dignes».

Dès la rentrée 1993, à l'issue des nouvelles classes de seconde, les futurs bacheliers pourront s'orienter vers l'une des trois voies générales — littéraire, économique, et sociale ou scientifique — ou bien vers l'une des quatre voies technologiques — sciences et technologies industrielles, sciences et technologies de laboratoire, sciences médico-sociales, sciences et technologies territoriales.

Chaque nouvelle filière est centrée sur l'étude de trois ou quatre matières «dominantes», auxquelles s'ajoutent des «matières complémentaires de formation générale». L'ensemble constitue le bloc des enseignements obligatoires et représente vingt-cinq à vingt-huit heures hebdomadaires de cours. Pour chaque filière sont proposés, sous forme d'options, des enseignements

## Travail en demi-groupes

Autre contrainte importante : les quatre matières dominantes de chaque série compteront pour 60 % au moins dans le calcul des coefficients au baccalauréat, afin d'éviter que des élèves n'obtiennent un baccalauréat scientifique grâce au français, à la philo ou à l'histoire-géographie.

Le réajustement des filières d'enseignement général a en effet pour principal objectif de tenter de «casser» la suprématie de l'actuelle série C (mathématiques). Une situation «injuste et contraire au bon sens, qui mutile les vocations des jeunes qui n'ont pas la fibre scientifique», souligne le ministre. Ainsi, dans la série scientifique unique qui regroupera les actuelles séries C, D et E, des enseignements de technologie industrielle et de biologie sont proposés et peuvent être également choisis en option. L'idée est de permettre de prendre en compte différents «profils» d'élèves, et de leur offrir un choix d'options qui devrait être très «déconnecté» de ceux du tronc commun, de favoriser une approche plus appliquée et

expérimentale des différents disciplines. Dans son rapport sur les lycées, remis à M. Lionel Jospin en novembre 1990, le Conseil national des programmes avait lancé l'idée de créer, dans chaque filière, un «enseignement modulaire», centré sur les disciplines mais permettant une approche interdisciplinaire et un soutien méthodologique. Cette innovation avait été reprise par l'ancien ministre, mais le contenu et l'organisation des «modules» restaient très flous.

Pragmatique, M. Jack Lang reprend l'idée, mais en la simplifiant. Il préfère parler d'«enseignement en petits groupes», destinés «à mieux répondre aux besoins des élèves dans le domaine de la méthodologie et des connaissances». Leur volume horaire sera moins lourd que prévu (deux heures quinze en première et une heure trente en terminale), mais ils bénéficieront d'un effectif en demi-classe. Pour chaque filière, les professeurs toucheront, en effet, une dotation de deux heures. Comme pour les «modules de soutien» des nouvelles classes de seconde dont ils sont le prolongement, ce sont les enseignants qui répartiront les élèves dans les différents groupes, en fonction de leurs besoins.

Dernière innovation : les «ateliers de pratique». Facultatifs, ils devraient permettre, dans le cadre du projet d'établissement, de proposer des activités dans les domaines des arts, des langues et des cultures régionales, des activités sportives et des technologies de l'information et de la communication. Ils pourront faire appel à des intervenants extérieurs et leur durée hebdomadaire sera de trois heures.

La série littéraire (L). En plus des quatre matières dominantes — français, première langue vivante, histoire-géographie et philosophie (en terminale), — les élèves suivront notamment, en complément, un «enseignement scientifique» axé sur «la compréhension des problèmes contemporains». Par le jeu des options, l'élève pourra, en outre, se doter un «profil» axé sur les langues, l'association lettres-maths ou les arts.

Par rapport à l'actuelle série A, l'horaire d'histoire-géographie et celui de langue vivante I sera renforcé.

La série économique et sociale (ES). Par rapport à l'actuelle série B, les horaires et les programmes de sciences économiques et sociales ont été revus et les mathématiques sont davantage tournées vers l'économie et les sciences sociales. Le jeu des options permet de renforcer certaines connaissances comme les langues vivantes ou les mathématiques.

La série scientifique (S). Les matières dominantes se composent de deux enseignements communs à tous les élèves (mathématiques et physique-chimie) et d'un enseignement au choix (biologie-géologie, technologie industrielle ou biologie-écologie). L'horaire de mathématiques passe à cinq heures en première et à six heures en terminale (sauf pour les élèves de la série «modulaire» en demi-groupe), soit une à deux heures de moins qu'actuellement pour les élèves qui ne choisissent pas l'option mathématiques.

Les séries technologiques. Elles sont regroupées en quatre grandes voies, sciences et technologies industrielles (STI), sciences et technologies de laboratoire (STL), sciences médico-sociales (SMS) et sciences et technologies territoriales (STT). La réforme vise à accentuer leur vocation d'entrée dans l'enseignement supérieur technologique (BTS et IUT). En première, l'enseignement modulaire est axé sur les disciplines d'enseignement général et l'étude d'une deuxième langue vivante est possible, par le jeu des options, dans chacune de ces séries. Enfin, un effort particulier est porté sur la série sciences et technologies territoriales qui regroupe les anciennes séries G. Elle sera davantage tournée vers l'informatique et la gestion. L'objectif est de trouver un équilibre entre trois pôles : technique, économique et juridique, enseignement général.

Ch. G.

## Les électeurs d'Hautmont (Nord) approuvent les restrictions du maire sur l'immigration

Par un référendum local

Le succès remporté, dimanche 28 juin, par le référendum local sur l'immigration organisé par le maire d'Hautmont (Nord), a été qualifié d'«échec pour le citoyenisme et d'«amélioration de la vie quotidienne à Hautmont» par M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration, qui a souligné que la consultation risquait d'«attiser les tensions». M. Josi Wilmette, maire (sans étiquette) d'Hautmont, a, de son côté, salué le «courage» de la population de la ville, qui a approuvé ses initiatives dénonçant la concentration excessive d'immigrés dans sa commune.

LILLE

de notre correspondant

Les 9 240 électeurs de la commune d'Hautmont (Nord) étaient invités, dimanche 28 juin, par leur maire, M. Josi Wilmette (sans étiquette, exclu du PS), à se prononcer par un référendum d'initiative locale (le Monde du 27 juin). Le sujet de cette consultation, dont le préfet du Nord, M. Jean-Claude Auroousseau, avait demandé qu'elle «ait lieu (il a saisi le tribunal administratif en ce sens), portait sur l'immigration, même si, prudemment, M. Wilmette avait soigneusement évité d'en inscrire le mot dans la question soumise aux électeurs : «Vos maire a récemment décidé de mettre en évidence auprès des pouvoirs publics des problèmes observés sur le territoire de la commune d'Hautmont. Etes-vous d'accord avec cette décision?»

## Des questions à se poser

Plus qu'un référendum, il s'agissait d'une sorte de demande de plébiscite. Tout au moins, M. Wilmette voulait-il vérifier qu'il avait le soutien de la population.

Celle-ci lui a témoigné son appui : sur les 9 240 électeurs inscrits, 6 295 se sont déplacés et

5 488 ont voté «oui», soit 87 % des votants et près de 60 % des inscrits. Fort de ce résultat, le maire renvoie ses détracteurs à leurs critiques : «Quand les partis politiques et les autorités religieuses donnent des consignes et que vous ne les suivez pas, s'il est déclaré dimanche soir lors de la proclamation du résultat, il y a des questions à se poser dans les états-majors et chez les responsables religieux».

Se défendant de partir en croisade contre la population immigrée, M. Wilmette estime que son premier devoir en tant que maire est de «témoigner auprès des pouvoirs publics et des pouvoirs politiques des difficultés que sa population rencontre». Il veut interpeller l'administration sur quelques points précis, notamment le regroupement dans sa ville de familles dont le chef travaille en région parisienne, et réclame pour les milliers des pouvoirs en matière de politique de peuplement.

Sur les hauteurs du quartier du Bois de Quesnoy, le centre d'animation culturel et sportif de la ville avait organisé un «pique-nique de l'amitié» et une fête républicaine. Le conseil régional avait apporté son concours en fournissant un car-podium, et M<sup>me</sup> Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) de l'assemblée régionale, est venue dénouer le référendum, qui «risque de jeter les communautés les unes contre les autres». M. Harlem Désir a fait, lui aussi, le déplacement : «Il n'y a pas de seuil de tolérance mais un seuil de chômage. Il n'y a pas trop d'immigrés mais trop de démagogie», a déclaré le président de SOS Racisme en reprochant aux instigateurs de cette consultation d'«exploiter les problèmes plutôt que les résoudre et de détourner la procédure du référendum, expression de la démocratie, contre une partie de la population».

JEAN-RENÉ LORE

## Démagogie

par Philippe Bernard

APRÈS les enfants étrangers privés d'école, les entraves au logement, le refus de signer les certificats d'hébergement, la xénophobie municipale vient de franchir, à Hautmont, un pas supplémentaire. En posant, sous couvert d'une question sibylline, le problème de la présence des immigrés dans la ville, le maire, M. Wilmette, a offert une caisse de résonance inespérée au racisme et à la hargne à l'égard des étrangers. Que 87,18 % des électeurs aient approuvé sa dénonciation des «problèmes observés sur le territoire de la commune», comme le stipulait, dans le plus grand flou, le texte soumis au référendum, ne démontre rien, sinon l'efficacité de la démagogie auprès d'une population exaspérée par le chômage et la pauvreté, qui a tôt fait de désigner les étrangers comme boucs émissaires. Le maire e d'ailleurs

lui-même reconnu le caractère démagogique de son opération en précisant, dès dimanche soir, qu'il n'était pas question de s'appuyer sur le référendum pour prendre la moindre décision.

La discrétion du gouvernement traduit la volonté de ne pas faire du maire de Hautmont un martyr. Elle marque aussi la gêne à l'égard de cette première application de la loi autorisant les référendums locaux. Et le réserve face à une situation locale non maîtrisée, en dépit de la rénovation urbaine, engagée à Hautmont comme ailleurs. Car, à l'heure où la politique d'intégration marque le pas, où les exclus continuent d'être concentrés dans les mêmes quartiers, et où les discours généraux font figure de provocation, il reste à donner de vraies réponses à la fausse question du maire d'Hautmont.

## SÉISMES

Un mort et près de deux cents blessés

## La terre a tremblé à deux reprises en Californie

LOS ANGELES

correspondance

Les deux tremblements de terre du dimanche 28 juin ont fait arrêtés le tournement des célestes d'holocaustes qui barrent la vallée de San-Bernardino à quelque 100 kilomètres à l'est de Los Angeles. Pourtant, c'est dans ces montagnes, les plus souvent déseignées, que les séismes ont été le plus fortement ressentis.

La première secousse s'est produite à 4 h 58 (heure locale), soit 13 h 58, heure de Paris) à près de 200 kilomètres à l'est de Los Angeles, entre San-Bernardino et Joshua-Tree, dans le désert Mojave. Elle avait une magnitude

de 7,4. C'est ainsi le troisième plus violent tremblement de terre connu de Californie, après ceux de San-Francisco de 1906 (magnitude probable 8,3) et de Los Angeles de 1952 (magnitude 7,7).

Le second séisme, de magnitude 6,5, s'est produit à 8 h 07 (heure locale) près du Big Bear Lake (dans les montagnes de San-Bernardino) à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Joshua-Tree.

Les agglomérations de Joshua-Tree, Landers, Morongo, Sunfair, qui s'étendent dans le désert comme des colonies de peuplement, ont été fortement endommagées. Toutes les maisons de bois ne se sont pas écroulées car elles sont sèches. Mais la plupart de ces

bungalows «améliorés», où vivent des familles souvent modestes, sont dévastés.

On décombre, sur l'immense surface touchée, cent soixante-dix blessés et un mort, un enfant décapé sous l'effondrement d'une cheminée de briques et de béton. Les victimes auraient pu être beaucoup plus nombreuses. Révélés en sursaut, les «Angelinos», qui craignent avant tout le Big One, le tremblement de terre majeur de magnitude 9 qui menace la ville et auquel rien ne résisterait, ont eu le bon réflexe : se placer sous l'endossement des portes ou se jeter sous les tables robustes quand le sol commença à vibrer.

RÉGIS NAVARRE

## Encore la faille de San Andreas

Les deux tremblements de terre du dimanche 28 juin témoignent, s'il en est encore besoin, de l'instabilité de la Californie. Ils viennent en effet après le séisme du 17 octobre 1989 (magnitude 7,1) qui avait tué soixante-trois personnes dans l'agglomération de San-Francisco et après ceux du 22 avril et du 25 avril dernier. Le premier de ceux-ci, de magnitude 6,1, s'était produit près de Palm-Springs, c'est-à-dire à une cinquantaine de kilomètres au sud de Joshua-Tree. Le second, de magnitude 6,8, avait en revanche secoué la région du cap Mendocino à 350 kilomètres au nord-ouest de San-Francisco.

Tous ces tremblements de terre sont évidemment en relation avec la faille (ou plutôt le système des failles) de San Andreas qui part du fond du golfe de Californie, court tout au long de l'ouest de la Californie et sort dans le Pacifique au cap Mendocino. Tout ce qui est à

l'ouest de la faille de San Andreas fait partie de la plaque Pacifique ; tout ce qui est à l'est appartient à la plaque Américaine. La faille de San Andreas, qui est à la limite des deux plaques, est une faille coulissante. C'est-à-dire que la plaque Pacifique «monte» vers le nord-ouest par rapport à la plaque Américaine, à la vitesse moyenne de 5 centimètres par an.

## Des périodes de calme inquiétantes

Mais tous les segments de la faille de San Andreas ne coulisent pas en même temps. Certains glissent insensiblement «en douceur». D'autres coulisent par à-coups qui se traduisent par des tremblements de terre plus ou moins violents et surtout plus ou moins fréquents. Les périodes de calme (gaps en anglais) sont d'autant plus inquiétantes qu'elles sont plus

longues. Les sismologues ont, en effet, de bonnes raisons de penser que les segments qui ont été calmes le plus longtemps seront les premiers à être le siège de séismes. Comme s'ils voulaient rattraper le retard qu'ils ont pris par rapport aux autres segments de la faille de San Andreas.

Mais cette théorie des gaps n'est pas une méthode de prévision des séismes. Elle permet tout juste d'évaluer des probabilités qu'il se produise un séisme dans tel ou tel segment sans pouvoir en préciser ni la date, ni le lieu précis, ni même la magnitude. En août 1988, la US Geological Survey avait publié de telles probabilités : il y avait ainsi 30 % de «chances» que le segment «Mojave» de la faille de San Andreas soit le siège d'un fort tremblement de terre dans les trente années à venir...

YVONNE REBEYROL

Mentres dans un

SAVOIR AGIR

MOUTS DE LA RÉUSSITE



TENNIS : tournoi de Wimbledon

## Meurtres dans un jardin anglais

Deux joueurs issus des qualifications ont décroché, samedi 27 juin, leur billet pour le quatrième tour des championnats de Wimbledon. Le Russe Andreï Olhovskiy a sorti le numéro un mondial, l'Américain Jim Courier, et l'Allemand Christian Saccani a battu le Suisse Jakob Hlasek. Tombeur d'Henri Leconte, Guy Forget a rejoint Arnaud Boetsch en huitièmes de finale. Leur compatriote Thierry Champion a été éliminé par le surprenant Britannique Jeremy Bates.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Le gazon du très chic All England Lawn Tennis and Croquet Club de Wimbledon (AELTC) pourrait servir de décor à un film du metteur en scène américain David Lynch. Comme dans *Blue Velvet* ou *Erin*, les championnats de tennis de Grande-Bretagne commencent dans une ambiance torpéenne avant de sombrer dans un ironique thriller.

Plan large, tout d'abord, sur un tranquille quartier résidentiel de Londres, puis sur un grand jardin semé de courts de tennis d'un joli vert. C'est le premier samedi de l'été. Il fait très chaud au soleil de juin. Des oiseaux et des enfants gazouillent autour des tables de pique-nique. Sous les tentes, on chic, on s'occupe d'un Pimm's champagne. Partout, bien sûr, on se régale des fameuses fraises à la crème. Travelling avant insidieux. Gros plan soudain sur le panneau d'affichage. Jim Courier est mené deux manches à une sur le central. Tout Wimbledon s'ébranle, secoué par un délicieux frisson.

Quel beau crime pour clore cette première semaine ! Un crime inédit

à Wimbledon : l'élimination de la tête de série numéro un par un joueur issu des qualifications, Andreï Olhovskiy. Puissant, omni-présent sur le court, le Russe met fin à une série de vingt-cinq victoires - pour la plupart des écarts - de Jim Courier depuis le tournoi de Tokyo en avril dernier. Courier, c'était l'ennemi public numéro un, l'homme à abattre, celui qu'il fallait empêcher à tout prix de triompher pour la troisième fois consécutive dans un grand tournoi, après les Internationaux d'Australie et de France, qui lui offraient l'espoir d'enlever le premier grand chelem de sa jeune carrière à l'Open des États-Unis, en septembre.

1992 mondial, l'assassin des rêves du numéro un est pourtant bien connu des services de l'Association des joueurs professionnels (ATP). Olhovskiy se frappe en effet que sur le gazon. Son plus beau souvenir ? Sa victoire sur Guy Forget en huitièmes de finale du tournoi sur herbe de Rosmalen (Pays-Bas) en juin 1991. Wimbledon, c'est un peu son jardin, celui où il a réalisé quelques-unes de ses meilleures performances. En 1988, âgé de vingt-deux ans, il s'inclinait en huitièmes de finale face à Pat Cash. Trois ans plus tard, il était battu par Boris Becker au troisième tour.

Guy Forget le fraticide

Grand amateur d'échecs, ce Russe dégingandé au visage chevalin taillé à la machette joue en fin stratège, neutralisant le jeu de Jim Courier grâce à deux armes redoutables : un service bazoooka accéléré par une raquette profilée dont la finesse de cadre permet une meilleure pénétration dans l'air. Et, derrière ce service chronométré à près de 200 km/heure, un petit compo poigné précis comme un mouvement d'horlogerie qui lui permet de

décocher de violentes volées de coup droit. L'Américain ne peut que ployer sous la fusillade russe.

Le thriller durera tout l'après-midi, car Olhovskiy est bien entouré en ce samedi caniculaire. Dans le rôle du fraticide, Guy Forget, 14, la tête de série n° 9 du tournoi dispute une place en huitièmes de finale à Henri Leconte, son copain, avec qui il a gagné la Coupe Davis en 1991. Deux heures de duel. Les deux hommes ne se regardent pas. Leconte n'est pas regardant dans le match. Il accumule de trop nombreuses fautes et plaisante comme un gamin. Contrechamp sur le visage tendu de Forget. La rage aux lèvres, il semble prêt à massacrer son adversaire... si le filet ne les avait séparés.

Lundi, le fraticide devait rencontrer un assassin d'un autre genre, Jeremy Bates. Premier joueur britannique à parvenir en deuxième semaine à Wimbledon depuis dix ans, ce garçon aux airs de gentleman est un *serial killer*, meurtrier en série des spécialistes de terre battue : l'Américain Michael Chang d'abord, avant l'Espagnol Javier Sanchez et, samedi, le Français Thierry Champion.

Et pour clore, dans un dernier frisson, une première semaine au scénario fort bien ficelé, un quatrième assassin a failli frapper à la tombée du jour. Pris à la gorge par la terrible servante de Marianne de Swardt, l'Allemande Steffi Graf, sauvant sa peau dans un ultime sursaut d'orgueil. La numéro deux mondiale, qui s'était concédée que trois jeux à ses deux premières victimes, a été contrainte d'en lâcher douze pour rassasier la solide Sud-Africaine. Les assassins rôdent également du côté de ces dames.

BÉNÉDICTE MATHIEU

ATHLÉTISME : championnats de France

## Les petits protégés

La liste des sélectionnés (de 55 à 60 noms) pour les Jeux olympiques de Barcelone doit être rendue publique mardi 30 juin, par Serge Bord, directeur technique de la Fédération française d'athlétisme (FFA), au regard des résultats des championnats nationaux qui ont eu lieu à Narbonne du 26 au 28 juin. Blessures des uns, « protection » accordée à d'autres : peu de grandes performances ont été enregistrées pendant ces trois journées contrariées par le vent. Un seul record national a été amélioré (Viviane Dorsile en 1 min 59 s 29 sur 800 m).

NARBONNE

de notre envoyée spéciale

Stéphane Caristan n'a pas encore repris son souffle. Il vient de gagner sa série du 400 m haies dans un temps (49 s 94) qui devrait lui permettre d'être sélectionné pour les Jeux olympiques de Barcelone. L'entraîneur des championnats de France d'athlétisme lui tend un micro pour qu'il dise à la foule sa joie. C'est de la colère qu'exprime l'ancien champion d'Europe du 110 m haies reconstruit sur les haies basses : « Je n'ai pas attendu la finale pour montrer ce que je peux. Ainsi les choses sont claires. Sinon, on ne sait jamais si on est bon ou pas pour les JO. » Un ange des 7 millions de francs installé pour protéger le stade d'arriver décemment pas à arrêter.

Quelles sont les règles du jeu pour aller à Barcelone dans un mois ? Aux États-Unis, la réponse est simple : il faut terminer dans les trois premiers des séries, les sélections qui ont eu lieu à La Nouvelle-Orléans. Aucune exception n'est pré-

vue à la règle. Ni pour le recordman du monde du 100 m, Carl Lewis, qui a terminé cinquième. Ni pour le champion du monde du décathlon, Dave O'Brien. La France n'a pas le même réservoir athlétique que les États-Unis. Elle ne peut prendre ainsi le risque de « griller » ses meilleurs éléments pour garder quelques chances de médailles. Ils sont donc championnats de France apparaissent plus comme un oral de rattrapage que comme une sélection.

Des critères subjectifs

En théorie cependant, il ne suffit pas d'être protégé pour obtenir son billet pour Barcelone. Il faut encore remplir deux conditions d'importance : être en bonne santé et faire la preuve de sa compétitivité. C'est le moins qu'on puisse attendre de candidats au podium olympique. Pour tant, ces deux conditions n'ont pas été remplies par nombre de pré-sélectionnés à Narbonne.

Le décathlonien Christian Plaziat souffrait d'une tendinite au genou. C'est des tribunes qu'il a assisté à la victoire de son rival Alain Blondel, après une première journée catastrophique et une seconde formidable. Même chose pour le sprinter Denis Sangouma, sous antidiabète pour plusieurs jours. « Je n'ai pas pu aller à la ligne », a-t-il déclaré. Même chose pour le sprinter Jean-Charles Troubat, lui-même protégé. En revanche, c'est la compétitivité qui a fait défaut au perchiste Jean Galloire : crédit de la saison (3,90 m), l'ancien champion du monde junior n'a pu aller plus haut que 3,45 m. Quant à Maryse Evange-Epée, championne d'Europe du 100 m haies, elle s'est classée quatrième dans un temps supérieur à 13 secondes.

Maladie ou contre-performance remettent-elles vraiment la sélection

de ces athlètes en cause ? Il y a peu de chances. Et on touche là à la Bible de la méthode, dénoncée par Stéphane Caristan. Protéger un athlète, cela revient en fin de compte à retenir des critères de choix subjectifs dans le plus objectif des sports. En gagnant le 1 500 m, Pascal Thiébaud a indéniablement prouvé qu'il était compétitif sur cette distance. Mais le sera-t-il dans un mois sur 5 000 m, épreuve dans laquelle il devrait être sélectionné pour les Jeux ? Même question pour Tony Maritz, très à l'aise sur 5 000 m à Narbonne, mais qui courra le 10 000 m à Barcelone. Avec une remarque en plus : en s'alignant sur 10 000 m à Narbonne, Maritz avait peut-être permis à Thierry Fautel de réaliser les minima de qualification qu'il a été incapable d'arracher après un cavalier seul de douze tours.

En fait, il y a eu, à Narbonne, peu de résultats encourageants dans la perspective olympique. L'inversion du sens des courses de 100 m haies et de 110 m haies pour les mettre sous le vent et obtenir de meilleures temps a été à cet égard significative du désordre des organisateurs, au vu de la tournure des événements.

Dans ce contexte, Marie-Josée Pérec sur le demi-tour de piste (22 s 55), Viviane Dorsile sur les deux tours de piste (1 mn 59 s 29), et Stéphane Diagana sur le tour de piste (45 s 18) ont été presque les seuls espoirs à se montrer à la hauteur de leur réputation, au cours d'un week-end où se sont surtout illustrés des champions en fin de carrière comme Laurence Bily (29 ans, septième titre sur 100 m), Luc Vuille (34 ans, troisième titre au poids) ou Joseph Mahmoud (35 ans, huitième titre sur 3 000 m steeple). C'est peu pour une sélection qui devrait compter une soixantaine de membres dont on s'attendait à une quinzaine de places de finalistes (classés dans les huit premiers) et au moins deux médailles à Barcelone.

ALAIN GIRAUDO

CYCLISME : championnat de France

## Le panache de Luc Leblanc

Le Limousin Luc Leblanc a enlevé avec brio le titre de champion de France professionnel cycliste sur route en s'imposant en solitaire, dimanche 28 juin, à Avize (Marne), au terme d'une course palpitante qui restera comme l'un des plus beaux championnats de France de ces dernières années. Superbe animateur d'une course que Luc Leblanc, parti dans le dernier tour d'un circuit tracé au cœur du vignoble champenois, a devancé de 26 secondes son coéquipier Thierry Marie, parvenu à s'extraire d'un groupe de chasse réglé au sprint par le grenoblois Jean-Claude Colotti devant un étonnant Laurent Fignon et Jean-Philippe Dujon.

Pour s'imposer, le coureur de l'équipe Castorama n'a pas hésité à sacrifier les chances de son coéquipier Gérard Rué, seul en tête à un tour de l'arrivée. Rué comptait alors

52 secondes d'avance sur un petit groupe de dix hommes. L'écart s'est effondré jusqu'à 25 secondes à 9 kilomètres de l'arrivée. C'est le moment que choisissait Leblanc pour attaquer une nouvelle fois. Puis le Limousin contraindrait dans un ultime effort les volés de Dujon, le dernier à contester sa supériorité.

A six jours du départ du Tour de France, ce titre de champion de France est la deuxième grande victoire de la saison pour Luc Leblanc, après le Midi-Libre. Le coureur qui a vingt-six ans, semble avoir pris une nouvelle dimension à la hauteur de ses promesses, avait aussi échoué de peu dans le Dauphiné libéré, où Charly Mottet lui avait soufflé la victoire dans le dernier contre-la-montre. « Cette année je me surpasse, j'explais, a déclaré le coureur après l'arrivée. Je suis beaucoup plus serein et confiant. »

## Les résultats

ATHLÉTISME

CHAMPIONNATS DE FRANCE

Hommes

100 mètres (10 s 30) : 1. Troubaud, 10 s 55 ; 2. Thiébaud, 10 s 59 ; 3. M. Nestor, 10 s 63 (vent défavorable de 3,6 m/s).

200 mètres (20 s 80) : 1. Troubaud, 20 s 51 ; 2. Quéneville, 20 s 68 ; 3. Lomba, 20 s 97 (vent défavorable de 2 m/s).

400 mètres (45 s 90) : 1. Diagne, 45 s 18 ; 2. Fautel, 46 s 03 ; 3. Répoulet, 46 s 27.

800 mètres (1 min 48 s 20) : 1. Corneille, 1 min 48 s 68 ; 2. Diagne, 1 min 48 s 77 ; 3. Lamoignon, 1 min 49 s 53.

1 500 mètres (3 min 37 s 4) : 1. Thiébaud, 3 min 39 s 08 ; 2. Esnault, 3 min 39 s 59 ; 3. Bily, 3 min 40 s 78.

5 000 mètres (13 min 27 s 30) : 1. Martin, 13 min 33 s 98 ; 2. Esnault, 13 min 42 s 66 ; 3. Lamoignon, 13 min 43 s 13.

10 000 mètres (28 min 7 s 1) : 1. Thiébaud, 28 min 13 s 82 ; 2. Esnault, 28 min 39 s 86 ; 3. Fautel, 28 min 48 s 06.

110 mètres haies (13 s 90) : 1. Philbert, 13 s 95 ; 2. Tourret, 13 s 98 ; 3. Thiébaud, 13 s 98.

400 mètres haies (50 s 4) : 1. Caristan, 49 s 55 ; 2. Traversier, 50 s 96 ; 3. Aberkane, 51 s 27.

3 000 mètres steeple (8 min 29 s 1) : 1. Mahmoud, 8 min 25 s 53 ; 2. Brousseau, 8 min 28 s 26 ; 3. Lohé, 8 min 30 s 51.

Hauteur (2,26 m) : 1. Vincent, 2,25 m ; 2. Fautel, 2,25 m ; 3. Deschamps, 2,20 m.

Longueur (8 m) : 1. Kouchi, 7,96 m ; 2. Fautel, 7,81 m ; 3. Lestage, 7,77 m.

Triple saut (16,85 m) : 1. Camara, 17,06 m ; 2. Sainte-Rose, 16,92 m ; 3. Norcia, 16,85 m.

Poids (5,70 m) : 1. Collet, 5,70 m ; 2. Fautel, 5,60 m ; 3. Baudouin, 5,56 m.

Poids (18,85 m) : 1. Vialès, 18,77 m ; 2. Labat, 17,80 m ; 3. Garrigues, 16,56 m.

Disque (63,20 m) : 1. Ruel, 57,06 m ; 2. Solle, 56,58 m ; 3. Corjaque, 56,30 m.

Javelot (60 m) : 1. Lohé, 79,14 m ; 2. Berton, 74,80 m ; 3. Stora, 72,46 m.

Marteau (74,50 m) : 1. Piolet, 74,82 m ; 2. Espé, 75,65 m ; 3. Kuhn, 74,82 m.

Décathlon (7 850 pts) : 1. Blondel, 8 109 pts ; 2. Mori, 8 028 pts ; 3. Levic, 7 887 pts.

20 kilomètres marche (1 h 24 min) : 1. Coris, 1 h 24 min 23 s ; 2. Brousseau, 1 h 24 min 40 s ; 3. Delaforgue, 1 h 28 min 44 s.

Femmes

100 mètres (11 s 40) : 1. L. 88 s ; 11 s 45 ; 2. M. Nestor, 11 s 58 ; 3. P. Girard.

200 mètres (23 s 20) : 1. M. J. Pérec, 22 s 55 ; 2. A. Morinard, 23 s 58 ; 3. M. Nestor, 23 s 62.

400 mètres (52 s 4) : 1. E. Devassogne, 52 s 34 ; 2. F. Lando, 52 s 80 ; 3. E. Elén, 53 s 18.

800 mètres (2 min 1 s 30) : 1. V. Dorsile, 1 min 58 s 29 (nouveau record de France, ancien record 1 min 59 s 32 par F. Galloire en 1988) ; 2. P. Dija, 2 min 3 s 25 ; 3. Y. Vialès, 2 min 3 s 54.

1 500 mètres (4 min 10 s 20) : 1. F. Quémener, 4 min 12 s 93 ; 2. F. Pezarat, 4 min 15 s 14 ; 3. V. Pongard, 4 min 15 s 63.

3 000 mètres (8 min 56 s 1) : 1. M. P. Duros, 8 min 45 s 96 ; 2. Z. Koulou-Grazi, 8 min 57 s 06 ; 3. A. Sergeant-Pailly, 8 min 4 s 96.

10 000 mètres (32 min 50 s 1) : 1. R. Maritz, 33 min 15 s 05 ; 2. A. Clouval, 33 min 20 s 40 ; 3. V. Chauvel, 34 min 31 s 52.

100 mètres haies (13 s 30) : 1. A. Piquereau, 12 s 85 ; 2. C. Chéu, 12 s 88 ; 3. P. Girard, 12 s 96.

400 mètres haies (56 s 50) : 1. C. Nelson, 57 s 05 ; 2. L. Denies, 58 s 42 ; 3. S. Robin, 58 s 43.

Hauteur (1,82 m) : 1. S. Fricot, 1,80 m ; 2. L. Jeanne-Chevalier, 1,80 m ; 3. M. Meury-Evange-Epée, 1,80 m.

Longueur (6,55 m) : 1. C. Missoudan, 6,31 m ; 2. C. Aubert-Carlot, 6,26 m ; 3. N. Caster, 6,24 m.

Triple saut (discipline non olympique) : 1. S. Borda, 13,24 m ; 2. C. Honoré, 13,07 m ; 3. A. Mosko, 12,89 m.

Poids (17,40 m) : 1. A. Lefebvre, 15,96 m ; 2. L. Berton, 15,34 m ; 3. F. Locuy, 15,15 m.

10 kilomètres marche (48 min) : 1. N. Fortin, 47 min 46 s ; 2. V. Lohé, 48 min 12 s ; 3. N. Mazzi, 48 min 38 s.

(Entre parenthèses après la discipline le minimum de qualification olympique, avec éventuel record précédemment en minimum, et en italique le nom des concurrents qui étaient champion en 1991.)

AUTOMOBILISME

RALLYE DE NOUVELLE-ZÉLANDE

L'équipage Carlos Salas-Luis Moya (Esp.) sur Toyota Celica a remporté, dimanche 28 juin, le Rallye de Nouvelle-Zélande, septième épreuve du championnat du monde

des pilotes. Il s'est devancé Pietro Liati-Luciano Tedeschini (Ita.) sur Lancia-Delta de 4 min 30 sec. Au classement du championnat du monde des pilotes, Salas (77 pts) précède Kankurven (Fin., 82 pts) et Aunio (Fra., 80 pts).

GOLF

OPEN DE FRANCE

L'Espagnol Miguel Angel Martin s'est imposé, dimanche 28 juin, l'Open de France à Saint-Omer-St-Yvelins (Pyr 71, 6 475 m). Troisième au départ du dernier tour, à un coup de l'Anglais Nick Faldo et du jeune Français Eric Giraud (vingt-deux ans), il s'est imposé en remportant une carte de 69, pour un total final de 276, soit 6 sous le Par. Faldo s'est terminé troisième (280) derrière son compatriote Martin Pozzo (278), après un ultime parcours très médiocre (74), tandis que Giraud s'est écroulé (79) et a fini vingtième.

TENNIS

LES CHAMPIONNATS DE WIMBLEDON

SIMPLE MESSIEURS

Troisième tour

Premier quart du tableau  
Olhovskiy (Rus.) b. Courier (E-U), 6-4, 4-6, 6-4, 6-4 ; J. McEnroe (E-U) b. Whetton (E-U), 6-3, 6-4, 6-4 ; Forget (Fra., n° 9) b. Lacombe (Fra.), 7-6, 6-3, 6-3 ; Bates (G-B) b. Champion (Fra.), 7-5, 6-4, 6-7, 4-6, 6-4.

Deuxième quart du tableau

Becker (All., n° 4) b. Shelton (E-U), 6-4, 3-6, 7-5, 7-6 ; Ferraes (Af.S., n° 14) b. Herrera (Mex.), 7-6, 6-1, 4-6, 6-0 ; Agassal (E-U), n° 12 b. Rostagno (E-U), 6-3, 7-6, 7-5 ; Saccani (All.) b. Hasek (Sul.), 7-6, 3-6, 6-3, 1-6, 6-3.

SIMPLE DAMES

Troisième tour

Troisième quart du tableau  
J. Capriati (E-U), n° 4 b. P. Hy (Can.), 6-3, 6-1 ; N. Szwarcman (Urb.) b. H. Wiesner (Aut.), n° 18, 6-1, 7-5 ; K. Goodridge (Aus.) b. M. Molave-Fragaria (Sul.), n° 9, 7-5, 7-6 ; G. Sabatini (Arg., n° 3) b. R. Hrabal (Urb.), 6-0, 6-3.

Quatrième quart du tableau

N. Zvereva (E-U) b. L. McNeil (E-U), 5-7, 6-4, 7-5 ; Z. Gerasim (E-U), n° 13 b. R. Farbank-Widder (A.E.S.), 6-4, 6-2 ; P. Fendick (E-U) b. J. Novotna (Tch., n° 11), 6-3, 6-3 ; S. Graf (All., n° 2) b. M. de Swardt (A.E.S.), 6-7, 6-0, 7-6.

(Entre parenthèses, la nationalité des joueuses et, éventuellement, leur classement dans les titres de série.)

Championne du monde des 100 m et 200 m

L'Allemande Katrin Krabbe acquiesce

L'Allemande Katrin Krabbe, double championne du monde des 100 m et 200 m, et ses compatriotes Grit Breuer et Silke Meiler, accusées de manipulation lors d'un contrôle antidopage, ont été acquittées par la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), dimanche 28 juin à Londres. Katrin Krabbe et ses coéquipières, qui étaient sous le coup d'une suspension d'un an, pourront donc participer aux Jeux olympiques de Barcelone.

La décision de la commission d'arbitrage de l'IAAF met fin à une affaire qui avait éclaté la 15 février dernier lorsque la fédération allemande (DLV) avait suspendu pour quatre ans Krabbe, Breuer et Meiler. Ces athlètes étaient accusées de tricherie en manipulant des fioles d'urine (échantillons identiques pour les trois championnes) lors d'un contrôle antidopage inopiné pendant un stage d'entraînement en Afrique du Sud en janvier. Cette suspension avait été automatiquement étendue au niveau international.

Mais la commission de discipline indépendante de la fédération allemande, assise de l'appel des trois athlètes, avait décidé, malgré l'opposition de la DLV, de lever la suspension qu'il restait encore valable au plan international. Le conseil exécutif de l'IAAF, réuni en mai dernier à Toronto (Canada), avait alors choisi de demander à la commission d'arbitrage de l'IAAF, composée de juristes indépendants, de rendre un verdict définitif.

Après avoir entendu les intéressés et leurs défenseurs, la commission d'arbitrage a indiqué dans un communiqué qu'elle avait de sérieux doutes sur la justesse de la décision de la DLV sur le point de savoir si les athlètes avaient commis des infractions. « Et la commission n'avait pas trouvé de preuves suffisantes aux infractions de l'IAAF ou à la procédure de contrôle antidopage. »

**SAVOIR AGIR**

GREFFE  
Se mettre à son compte

88F

Bien connaître et utiliser sa mémoire

en toutes circonstances

85F

Je reste ou je pars?

Savoir prendre la bonne décision pour choisir ou non d'implémenter

92F

**LES ATOUTS DE LA RÉUSSITE**

DUNOD



## MUSIQUES

## Bruce Springsteen, le rock comme travail

Remis en cause aux États-Unis, le « boss » a choisi l'Europe pour partir à la reconquête de son titre

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

Une superstar de quarante-deux ans presque paralysée par le trac, c'est étonnant. Pour le premier concert de sa tournée européenne, Bruce Springsteen, « the boss », ex-amen du rock'n'roll, héros de l'Amérique en col bleu et successeur de Bob Dylan, avait l'air de retrouver des émotions de débutant.

Le 15 juin à Stockholm, devant dix mille convertis de longue date, il égrenait son nouveau groupe, et les chansons de ses deux albums sortis simultanément au printemps, *Human Touch* et *Lucky Town* (le Monde du 26 mars). Après une première partie (le spectacle est coupé par un entracte) très hésitante, inquiétante par moments à force de pusillanimité, Bruce Springsteen enfin retrouvé a fait douter ceux qui l'avaient enterré lors de la sortie des deux albums.

Ces deux disques sont pour l'instant loin des succès habituels de Springsteen. Aux États-Unis, ils se sont vendus à un million d'exemplaires chacun. Pour un contremaître, ce serait sans doute assez, mais pour le « boss » c'est peu. Pendant ses quatre ans de silence, le rock a changé, et a pris Springsteen à rebrousse-poil. La tendance à la standardisation s'est inversée, pour faire place à une radicalisation croissante dont témoigne le succès de Nirvana, des Red Hot Chili Peppers ou de Metallica, qui chacun à leur manière débordent Springsteen en violence subversive.

Après presque vingt ans de vie commune, Springsteen avait dissous son groupe, le E. Street Band – séparation entourée de polémiques peu glorieuses. Pourtant, les deux albums foisonnaient de titres dans la voie de la continuité (frisant l'autoparodie dans le cas de *Human Touch*). On n'est donc pas très surpris de voir Bruce Springsteen entouré sur scène de musiciens inconnus (guitare, basse, batterie, et une guitariste-percussionniste), à l'exception de Roy Bittan qui jouait déjà des claviers dans le E. Street Band. L'ensemble est compétent, mais pour l'instant incapable d'apporter quoi que ce soit à ce que



Bruce Springsteen à Stockholm

Springsteen sait déjà faire. Il ne faut pas oublier les cinq choristes, trois femmes et deux hommes dont Bobby King, gloire locale du rhythm'n'blues de La Nouvelle-Orléans. C'est la meilleure idée d'un show qui en compte peu.

L'ampleur des voix (pas toujours très en place en ce soir de première) donne sur certains titres une coloration gospel ou rock de Bruce Springsteen. Le « patron » a souvent enfilé la veste de précheur, autant le faire dans les formes.

## Réflexes retrouvés

Au début du spectacle, il expédie *Born in the USA*, qu'il introduit en maltraitant à la guitare électrique *Star Spangled Banner*, à la manière de Jimi Hendrix à Woodstock, pour dire que rien n'a changé depuis le Vietnam et les émeutes de Newark. Quelques titres plus loin, Springsteen revient aux émeutes de Los Angeles : assez audacieusement, *17 Channels* – rockabilly ironique sur *Human Touch* – devient un moment de paranoïa urbaine entre rap, funk et rock, un peu à la manière de la belle reprise de

*War*, que Springsteen jouait lors de sa dernière tournée. Le reste du temps est essentiellement consacré aux nouvelles chansons – pas de *Born to Run*, pas de *The River* – jouées très près du disque, avec quelques classiques en plus (*Darkness on the Edge of Town*, *Glory Days*).

Parmi les nouveaux titres, certains passent l'examen de rattrapage (*Soul of the Departed*, ressuscité de la grandiloquence vers la fureur entre le disque et la scène), d'autres persistent dans le banal (*Man's Job*) ou dans la grâce retrouvée (*If I Should Fall Behind*).

Entre les chansons, Bruce Springsteen parle ce soir-là surtout de ses enfants, n'osant pas – comme tout jeune père – de s'extasier de voir d'aussi petits êtres provoquer de si grands changements. Patti Scialfa, excellente choriste du E. Street Band devenue madame Springsteen, vient chanter deux titres en duo. Au fur et à mesure que le show progresse, les banalités s'espacent, la température de la salle (une sorte de Bercy circulaire) monte jusqu'à ce que les Suédois fassent par rasser. Bruce Springsteen, qui retrouve

ses réflexes, tire vers le haut un groupe encore sans personnalité (à l'exception de Roy Bittan et de Crystal Taliefero à la guitare et aux percussions) et fait oublier tous les soucis du moment.

## Public imprévisible

Si, comme Michael Jackson, Bruce Springsteen et ses managers ont choisi l'Europe pour commencer cette tournée, c'est que la position du chanteur est extraordinairement fragile en ce moment. Le score moyen de ses disques ne lui laisse aucun droit à l'erreur au moment de la tournée américaine. Sa légende écornée peut finir de se désintégrer en quelques mois.

Aujourd'hui, personne n'est en mesure de prévoir les réactions d'un public qui porte tour à tour au sommet Nirvana (rock extrême) et Garth Brooks (country ultra-conservatrice). L'Europe devient, pour le rock, l'équivalent des villes moyennes du nord-est des États-Unis pour Broadway : on y répète tranquillement les grosses productions, un peu à l'écart des grands circuits médiatiques et commerciaux américains.

Pour Springsteen, c'est l'occasion de créer un vrai groupe à partir d'une collection de musiciens, de poursuivre ses expérimentations et – si on se conjure à nouveau le rock au futur – de se remettre à jour. De reprendre son fauteuil de patron en somme.

THOMAS SOTINEL

Les 29 et 30 juin à 20 heures au Palais omnisports de Paris-Bercy.

Pas de grève mardi 30 juin à l'Opéra de Paris. – Le prévient de grève des personnels de l'Opéra de Paris, qui prévoit un arrêt de travail, mardi 30 juin, dans les deux théâtres de l'établissement, a été levé. Les représentations d'*Otello* de Verdi à la Bastille avec le ténor espagnol Plácido Domingo et un spectacle de ballets à l'Opéra Garnier auront donc lieu normalement. (AFP)

## Faux départ pour Michael Jackson

MUNICH

de notre envoyé spécial

Au début du show, après un long extrait du *Carmine* paranoïa de Carl Orff, Michael Jackson semble surgir de nulle part dans un déploiement pyrotechnique effolant. Samedi 27 juin, l'homme au gant blanc donne le coup d'envoi de sa tournée mondiale. Les dizaines de milliers de spectateurs massés dans le stade olympique de Munich ne se tiennent plus de joie. Le groupe, presque invisible au fond de l'immense scène, débute avec *Jam*, le premier titre de l'album *Dangerous*, et le spectacle entame un défilé irrésistible. Le son est insupportable, trop faible, confus, plus qu'on ne peut l'accepter, même dans un stade olympique.

Et au fur et à mesure que Michael Jackson enfle les chansons, une espèce de catastrophe douce et grandiose se met en place, pour culminer en un sommet d'incompréhension pendant l'exécution de *Bad*. Michael Jackson, perché sur une plate-forme mobile, hurle aux étoiles et attend que la foule lui réponde. La foule reste muette. Enfin déconcerté, Jackson réagit, et chante faux tout le premier couplet.

Pourtant rien ne manque : une sélection de morceaux ultra-conservatrice (les titres produits par le jeune prodige Teddy Riley sur *Dangerous* ont presque tous été éliminés), des chorégraphies la plupart du temps calquées sur celles des clips, des éclairages souvent somptueux, des effets spéciaux d'une richesse et d'une nouveauté attendrissantes : un ange sorti de Saint-Sulpice descend des cieux ; à la fin du spectacle, Michael Jackson enfle un casque et une combinaison, endosse un réacteur dorsal, passe derrière une immense cage et laisse s'envoler à sa place un cascadeur, pendant que la sonorisation annonce « Michael Jackson a quitté le stade ». Mais entre les morceaux les pauses sont inter-

minables. A l'intérieur même des chansons, Michael Jackson ménage de longs arrêts, prenant les poses de son album de photos personnel. Mais trente secondes c'est long quand les petites filles ne rient pas.

Lorsque le show Jackson arrive à Paris, en septembre, une bonne partie de ces erreurs pourront être réparées. On se prend quand même à douter de la faculté de Michael Jackson et de son entourage à perpétuer le mythe à force de ne vouloir rien en changer. Les spectateurs de la tournée *Bad* en 1988 retrouveront cette année des chorégraphies identiques pour certains titres.

## Un enjeu de taille pour Pepsi-Cola

Même si la taille des brandebourgs du dixième costume ou la couleur du ruban du chapeau ont changé, Michael Jackson voudrait construire son image et son mythe par accretion, sans jamais admettre une seule contradiction. C'est ainsi qu'à la fin du pot-pourri des succès des Jackson 5, il déclare son amour pour ses frères, les nommant un à un, comme si le plus naïf de ses fans ne savait rien des vendettas qui déchirent le clan Jackson depuis des années.

Michael Jackson n'est pas seulement pittoresque à sensations, il est aussi l'une des principales raisons du rachat de CBS par Sony. Et un enjeu de taille pour Pepsi-Cola, qui sponsorise cette tournée de manière agressive : contrairement à ce qui se passe lors d'autres concerts, le sigle de la marque ne quitte jamais le décor de scène. Pour cela, à force d'études de marché et de travail, le *Dangerous Tour* devient sans doute ce qu'il aurait dû être dès le début (ne serait-ce que parce que les spectateurs allemands ont payé presque 100 marks pour le voir), un spectacle parfait, qui est à la musique ce que Disneyland est à la vraie vie.

T.S.

## DANSE

## La Dame de cœur

Une création mondiale de Trisha Brown dans la cour des Ursulines

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

La forme de Trisha Brown, affûtée à travers *One Story as in Falling*, sa création présentée en ouverture de Montpellier-Danse, est impressionnante. La chorégraphe a conçu une ambiance portuaire d'une extrême sophistication. Les six danseurs de la compagnie Baguet, auxquels elle a ajouté, au dernier moment, deux membres de sa propre troupe, y évoluent comme poissons dans l'eau. Le décorateur suisse, Roland Aeschlimann, a délimité l'espace par quatre parallèles qui répondent aux quatre bandes divisant le sol. L'ensemble est blanc. Il est suspendu, à gauche de la scène, une paroi rectangulaire d'une luminosité laiteuse. Le point central du décor est un contrepoint, semblable à ceux qui sont accrochés aux grues des chantiers. Il va se déplacer de gauche à droite, imperceptiblement, pour marquer le temps de la chorégraphie.

Silène de bateau, coups sourds assénés contre des coques, piailllements d'oiseaux et d'enfants, tel est l'univers musical développé par Alvin Curran. Les danseurs sont sur scène en costumes de ville, taillés dans une soie jaune, éclatante et mate à la fois. L'unique danseuse est en blanc-gris. Les huit protagonistes occupent tout l'espace du plateau. Une phrase chorégraphique se dégage : les genoux sont fléchis, et les bras, pliés à hauteur de taille, se balancent latéralement. Un mouvement continu qui rassemble l'idée de marche et de berceement. Une illusion optique, à l'allure parfois comique, quand elle est exécutée par Jean-Benoît Viciotti qui sait se servir de son physique peu ordinaire. Ses cheveux, noirs, pointés vers l'avant, en une coupe savante, vont dans le sens d'une chorégraphie abstraite proche des signaux des sémaphores.

Trisha Brown a eu l'élégance de laisser transparaître le style Baguet, où les danseurs sont à l'aise. Elle l'a poussé vers plus de laxité, tout en le marquant d'un élan retenu qui lui est personnel. Même dans la lenteur, le corps « brownien » s'est

jamais totalement relâché. Il est toujours sous tension, à l'affût, malgré sa nonchalante apparence. Ce corps est un chasseur solitaire. A l'image de la chorégraphie qui le fait exister. Depuis plus de vingt-cinq ans, Trisha Brown garde inflexible, le moindre geste qui viendrait augmenter son butin chorégraphique, sans jamais chasser sur le territoire des autres.

A Montpellier, elle reprend également le rôle qu'elle tenait dans *Pour MG : the Movie*, un hommage à Michel Guy, créateur du Festival d'Automne et grand amateur de danse américaine, créé l'an dernier à l'Hippodrome de Donai, puis jouée au Théâtre de la Ville sous la direction de Trisha Brown. Cette chorégraphie est bercée d'une émotion qui a rien de sentimentale. On retrouve dans la musique, jouée derrière une fenêtre éclairée de la cour Jacques-Cœur, des accents de Satie : elle est aussi signée par Alvin Curran. La fumée rose qui parfois ondine au fond de la scène, tout évoque le raffinement du disparu. Un danseur, qui ne bougera pas d'un pouce pendant les trente minutes de ballet, incarne une sorte de point fixe, la mort peut-être, autour duquel la vie s'agite.

Puis Trisha Brown paraît. Elle attend immobile, et avance lentement, comme pour assurer ses pas, avant de bondir, de se rouler au sol. Les torsions de tout le corps, les ondulations du dos, mêlent la vie à la douleur. Son sa silhouette si mince s'inscrit clairement le sens de sa danse. Elle est le chat égyptien qui, au royaume des morts, accompagne les âmes. On entend des appels dans la nuit, semblables à ceux de la mandarine de Marguerite Duras dans *India Song*. On est bien au cinéma, comme l'indique le titre de la chorégraphie : le film d'une vie se déroule. Poignant.

DOMINIQUE FRÉTARD

Les 1<sup>er</sup>, 3 et 5 juillet, au Schauspielhaus de Francfort et du 8<sup>er</sup> au 12 juillet à la Villa Médicis, dans le cadre du Festival Rome-Europe.

LUNDI 29 JUIN  
À 21H

"Le Concert d'un Soir" de

**RENAUD**

PRÉSENTATION  
FRANCIS ZEGUT

**RTL**

WINSTONE  
FESTIVAL

Mc CO  
HERB  
HAY  
RON CAR  
WAYNE  
SHORT  
WALAC  
RONEN  
TONY WILL

6

WITSON



## CULTURE

### MUSIQUES

## Quand Marseille regarde Marseille

Nuits blanches pour musiques noires aux îles du Frioul

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Les Nuits blanches pour musiques noires de Marseille sont un festival qui se mérite. Il faut tout d'abord prendre le bateau pour se rendre sur les îles du Frioul, qui s'allongent aux portes du Vieux Port. Puis marcher un bon quart d'heure sur un sentier de bord de mer. On accède alors sur un promontoire rocheux, au milieu des vestiges de l'hôpital Caroline et de ses pavillons de quarantaine. Une architecture conçue pour favoriser les courants d'air chasseurs de fièvre jaune.

Les Nuits blanches commencent sur le bateau : musiciens et public (chaque année quatre à cinq mille fidèles) sont ensemble. Au retour aussi. La promenade, musique comprise, coûte 100 francs - de quoi accepter sans état d'âme le souffle froid du mistral. La consigne de son est installée à l'abri, dans les vestiges de la chapelle. Les musiciens logent en face, dans les pavillons restaurés par l'Association Caroline.

L'esprit même du festival joue les filles de l'air face aux grosses machineries de l'été. Rien à voir avec les tournées obligatoires qui alimentent les réjouissances estivales. Ou alors en avant-première, et avec jolies de bon ton. Ainsi cette année la New Orleans Review (*Le Monde* du 26 juin), échelonnée de gloire du rythme n° blues de la Nouvelle-Orléans (Johnny Adams, Dr John, Willy DeVille, Zachary Richard, les Wild Magnolias). Les Nuits blanches offrent vendredi soir 26 juin un superbe tremplin de répétition à cette tribu, très attendue en Europe, mais où manquera Eddy Ho, retenu aux États-Unis.

Cette «revue», sympathique et bien cadrée, aurait gagné à intégrer dans ses rangs Marva Wright, voulaient suggérer les programmateurs des Nuits blanches. Ils ont donc couronné la grande dame de la Nouvelle-Orléans pour la soirée inaugurale. Signe des lieux (la mer, les vestiges du temps (le vent irrésistible), la Bénédiction Angélique Kidjo y offre, un de ses meilleurs concerts, se dévouant de la hauteur qui la paralyse encore, grâce à une

rythmique survoltée. Après la Brésilienne Monica Passos, Marva Wright s'empare de la scène, chantant l'héritage des *second lines* (les musiciens qui sont derrière le cercueil dans les enterrements) et de *rhythm'n'blues*, avec une ferveur qui autorisait tous les poncifs. Brillante et généreuse. Quand Marva fait les cent pas d'un bout à l'autre de la scène sur fond d'orgue Hammond, on la dirait possédée.

La plantureuse Ivoirienne Reine Pélégie ouvrirait la dernière des trois Nuits blanches, réservée à l'Afrique. A sa suite, l'Algérien Cheb Khaled, en pleine forme et millement troublé par le succès de *Didi* récemment entré au Top 50, le Camerounais Lapina de M'Banga avec Anne-Marie Nzié, et le Malien Zani Diabate. Tous ceux-là sont des stars en leur pays, mais la vie en Afrique est dure au musicien. Certains ont décidé de tenter leur chance en Europe.

Il s'en sont expliqués durant les après-midi de colloques. Piraterie, droits d'auteurs, relance de l'industrie africaine de la cassette, analyse du phénomène *Yéyé* (la chanson de Mory Kanté qui fit entrer l'Afrique au Top 50) : tout ramène à la mollesse et à la complaisance des pouvoirs politiques africains, quand la musique avait besoin des pouvoirs de la loi. «*Blot, je remets des idées de quarante mille personnes, je suis la fille du peuple, et le peuple me parle*», explique Reine Pélégie, star ivoirienne arrivée en France en 1990, pour prouver qu'une chanteuse africaine peut faire de la variété. «*et, pour l'instant, je reste française*», poursuit la chanteuse qui domine au Frioul son premier concert français. Donc, je n'ai pas de problèmes. Sauf de logement.

Des problèmes de logement. Nuits blanches pour musiques noires, créé il y a six ans par Bruno Maillol, pourrait bien en rencontrer rapidement, tout comme les restaurateurs de l'hôpital Caroline, si le projet d'aménagement d'un Club Méditerranée sur le site, envisagé il y a quelques années, était remis à flot. Avec ses 6 millions de francs de budget, Nuits blanches doit aujourd'hui affronter la concurrence d'Atout Frioul, festival alléchant

mais sans surprises (Le Grand Orchestre du Splendid, Nougaro, Mami Dibango, Bratsch, Murray Head, Abbey Lincoln...) créé l'an passé par l'association du même nom, présidée par Jeanne Lafitte, adjointe au maire de Marseille et déléguée au tourisme.

Le budget, considérable pour un jeune festival de ce type, 6,9 millions de francs, se passe, de toutes subventions dit-on à Atout Frioul, où on insiste sur l'apport des partenaires privés et la large participation de l'Office de tourisme de Marseille. Si les fonds municipaux étaient pour quelque chose dans ce festival-bis, qui débute une semaine après les Nuits blanches sur un créneau similaire, l'avenue n'en serait guère aisée à une époque où la ville, au bord de la faillite, cherche à diminuer le montant de ses subventions culturelles.

La tentative de conciliation opérée l'an passé entre les deux festivals (partage du site du Pavillon Hoche au Frioul) s'est soldée par un échec. Atout Frioul vent être le grand qui rassure. En face, Nuits blanches a peur d'être dévoré sur l'autel du développement touristique. Bruno Maillol, après avoir menacé de fermer ses Nuits blanches il y a environ deux mois, suite à la diminution prévue des subventions municipales, s'est donc retranché, comme il y a deux ans, dans l'hôpital Caroline. En faisant de ses envies musicales sa meilleure ligne de défense.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

## KIRI TE KANAWA: LADY JAZZ

INATTENDU. Kiri Te Kanawa chante le jazz : la plus « glamour » des divas nous raconte sa double vie de chanteuse.

NOVATEUR. Qui, mieux que Pierre Boulez, peut évoquer Anton Webern ? En rendant hommage au grand musicien viennois, l'auteur de *Répons* plaide la cause de la modernité.

MUSCLE. Andreï Gavrilov n'est pas un pianiste de tout repos ! Ce jeune loup du clavier commence une nouvelle carrière discographique.

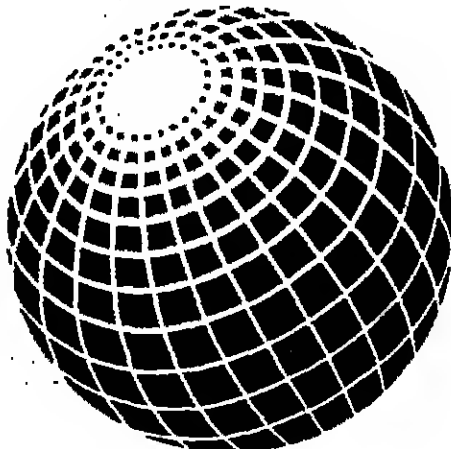
INDISPENSABLE. Tous les festivals de l'été dans votre poche, avec le guide spécial du *Monde de la Musique*. Bonnes vacances !

Et aussi : Coltrane vingt-cinq ans après ; Nice nouvelle manière ; les anniversaires oubliés de 1992 ; les Turcs à Montpellier ; hi-fi : les autoradios ; les disques, les petites annonces de l'été.



Le Monde de la Musique : 32 F chez votre marchand de journaux

UNE PUBLICATION LOFT



## La Grande Fiesta: c'est pour tout le monde

La Grande Fiesta bat son plein. Plus de 3 000 000 de visiteurs sont déjà venus découvrir cette incroyable aventure internationale. D'anciens drakkars Viking y côtoient des téléviseurs Haute Définition. Dégustez au Japon et dînez à la Terre de Feu. Plus de 50 000 spectacles vous y attendent. Vous trouverez tout cela à EXPO'92 et beaucoup d'autres choses encore.

Souhaitez-vous participer à cette grande aventure ? Appelez dès maintenant votre agence de voyages pour obtenir de plus amples informations. Un large choix de logements est à votre disposition. Chambres d'hôtels à tous les prix, auberges, bateaux, campings. Dans la ville, à l'intérieur des terres ou sur la mer. Vous êtes certain de trouver une formule à votre convenance. Ne manquez pas EXPO'92. C'est maintenant ou jamais.

**EXPO'92**  
SEVILLA

JUSQU'AU 12 OCTOBRE, 1992  
MAINTENANT OU JAMAIS

### Mort du saxophoniste Charles Tyler

Le saxophoniste Charles Tyler est mort dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 juin à Marseille. Il avait cinquante et un ans.

Même train que Coltrane ou qu'Albert Ayler : Charles Tyler, comme la plupart des musiciens afro-américains qui marquent le grand tambourinement des années 60 (le *free jazz*), fait ses premières armes dans la musique populaire, le *rhythm'n'blues*. Né à Cadix (Kentucky) le 20 juillet 1941, il joue au collège et l'armée. Cela aussi fait partie du *baggage* instrumental des musiciens noirs de l'époque. Il rencontre Albert Ayler bien avant la création du *Secstet* qui célèbre *Bells* au Town Hall en 1963. Grande étreinte incantatoire et saisonnée, douceur de l'inspiration, mordus du jazz ne reconnaissent à leur portée. Charles Tyler quitte le groupe aussi vite après le concert à Jackson Hall (*Spirit Rejoice*) pour aller en Europe avec son propre orchestre qu'Albert Ayler rejoint souvent. Il enregistre sur la marque d'avant-garde ESP de musiciens que l'on retrouve à côté d'Ornette Coleman.

Mus tard, à l'origine d'une sorte de *avant folk-rock* avec The Vulcans 1968, il s'installe sur la côte ouest, égaré à l'université de Californie avant à New-York au milieu des années 70, en pleine deuxième vague créative exubérante (David Murray, etc.). Phéonix, le jazz n'en finit de resurgir de ses cendres. En 77, avec Arthur Blythe, Oliver Nelson, Ted Daniel, Julius Hemphill, Roy Redman, Chico Freeman, et Ed Murray, Charles Tyler forme le *new Music Orchestra*. Il effectue tournée européenne en compagnie de Sun Ra, s'installe au Danemark, en France depuis 1983.

En 1990, à l'Entrepôt, il accomplit la *Marseillaise d'Albert Ayler* (de Marc-Edouard Nabe). On entend ici et là, témoin vivant d'une histoire paradoxale du jazz, mais avec sa passion douce du t et de l'esprit. Rien à voir avec l'écologie officielle de la musique afro-américaine. Encore moins les analyses de ses fossoyeurs, si à l'opposé des crailleries, des sa et des trompes que l'on croit fier dans les échos du *free jazz*. Mais est toujours l'écologie de sa raison. Le lysisme de Charles Tyler va commencer de se faire jour. Il avait souvent joué avec Taylor, qui ouvrait le Festival comme mercredi 1<sup>er</sup> juillet.

FRANÇOIS MARMANDE

WINSTON  
LEGEND  
FESTIVAL

DU 26 JUIN AU 4 JUILLET

01/07  
BIG BAND DE  
MC COY TYNER  
HERBIE  
HANCOCK  
RON CARTER  
WAYNE  
SHORTER  
WALLACE  
RONEY AND  
TONY WILLIAMS

04/07  
SUPER JOHN  
TONTON DAVID  
KHALED  
ALPHA BLONDY  
AND THE SOLAR SYSTEM

Location : Free  
Virgin Megastore et agences.  
Réservation : (1) 31199900

Télérama  
6  
Winston



## CULTURE

## Cinemas arabes, pluriel de modestie

Une première Biennale qui présente un panorama de cinématographies en quête d'identité

Organisée par l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris, la Biennale propose en une quarantaine de longs-métrages (complétés de documentaires, de films courts et de débats) une vue d'ensemble du cinéma contemporain dans les pays arabes.

Cette sélection, effectuée sur des critères de qualité plutôt que selon des quotas géographiques, reflète en partie la traditionnelle domination de l'Égypte, vieux pays de cinéma qui produit une soixantaine de films par an, quand le reste du monde arabe n'en fournit qu'une quinzaine — non comprises les œuvres des cinéastes exilés ou émigrés, eux aussi largement représentés à l'IMA. Elle signale aussi la relative bonne santé de la Tunisie, tandis que nombre de pays du Proche-Orient n'ont tout simplement aucun titre à présenter.

En proposant, à côté de la sélection officielle compétitive et d'une section information, toutes deux consacrées à des œuvres de ces deux dernières années, un « Regard sur vingt-cinq ans de cinéma arabe », les organisateurs ont choisi une période particulièrement significative : juin 1967, c'était, après la relative euphorie de l'ère des indépendances, la guerre de six jours, la déroute arabe et le début d'une crise morale et intellectuelle dont les effets durent toujours. Une période marquée par la montée des intégrismes et le réveil des Palestiniens de l'intérieur, ponctuée par le traumatisme de la guerre du Golfe.

Reflet de ces événements en même temps que de l'état de la création, la Biennale présente d'ailleurs un film collectif, *La Guerre du Golfe et après...*, qu'un distributeur français serait bien avisé d'acquiescer, ne serait-ce que pour faire entendre un discours différent de celui qui est diffusé jusqu'à présent sur l'origine de ce conflit et ses conséquences.

En marge de la manifestation, Magda Wassef, responsable du cinéma à l'IMA, organisatrice de la Biennale, et Youssef Cherif Rizkallah, critique égyptien et directeur artistique du Festival du Caire, livrent quelques clés pour mieux comprendre l'état actuel des cinémas arabes.

« Au-delà de la communauté de langue et de la présence de l'islam, existe-t-il une esthétique propre au cinéma arabe ? »

— Youssef Cherif Rizkallah : Non. Le seul « noyau dur » est constitué par le cinéma égyptien, le seul qui existe depuis soixante-quinze ans, qui dispose de structures stables de production et qui ait créé sa propre esthétique. Il a régné sans partage sur tous les écrans des pays arabes jusqu'à l'essor de la télévision et de la vidéo (avec énormément de films piratés), qui ont diversifié les sources d'images, en particulier au Maghreb. Après les indépendances, la plupart des pays ont créé des cinématographies d'État. Elles n'ont guère donné de résultats et sont en voie de disparition, en Syrie et en Algérie notamment, du fait des pesanteurs administratives, des pressions politiques et des difficultés économiques.

— Magda Wassef : Le cinéma égyptien continue d'être largement diffusé dans le monde arabe, mais ne s'exporte pratiquement pas en dehors. Tandis que les films maghrébins, qui n'atteignent aucun pays arabe hormis celui dans lequel ils ont été tournés, ont une chance d'être vus en Europe.

— Comment fonctionne la production en Égypte ?

— Y. C. R. : La production est privée, mais les studios, les laboratoires et un grand nombre de salles appartiennent toujours à l'État. Alors que le cinéma fut dans les années 50 la seconde industrie du pays (après le coton), il traverse aujourd'hui de graves difficultés : le potentiel commercial a baissé à cause de la concurrence de la télévision et de la vidéo, des films américains, indiens ou de karaté, tandis que les coûts de production ne cessent d'augmenter, du fait notamment des salaires des vedettes. Le système est toujours très puissant, même si aujourd'hui un seul acteur, Adel Imam, déclenche à coup sûr la ruée des foules vers les salles, dans tout le monde arabe.

— En fait, les producteurs égyptiens sont surtout des intermédiaires, qui préparent les films aux circuits de distribution, ce qui les empêche de tirer profit d'un grand succès pour

asseoir une économie stable. Récemment s'est développée une nouvelle tendance : la commande par des hommes d'affaires de films qui ne sortiront jamais en salles, mais qui serviront d'habillage à des spots publicitaires pour être diffusés en vidéo en Arabie Saoudite et dans les Émirats. On peut imaginer la qualité de tels produits... Mais les Égyptiens conservent jusqu'à maintenant leur réputation de professionnalisme, aussi fait-on appel à leurs techniciens pour des séries TV tournées au Caire, mais aussi à Athènes ou à Ajman, dans le Golfe.

— Comment s'explique la place notable occupée par la Tunisie en ce moment au sein des cinémas arabes ?

— M. W. : C'est une question de personnalité. L'Algérie a été en pointe à un moment grâce aux films de Lakhdar Hamina (*Chronique des années de braise*) ou de Merzak Allouch (ou *Merzak*), le Koweït a été révélé grâce au seul talent de Khaled El Seddik. Mais les conditions de production sont si difficiles qu'un cinéaste met souvent cinq ans à faire un film. La Tunisie possède plusieurs bons cinéastes dont nous présentons les films, Ferid Bouhedir (*Halqa*), Nouri Bouzid (*Bezzes*) ou Nacer Khemir (*Le Collier perdu de la colombe*). Sa vitalité tient aussi à la présence de vrais producteurs, qui font tragiquement défaut presque partout ailleurs. Si Tarak Ben Amar (producteur, entre autres, des *Pirates de Polarski* et de *Mary* de Verneuil) s'est toujours considéré comme un producteur international, ses moyens et les studios qu'il possède à Sousse ont joué un rôle positif. D'autre part, le producteur indépendant Ahmed Abba, très dynamique, est à l'origine de plusieurs initiatives, qui dépassent parfois le cadre tunisien, comme pour la *Guerre du Golfe* et après...

— Qu'en est-il de la censure ?

— Y. C. R. : En Égypte, les films doivent être approuvés deux fois, sur scénario et après tournage. S'agissant de sujets politiques, la censure est plutôt libérale. En revanche, elle est plus sévère que jadis sur les questions religieuses et de mœurs et, sous

la pression des intégristes, ne peut basculer du jour au lendemain dans un obscurantisme total. La situation est différente dans chaque pays, mais nulle part hors de Tunisie on n'accepterait les seins nus des baïgesses de *Bezzes* au même les scènes de hammam d'*Halqa*. Les images de nu, même partiel, sont comprises dans les films étrangers, c'est-à-dire surtout américains.

— Peut-on parler aujourd'hui d'un thème dominant dans les films arabes ?

— M. W. : On retrouve assez souvent chez les réalisateurs du Maghreb, et a fortiori chez ceux de l'immigration, le thème du déchirement entre modernité européenne et tradition arabe. Mais on ne peut pas en faire une règle : les films que nous présentons à la Biennale sont très divers, tant par leurs sujets que par leurs genres. L'idée de la grande nation arabe semble céder la place aux particularismes nationaux, parfois locaux. Et, après l'obligatoire référence palestinienne, ce sont aujourd'hui les Palestiniens de l'intérieur qui traitent de cette question, de façon moins stéréotypée.

— Y. C. R. : Cette diversité, et cette tendance au repli sur soi, se traduit par la quasi-inexistence de coproductions entre pays arabes, qui seraient pourtant indispensables au développement de tous ces cinémas. Il faut signaler en revanche l'initiative du cinéaste Youssef Chahine qui vient de prendre la gestion de deux petites salles à Alexandrie, pour y montrer uniquement des films arabes.

JEAN-MICHEL FRODON

— Jusqu'au 30 juin à l'Institut du monde arabe (Paris 5). Tél. : 40-51-39-91. Les films sont également présentés à l'Utopie (Paris 5) jusqu'au 7 juillet, et à la Maison méditerranéenne de l'image de Marseille, du 1<sup>er</sup> au 7 juillet.

## L'architecture d'entreprise au zénith

Quatre jours de colloque pour comprendre

Si l'on s'accorde à peu près aujourd'hui sur la nécessité d'une certaine audace en matière d'architecture d'entreprise, on hésite encore sur les modalités d'application. À l'heure de la délocalisation, le colloque international « Territoires et architectures d'entreprises » organisé par le programme Cité-Projets du Plan construction et architecture (ministère de l'équipement) vient proposer ses solutions, après plusieurs tentatives du même genre. Conçu pour éviter que les entreprises ne succombent à la seule tentation des modes architecturaux, le colloque tentera de répondre aux interrogations de nos maîtres d'ouvrage, architectes et édiles.

Il aura fallu attendre la fin des années 80 en France pour voir l'architecture d'entreprise s'extirper de son cocon purement utilitaire. Sous la férule de la direction de l'architecture, et donc de l'État, Gaz de France, Bull, et IBM ont montré la voie. L'ingénieur s'est effacé devant l'architecte, la masse s'est faite plus discrète, et la lumière plus présente. L'immeuble « de prestige », ce fier monument autoritaire, ignorant sa tragédie esthétique, a fait place à un bâtiment conçu comme un tout. Shell, le groupe Caisse des dépôts, Canal + (sans oublier le *Musée*) se sont engouffrés dans la brèche, édifiant au passage quelques modèles du genre. Meier, Nouvel, Valode et Pistre, Viguier et Jodry, Lyon et du Bessol, ont su raisonner avec une tradition en sommeil depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

Pour ce colloque, une formule originale a été choisie : elle permet d'associer les régions à cette réflexion sur l'architecture d'entreprise, grâce à la « journée régionale » du mardi 30 juin. Lille, Lyon, et Nantes en seront simultanément les acteurs. Les participants pourront donc juger *in situ* le travail accompli à Euralille, à Lyon-Gerland et à Nantes-Atlantique. La problématique régionale des implantations et de l'architec-

ture d'entreprise sera au centre des débats. Les débats se transporteront ensuite à Paris à la Cité des sciences et de l'industrie.

La session parisienne comprend cinq ateliers répartis sur trois jours, et assortis de nombreuses études de cas (Sophia Antipolis, Nîmes, Sheffield, les projets urbains de la RATP, la zone d'activité de Stockley Park, etc.). Les intervenants, choisis pour la pertinence des solutions qu'ils proposent, et non en fonction de leur seul intérêt pour la question, devraient ouvrir le champ des possibilités. Les interventions des architectes Rem Koolhaas et Christian de Portzamparc, notamment, sont d'autant plus attendues qu'elles risquent d'apporter des réponses contradictoires. À défaut de résultats tangibles, la richesse et la variété des thèmes abordés permettent d'espérer une prise de conscience plus vaste de ces problèmes.

OLIVIER BOASSON

► Colloque international « Territoires et architectures d'entreprises », le 30 juin à Lille, Lyon, Nantes, les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3 juillet à Paris, Cité des sciences. Tél. : (1) 40-24-20-10.

## PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-SulpiceHISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS  
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

## OPERATION FRAICHEUR

CHEZ CITROËN DU 1<sup>er</sup> AU 18 JUILLET 92

## Les séries CITROËN "Clim"

de la Citroën AX à la Citroën XM\*\* :  
la climatisation pour seulement 1500 F\*  
de plus<sup>(1)</sup>.90% de remise sur toutes  
les options constructeurà concurrence de  
6000 F TTC maximum d'achat d'option<sup>(1)</sup>.

CITROËN présente TOTAL

(1) Offres non cumulables entre elles, réservées aux particuliers, valables chez les membres du réseau CITROËN affichant l'opération, pour toute commande d'un véhicule neuf particulier CITROËN passée entre le 1<sup>er</sup> et le 18 juillet 1992, dans la limite des stocks disponibles.

\* Tarif spécial "séries CITROËN Clim" du 01/07/92. Année modèle 1993. \*\* Sans surcoût CITROËN "Clim" XM équipées d'un climatiseur à automatisation intégrée pour 3800 F TTC de plus.



## 30% de remise

sur les accessoires Citroën<sup>(1)</sup>.Profitez des offres  
de reprisesur votre ancien véhicule immatriculé  
depuis au moins 6 mois,  
pour tout achat d'une Citroën neuve<sup>(1)</sup>.

CITROËN



553 من الامم

# ÉCONOMIE

## BILLET

An 1<sup>er</sup> juillet

### De l'impunité agricole

Depuis la signature par les Douze de l'accord du 21 mai qui ouvre l'« An 1 » de la nouvelle politique agricole commune (PAC), il n'est pas de jour sans que la chronique agricole soit émaillée de manifestations, souvent bon enfant, ou d'incidents, parfois violents. Et le calendrier veut que huit jours après la tentative avortée – de la Coordination rurale de bloquer Paris, les syndicats « officiels » préparent, pour le 30 juin, une « journée nationale d'action ».

Bref, après la mobilisation paysanne spontanée, artisanale, et fortement médiatisée, d'une base déboussolée et « jusqu'au-boutiste » qui voit par ailleurs et simplement la décadence de l'accord du 21 mai, voilà programmée une imposante démonstration de force, bien préparée, structurée, organisée par des syndicats professionnels, sous l'autorité d'un général en chef tout frais émoulu, M. Luc Guyau, élu il y a quatre jours à la tête de la puissante machine qu'est la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Mais, déjà depuis une semaine, les responsables départementaux de la FNSEA et du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) – représentant immédiatement l'offensive – entretiennent soigneusement l'agitation, déconcertée et tourmentée, sur le terrain. Quand il ne s'agit que de brayages filiformes, passe encore. Quand des tondeuses de légumes ou de fruits sont déversés sur les chaussées et que des passants ravies se pressent pour les ramasser, on peut fermer les yeux. Mais lorsque des jeunes et des adultes manifestent des revendications – déversant le chargement de canions espagnols, endormant la voiture d'un maire, forçant un péage autoroutier, personne ne peut applaudir ni même se exciter sur le compte de l'exaspération, du soud de mobiliser les adhérents ou du besoin d'expliquer aux Français les méfaits de la PAC.

Le plus étonnant, dans cette flambée de dérapages et de voies de fait, notamment en Bretagne, est à coup sûr le silence des autorités gouvernementales. La garde des sceaux proteste-t-il publiquement contre les déprédations visant un tribunal, le ministre du budget contre la casse dans un hôtel des impôts, celui de l'Intérieur contre les attaques des sous-préfets ? Voilà une manifestation apparente qui contraste singulièrement avec les mises en garde solennelles et les menaces de sanctions annoncées par M. Paul Quilès à la veille du « blocus » de la capitale. Mais la FNSEA et le CNJA sont les partenaires « officiels » du dialogue avec l'Etat : l'impunité n'est-elle pas le même sens pour tous...

FRANÇOIS GROSCHARD

### Le relèvement du SMIC sera compris entre 1,6 % et 2,3 %

Contrairement à l'année dernière, le gouvernement ne dévoilera pas devant la Commission nationale de la négociation collective (CNCC), qui devait se réunir lundi 29 juin, ses intentions quant au relèvement du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet. M. Martine Aubry, ministre du travail, sollicitera donc l'avis de la commission qui regroupe les partenaires sociaux, avant d'annoncer sa décision.

La loi impose au gouvernement de revaloriser le salaire minimum en le faisant bénéficier au minimum de la moitié du gain de pouvoir d'achat annuel obtenu par le taux de salaire horaire (TSH) calculé pour la première fois cette année par rapport à l'indice des prix hors tabac. Ce seuil minimum se traduira par une augmentation de 1,6 %, mais il est probable qu'un « coup de pouce » sera donné, en répercutant la totalité du pouvoir d'achat du TSH, soit une augmentation de 2,3 % (contre 2,5 % si l'on se fonde sur l'indice des prix comprenant le tabac). Cette dernière solution – qui porterait le SMIC à 5 760 francs bruts – serait conforme à l'engagement pris en juin 1990 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, qui avait indiqué que les pouvoirs publics n'auraient pas au-delà du « coup de pouce » traditionnel jusqu'à la fin 1992 en échange du bon déroulement des négociations de branches sur les bas salaires.

#### Le développement de la négociation

L'impact de ces négociations, souligne le bilan annuel établi par le ministère du travail et présenté lundi 29 juin devant la CNCC, n'est pas négligeable. Sur 151 branches de plus de 10 000 salariés étudiées, 56 d'entre elles, soit 37 %, ont toujours un niveau de salaire inférieur au SMIC (le salaire minimum étant atteint grâce à des primes) alors que la proportion était de 70 % en mai 1990. Cet effort de relèvement des bas salaires s'est traduit par une réduction de 300 000 environ le nombre de salariés dont la proportion atteinte un niveau le plus bas depuis 1980, passant de 10,9 % des salariés en juillet 1990 à 8,6 % en juillet 1991.

Enfin, le comportement des syndicalistes « sur le terrain » apparaît sensiblement différent de ce que pourraient laisser penser les prises de position de certains dirigeants patronaux. Ainsi, si on évalue la CFTC (89,5 %) et la CFE-CGC (92,3 %).

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire aussi notre page dossier sur le SMIC dans la « Monde Économie », page 36.

complémentaire (retraite, prévoyance, indemnisation en cas de maladie), mais un essouffement de la négociation salariale. Le nombre d'accords signés (3 620) recule de 4 % dans les entreprises, compte tenu de la proportion de ces dernières (ainsi que les branches) à ne programmer qu'une revalorisation dans l'année. Les augmentations générales uniformes (à peine plus d'un accord sur deux) continuent de perdre du terrain au profit de dispositions plus souples, telles que les hausses individualisées ou l'interdiction, qui concerne désormais une entreprise sur cinq. En 1991, comme en 1990, les salariés qui n'auraient bénéficié que des seules dispositions générales n'auraient pas pu maintenir leur pouvoir d'achat.

En dépit d'indiscutables aspects positifs, la vie conventionnelle française continue de souffrir de plusieurs maux, à commencer par la faiblesse de son rayonnement : 4 % des salariés seulement sont couverts par un accord d'entreprise, 5 % des accords sont conclus dans des sociétés de moins de 50 salariés et l'industrie concentre à elle seule 60 % des textes conventionnels négociés dans les entreprises. Les thèmes non salariaux sont passablement négligés par les branches : on ne recense que trois avenants sur les conditions de travail et dix-sept sur l'aménagement du temps de travail.

D'autre part, l'augmentation des déclarations de conventions collectives par les employeurs (au nombre de dix contre quatre en 1990) s'est sans doute par ailleurs à la prudence, établie par l'arrêté Basirico, confirmée en mars par la cour de cassation. Selon celle-ci, une convention collective ne peut être modifiée qu'avec l'assentiment de tous les signataires originels. En l'absence d'un consensus général, ne peut être établie la dérogation pure et simple, consistant, aux yeux du patronat, le seul moyen de débloquer la situation.

Enfin, le comportement des syndicalistes « sur le terrain » apparaît sensiblement différent de ce que pourraient laisser penser les prises de position de certains dirigeants patronaux. Ainsi, si on évalue la CFTC (89,5 %) et la CFE-CGC (92,3 %).

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire aussi notre page dossier sur le SMIC dans la « Monde Économie », page 36.

Succédant à M. Henri Martre

### M. Louis Gallois (SNECMA) présidera le groupe Aérospatiale

M. Louis Gallois, PDG du groupe SNECMA, devait être élu, lundi après-midi 29 juin, en conseil d'administration, PDG du groupe Aérospatiale en remplacement de M. Henri Martre qui occupait ce poste depuis dix ans et dont le mandat est venu à expiration. M. Martre reste administrateur. Pour succéder à

M. Gallois à la SNECMA, le nom le plus souvent avancé est celui de M. Gérard Renon, ancien administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (1983-1988) et ancien secrétaire d'Etat à la défense (1989-1991) auprès, successivement, de MM. Jean-Pierre Chevènement et Pierre Joxe.

### Un énarque chez les « X » de l'armement

En 1989, M. Louis Gallois, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales, est le premier énarque à prendre les commandes de la SNECMA. Ni ingénieur de l'armement ni polytechnicien, il succède à quarante-cinq ans au général Bernard Caplain, alors que les activités civiles du motoriste prennent une part grandissante face au recul des commandes militaires. Directeur général de l'industrie de 1992 à 1986 auprès de M. Jean-Pierre Chevènement, il est l'un des artisans de la restructuration de Creusot-Loire et de la future implantation sur place de l'atelier « flexible » de la SNECMA. Chargé de mission au ministère de l'économie pendant la cohabitation, il se retrouve de nouveau aux côtés de M. Jean-Pierre Chevènement à partir de 1988 comme directeur du cabinet civil et militaire du ministre de la défense.

A son arrivée à la tête du motoriste, M. Louis Gallois a pour objectif principal de rétablir le dialogue social. En 1988, la SNECMA a été paralysée par une grève de douze semaines qui a laissé des traces. A partir de 1989, différents accords sont conclus avec les organisations syndicales sur l'intéressement, la formation, la progression de carrière des techniciens supérieurs... En 1990, une convention d'entreprise d'une durée de cinq ans est signée.

#### Partisan des alliances

Sur le plan technique, M. Gallois cherche à agrandir la « famille » des réacteurs civils. Aux moteurs de moyenne puissance, les CFM-56 développés à part égale avec General Electric (GE), la SNECMA admet deux autres de petits moteurs, le CFM-88 pour équiper des avions d'une centaine de places, et un dérivé du CFM-56 pour le projet d'Airbus A-319. A l'autre extrême, elle participe pour 25 % au programme de GE pour développer un nouveau moteur très

puissant, le GE-90, afin d'équiper les futurs avions gros-porteurs. Enfin, au milieu, elle développe le CFM-56-5B, qualifié d'« écologique » à cause de sa chambre de combustion plus propre. L'entreprise réfléchit aussi au lancement, à partir du M-88 qui équipera le Rafale, d'une nouvelle génération de réacteurs civils.

Dans le développement de ces projets, le PDG de la SNECMA est partisan des alliances, compte tenu des coûts trop élevés pour développer les programmes civils. Le motoriste s'ouvre vers l'international en implantant des bureaux à Londres, à Bonn, au Japon, à New-Delhi, à Pékin ou à Moscou, et consolide la coopération avec les Russes, notamment pour la motorisation des lignes aériennes et du futur avion d'entraînement. Persuadé qu'il y aura un jour un successeur du Concorde, il est à l'origine d'un accord avec les Japonais pour le développement d'un moteur supersonique civil.

L'assainissement de la SNECMA, qui a perdu 410 millions de francs en 1987 et 250 millions l'année suivante, principalement du fait de la baisse des commandes militaires et de la grève de douze semaines, figure aussi au titre de ses objectifs. Portée par la conjoncture et le développement des commandes civiles, la société renoue avec les bénéfices en 1989 grâce au succès du CFM-56, le réacteur vedette qui fabrique l'entreprise à égalité avec l'américain General Electric.

Après les années fastes, la crise du transport aérien va elle aussi frapper les activités civiles. Le résultat du groupe (y compris les filiales) est déficitaire en 1991 de 68 millions de francs. Pour faire face à cette conjoncture difficile, M. Gallois supprimera 1 200 emplois sur 14 200 en 1991 et 1992. Parmi ses dernières préoccupations figurait celle d'obtenir de l'Etat des fonds propres pour le groupe.

MARTINE LARONCHE

### Les trois combats de M. Martre

Délégué général pour l'armement – pendant six ans – avant et après 1981, puis PDG du groupe Aérospatiale durant dix années, M. Henri Martre aura été en même temps un fidèle serviteur de l'Etat et un grand capitaine d'industrie à ces deux postes. Ce polytechnicien, fier d'être aristo, avait su rester discret tout au long de sa première carrière d'ingénieur de l'armement au ministère de la défense. Nommé en mars 1977 à la tête de son corps d'origine – dans cette institution, qu'on appelle la DGA, où il s'agit tout à la fois de contrôler l'industrie de défense au nom de l'Etat et de sensibiliser ce même Etat aux nécessités de la sécurité – puis porté, en mai 1983, à la présidence du groupe Aérospatiale, M. Henri Martre va alors se révéler et y « éclater » littéralement.

#### Les pressions de Washington

De cet homme, qu'on continue aujourd'hui encore d'accuser d'avoir accueilli à Aérospatiale beaucoup d'anciens membres de cabinet de ministres RPR, M. François Mitterrand aura su, sans parti pris, se souvenir en mai 1981. M. Martre fut en effet de ces quelques responsables militaires qui, par exemple, dès juillet 1980, considéraient – par esprit républicain – de leur devoir d'informer des problèmes de défense le candidat du PS à la « présidentielle ». Et à l'Elysée, M. Mitterrand n'hésita pas un seul instant à prolonger M. Martre à la DGA, puis à le désigner et, en 1989, à le confirmer dans son mandat de PDG du groupe Aérospatiale.

En dix ans, le chiffre d'affaires de l'entreprise aura plus que doublé, avec des records (plus de 60 % chaque année) à l'exportation, et les effectifs se seront accrus de quelque 20 %. M. Martre a mené grosso modo trois combats importants. D'abord, il aura invité ses partenaires européens à ne pas démissionner devant les pressions de Washington, qu'il s'agisse de la famille Airbus (que les Etats-Unis attaquent en piquet), des manipulations du dollar (qui désavantagent les constructeurs non américains) ou des subventions de toutes sortes (mais sournées) du Pentagone et de la NASA à leur industrie nationale. Ensuite, il aura milité tous azimuts pour que la France ne laisse à personne le soin d'assurer et de financer sa sécurité. Enfin, il aura mis à fond – pour les avions, comme pour les missiles tactiques, les hélicoptères ou pour l'espace – sur un « partenariat » avec l'Allemagne et, accessoirement, avec d'autres sociétés européennes, de sorte que son groupe coopère à hauteur de 70 % de son potentiel.

Jouant ce qu'on y appelle « le couple marché-produits » et « l'excellence dans les métiers », Aérospatiale est de ces sociétés françaises – longtemps assimilées à des arsenaux – qui auront su, face au déclin des ventes militaires, orienter entre 1987 et 1988 leur stratégie vers des activités civiles.

Le gouvernement n'aura pas voulu attendre février 1993, son soixante-cinquième anniversaire, pour se séparer de M. Martre. En réalité, ce secteur industriel contrôlé par le ministère de la défense est voué à de nouvelles restructurations. Il est évident, dans ces conditions, que le pouvoir politique a cherché à confier Aérospatiale à un PDG qui dispose de temps devant lui pour mener à bien les réorganisations à venir. Pour autant, le gouvernement ne souhaite pas, dit-on, se priver de la compétence de M. Martre, acquise tant à la DGA que chez Aérospatiale. Il pourrait lui attribuer une « mission » dans le domaine de l'armement – comme il l'a fait avec M. Gérard Renon, l'ancien secrétaire d'Etat à la défense, – avant de le nommer à l'Office général de l'Air (OGA) en remplacement du général Jacques Mitterrand auquel il a déjà succédé à Aérospatiale.

JACQUES ISNARD

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Simco

L'Assemblée Générale Mixte, réunie le 25 juin 1992, sous la présidence de Monsieur Georges MAZAUD, a approuvé toutes les résolutions proposées.

L'exercice 1991 s'est soldé par un bénéfice de F 414.277.000 dont F 46.012.000 de plus-values nettes de cessions et l'Assemblée a décidé de distribuer une somme de F 343.265.000 correspondant à un dividende de F 30,40 par action et F 15,20 pour les actions nouvelles créées jouissance du 1<sup>er</sup> juillet 1991, en progression de 4,10 % ; il sera mis en paiement à compter du 10 juillet 1992.

Dans sa partie extraordinaire, cette Assemblée a définitivement approuvé la fusion-absorption de COGIFI et a augmenté en conséquence le capital de F 256.773.600 pour le porter à F 1.405.440.000 ; les actions nouvelles ainsi créées jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1992 seront réparties entre les actionnaires de la Société absorbée à raison de 4 actions SIMCO pour 3 actions COGIFI.

L'Assemblée a également nommé pour 6 ans les membres du Conseil d'Administration et du Collège des Censeurs qui auront désormais la composition suivante :

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michel BERTHEZENE  
Gérard BILLAUD  
Eric DUFOIX  
Henri KATZ  
Georges MAZAUD  
Claude RIBE  
Jean-Paul SORAND

UNION DES ASSURANCES DE PARIS - IARD  
UNION DES ASSURANCES - VIE  
PREDICA

A l'issue de cette Assemblée, le nouveau Conseil d'Administration a confirmé Monsieur Georges MAZAUD dans ses fonctions de Président-Directeur Général et a reconduit le mandat de Directeur Général de Monsieur Jean-Paul SORAND.

Après réalisation de la fusion, les chiffres clés de SIMCO sont les suivants :

- Capital propre	F 3.300.000.000
- Capital social	F 1.405.440.000
- Nombre d'immeubles	121 dont 77 d'habitation
- Nombre d'appartements	8.175
- Surface globale du patrimoine	910.500 m2 HO
dont Habitation	698.100 (76,7 %)
Bureaux et commerces	212.400 (23,3 %)
- Répartition des immeubles (en surface)	
Paris et Première Couronne	(46,90 %)
Région Parisienne	(42,10 %)
Province	(11,00 %)
- Recettes locatives prévisionnelles pour 1992	F 596.000.000
dont (54 %) proviennent de l'habitation	
- Valeur estimative du patrimoine	11 milliards de Frs

Le rapport de l'exercice 1991 peut être obtenu auprès de la Direction de la Communication Financière 34, rue de la Fédération - 75737 PARIS CEDEX 15 Téléphone : (1) 40.61.66.20

DEA Économie  
Mathématique et Économétrie  
Responsable : J.-P. Florens

Économie industrielle  
Méthodes statistiques - Économie du travail

NOUVEAU

DEA Marchés  
et Intermédiaires financiers  
Responsables : J.-C. Rochet et E. Renault

Assurance - Banque - Finance

Associés au magistère d'économiste statisticien  
membres d'un programme doctoral européen

Renseignements : Service universitaire d'information et d'orientation  
Université Toulouse-I - Place Anatole-France  
31042 Toulouse cedex  
Tél. : 61-63-37-28

CITROEN



## ÉCONOMIE

## Enquête : les pays riches et l'insaisissable reprise

## Japon : le changement dans la différence

Suite de la première page

Au Sommet de la Terre, il s'est montré prodigieux, promettant de consacrer 7,7 milliards de dollars (environ 40 milliards de francs) sur cinq ans à l'aide au développement pour l'environnement. Des initiatives non exemptes d'ambiguïtés (le Monde du 13 et du 17 juin).

On peut se poser la question de savoir si le Japon deviendra simplement une « puissance ordinaire » ou bien s'il est en train de se doter des moyens nécessaires pour devenir une superpuissance civile, contribuant à la stabilité mondiale par des moyens autres que militaires. Trop tôt pour répondre, même si le pays sort de sa coquille et commence à oublier ses tentatives isolationnistes. En dépit de toutes ces incertitudes, le Japon apparaît bien comme une puissance d'un nouveau genre. Puissance encore en pointillé, peu assurée d'elle-même, n'ayant pas de modèle à exporter, mais puissance dont la dynamique est particulièrement adaptée au nouvel ordre mondial.

Le Japon a longtemps profité de la guerre froide, prospérant à l'ombre des États-Unis. La fin de l'ère bipolaire le favorise maintenant par la redéfinition des enjeux qu'elle implique. Elle modifie la hiérarchie de la puissance en donnant à la force économique et technologique un poids accru. Quand seules les armes comptaient, le Japon « pacifique » devait se contenter d'un strapontin à côté de l'un des puissants. Seul le « chantage du faible » lui permettait de faire prévaloir ses intérêts bien compris.

C'est ainsi que Tokyo a su manœuvrer au mieux de ses intérêts nationaux. L'impressionnante croissance de ces quarante dernières années ne s'est pas faite par hasard, et le fléau attentif nippon fut aussi un choix délibéré.

Paradoxe : la mondialisation des échanges, les exportations de marchandises et de capitaux, les implantations à l'étranger plaçant aujourd'hui l'archipel au centre d'une formidable puissance matérielle en même temps que le Japon inquiète l'étranger par l'absence de « message » et d'orientations autonomes, voire de défense de valeurs propres.

Des composantes traditionnelles de la puissance (la force économique, la force militaire et l'« hégémonie » culturelle, compagnons de route de l'impérialisme), le Japon n'a ni la deuxième ni la troisième. Son armée dispose d'un budget élevé (30 milliards de dollars) mais reste purement défensive. Quant au « message », il demeure inarticulé : Tokyo n'a pas encore su transformer son pacifisme constitutionnel en principes diplomatiques.

Le Japon demeure une nation pragmatique. D'abord, parce que, civilisation périphérique dans la mouvance de la Chine, le pays ne s'est jamais senti investi d'une mission universaliste. Le nationalisme culturel fondé sur la supposée unicité de la culture japonaise, pour l'instant, à usage interne. De plus, les Japonais se méfient des « grands desseins » : lorsqu'ils se croient porteurs d'un message rédempteur, ce fut la tragédie.

Réticences, absence de projet précis : pour devenir une grande puissance, le Japon manque surtout de cette « hypocrisie d'Etat » que l'Occident sait si bien manier, s'arrogeant un mandat moral dans ses entreprises les plus contestables. Par manque d'expérience plus que par retenue, le Japon pèche par excès de réalisme dans un monde qui a soif de grands mots.

Tokyo a condamné du bout des lèvres la répression en Chine et, tout aussi mollement, le « rétablissement de l'ordre » par l'armée thaï. Peut-être se sent-on gêné ici de donner des leçons de démocratie aux pays voisins alors

qu'on cherche plutôt à faire oublier son propre passé. Il n'empêche que la question va se poser de voir comment dépasser de telles inhibitions, et d'abord comment mettre en pratique le nouveau souci de lier aide au développement et situation démocratique des pays récepteurs. Le cas de la Birmanie est un bon exemple.

Si les incertitudes sont moins grandes lorsque l'on se tourne vers l'élément fondamental de la puissance : l'économie, se posent tout de même deux questions. L'une est conjoncturelle et porte sur les effets de la récession actuelle, l'autre est structurelle et porte sur la nature de cette puissance économique.

Sur le premier point, les indices paraissent alarmants : la croissance économique s'est beaucoup ralentie et attendra péniblement 3 % en 1993, à la condition toutefois que soient mises en œuvre des dépenses budgétaires supplémentaires de 40 milliards de dollars pour soutenir la demande. On connaît les autres motifs d'inquiétude : chute

des cours boursiers et des prix des terrains, diminution des profits des entreprises, pessimisme des industriels, record des faillites (39 milliards de dollars). Après les spéculateurs pris dans le cyclone d'une « bulle financière » qui s'est dégonflée à toute allure, ce sont les banques qui par ricochet sont menacées.

## Une machine grippée

La machine à produire japonaise semble brusquement grippée sous le poids des charges financières, les entreprises ayant vu se tarir les sources d'argent facile — celles de la spéculation — et très bon marché, depuis que les taux d'intérêt ont augmenté.

Pour la première fois depuis la crise pétrolière, le patronat est divisé. L'auto-critique qu'ont faite des hommes comme M. Akio Morita est loin d'être partagée par tous. Le patron de Sony souligne les déséquilibres qui existent dans la répartition de la richesse nationale, les entreprises étant favorisées au

détriment des salariés. M. Morita insiste sur la nécessaire réduction du temps de travail et sur le versement de dividendes réels aux actionnaires. Les industriels réagissent-ils comme ils le font toujours, en cassant les marges et en pressurant les sous-traitants ? Il leur faudrait pourtant trouver cette fois des solutions plus originales.

Les évolutions sociales y conviennent. De même qu'il est erroné de croire que le Japon a tout sacrifié à la croissance, comme en témoignent les résultats atteints en matière d'éducation, de santé et d'espérance de vie sinon de couverture sociale, de même la société japonaise est-elle loin d'être figée. Une nouvelle génération sans dogme, vivant au présent un hedonisme à la petite semaine — grâce à l'argent et aux loisirs — paraît moins fidèle à la culture d'entreprise traditionnelle. Bien qu'elle subisse les contraintes d'une société régie par un Etat qui n'a rien de providentiel, la présence sur le marché du travail de femmes de plus en plus nombreuses et le gonflement du secteur tertiaire modifient la physiologie du salariat.

Par ailleurs, le boom de la consommation a créé de nouvelles disparités sociales, entamant le sentiment qu'étaient la majorité des Japonais d'appartenir à la classe moyenne. La crise de l'éthique des affaires, ouverte par les scandales, a ébranlé l'image de l'entreprise : conjuguée au vieillissement de la population et aux charges sociales en résultant, ce sont là les composantes de la nouvelle alchimie sociale. Point de bouleversements : des évolutions, simplement. Le consensus social quelque peu lézardé demeure.

Si on lève le nez des statistiques du court terme, l'avenir du Japon ne semble guère menacé. L'archipel sort d'une période d'expansion continue de près de cinq ans qui était, à tous égards, exceptionnelle. Par rapport à cette phase d'effluve, la situation actuelle apparaît grise. Mais au cours de l'été, d'or qu'il a traversé, l'archipel a accumulé de formidables capacités : entre 1987 et 1991, les investissements ont atteint 3 000 milliards de dollars, dont un cinquième a été consacré à la recherche. Difficile d'être mieux placé.

pour se redéployer. Surtout, la puissance japonaise ne tient pas seulement à son produit national brut, qui représente un peu moins de 60 % de celui des États-Unis : l'archipel est devenu le centre névralgique de flux matériels et financiers importants, source d'une interdépendance de plus en plus étroite le liant à de nombreux pays étrangers. C'est ce « maillage » planétaire qui constitue la trame de l'« empire » nippon.

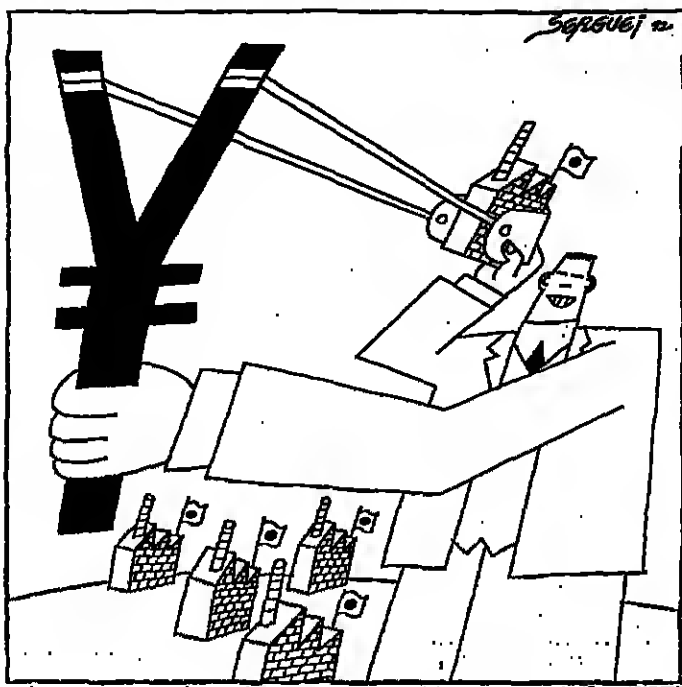
Les investissements japonais à l'étranger n'atteindront sans doute plus les montants faramineux de ces dernières années : en 1987, l'équivalent du PNB de la Suède. La présence nipponne n'en est pas moins maintenant solidement établie. Le Japon demeure en outre l'un des principaux créanciers du monde. En matière d'aide au développement, selon les années, il égale ou dépasse les États-Unis. Une aide qui engendre dépendance à l'égard du donateur : inquiète du retrait progressif des Américains, et bien que tentillée par le passé, l'Asie compte sur le Japon pour combler le vide. Tokyo en profite pour rappeler à sa suite que la stabilité régionale est sa préoccupation majeure.

La présence nipponne à l'étranger se transforme ainsi progressivement en une politique d'influence. Le réalisme des dirigeants de Tokyo les pousse à chercher des « partenaires » plus qu'à accumuler des conquêtes : la « vie en commun » est le nouveau slogan. Cela suppose que le Japon aura de plus en plus son mot à dire dans une région où son dynamisme a fait de lui l'axe du développement technologique et financier. Mais le Japon aura aussi son mot à dire dans le reste du monde, à condition de savoir ajouter à sa puissance des messages politiques légitimant son action aux yeux des nations étrangères.

PHILIPPE PONS

## Prochain article :

Allemagne :  
la double ouverture  
par Eric La Boucher



## Deux points de vue sur les priorités des années 90

Avant le sommet des sept grands pays industrialisés qui se tiendra du 6 au 8 juillet à Munich, quatre ministres des gouvernements allemand, français, britannique et japonais apportent leur contribution pour tenter de répondre aux défis de l'économie mondiale. Animés par des sensibilités politiques différentes — le ministre allemand est libéral, le ministre français socialiste, —

MM. Jürgen Möllemann, ministre allemand de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, ministre français de l'industrie et du commerce extérieur, Michael Heseltine, ministre britannique du commerce et de l'industrie, Kozo Watanabe, ministre japonais du commerce international et de l'industrie, se retrouvent autour d'une même problématique. A défaut d'y apporter les mêmes

solutions. Pour ces quatre ministres, si les années 80 ont eu comme priorité le règlement des problèmes financiers et monétaires, les années 90 devront privilégier l'entreprise, la microéconomie, l'industrie, l'action sur les structures de production. Cette volonté commune les conduit à souhaiter un élargissement de la coopération économique internationale et à prôner des

politiques structurelles. Même si ces objectifs partagés n'aboutissent pas à des actions ou à des orientations identiques. Le Monde publie aujourd'hui les points de vue de M. Jürgen Möllemann et de M. Dominique Strauss-Kahn qui paraîtront aussi en Allemagne dans Handelsblatt. Il publiera cette semaine les opinions de MM. Heseltine et Watanabe.

## Pour un nouvel ordre économique mondial

par Dominique Strauss-Kahn

Le monde est connu avec les « trontes glorieuses » une période de croissance quasi ininterrompue au sortir de la seconde guerre mondiale. Puis sont venus les chocs pétroliers avec leurs cortèges de ruptures : chômage massif, inflation et déficits budgétaires, guerre des monnaies. A un univers de stabilité relative succèdent des évolutions incontrôlées.

Vers la fin des années 70, à la perplexité des économistes professionnels et correspondu l'incapacité des gouvernements des pays développés à donner une réponse coordonnée aux difficultés économiques mondiales. A défaut de solution, une déclaration d'intention : seul le marché permettrait d'effacer les péchés d'un monde trop dirigé, trop réglementé, trop endetté. Heureusement les gouvernements, même lorsqu'ils ont cédé à l'idéologie dans les discours, ont fait preuve d'un grand réalisme, mieux encore, de beaucoup de pragmatisme.

C'est ainsi qu'insensiblement, pendant toutes les années 80, les sept grands pays industrialisés ont entrepris de réguler le désordre des monnaies et des flux financiers. L'histoire retiendra de cette décennie les accords du Plaza et du Louvre, qui ont permis de stabiliser les taux de change entre les principales monnaies mondiales, la crise financière du tiers-monde surmontée sinon résolue, la réponse au krach boursier de 1987 rapide et efficace. Le risque d'une dérive totale d'une économie fondée sur la spéculation a été écarté. Tout cela grâce à une politique active de coopération internationale.

Faut-il en rester là ? Evidemment non. La liste des défis auxquels est aujourd'hui confrontée l'économie mondiale est impressionnante. Nous sommes nombreux, responsables politiques, hommes d'entreprise et

syndicalistes d'Allemagne, du Japon, de Grande-Bretagne ou de France, à penser qu'aujourd'hui les priorités ont changé.

Les années 90 seront celles de l'entreprise, de la microéconomie et du système productif, c'est-à-dire largement de l'industrie ; à l'opposé de la prédominance de la finance qui a prévalu au cours de la décennie précédente. Progrès technologique, protection de l'environnement, nouvelles relations du travail à l'intérieur de l'entreprise, partage du travail dans les pays riches et des richesses entre ceux-ci et les pays pauvres, sécurité des centrales nucléaires et flux d'investissements dans les pays de l'Est, tels seront les thèmes majeurs des années qui s'ouvrent. Une seule réponse est possible : étendre la coopération économique internationale à tous les domaines.

Certains pourront être surpris que nous soyons nombreux, venus d'horizons idéologiques assez différents, à partager la conviction qu'il est absolument nécessaire de mener des politiques structurelles. Mais ne devons-nous pas porter une attention aussi grande aux questions d'environnement, aux projets industriels stratégiques, au chômage ou à la réforme économique à l'Est qu'à ce qui fut au cœur des discussions passées : les taux de change ?

Personne ne croit naïvement qu'il y a d'accord sur les problèmes signifie être d'accord sur les solutions. Le contenu de la coopération à mettre en place, plus encore que sa forme, sera le produit de la confrontation de positions parfois divergentes, ne serait-ce qu'en raison d'intérêts nationaux souvent différents. Mais, quelles que soient les difficultés de cette coopération internationale, nous savons qu'elle est possible. Dans ce domaine, les expériences nationales sont riches d'enseignements, qu'il s'agisse des

coïncidences et des concertations multiples sous l'égide du G7 (ministère de l'industrie et du commerce international) au Japon, des associations banque-industrie au RFA ou des grands programmes militaires et spatiaux aux États-Unis.

C'est l'évolution même des systèmes productifs européens, américains et japonais qui est en cause. Aujourd'hui, une coordination industrielle est plus que jamais nécessaire dans tous les pays du monde pour le développement de secteurs essentiels pour la croissance mondiale, et que le marché seul ne peut faire émerger.

Le sommet des pays industrialisés qui se tiendra à Munich du 6 au 8 juillet prochain, sous la présidence du chancelier Kohl, s'efforcera de répondre aux défis de politique économique propre à la décennie 90. Ces sept grands pays ont réussi, dans une large mesure, à soutenir globalement l'économie mondiale ; et dans ces pays occidentaux les générations d'après-guerre n'ont connu aucune grave crise économique. Nous avons cependant accumulé dans nos économies nationales des rigidités et des distorsions qui compromettent de plus en plus gravement la pour-

## Les enjeux majeurs sont à l'Est

par Jürgen Möllemann

suite de la croissance de l'économie mondiale. Or, des défis de dernier ordre nous attendent : les défis de la fin de siècle sont de réussir l'intégration de l'ancien bloc communiste dans l'économie mondiale et la mise en place progressive de structures démocratiques durables et de mécanismes d'économie de marché dans les pays de l'Est, tout en assurant le maintien de la productivité de nos économies nationales.

Mon propos pourrait se résumer ainsi : — Pour résoudre les problèmes, les responsables politiques, et en particulier les responsables économiques, ne doivent plus se berner à considérer les grands indicateurs économiques mondiaux, tels que les taux d'intérêt, les taux de change, les déficits budgétaires ; ils devront beaucoup plus que par le passé analyser les microstructures du base et s'interroger sur l'efficacité des instruments d'orientation (notamment de la politique fiscale et de la politique des échanges).

Tout cela doit s'inscrire dans le cadre de la coordination politique internationale. La voie d'une

telle approche structurelle de la coordination politique a été soulignée à la Conférence de Münster, en mai dernier, à laquelle j'avais invité les ministres de l'économie et du commerce extérieur des pays du G7 et des principaux pays de l'Europe orientale.

La concurrence entre le système économique des pays de l'Est et le modèle occidental n'a plus cours. En revanche, d'autres concurrences vont s'intensifier, celle du choix optimum des lieux de production, celles des politiques des échanges, de l'environnement, de l'emploi, de l'énergie (pour n'en citer que quelques-unes). Et il nous faudra éviter, tant au niveau des entreprises que des structures, de s'écarter vers des distorsions de concurrence sur le marché international.

Toutefois, il est encore plus important de montrer clairement aux acteurs présents sur la scène économique mondiale ainsi qu'à leur opinion publique qu'une matrice politique microéconomique (consistant notamment à figer les structures existantes) conduirait les pays concernés à un nouveau déclin par rapport à l'économie mondiale. Car il n'y a plus de « sécurité sociale » garantie par l'économie mondiale et toute mauvaise politique au niveau structurel et microéconomique se traduira inévitablement par une perte de bien-être et de qualité de vie.

C'est là aussi l'un des messages importants du sommet de Munich, qui marquera profondément de son empreinte les problèmes qu'auront à traiter les responsables politiques au cours de la décennie 90.

**ISMC**  
**INSTITUT SUPÉRIEUR DE MANAGEMENT CULTUREL**  
L'Institut Supérieur de Management Culturel créé par Claude Mollard, propose une année de spécialisation en management et en ingénierie culturelle. Diplôme niveau 3ème cycle en cours d'homologation. Concours d'entrée, session de septembre, ouvert aux étudiants des Écoles de Commerce et de Sciences Politiques. Domaines : entreprises culturelles et audiovisuelles, développement local, Environnement, tourisme et écologie. Techniques : évaluations financières, études de publics, ingénierie de projets, analyse stratégique. Le salaire moyen en début de carrière est de 170 K€/an. Dépôt des candidatures : au plus tard le 01/09/92. Renseignements : ISMC (Etablissement privé d'enseignement supérieur) 3, RUE DANVILLE - 75014 PARIS - TÉL : (1) 43.20.73.73

Minitel,  
ne parlera ja  
l'ode sur l



# ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Selon l'étude annuelle de l'ONU

## L'économie mondiale devra privilégier les investissements plutôt que la réduction des déficits

L'économie internationale sortira sans doute de la récession en 1992, mais la reprise sera modeste dans le meilleur des cas et elle risque d'être chancelante si « des chocs significatifs se produisent », estime le département du développement économique et social de l'ONU dans son étude annuelle publiée dimanche 28 juin.

NEW-YORK  
(Nations unies)

de notre correspondant

Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait croître à un rythme moyen de 1 % seulement cette année (après un repli de 0,4 % en 1991) pour atteindre un taux de quelque 3 % en 1993, estiment les auteurs de cette prospective de l'économie mondiale. Quant au ralentissement de l'inflation, il se poursuivra en Amérique du Nord alors qu'en Europe une légère augmentation de la hausse des prix devrait intervenir en 1993 le taux de chômage s'établira à environ 7 % en moyenne dans les pays industrialisés mais à quelque 10 % en Europe occidentale.

Parmi les pays développés - qui représentent 72 % de la production mondiale et dont le PIB devrait augmenter de 1,7 % cette année pour atteindre 3,2 % en 1993 - les économistes des Nations unies prévoient pour les États-Unis qu'une « croissance lente persistera jusqu'à ce que les déséquilibres structurels hérités des années 80 aient été corrigés », le principal d'entre eux étant l'endettement considérable des ménages et des entreprises. En

ce qui concerne le Japon, la relance économique décidée par Tokyo, et qui passe notamment par le lancement de chantiers publics, devrait permettre de stimuler l'économie nipponne, d'accroître un peu plus les investissements bruts, l'ONU escomptant pour ce pays un taux de croissance ramené à 1,9 % en 1992 et une expansion de 3,9 % l'année prochaine.

Léger  
relâchement

Toujours handicapée par le coût de l'unification avec l'ancienne RDA, l'Allemagne devrait enregistrer une croissance de 2,5 % en 1992 et de 3,2 % l'année suivante après que le pays a été amené à sacrifier sa « traditionnelle discipline budgétaire ». Appelant l'Italie à réduire au plus vite son déficit « excessivement élevé » pour se conformer aux normes de l'Union économique et monétaire, les rédacteurs du document estiment que la France, créditée d'un taux de croissance de 1,6 % cette année et de 2,5 % en 1993, devrait permettre aux ménages de bénéficier du léger relâchement de la pression fiscale décidée par le gouvernement.

Abordant ensuite le cas des économies en transition après la chute du communisme, une zone où la baisse du PIB devrait atteindre 12 % cette année (après un effondrement de 16 % en 1991) pour s'élever plus « que » de 4 % en 1993, les experts de l'ONU se montrent particulièrement préoccupés par la situation dans les pays de l'ex-URSS, confrontés à un déficit budgétaire de 300 milliards de roubles, soit 18 % du PNB contre 1,8 % en 1985.

Si les pénuries les plus graves ont disparu en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie, l'inflation en Europe orientale et centrale (exception faite de la Tchécoslovaquie), « a dépassé de beaucoup les objectifs fixés par les pouvoirs publics ». C'est notamment vrai en Russie où les prix, libéralisés au début de l'année, ont augmenté de 350 % par rapport à décembre 1991.

L'étude relève que, ces derniers mois, la plupart des familles ont cherché à compenser la diminution de leurs revenus dans la « première économie » en prenant un autre travail dans la « seconde économie », à savoir le secteur non structuré et le secteur privé, là où les filets de protection sociale mis en place pour les groupes les plus vulnérables (femmes, enfants, vieillards) « ne sont pas financés comme il convient ».

Reste le dernier groupe, celui des pays en voie de développement (PVD), où la croissance de 4,5 % du PIB attendue cette année (après 3,4 % en 1991) et de 6,5 % escomptée pour 1993 est surtout due aux performances de l'Asie du Sud-Est, la région du monde où l'expansion reste la plus rapide, alors que le PIB global de l'Asie occidentale a baissé en 1991 sous l'effet de la guerre du Golfe.

Fragilité  
des résultats

Le rapport constate à propos de la Chine que la poursuite de politiques monétaires moins restrictives, alliées à un assouplissement des restrictions imposées aux importations de biens d'équipement, devrait maintenir les investisse-

ments à un niveau élevé, le taux de croissance du PIB devant atteindre 7 % cette année.

Dans la zone d'Amérique latine et des Caraïbes, le PIB a augmenté l'année dernière pour la première fois depuis 1987 dans tous les grands et moyens pays de la région. Tant en se félicitant de cette « amélioration spectaculaire », les auteurs de l'étude relèvent que si les efforts entrepris se traduisent par une amélioration du bilan macroéconomique, « les résultats obtenus demeurent fragiles et exigent des sacrifices constants de la part de la majeure partie de la population ».

Pour l'Afrique, l'étude rappelle que trente-quatre millions d'habitants, essentiellement situés en Éthiopie, au Soudan et en Somalie sont constamment menacés de famine, en dépit du fait que la production ait augmenté de 3 % en 1991. Nombre de ces pays africains ont poursuivi les réformes économiques et ont commencé à réduire leurs déficits budgétaires.

M. Ji Chaozhi, secrétaire général adjoint chargé du département de développement économique et social de l'ONU, a mis l'accent sur la nécessité de privilégier avant tout la croissance dans le monde. Il a repris à son compte les prédictions de l'étude selon lesquelles l'expansion de l'économie mondiale sera sans doute « inutilement freinée à moyen terme par suite d'une allocation inadéquate des ressources et d'une compression inopportune des investissements dans le secteur public ».

SERGE MARTI

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-28  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
Téléfax : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléfax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX  
1989

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE  
Remise en vente sur les microfilms  
et Index du Monde au (1) 40-85-25-33

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Michel Crox, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avry  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléfax : 46-62-98-71 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de M. Hubert Beuve-Méry SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL. : (1) 40-85-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vote normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP 201 MEM 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Minitel, Antiope, Transpac, Numéris...

# On ne parlera jamais assez de l'effet bénéfique de l'iode sur le cerveau de nos chercheurs.

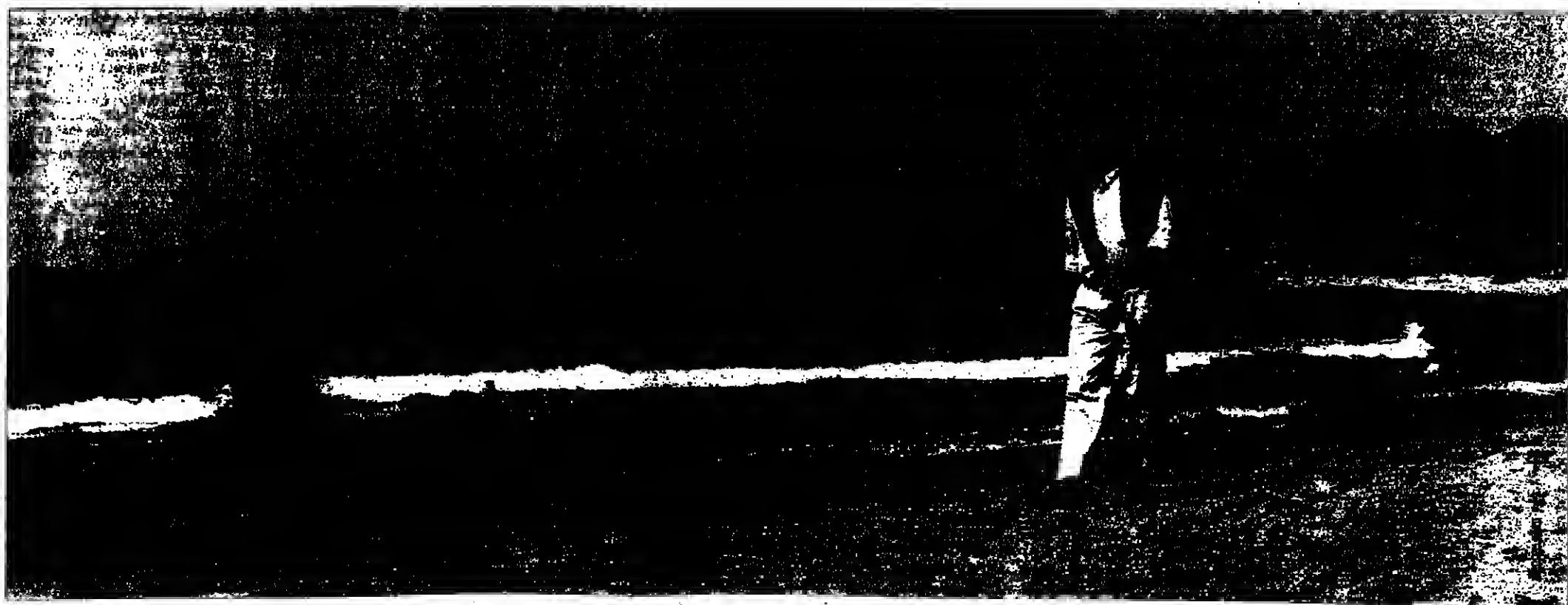
Nous sommes peu à le savoir : la Bretagne est à l'origine de grandes premières françaises et mondiales. Les réseaux Transpac et Numéris, le système Antiope, la Télévision Haute Définition, l'ultra-filtration en

sont les preuves les plus brillantes. La qualité de l'environnement est peut-être propice à l'innovation mais, c'est bien sûr à notre potentiel de recherche que nous devons ces résultats : 50 centres, 6 500 chercheurs, créent avec

nos industriels la réalité de demain. Pour les entreprises installées en Bretagne, c'est une vraie force.



RÉGION BRETAGNE



هكذا من العمل



## ÉCONOMIE

## COMMUNICATION

Première application de la loi sur les quotas de diffusion

## Les « heures d'écoute significative » seront larges pour M6

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a publié jeudi 25 juin au Journal officiel ce que seront les « heures d'écoute significative » de M6. Entre 14 heures et 1 heure du matin, la chaîne de télévision dirigée par M. Jean Drucker devra diffuser 60 % d'œuvres d'origine européenne, dont 40 % d'œuvres originales d'expression française.

Sont exclus de la définition de l'œuvre les sports, les variétés et l'information.

Cette décision du CSA est la conséquence directe de la loi sur les quotas - votée en décembre 1991, quelques jours avant le dépôt de bilan de La Cinq - qui autorisait le CSA à fixer pour chaque chaîne de télévision des plages

horaires variables pour la diffusion des quotas. Ces horaires larges - que certains membres du CSA considéraient comme un « cadeau » à « la petite chaîne qui monte » - sont assortis de contreparties.

M6 devra d'abord engager un effort de mise à niveau financier dans la production audiovisuelle. M6 avait un déficit de 120 millions de francs, qui devra être rattrapé sur deux ans. En 1992, M6 devra donc investir environ 190 millions de francs. Ce qui ne devrait pas poser de problème, compte tenu des efforts récents de la chaîne en ce domaine. Les heures d'écoute significative tiennent compte aussi de l'identité de la chaîne, laquelle repose sur une classe d'âge spécifique : 39 % de téléspectateurs âgés de 15 à 35 ans regardent M6, soit un pourcentage supérieur à la moyenne nationale (30 %) aussi bien qu'à celui des autres chaînes de télévision (entre 22 % et 24 % de téléspectateurs de 15 à 35 ans).

Enfin, la programmation elle-même doit être spécifique de M6 (80 % d'œuvres contre 50 % pour TF1 et 33 % pour A2 - FR3) ne devrait pas être bouleversée en profondeur. La contrainte de diffuser 40 % d'œuvres d'expression originale française sur M6 aux heures d'écoute significative n'est actuellement que de 22 %. Pour arriver à 40 %, la chaîne devra donc faire un effort. Il semblerait même que le projet de diffusion d'une fiction lourde à 20 heures 30 chaque semaine ait été évoqué. M. Nicolas de Tavernost, directeur général de M6, qui réitère l'opposition de principe de la chaîne aux quotas de diffusion, regrette que la demande d'une trêve horaire plus large, le mercredi par exemple, jour de congé scolaire, n'ait pas été retenue. Il estime néanmoins que « compte tenu d'une réglementation absurde, le CSA a géré les quotas de manière intelligente ».

YVES MAMOU

O. M. Jacques Rigand reconduit à la tête de RTL - M. Jacques Rigand, administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion et président de RTL, a été reconduit le 25 juin à la tête de cette radio pour six ans, par l'assemblée générale de la société Ediradio. M. Rigand est président de RTL depuis 1980. M. Philippe Labro, directeur des programmes de la radio la plus écoutée en France, a récemment été nommé vice-président de RTL.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 5 février 1992, la cour d'appel de OUAÏA a condamné M. KULCZYK, comptable du délit de contrefaçon de marques, notamment de la société CARTIER, et l'a condamné à un an de prison avec sursis, 20 000 F d'amende, à payer à la société CARTIER 50 000 F de dommages-intérêts et 10 000 F au titre de l'art. 475-1 du C.P.F.

## Droit-Eco ça se prépare

Préparation 2<sup>e</sup> Session  
4 Semaines en Août  
Stages de Pré-entrée  
4 Semaines en Septembre

Quartier Latin  
Institut Privé  
Tél 46 33 81 23  
ou 41 29 03 71

(Publicité)

## REVÊTEMENTS PLASTIQUES

LE PLUS GRAND CHOIX DE PARIS !  
Les sols plastiques ont beaucoup évolué, qualité remarquable (jusqu'à l'épaisseur et le confort d'une moquette). Des styles, des dessins très mode.

Artrec, depuis 40 ans la spécialiste en revêtements de sols et murs A. PROX DÉGRIFRES, a au Kremlin-Bicêtre, un dépôt exclusivement réservé aux revêtements plastiques (sols et murs).

La plus grande choix de Paris : plus de 700 références, 30 000 m<sup>2</sup> de stock, et toujours des prix imbattables.

Ex : plastique en 4 m de large, ultra-résistant, traité antistatique Scotchgard, 38,50 F le m<sup>2</sup>. Attention : lot à saisir, stock limité, 5 % de remise sur présentation de cette annonce.

Artrec, 5 dépôts en région parisienne, Le Kremlin-Bicêtre, 8, rue Roger-Salengro (à 150 m porte d'Italie). Tél. : 46-68-81-12.

## CARNET DU Monde

## Naissances

Alexandre  
à le plaisir de faire part de sa venue sur-  
tutto depuis le 16 juin 1992, à Enghien-  
les-Bains, et remercie affectueusement

Sauvage et Pierre Alain QUENET,  
ses heureux parents.

Florence MOTTE  
et  
Philippe CARNIEL

font part de la naissance de  
Quentin, François-Xavier,  
le 26 juin 1992,

et de leur mariage, célébré le 15 juin.

Juliette BRESAC  
et  
Igor URESOLA,

ont la joie d'annoncer la naissance de  
Trianne,  
le 18 juin 1992.

25, rue Richard-Lenoir,  
75011 Paris.

## Décès

M. (†) et M<sup>me</sup> Philippe Tiberghien,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Chouquet,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Carrois,  
Sœur Elisabeth Corty,  
religieuse bernardine,  
M. et M<sup>me</sup> Ferdinand Corty,  
ses frères et sœurs,  
ses neveux et petits-neveux,  
la communauté du prieuré Notre-  
Dame-d'Espérance de Croixraul  
(Somme) font part du décès de

Frère Félix CORTY,  
survenu pieusement dans sa soixante-  
septième année, à Tourcoing (Nord),  
le 27 juin 1992.

Les obsèques ont lieu mardi 30 juin,  
à 10 h 30, en l'église du Sacré-Cœur de  
Tourcoing et l'inhumation à Baillet  
(Nord).

« Bienheureux les cœurs purs, car  
ils verront Dieu. »  
Mat. V.

M<sup>me</sup> Fernand Deletré,  
née Martin,  
son épouse,  
Le docteur Yves Deletré et M<sup>me</sup>,  
Françoise Deletré,  
sont enfants  
François et Marie-Laure Deletré,  
ses petits-enfants,  
Les familles Deletré, Poudevigne,  
Martin, Chéreau, Bézola, Bellon, Bard,  
Coulaine et Jean-Baptiste Adégar,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand DELETRÉ,  
ingénieur de l'INSEP,  
survenu le 26 juin 1992.

Prière pour lui !

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992, à 15 h 30,  
en l'église Notre-Dame de Boulogne,  
avenue Jean-Baptiste-Clement, où l'on  
se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
Nouveau de Boulogne, avenue Pierre-  
Grenier, dans la sépulture de famille.

6, rue de l'Abreuvoir,  
92100 Boulogne.

Collette Lewiner,  
présidente-directrice générale,  
Serge Lefranc,  
directeur général,  
Et les collaborateurs des sociétés  
SGN et USSI,  
ont la douleur de faire part du décès de

Fernand DELETRÉ,  
directeur du personnel  
et des relations humaines,  
membre du comité exécutif,  
survenu le 26 juin 1992.

Valérie, Olivia, Alexandre  
et Violaine,  
ses enfants,  
et Alexandre-Nicolas,  
ses petits-enfants,  
Et toute sa famille,  
ont la tristesse de faire part de la mort  
de

Nicolas MOULLE,  
survenue le 26 juin 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
2 juillet 1992, à 15 heures, à Saint-  
Bonnet-Tronçais (Cher).

34, boulevard de l'Hôpital,  
75005 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
2 juillet 1992, à 15 heures, à Saint-  
Bonnet-Tronçais (Cher).

34, boulevard de l'Hôpital,  
75005 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
2 juillet 1992, à 15 heures, à Saint-  
Bonnet-Tronçais (Cher).

34, boulevard de l'Hôpital,  
75005 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
2 juillet 1992, à 15 heures, à Saint-  
Bonnet-Tronçais (Cher).

34, boulevard de l'Hôpital,  
75005 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
2 juillet 1992, à 15 heures, à Saint-  
Bonnet-Tronçais (Cher).

34, boulevard de l'Hôpital,  
75005 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
2 juillet 1992, à 15 heures, à Saint-  
Bonnet-Tronçais (Cher).

34, boulevard de l'Hôpital,  
75005 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
2 juillet 1992, à 15 heures, à Saint-  
Bonnet-Tronçais (Cher).

34, boulevard de l'Hôpital,  
75005 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
2 juillet 1992, à 15 heures, à Saint-  
Bonnet-Tronçais (Cher).

34, boulevard de l'Hôpital,  
75005 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
2 juillet 1992, à 15 heures, à Saint-  
Bonnet-Tronçais (Cher).

34, boulevard de l'Hôpital,  
75005 Paris.

Le 31 mai 1992, à Moulin-les-  
Metz (Moselle).

Axel FROHLICH,  
nous quitte.

Ses grands-parents, sa mère, son ami,  
qui l'ont aimé.

M<sup>me</sup> Pierre F. Rivière,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Domolique Rivière  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Rouffiac  
et leurs enfants,  
Ses enfants et petits-enfants,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre F. RIVIERE,  
survenu le 25 juin 1992, dans sa  
soixante-septième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi  
1<sup>er</sup> juillet 1992, à partir de 14 heures,  
en la chapelle du Père-Lachaise, puis à  
15 h 30 au crématorium.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, rue de Montval,  
75016 Paris-Montparnasse.

M. René Roos,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Philippe Roos,  
M. et M<sup>me</sup> Rémy de Rico,  
ses enfants,  
Myriam Roos,  
Nicolas, Antoine et David de Rico,  
ses petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Wiener Newton  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Francis Wiener Newton  
et leur fils,  
ses frères, belles-sœurs, neveux et oïdes,  
ont la profonde douleur de faire part  
du décès de

M<sup>me</sup> René ROOS,  
née Antoinette Wieser,  
survenue le 19 juin 1992, dans sa  
soixante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus  
stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

143, rue de Longchamp,  
6, rue Ernest-Delolme,  
9, boulevard Richard-Wallace,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

M<sup>me</sup> Angéline Taboada,  
Isabel et Bernard Leonetti-Taboada,  
Mario Taboada,  
Manoel Leonetti,  
Sophie Leonetti,  
ses frères et sœurs,  
Ses beaux-frères et belles-sœurs,  
Ses neveux et nièces,  
Ses amis de France et d'Espagne,  
ont la tristesse d'annoncer le décès de

José TABOADA,  
survenu le 27 juin 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mardi 30 juin, à 16 heures, en  
l'église Saint-Germain de Charonne,  
Paris-20<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il a combattu pour que la France  
reste libre, terre d'asile, terre d'ac-  
cueil, où il a choisi de vivre et où il  
repose maintenant. Continuumus »

Services religieux

Pour le premier anniversaire du  
décès de leur très cher et adoré fils,  
papa, mari, frère et oncle,

Fredy COHEN  
(restaurant Le Petit Dominique),  
tragiquement arraché à l'affection des  
siens, des prières seront dites le lundi  
29 juin 1992, à 18 h 30, en la syna-  
gogue, 28, rue Buffaut, Paris-9<sup>e</sup>.

Ta mamen ne l'oubliera jamais, mon  
amour.

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du  
décès de

Paul TANNOUS,  
une messe sera célébrée, le jeudi 2 juillet  
1992, à 18 heures, en l'église Saint-  
Julien-le-Pauvre, Paris-5<sup>e</sup>.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-66-28-94  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 96 F  
Abonnés et actionnaires : 85 F  
Communiants divers : 100 F  
Thèmes étudiants : 55 F

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

57 8 20 35 45 9

## Soutenances de thèses

Institut d'études politiques de  
Paris, mardi 30 juin 1992, à 16 heures,  
salle 401, 56, rue des Saints-Pères,  
Paris-7<sup>e</sup>. M. Chanyong Park : « La  
répartition des revenus, le bien-être  
social et la redistribution : analyse  
théorique appliquée au cas de la  
Corée ». Doctorat en sciences écono-  
miques.

M. Taoufik Ben Hanaoui soutendra  
sa thèse de doctorat : « Le modèle de  
substitution des exportations : cas de la  
Tunisie », le mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992, à  
10 heures, à l'université Paris-X-  
Nanterre, bat. G, salle E-07.

Institut d'études politiques de Paris,  
mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992, à 14 h 30, salle  
André-Siegfried, 30, rue Saint-Guil-  
laume, Paris-7<sup>e</sup>. M. Pascal Vennesson :  
« L'institutionnalisation de l'armée de  
l'air en France (1890-1934) ». Thèse de  
doctorat en sciences politiques et habilita-  
tion à diriger des recherches.

Nos abonnés et nos actionnaires,  
bénéficiant d'une réduction sur les  
insertions dans « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir nous com-  
muniquer leur numéro de référence.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel  
du dimanche 28 juin 1992 :

UN DÉCRET  
N° 92-559 du 25 juin 1992  
relatif à l'application des articles  
L.11 à L.11-6 du code de la route.

DES ARRÊTÉS  
Du 25 juin 1992 relatif à la  
formation spécifique des conduc-  
teurs en vue de la reconstitution  
partielle du nombre de points ini-  
tial de leur permis de conduire ;  
Du 25 juin 1992 relatif au  
brevet d'animateur pour la formation  
des conducteurs responsables d'infrac-  
tions.

DES CIRCULAIRES  
Du 25 juin 1992 relative à la  
mise en place du permis de  
conduire à points ;  
Du 25 juin 1992 relative aux  
modalités pratiques de la for-  
mation spécifique destinée aux  
conducteurs responsables d'infrac-  
tions.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5812

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X  
XI

HORIZONTALEMENT

I. C'est une fine mouche.  
II. Offrent à la vue certains reliefs.  
III. Mot d'affection sans charme  
aucun pour l'oreille. Sigle.  
IV. Parcours en Extrême-Orient.  
Mise à sec. - V. Ne pensent qu'à  
chanter. - VI. Obligait à tenir la  
barre. - VII. Volée espagnole.  
VIII. Rapidement emballée et faci-  
lement emportée. - IX. D'un auxi-  
liaire. Eventuellement capables de  
s'élever. - X. Frêle se vie durant.  
XI. Terme musical. On a intérêt à  
les pousser quand ils sont bons.

VERTICALEMENT

1. Rend esclave une mère. -  
2. Son homme n'est pas n'importe  
qui. Dans le nom d'une commune  
des Vosges. - 3. Lettre. Racon-  
tera. - 4. Prénom. Ennemie des  
débordements. - 5. Autre les  
brocards. Symbole. Pour certains,  
c'est la plus haute des perspec-  
tives. - 6. Désinence verbale. A ne  
pas laisser filer. - 7. Livre penseur  
(épêlé). Capable de mordre. -  
8. Roi morose. Utile pour parer. -  
9. Travillent dans les futures.

Solution du problème n° 5811

Horizontalement

I. Antipodistes. Pe. - II. Nain.  
Gris. Ses. - III. Arrivé. Sn. Sucs.  
IV. Gratte. Fantoche. - V. Rani.  
Affiance. - VI. Attagène. Neuf. -  
VII. Mè. Taccu. Cess. -  
VIII. M. i. i. o. g. r. a. p. h. e. -  
IX. Er. Verr. lo. - X. Sta. Cata-  
pulta. - XI. Sem. Mixeurs. -  
XII. Rabot (cf. « Adam »). Moie.  
Vire. - XIII. Evadé. Entrée. A.M. -  
XIV. Maçons. Discerné. - XV. E.  
Nommée. Usité.

Verticalement

1. Anagramme. Crème. - 2. Nar-  
rateurs. Aval. - 3. Tirant. Tabac.  
4. Initiative. Odon. - 5. Et. Gacé.  
Stino. - 6. Ogro. Ecorce. S.M. -  
7. Da. Anagramme. - 8. Ir. Fleu-  
ret. Onco. - 9. Sisel. Da. Amitté.  
10. Ténis. Ploiers. - 11. Et. Ta.  
Choux. Eau. - 12. Sonné. Lavée.  
- 13. Succès. Etui. Ri. -  
14. Pêcheuse. Errant. - 15. Esse.  
Fève. Senné.

GUY BROUTY

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE OPTORG

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 25 juin 1992, n'a approuvé les  
comptes de l'exercice 1991 qui se soldent par un bénéfice net de 29 134 288 F  
contre 27 505 054 F.

Elle a décidé la mise en paiement le 16 juillet 1992 d'un dividende global  
de 15,75 F représenté par un dividende net de 10,50 F auquel s'ajoutera un  
avoir fiscal de 5,25 F.

BIMP Banque Industrielle  
& Mobilière Privée

SIEGE SOCIAL A PARIS 8 - 22, RUE PASQUIER

Lors du Conseil d'Administration de la BIMP réuni le  
24 juin 1992, le Président M. Charles FROISSART a  
exprimé le souhait d'abandonner ses fonctions. Cette  
demande a été acceptée par le Conseil qui a nommé  
M. Hervé de CARMOY, Président-Directeur Général.

SODEXHO  
RESTAURATION ET SERVICES

Les comptes semestriels consolidés arrêtés au  
29 février 1992 et publiés au BALO du 29 juin 1992 font  
ressortir :

- un chiffre d'affaires de 4 699 786 000 F, en progres-  
sion de 10,5 % par rapport à celui du premier semestre de  
l'exercice précédent ;

- un résultat net consolidé part du Groupe de  
101 635 000 F.

En l'état actuel de nos informations, pour l'ensemble  
de l'exercice 1991/1992, la croissance du résultat proven-  
nant des opérations courantes du Groupe devrait être  
d'environ 20 %.

A taux de change constants, elle correspondrait à la  
progression de 25 % annoncée lors de l'Assemblée Géné-  
rale du 25 février 1992.

INFORMATIONS FINANCIÈRES SODEXHO S.P.A. 1992

Vannes GACHOT  
la QUALITE

- HPO du TUV allemand.

La société GACHOT S.A. (dont la filiale « SYSTRAN » a  
été introduite au Hors Cote en  
février dernier) fabrique de la  
Robinetterie Industrielle utilisée  
dans tous les secteurs de  
l'industrie (Chimie - Pétrochi-  
mie - Pharmacie - Agro-al-  
imentaire - Sidérurgie -  
Nucléaire - Travaux publics,  
etc.).

GACHOT a obtenu la certifi-  
cation AFAP (Association  
Française pour l'Assurance  
Qualité).

A la date du 3 février 1992, seu-  
les 10 sociétés de robinetterie  
dont 8 en robinetterie indus-  
trielle ont obtenu cette certifi-  
cation. L'audit effectué par  
l'AFAP en février 1992 a  
confirmé cette certification.

GACHOT possède aussi les  
attestations :

- RAQ2 décernée par la DGA  
(Direction Générale de l'Ar-  
mement).

L'activité robinetterie de  
GACHOT S.A. s'est élevée,  
pour le premier trimestre 1992,  
à 40.987.828 francs (+ 0,5 % par  
rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 1991).  
Malgré une conjoncture diffi-  
cile dans la profession,  
GACHOT devrait connaître  
un regain d'activité et les  
résultats d'ici fin août seront  
en progression par rapport à  
l'année dernière.

L'objectif de chiffre d'affaires  
pour 1992 est maintenu à  
163 MF.

Les actionnaires sont convo-  
qués à l'Assemblée Générale  
qui se tiendra au siège social,  
mardi 30 juin 1992 à 10 heures.

Société au capital de 728.000 actions de 100 francs nominal,  
cotée au Hors



## Carrières Européennes en Entreprises



Cet important groupe international s'est affirmé dans le secteur de la mode par la qualité et l'originalité de ses créations. Il recherche aujourd'hui pour développer ses activités en France:

### 4 AGENTS COMMERCIAUX

Paris - Lyon - Aix en Provence - Bordeaux

Ils auront la responsabilité, sur leur secteur respectif, du lancement d'une marque américaine d'une nouvelle ligne de produits "casual wear", depuis l'introduction du concept dans les magasins de prestige jusqu'au développement commercial. Pour ces postes, nous recherchons de véritables professionnels, représentant déjà 2 ou 3 mar-

ques reconnues dans le domaine de la mode. Nous considérerons également les candidatures de distributeurs disposant de leur propre réseau. Ecrire à Catherine VERDIER en précisant la référence B/5053. PA Consulting Group - 3 rue des Graviers 92521 Neuilly Cedex - Tél.: 40 88 79 52.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

### SWITZERLAND THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS

an international institution located in Basle with approximately 440 members of staff from 22 countries

wishes to recruit two:

#### BUSINESS ANALYSTS

to provide business analysis and project management support for the implementation of information systems in the Banking, Accounting and Funds Transfer areas. The duties will include, inter alia:

- analysing user requirements;
- preparing functional specifications;
- evaluating solutions (package or tailor-made);
- carrying out cost/benefit analyses;
- co-ordinating information system projects.

Candidates should have at least five years' experience as a business analyst or project manager in the financial services industry, with a specific focus on accounting and budgetary control and/or back office environments (Reference No. 92123) or on investment and portfolio management (Reference No. 92124).

Other requirements are very good written and oral communication abilities in both English and French as well as interpersonal skills; a working knowledge of German would also be an advantage.

The Bank offers attractive conditions of employment in an international atmosphere and the facilities of its own sports centre. The appointments will be on a four-year contract basis and candidates should be prepared to live in Switzerland.

Applications should be sent in English, together with a recent photograph and references, to the Personnel Section, Bank for International Settlements, 4002 Basle, Switzerland, quoting the relevant reference number.

Notre groupe d'origine allemande (Ruhr) a deux caractéristiques majeures : son métier et son internationalisme.

Son métier : l'élaboration de pièces de fonderie, bronze et alu destinées à l'industrie mécanique.

Son internationalisme : nous sommes en effet présents à l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud.

### EXPORT MANAGER (membre du comité de direction)

Les langues impératives au quotidien, en plus de l'allemand, sont le français et l'anglais.

Nous donnerons notre préférence à un homme de formation technique, rompu à la négociation et disponible pour de fréquents déplacements. Directement rattaché au Président, il apportera la capacité et l'expérience lui permettant de participer à l'élaboration des

stratégies export du groupe, tout en étant présent sur le terrain.

Poste basé dans la Ruhr.

Notre Conseil, MOOG S.A., qui nous connaît bien, se fera un plaisir de vous en dire davantage lors d'un entretien confidentiel.

Nous vous remercions de lui faire parvenir votre dossier, sous réf. EM/MO/30.06.

PARIS  
39, avenue  
des Champs-Élysées  
F 75008 PARIS

STRAUBOURG  
International Airport  
Strasbourg  
"Le Petit Ciel"  
Allée de l'Europe  
F 67500 ENTZHEIM

FRANKFURT  
Frankfurt Airport  
Center  
P.O. Box 750423  
D 6000 FRANKFURT  
AM MAIN 73

Conseil en management franco-allemand  
Die deutsch-französische Personalberatung

**MOOG**  
DOF

226 000  
LECTEURS CADRES  
SUPÉRIEURS d'entreprise.  
Le Monde est le  
premier quotidien  
d'informations  
généralistes des cadres  
supérieurs d'entreprise.  
(AFSCF 91)

## International

### LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

souhaite faire appel à

#### DE JEUNES FEMMES ET DE JEUNES HOMMES, DIPLOMÉS UNIVERSITAIRES (pas d'expérience professionnelle requise)

en vue de pourvoir, dans le courant du premier trimestre 1993, à environ 150 postes.

Elle envisage d'organiser prochainement un concours général pour le recrutement d'

#### ADMINISTRATEURS ADJOINTS grade A8

grade de début de la carrière A qui permet d'accéder aux plus hautes fonctions administratives de la Commission.

Les tâches de ces jeunes fonctionnaires consistent à effectuer des travaux de réflexion, d'étude et de conception pour la mise en œuvre des politiques des Communautés européennes.

A titre indicatif, le salaire mensuel net de base d'un fonctionnaire A8 est d'environ ECU 3000 (\*)

Le recrutement aura lieu au cours du premier trimestre 1993, principalement à Bruxelles et Luxembourg.

L'avis de concours, qui précisera les conditions d'admission et le calendrier, sera publié au Journal Officiel des Communautés européennes, en principe dans le courant du mois de juillet 1992. Si une carrière dans la fonction publique européenne vous intéresse, surveillez la parution de cet avis de concours, qui sera également annoncée par les organes de presse ayant publié la présente information, ou informez-vous régulièrement auprès du Bureau de la Commission à PARIS ou MARSEILLE.

Commission des Communautés européennes, Bureau de Représentation en France, Service Concours, 288, Bd St-Germain, 75007 Paris, Bureau à Marseille, C.M.C.I., rue Henri Barbusse 2, 13241 Marseille-Cedex 01.

La Commission pratique en faveur de son personnel une véritable politique d'égalité des chances entre femmes et hommes.

\* un ECU en monnaie (juin 92): BEC 42,31; DKR 7,92; DM 2,05; DRA 244,78; PTA 128,27; FF 6,90; IRL 0,76; LIT 1.548,81; LUF 42,31; HFL 2,31; ESC 170,42; UKL 0,69.



## Le Monde

### SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes	locations non meublées offertes	propriétés	villas	terrains
<b>3<sup>e</sup> arrdt</b> MARAIS, Centre POMPIDOU prie. imm. classé. BEAU 2 P. 48 m², est. cul., s.d.b., wc. 3 pc. asc. Cuis. Cuis. 800 000 F. 43-04-35-36	<b>20<sup>e</sup> arrdt</b> MÉTRO, GAMBETTA BEAU 2 P. cul., ent., s. de bain, wc. 3 pc. Rangement facile terrain. 580 000 F. 43-04-84-48	<b>Paris</b> PARIS 17 <sup>e</sup> , 5 P., 140 m². 14 762,60 F + 850 F charges. 48-74-85-84	<b>AUX-EN-PROVENCE</b> Site unique, près du centre, vue sur Saint-Victor. Très belle villa neuve, près de la mer, 187 m² habitable + dépendances. Jardin aménagé. 2 850 000 francs. IMMOBILIER CONSEIL Tél.: 42-27-81-78.	<b>VENTE VOLONTAIRE</b> LUXEMBOURG (MURS) dernier et splendide terrain 1,23 ha. COR 250 m², pour une ou 2 maisons. Au plus offrant. à JULIET 1992. Paris: 08-07-01-80 Fax: 89-82-97-40.
<b>5<sup>e</sup> arrdt</b> HAUBERT, DUPLEX 70 m² 6 <sup>e</sup> asc. Cuis. Impeccable. Dalle iv. + chère. Sols. SANTANDREA. 40-70-07-16	<b>92</b> <b>Haute-de-Seine</b> <b>BOULOGNE</b> Proximité métro Livraison immédiate 4 PCES - 102 m² - 3 <sup>e</sup> étage Superbe apt. 45 m², 3 chbres Prix: 2 880 000 F Parking inclus	<b>Paris</b> PARIS 17 <sup>e</sup> , 5 P., 140 m². 14 762,60 F + 850 F charges. 48-74-85-84	<b>bureaux</b> <b>bureaux</b>	
<b>6<sup>e</sup> arrdt</b> R. DES BONS-ANGELINS IDEAL PIED-A-TERRER BEAU VOLUME 35 m² ENV. 2 P. SOUT. 40-70-07-16	<b>BREQUET</b> 47-58-07-17 <b>Province</b> Cote, Porto-Vecchio. Admiration internationale à 20 km (Pignu). A 100 mètres des plages de sable fin du golfe, sans route à traverser et à 2 500 m de toutes commodités. Dans un ensemble de 24 villas, avec piscine privée, possé- dant de « résidence principale » d'environ 50 m² habitables + terrasse de 25 m², barbe- cues. Pour 8 personnes, confort, meublé. Fourniture charges, très bon rapport locatif: 10 %. Prix: 1 700 000 F ou 48-86-80-71.	<b>immeubles</b> <b>14<sup>e</sup> ALESIA</b> Pour investisseurs. Fac. pierre de t. R. + 5 asc. et R. + 4 21 appart + 2 comm. ensemble 600. (1) 42-86-01-08	<b>Locations</b> VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et services. 43-85-17-50	<b>pourquoi investir 450 000 F QUAND ON PEUT INVESTIR 3 FOIS MOINS</b> Réaliser une économie de plus de 320 000 F*, soit près des 3/4 de la valeur du logement, c'est en effet l'opportunité exceptionnelle que nous vous proposons de saisir aujourd'hui. De plus, votre appartement, entièrement meublé et équipé, situé dans une résidence de tourisme classée 2 étoiles, face au port de plaisance d'Etel (Bretagne sud) et à proximité immédiate des plages de sable fin, offre tous les ingrédients d'un excellent investissement et donc d'une bonne plus value. * 40% hors frais de notaire: acquisition en propriété financière à l'aide d'un prêt d'apurement sur 15 ans au taux de 6,32 %. nous réverser de 400 à 300 euros. Ecarter de 270 000 F en cas de location à 1 euro d'un prêt au TEG de 11 %
<b>10<sup>e</sup> arrdt</b> RÉPUBLIQUE, imm. récent. 3 P. BELLE TERRASSE Sylvandre: Solaire, Cuis., wc, bns. 1 <sup>e</sup> et 2 <sup>e</sup> étages et cave. Dépend. 738 000 F. 43-04-84-48	<b>appartements achats</b> Reçu URGENT 100 à 120 m² PARIS. Préfère 3 <sup>e</sup> , 6 <sup>e</sup> , 7 <sup>e</sup> , 14 <sup>e</sup> , 15 <sup>e</sup> , 16 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> . Prix comp. chez nous. 43-73-48-07	<b>locations non meublées demandées</b> <b>Région parisienne</b> <b>EMBASSY SERVICE</b> recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLES et BUREAUX T. (1) 45-62-30-00	<b>IMMOBILIERE PARIS BRETAGNE</b> 82, rue Blanche - 75009 PARIS ou téléphonez au (16/1) 40.16.05.04 (Paris) (16) 97.21.93.21 (Bretagne)	
<b>11<sup>e</sup> arrdt</b> M <sup>e</sup> VOLTAIRE, bel imm. Splendide 2 P. cul., wc, bns. 1 <sup>e</sup> et 2 <sup>e</sup> étages et cave. Dépend. 738 000 F. 43-04-84-48	<b>14<sup>e</sup> arrdt</b> <b>A SAISIR</b> Appartement vend. rénové. 3 PCES. 5 <sup>e</sup> étage, asc. Vue dégagée. 1 300 000 F. Séj. meublé et joué. 46, R. DE LA SAINTE			
<b>12<sup>e</sup> arrdt</b> PLACE NATIONAL PIERRE BEAU 2 P. CUIS. Cuisine, tout confort. 1 <sup>e</sup> et 2 <sup>e</sup> étages et cave. Dépend. 889 000 F. 43-04-84-48				



## VIE DES ENTREPRISES

La réforme des PTT

## Accord sur le reclassement des agents de La Poste et de France-Télécom

La Commission supérieure du personnel et des affaires sociales (COSPAS) des PTT a adopté jeudi 25 juin le projet de reclassement des 450 000 agents de La Poste et de France-Télécom. A compter du 1<sup>er</sup> juillet, le personnel de ces deux établissements publics bénéficiera d'une « revalorisation très significative des salaires grâce à l'adoption de nouvelles échelles indiciaires ».

Les grilles indiciaires seront raménées de quarante-quatre à vingt-sept, le nombre de grades sera également réduit (de 111 à 87) et la

catégorie D sera supprimée. Au total, cette réforme doit se traduire, selon les catégories, par un gain salarial de 600 à 700 francs par mois. Les représentants CFDT, FO et CFTC ont approuvé cette opération de reclassement, alors que la CGT s'y est opposée.

La direction et les syndicats de La Poste et de France-Télécom doivent maintenant s'entendre sur une refonte du système de classification. Les quatre catégories de la fonction publique seront abandonnées au profit d'un classement des emplois

par fonction. Les agents exerçant le même métier auront donc un grade identique.

D'autre part, un accord introduisant un mécanisme d'intéressement à France-Télécom a été conclu jeudi avec l'approbation de la CFDT, de FO, de la CFTC et de la CFE-CGC. Conclu pour la période 1992-1994, il exposera sur des critères nationaux (productivité, résultats d'exploitation) et locaux (objectifs spécifiques de rentabilité et de qualité).

J.-M. N.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RÉSULTATS

□ **Generali**: primes récoltées en hausse de 16,4 % pour 1991. - Le groupe d'assurances italien Generali a enregistré en 1991 une hausse de 16,4 % du total des primes récoltées, qui ont dépassé 18 000 milliards de francs (environ 80 milliards de dollars), a indiqué samedi 27 juin le président du groupe Eugenio Coppola di Cannano, lors de l'assemblée générale de la société triestine. M. Coppola a donné ces indications, concernant les 74 compagnies d'assurance et 114 sociétés financières du groupe opérant dans une quarantaine de pays, en marge de l'assemblée des actionnaires, qui a approuvé les comptes de la société italienne Generali (bénéfices nets de 380 milliards de francs, 1,7 milliard de dollars), sur une récolte de 7 222 milliards de francs de primes (32 milliards de dollars).

□ **Le groupe Colas** a multiplié par trois ses fonds propres. - Le groupe Colas - filiale de Bouygues - a vu son chiffre d'affaires (12,4 milliards de francs) progresser de 6 % en 1991. Il emploie 22 300 salariés et est implanté dans une trentaine de pays. Son bénéfice net s'élève à 318 millions de francs, ses fonds propres ont été multipliés par trois en cinq ans et ses capacités d'auto-financement (866 millions de francs) sont supérieures à ses investissements nets (494 millions de francs). L'entreprise a pris pied récemment en Tchécoslavaquie, en Ukraine, en Hongrie et en Roumanie.

## CESSION

□ **Darnel (meubles)** va prendre le contrôle de Pier Import. - Propriétaire depuis février 1991 de 70 % de Pier Import (objets et meubles exotiques), la famille Tauret veut en céder le contrôle à la société de meubles Darnel Expansion, dont elle

détient également 69 % du capital. Ce rapprochement doit permettre un enrichissement de la gamme, une redistribution de certains points de vente, un regroupement des services centraux et une optimisation financière du nouvel ensemble. L'actionnaire majoritaire des deux sociétés proposera, sous réserve de l'accord du Conseil des Bourses de valeurs, une opération de marché aux actionnaires minoritaires de Pier Import. Ses modalités (prix et financement) seront communiquées à l'issue d'une évaluation en cours. Cette opération s'inscrit dans un projet à terme de demande de radiation de la cote de Pier Import. Les réunions d'information prévues par Pier Import et Darnel les 30 juin et 7 juillet sont reportées à une date ultérieure.

## NOMINATIONS

□ **M. Serge Milhaud** devient PDG de Vitell. - L'assemblée générale de Vitell, réunie vendredi 26 juin, a transformé les structures de direction de cette filiale de Nestlé. Elle a abandonné la structure de direction de conseil de surveillance pour celle de société de conseil d'administration. M. Serge Milhaud, responsable du pôle « eaux minérales » de Nestlé, a été nommé président-directeur général. M. Alain Dorfiner, président du conseil de surveillance, a été nommé président d'honneur de Vitell.

□ **M. François Heilbrunner** devient président de la CEE. - A l'issue du conseil d'administration du Groupe des assurances nationales (GAN), qui s'est tenu lundi 29 juin dans la matinée, M. François Heilbrunner a été reconduit à la présidence de la compagnie d'assurances.

Une décision qui devrait être entérinée par le conseil des ministres du mercredi 1<sup>er</sup> juillet.

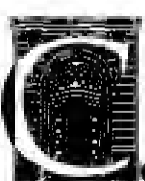
## INVESTISSEMENT

□ **NEC intensifie sa production de puces en Californie**. - Le japonais NEC corp. numérote un mondial des microprocesseurs informatiques, a décidé de poursuivre son projet de production de puces dans son usine de Californie ouverte en novembre 1991 et y consacrant 200 millions de dollars (1,1 milliard de francs), a annoncé récemment un porte-parole. La production de microprocesseurs DRAM (four-megabit dynamic random-access memory) de l'usine de Roseville - dans laquelle NEC a déjà investi 400 millions de dollars (environ 2,2 milliards de francs) - sera portée d'ici à la fin de l'année prochaine à 30 000 unités par mois au lieu de 10 000 actuellement, a précisé ce porte-parole.

## MANAGEMENT

□ **Arjo Wiggins** : départ de M. Walls pour divergences sur l'avenir du groupe. - M. Stephen Walls, directeur général d'Arjo Wiggins Appleton, quittera le groupe papier d'ici à la fin de l'année en raison de « divergences sur le développement futur du groupe et sa direction », indique Arjo Wiggins dans un communiqué. M. Stephen Walls, quarante-quatre ans, avait piloté la fusion intervenue en décembre 1990 entre le groupe anglais Wiggins Teape Appleton et le français Arjo-mart Prioux, qui devait donner naissance au premier groupe papeter de la CEE. Auprès du groupe, on indiquait que le départ de M. Walls se faisait « en douceur », puisque celui-ci resterait encore sept mois pour préparer sa succession, qui sera annoncée « en temps utile ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compagnie Financière de Paribas

## PROCHAIN DEPOT DE L'O.R.E. SUR POLIET

Lors de l'annonce le 29 avril dernier, de la cession de Ciments Français à Italcementi, la Compagnie Financière de Paribas a annoncé son projet de constituer autour de Lambert Frères & Cie, un nouveau Poliet. Ce nouveau Poliet, qui sera largement désendetté, pourra se consacrer entièrement au développement des 6 secteurs d'activités dans lesquels sa maîtrise est reconnue.

Cette transformation commencera le 10 juillet avec la tenue des Assemblées Générales Extraordinaires de Poliet et de Lambert qui approuveront, notamment, le transfert des actifs de Poliet. Elle s'achèvera par l'absorption de l'ancien Poliet par la Compagnie Financière de Paribas après que Lambert Frères aura pris le nom de Poliet.

Le Conseil de Surveillance de la Compagnie Financière de Paribas, qui s'est réuni le 25 juin 1992 sous la présidence de M. François-Poncet, a autorisé le Directoire à déposer une offre publique d'échange visant les actions et les obligations remboursables en actions Poliet.

Les parités proposées sont :

- ou - 2 actions ordinaires Lambert Frères et Cie pour 1 action Poliet ;
- 4 actions ordinaires Lambert Frères et Cie plus une soule de F 640 pour 3 actions ordinaires Poliet ;
- et - 2 obligations remboursables en actions Lambert Frères et Cie pour 1 obligation remboursable en actions Poliet.

Après accord des autorités boursières, cette offre devrait se dérouler du 16 juillet au 5 août 1992.

A l'issue de cette opération, Lambert Frères & Cie reprendra le nom de Poliet.

PARIBAS ACTIONNAIRIAT  
3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 95 17 88

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 29 juin

Calme

La semaine a démarré dans le calme lundi 29 juin et l'indice CAC 40 restait stable en début d'après-midi, après avoir enregistré une très minime baisse à l'ouverture (-0,02 %). Le marché manque de stimulants, les acheteurs ne sont pas là, personne n'a envie de rien, se déstabiliserait un intervenant tant qu'un autre ajoutait : « il ne se passe rien, il suffit de regarder le volume (180 millions après quelques minutes de transactions) ». Les investisseurs n'attendent pas d'informations particulières, les assemblées générales des grandes entreprises, qui ont commencé à se tenir, ne semblent pas pouvoir réveiller les échanges, estimait un analyste, pour qui le marché devrait continuer de glisser.

Seule la mise sous surveillance par Moody's de la dette de la Société générale provoque quelques interrogations dans les salles de marché. Autre sujet de préoccupation : la dégradation du secteur immobilier et ses conséquences pour les banques. Les gestionnaires soupçonnent « des problèmes à venir, au niveau de leur bilan », selon un professionnel. Michel, après avoir obtenu en baisse vendredi, évoquait peu. Le groupe numérote un mondial du papier, dans le rouge au cours des deux exercices précédents, s'attend à une très bonne année 1992. Son patron, François Michelli, a déclaré, vendredi dernier 26 juin, à ses actionnaires réunis en assemblée générale annuelle qu'il s'attendait cette année à des bénéfices « importants », on notait COME, Métrologie, Gascogne et Sopar. En baisse on notait Sade, Fives-Lille et Oilep.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

Indice global de base 100 : 31 décembre 1991

1992-93 26-6-92

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4359	4398	Immo. Habitat	1040	1050
Amis Assoc.	240	235	Inter. Comput.	161	156
B.A.C.	38	38	I.P.B.M.	56	56
Banque Paribas	735	738	Locam.	71	71
Bolton (L.)	457	470	Mater. Comm.	221	218
Bolton (L.)	233	233	Mater.	174	174
C.A.I. de Fr. (C.L.I.)	760	725	Mater. Equip.	452	450
Calson	387	390	Publ. Filipp.	329	329
Carif	865	870	Reco. App. (L.)	93	93
CEGEF	165	163	Reco. Invest. (L.)	270	274
C.F.P.A.	1155	1170	Sopar	306	305
Colson	287	287	Thi.	484	483
Conforama	1219	1219	Thermador (L.)	362	375
Crois.	180	180	Unilog	234	240
Dagblin	305	307	Val et Cie	84	85
Delaunay	1000	1000	Y. St-Laurent Group.	840	830
Delaunay Worme Co.	352	353			
Dynast.	1210	1200			
Devil	176	167			
Dolans	114	90			
Edisons Belford	145	145			
Emp. Propriété	120	113			
France	120	113			
G.F.F. (L.)	67	65			
G.L.M.	370	370			
Gruyograph	136	137			
Guttol	800	840			
I.C.C.	198	199			
Manov.	85	85			

LA BOURSE SUR MINITEL  
**36-15** TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 26 juin 1992

Nombre de contrats estimés : 80 363

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	107,36	107,56	107,97
Précédent	107,26	107,54	107,98

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
109	0,13	0,52



**Cours relevés à 14 h 00**[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	% du net	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emis/ret. Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emis/ret. Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emis/ret. Frais incl.	Rachet net	
Obligations																					
OC OFI			OC OFI	213	215	Perfinco	182		Actlon			Actlon			Franc.	496 07	471 91	Préy, Comaul.		110 19	105 10
CLM			CLM	1367		Paris France	188		Agropar			Agropar	178 18		Franc. Parm	102 34	98 35	Préy, Comaul.	25633 86	26333 86	
CITIZIA (R)			CITIZIA (R)	2738		Paris Ontario	220	220	Parifinco			Parifinco	8807 38	8641 71	Franc. Rouss.	1228 38	1182 51	Préy, Comaul.	1010 60	985 85	
Emp. Ed. 9.8/77	123 90	7 40		316	322	Parifinco Euro	273	273 70	Amplu			Amplu	267950 27	267950 27	Franc. Rouss.	35 48	35 48	Préy, Comaul.	133 27	130 02	
Emp. Ed. 9.8/77	100 00	9 45	Comptel	505	504	Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	107 30	0 82	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	104 74	0 69	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.	175 68	780 37	
10.8/75 75/84	100 42	0 83	Comptel	3390		Parifinco Canada	1005		Amplu			Amplu	5258 08	508 30	Franc. Rouss.	41 35	41 33	Préy, Comaul.			



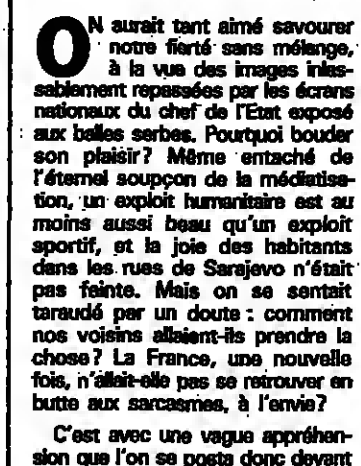




# RADIO-TÉLÉVISION

## IMAGES

## Vu d'Europe



«Eurojournal de «Continental» de FR 3 qui, tous les matins, diffuse les bulletins de la veille — ou du matin même — de nos principaux médias européens. On ne trahira jamais l'Europe. Si les gouvernements n'étaient pas prévénus de la visite de François Mitterrand, du moins leurs télévisions ne nous trahiraient-elles pas rigueur de ce secret.

Depuis le 6 sur-déclaration nationale (le gilet par-belles, l'ailé de l'événement présidentiel scotché à la hâte après une rencontre imprévue avec une camionnette présumée appartenir à une milice serbe, l'émotion des correspondants qui, l'hélicoptère envolé, n'en revenaient toujours pas, l'événement semblait

même plus incontestable encore, comme validé par la saine approbation unanime de nos voisins.

La large place accordée à la visite s'accompagne de commentaires souvent élogieux. « Les autres membres de la CEE *semblent avoir abandonné le problème à la discrétion de la présidence* », écrit de Skryewen (Grand-Bretagne) juste avant un massacre en règle de Jacques Delors par Mergent Thatcher.

La ZDF allemande, qui ouvre son bulletin d'information à la visite, salue le « grand courage personnel du président et la reconnaissance des habitants de Sarajevo, il a «porté l'oubli à un peuple qui se croit oublié», renchérissent

le «telediarlo» de TVE (Espagne), qui réagissait pourtant l'information après le tremblement de terre de Californie.

Du coup, on était presque surpris que la RAI (Italie) se contente de souligner que «les combats continuent, même après la visite de François Mitterrand». Il est vrai que l'événement était en concurrence avec la composition du nouveau gouvernement italien. Quant à la télévision russe, après la longue revue exhaustive des soubresauts de l'empire, du Nagorno-Karabakh à l'Ossétie, elle mentionnait brièvement une visite «humanitaire» du chef de l'Etat français... à Solit.

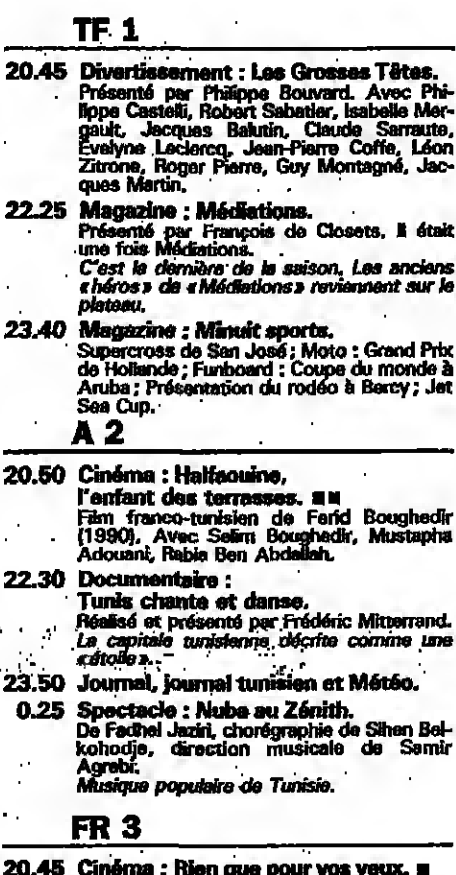
e valeur  
rat, pro-  
je, pas

dans un  
ainsi :  
ment à  
ommun-  
tation  
e pour  
i paie-  
visée  
bour-  
aux de  
ur, tel  
r l'in-  
ernier

ban-  
s que  
pour  
. Les  
àren1  
posi-  
erve  
bord  
(par  
titu-  
lant  
ntre  
iles,  
itué  
rice  
e et

ent  
an-  
le  
ion  
La  
bis  
m-  
m-  
nif-  
ist  
m  
à  
n  
n  
r  
1

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
 ▶ émis dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à voir ; ■ On doit voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.



Mardi : temps lourd et orageux. - Le matin, sur la moitié ouest du pays, à l'ouest d'une ligne Lille, Reims, Clermont-Ferrand, Perpignan, le ciel sera nuageux avec développement d'ondées, localement orageuses. Des brumes, brouillards, nuages bas, présents à l'aube, se dissiperont en cours de matinée.

Sur la moitié est, le matin, le ciel sera ensoleillé. Cependant, des nuages élevés pré-orageux seront assez nombreux. Au cours de la journée, le ciel orageux se généralisera à toute la

France. Ces orages seront, par endroits, violents avec pluies abondantes, grêle et vent fort. Les orages s'atténueront dans la nuit.

Les températures minimales seront comprises entre 14 degrés; et 18 degrés. Les températures maximales seront comprises entre 22 degrés et 26 degrés sur la moitié ouest, et 26 degrés à 29 degrés sur la moitié est. Le vent de sud à sud-ouest sera faible, se renforçant sous les orages.



## Lundi 29 juin

**22.55** Film britannique de John Glen (1981). Avec Moore, Moore, Caroline Bouquet, Topol.  
**Journal et Météo.**

**23.15** ► **Océaniques.** L'Arbre et le soleil : Max Prioux, Delavault et son pays, de Jean-Daniel Pollat.  
*Découverte du poète provençal, décédé en 1990.*

**0.30** **Sport :** Basket-ball.  
Finale du Tournoi olympique de Saragosse.

**CANAL PLUS**

**20.35** Cinéma : Gross Anatomy. ■  
Film américain de Thom Eberhardt (1980).  
Avec Matthew Modine, Daphne Zuniga,  
Richard Long


**22.20** Flash d'informations.

**22.25** Le Journal du cinéma.

**22.30** Cinéma : Histoire  
de garçons et de filles. ■■  
Film italien de Pupi Avati (1989). Avec  
Felice Andreasi, Davide Bocchini, Angiola  
Reggi (v.o.).

**0.00** Cinéma : La Note bleue. ■  
Film franco-allemand d'Andrzej Zulawski  
1981. Avec Jean-Louis Olymphé, Marie-  
Frédérique, Sophie Marceau.

**M 6**

**20.40** **Cinéma : Le Ninja blanc.**   
Film américain de Sam Firstenberg (1987).  
avec Michael Dudikoff, Steve James, Gary  
Conway.

**22.25** **Téléfilm :**  
**La Malédiction du pharaon.**  
De Philip Leacock, avec Robin Ellis, Harry  
Andrews.

**0.00** **Magazine : Culture rock.**  
Invité : Véronique Sanson.

**ARTE**

**20.35 Cinéma :** Eva. ■  
Film franco-italien de Joseph Losey (1962).  
Avec Jeanne Moreau, Stanley Baker, Véra  
Lisi.

**22.20 Téléfilm :**  
**Les Rigueurs du paradis.**  
De Bernard Sarfrik.  
*Dans un foyer de réfugiés à Bâle, l'histoire  
d'un amour impossible entre une femme  
d'Amérique du Sud et un homme d'Europe  
d'Israël.*

**FRANCE-CULTURE**

**20.30** **Le Grand Débat.** La polémique américaine sur le "politiquement correct" et le multiculturalisme. Avec Tom Bishop, Sophie Body-Gendrot, Pascal Bruckner, Françoise Gaillard, Denis Lacorne, Philippe Roger, Daniel Sellenave.

**21.30** **Dramatique.** After shave, d'Yvon Givry.

**22.40** **La Radio dans les yeux.** L'actualité des arts plastiques.

**0.05** **Du jour au lendemain.**

Avec Hubert Damisch (à J. Paris).

## FRANCE-MUSIQUE

**20.30** Concert (donné le 16 avril à la Sainte-Chapelle) : *Tenebrae Responsories*, de Gesualdo; *Motets* pour la passion, de Petrus; *Missa Tiburtina*, de Sweyne, par le Groupe vocal de Franck, dir. John Poole.

**22.30** Espace libre.

**23.10** Ainsi la nuit... Par Anne-Marie Raby. Œuvres de Franck, Beethoven.

**0.30** Dénoûche-notes.

## Mardi 30 juin

- De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05** **Départ** : Des vacances à la mer avec Jerry Kid.
- 20.15** **Diversissement** : La Classe.
- 20.45** **Les Aventures de Tintin**.  
Tintin et le Tour du monde de Stéphane Bernasconi, d'après Hergé.
- 21.35** **Magazine** : Faut pas rêver.  
Maurizine : le train le plus long du monde ;  
Pérou : Mister Good Bye ; Italie : le rive de  
Campino... le paléo.
- 22.25** **Journal et Médéo**.
- 22.45** **Faustillon** : Shasta Davis,  
gloire et fortune (1<sup>er</sup> épisode).
- 0.40** **Sport** : Basket-ball. Finale du Tournoi  
préolympique de Saragosse.

## CANAL PLUS

**13.35** **Cinéma :**  
*Histoire de garçons et de filles.* ■■  
Film italien de Pupi Avati (1989) (v.o.).

**15.05** **Magazine :** *Mon zénith à moi.*

**16.05** **Cinéma :** *Business obligé.* ■■  
Film américain de Jan Egleson (1990).

**17.30** **Sport :** *Basket-ball. Résumé du match*  
*États-Unis-Canada.*

**18.00** *Canaille peluche.*

**En clair jusqu'à 20.35**

**18.30** Ca carton.

**18.50** Le Top.

**19.20** Magazine : Nulle part ailleurs.  
Présenté par Philippe Gildes, Antoine de Caunes et Jérôme Bonaldi, Stéphane Treinieu.

**20.30** Le Journal du cinéma.

**20.35** Cinéma : Misery. ■■■  
Film américain de Rob Reiner (1990).

**22.15** Fresh d'Informations.

**22.25** Cinéma : Jackass de Nantas. ■■■■  
Film français d'Alain Varde (1991). Avec Philippe Maron, Edouard Joubesaud, Laurent Monnier.

**M 6**

**13.25** Série : Madame est servie (rediff.).  
**13.50** Série : L'Homme de fer.  
**14.40** Série : Destination danger.  
**16.45** Jeu : Quiz.  
**17.15** Magazine : Zygomachine.  
**17.35** Série : Brigade de nuit.  
**18.30** Série : L'Étalon noir.  
**19.00** Série : La Petite Maison dans la prairie.  
**19.54** Six minutes d'informations.  
**Météo, M 6 Finances.**  
**20.00** Série : Madame est servie.  
**20.35** Magazine : Écolo 6.  
**20.38** Météo des plages.  
**20.40** Téléfilm : Viens, on s'en va.

**22.50** Téléfilm :  
Dernière Mission à l'Ouest.  
De Lee H. Katzin.

**0.10** Six minutes d'informations.

**0.15** Magazine : Ecolo 6.

**0.20** Documentaire :  
Les Chemins de la guerre.  
1. L'Allemagne.

**ARTE**

19.00 Documentaire : Les Derniers Marranes.  
De Frédéric Brenner et Sten Nouman.  
Les Juifs oubliés du Portugal.

20.05 Documentaire : Le Mort du boulanger.  
De Frédéric Sabouraud.  
Portrait de l'île au Moines à travers le suicide de son boulanger.

20.35 Séries thématiques.  
Créer en Union soviétique.

20.35 La monde de l'art avant la Révolution.  
Serge Gergely, directeur du Centre de la Fondation du groupe Mr Jakovlevne (le Monde de l'art) et Léon Bakst, qui travailla pour les Ballets russes de Diaghilev. L'avant-garde russe et l'Occident.

21.00 Cinéma : Le Thème. ■■■■  
Film soviétique du Gleb Pantilov et Alexandre Chervinskiy, 1919.

22.00 Vladimir Vissotsky chante  
en français et en russe.

22.45 Documentaire : Créer en URSS.  
Montage de documents et d'archives.

23.40 Extrat de l'opéra *Viva avec un idiot*, sur un texte de V. Erofeyev, musique d'Alfred Bruckner, mise en scène de B. Bolokovsky.  
Dimitri Miskine, Iekaterina Petrovna.

**FRANCE-CULTURE**

**20.30 Archipel médecine.** Les pathologies du genou et leur nouveau traitement.

**21.30 Du réfugié à l'exilé.** La communauté du Sud-Est asiatique en France, quinze ans plus tard.

**22.40 Les Nuits magnétiques.** Le canal Saint-Martin, depuis le grisette.

**0.05 Du jour au lendemain.** Avec Myriam Ravault d'Allornes (la Persévérance des années)

**FRANCE-MUSIQUE**

**20.30** Concert (donné le 21 avril 1992 au grand auditorium de Radio-France) : musiques traditionnelles.

**22.30** Soliste.

**23.10** Ainsi la nuit...  
Œuvres de Čiáslav, Beethoven.

**0.30** Dépêche-notes.

TEMPÉRATURES maximas - a minima et temps observés									
Valeurs extrêmes relevées entre le 29-8-1952 à 18 heures TUC et le 29-8-1952 à 6 heures TUC									
FRANCE			YOLISSE			LOS ANGELES			
ALACAO	26	14	D	TOURS	29	14	N	LUXEMBOURG	26
WABRY	30	17	C	FOUILLEY	32	26	D	MUSKUL	17
NOORDKAMP	30	17	C	ÉTRANGER			MALDEN	31	
LAUNOY	29	16	C				MARANGEL	31	
REIST	32	16	B	ALGER	29	16	D	MEXICO	18
CARN	26	16	B	AMSTERDAM	29	16	D	MELAN	25
CHERBOURG	23	16	B	ATHENS	24	17	N	MONTREAL	25
LAUNOY-PYR	29	16	C	BANGKOK	30	16	D	NEWCASTLE	25
BAJON	27	12	D	BARCELONE	29	16	D	NEW-YORK	29
GRENOBLE	25	14	D	BERGDALE	29	16	D	OBLO	21
LILLE	26	14	D	BESLIN	29	15	D	PALM-DE-MAJ	26
LAUNOY	29	16	C	BREITLAGE	29	15	D	PARIS	19
LYON	27	17	D	LE CARRÉ	33	22	D	RO-DE-JANEIRO	20
MARSEILLE	27	17	D	COPENHAGEN	28	16	D	ROME	27
NANCY	27	11	D	DALAS	29	16	D	SINGAPOUR	26
RENNES	26	15	D	DELTA	32	26	N	SINGAPOUR	26
RUCE	26	15	D	DIJON	32	26	N	STOCKHOLM	18
PARIS-MONTS	29	17	N	DIJONRA	29	16	D	STONY	21
RENNES	26	15	D	GENÈVE	26	16	D	TOYOKO	26
CHERBOURG	26	17	N	GENÈVE	26	16	D	TUNIS	25
RENNES	26	15	D	STANBOL	22	18	C	YAROVITZ	27
ST-ETIENNE	27	16	D	JERUSALEM	27	16	D	YENIS	27
STRASBOURG	27	11	N	LEONOR	29	16	C	VIENTNE	26
				LAUNOIS	29	16	D		
a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
max	bruit	ciel	degré	degré	degré	degré	phie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.



SCIENCE & VIE MICRO

# SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

## RÉVOLUTIONNAIRE

### LES BLOCS-NOTES INTELLIGENTS

APPLE NEWTON  
OLIVETTI QUADERNO  
IICC INDEX  
POKET PAD, SHARP...

**• ESSAI :**  
**AMBRA, le vrai-faux IBM**

**• COMPARATIF :**  
**Les imprimantes laser  
à moins de 10.000 F**

**NOUVEAU : 36 17 SVM2**  
La banque de données de SVM.



هكذا من الامم

# Le Monde

## Contrat minimum pour les banques



Si la « charte des services bancaires de base » qui vient d'être adoptée est respectée, les usagers, y compris ceux qui disposent de faibles revenus, devraient bénéficier dans tous les établissements d'un minimum de services.

page 30

## Industries de terroir : Midi-Pyrénées



Des anciennes richesses locales, seul le travail de la peau et de la laine fait vivre encore nombre d'entreprises en bordure du Massif central : le défilage, la mégisserie et la genterie, réfugiée sur le haut de gamme.

page 32

## L'agriculture et le marché



Ce que la profession agricole doit le plus redouter, c'est un excès de zèle à son égard, explique Paul Febra. Les politiques des trente dernières années, oubliant le marché mondial, ont abouti à une situation incontrôlable.

page 38

**MODE D'EMPLOI** ..... 30  
Humeur, par Josée Doyère : les chefs-d'œuvre de l'URSSAF. La cote des mots : Hot money. Bloc-notes. Lois et décrets.

**ACTUALITE** ..... 31  
**PERSPECTIVES** ..... 34 et 35  
**DOSSIER** ..... 36

**Le SMC**  
**OPINIONS** ..... 38 et 39  
Livres : métamorphoses du labour. Notes de lecture. Le débat sur l'Union économique et monétaire.

**CONJONCTURE** ..... 40  
La production industrielle : enchaînements vertueux. L'Afrique subsaharienne : sécheresse au sud. La Côte-d'Ivoire : mal de cacao. L'armement : la fin de l'âge d'or.

# L'ÉCONOMIE

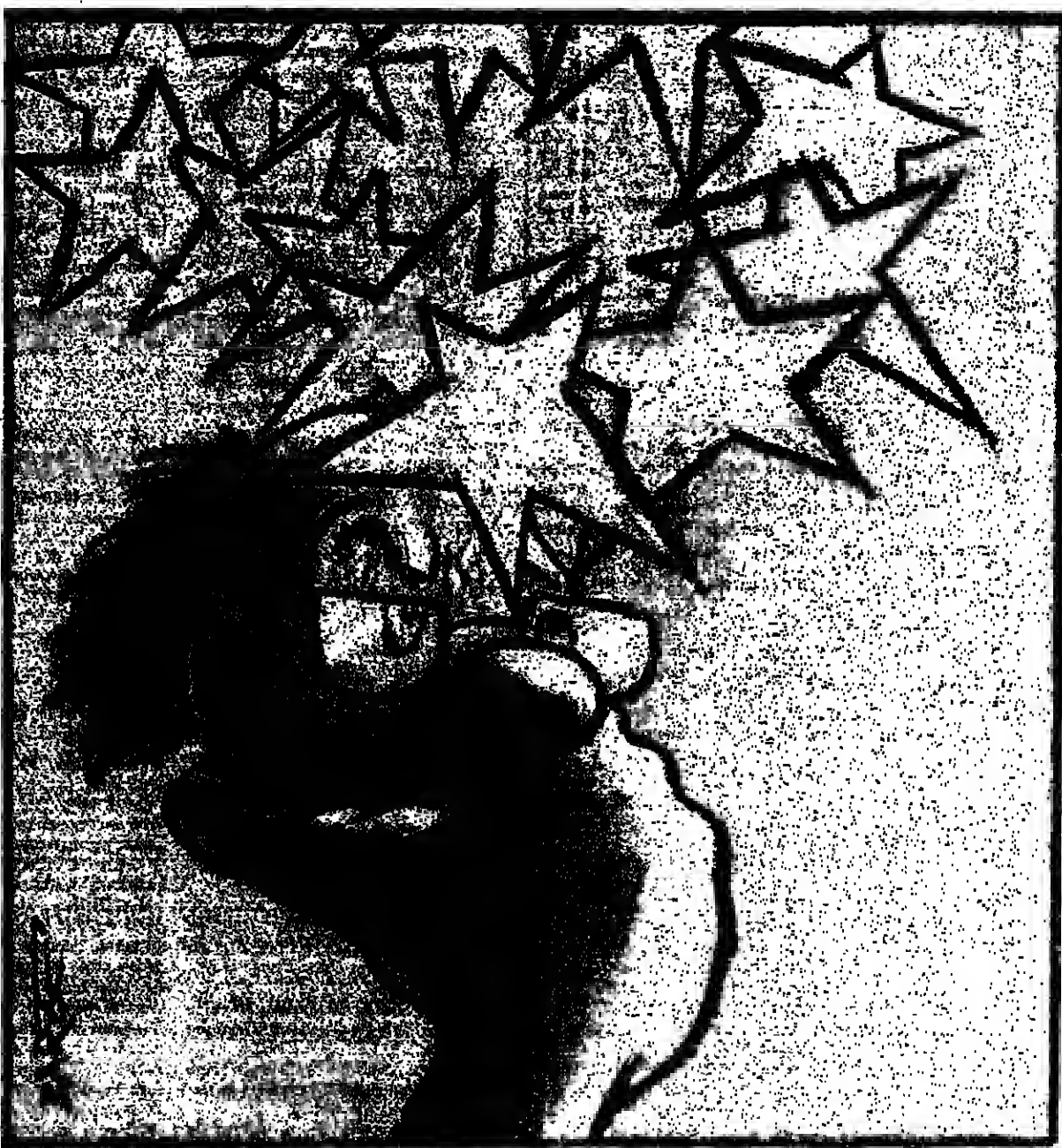
## La déprime des zincs

Chaque année, cinq mille cafés disparaissent. Les patrons accusent pêle-mêle charges, fast-foods et croissanteries

« Je ne sais quel humoriste prétendait avec raison jadis qu'on pourrait écrire une histoire de la civilisation en limitant l'étude de celle-ci à celle des cafés », écrivait en 1946 Léon-Paul Fargue dans un petit livre charmant - *Potons* - tout entier consacré aux délices des estaminets. « Qu'il nous suffise de reconnaître, ajoutait-il, que le café est sans doute la plus solide des institutions de France. A l'écart des bouleversements politiques, des convulsions gouvernementales, des orages populaires, il n'y eut jamais de révolution capable d'influencer ses assises... » Pauvre café qui se crut immortel ! Fargue ne pouvait prévoir les « révolutions » capables d'ébranler durablement le métier de la limonade : la télévision, l'urbanisation, le fast-food.

Près de cinq mille cafés disparaissent chaque année, abandonnés dans telle ou telle campagne autrefois vivante et aujourd'hui déserte ; délaissés chaque soir avant que retentissent les premiers rires du « Bébête Show » ; noyés par des charges qu'ils ne maîtrisent plus : taxes, cerués, nargués chaque jour davantage par telle ou telle enseigne à consonance américaine qui pousse les clients à bannir le sandwich jambon-beurre et à lancer sur le zinc cette provocation suprême : « Patron, un hamburger ! » Le bistrot français à le blues. Disons, du vague à l'âme.

Annick Cojean  
Lire la suite page 35



## Maastricht : paroles de patrons

Les chefs d'entreprise français disent « oui » à l'Europe. Par réalisme plus que par idéalisme. Le marché unique, ils s'y préparent, la monnaie unique en est l'aboutissement logique. Et, de toute façon, on ne peut plus revenir en arrière. C'est l'opinion qui se dégage avec force de l'enquête menée par le service économique et les correspondants régionaux du « Monde », auprès de patrons de tous horizons.

Mais cette adhésion n'est pas exempte d'inquiétudes. Si les avantages attendus du traité de Maastricht sont nombreux, ses risques ne sont pas sous-estimés pour autant.

Lire page 31 l'article de Sophie Gherardi

## L'informatique, trésor des Indes

Grâce à la qualité de ses programmeurs et à de faibles coûts de production le pays est en train de devenir une « cible » pour les grands groupes étrangers constructeurs d'ordinateurs ou utilisateurs de logiciels

BANGALORE de notre envoyé spécial

« GÉOUGROS indiens de logiciels recherchés pour la Silicon Valley, Californie. Bon salaire en dollars, participation aux frais d'installation et visa garanti pour les candidats sélectionnés. » De telles offres d'emploi prolifèrent dans la presse indienne et les revues informatiques spécialisées. Pas seulement pour les États-Unis mais aussi pour le Canada, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suisse, les États du Golfe, l'Australie, voire le Japon. Preuve que l'Inde est devenue un réservoir apprécié d'informaticiens dans lequel on vient puiser des quatre coins de la planète.

En Californie, où les immigrés asiatiques représentent depuis longtemps une bonne proportion des ingénieurs de la Silicon Valley, cette Mécque de l'industrie informatique, les Indiens sont de plus en plus nombreux : une poignée au milieu des années 70, plus de 5 000 aujourd'hui. Parfois ils y créent ou dirigent des entreprises.

A la rubrique « Mariages » des petites annonces de la presse indienne, on ne compte plus les informaticiens établis en Californie ou ailleurs en quête d'épouses « jeunes, jolies,

intelligentes, cultivées, de même caste et de même langue ». Autre innovation, à leur retour dans leur pays, les informaticiens indiens servent d'intermédiaires pour la mise sur pied de co-entreprises indo-américaines. Depuis 1987, l'Association des professionnels indiens de la Silicon Valley joue les éclaireurs pour jeter des ponts entre les deux pays. Rebutées naguère encore par les méandres d'une bureaucratie tatillonne et au protectionnisme ombrageux, les firmes informatiques d'Europe ou des États-Unis sont en train de découvrir les vastes potentialités du marché indien.

**LOCOMOTIVE** « Dès 1985, nous avions compris que l'Inde devait devenir une cible stratégique pour nos opérations », explique Jean-Louis Perrin, directeur de Bull pour l'Asie, basé à Bangalore. Pour s'implanter dans le sous-continent, le groupe français s'est mis en cheville, en 1988, avec l'une des locomotives de l'informatique indienne, la société PSI. Depuis lors, PSI-Bull India Limited s'est hissée parmi les vingt premières sociétés informatiques du pays (avec une croissance de 306 % en 1990-1991) : pour les logiciels, elle arrive au cinquième rang en chiffre d'affaires ; les exportations, en hausse de 300 %, atteignent 88 millions de roupies (1) et représentent 38,6 % des

recettes de la firme (le reste provenant déjà de la construction des différents ordinateurs).

Ce pays de 850 millions d'habitants possède en effet une abondante main-d'œuvre spécialisée, bien formée et peu coûteuse. Ses universités et instituts polytechniques forment chaque année près de 250 000 ingénieurs et scientifiques. Ce qui a permis la constitution d'une armée comptant une bonne centaine de milliers d'informaticiens, renforcée chaque année par quelque 10 000 nouvelles recrues.

« L'Inde arrive au troisième rang mondial par le nombre de ses informaticiens et, encore plus, par leur qualité », souligne Jean-Louis Perrin. Les Indiens sont des mathématiciens nés. Leur culture les a prédisposés à tous ces concepts.

« Nous ne sommes pas venus en Inde seulement pour fabriquer des ordinateurs, mais aussi pour tirer parti de ces compétences. » Pour la fabrication de logiciels, en particulier, l'Inde dispose d'un grand nombre de bons spécialistes, qui, de plus, maîtrisent l'anglais.

Jean-Claude Buhrer  
Lire la suite page 34

(1) Un franc vaut 4,5 roupies, un dollar 25 roupies.

**IUA** INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA  
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco**, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

**MBA** Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE : Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme accrédité en Asie : AFPA HONG KONG



## FINANCES

## Contrat minimum pour les banques

Si la charte qui vient d'être adoptée est respectée, les usagers devraient bénéficier, dans tous les cas et dans tous les établissements, d'un minimum de services

RÉDIGÉE par le comité des usagers du Conseil national du crédit, une « charte des services bancaires de base », destinée à protéger les usagers, a été adoptée successivement le 9 juin par l'Association française des banques (AFB) et le 19 juin par l'Association française des établissements de crédit (AFEC). Ce texte est à la fois un code de bonne conduite — il indique ce que les banques peuvent et ne peuvent pas faire — et la définition précise d'un service minimum de tenue de compte. Bien qu'il n'ait pas valeur de loi, les différents établissements financiers devraient donc s'y conformer rapidement. Ainsi, parmi les premières, les Caisses d'épargne viennent de signaler, le 23 juin, leur adhésion à la charte.

Il s'agit avant tout « d'éviter l'exclusion bancaire des particuliers ayant les revenus les plus modestes et de leur permettre d'effectuer les opérations nécessaires à la vie quotidienne ». A l'heure où s'intensifie la pression pour la tarification des services bancaires, où les banquiers tentent de limiter le coût de la gestion de la clientèle et d'obtenir des commissions plus importantes, ce n'est pas sans intérêt : la charte permettra d'éviter en France une situation extrême, similaire à celle des Etats-Unis où 20 % des personnes ne peuvent avoir un compte bancaire.

**FILET DE SÉCURITÉ** • Le risque n'était pas seulement théorique : depuis plusieurs mois, avec les problèmes de surendettement, les banques ont découvert que la tenue de comptes de particuliers peut être dangereuse. La charte joue ainsi un rôle de filet de sécurité, voulu à la fois par les organisations de consommateurs, les syndicats et les pouvoirs publics, représentés, comme les banques, au comité des usagers. Le ministre de l'économie, Michel Sapin, lui-même, avait souligné fin avril que la profession bancaire détermine « une offre de services allant au-delà du simple droit au compte, à un tarif qui en préserve l'accès aux personnes les plus modestes ».

Certes, le droit au compte existe dans la loi bancaire de 1984, mais un certain nombre d'établissements ont eu tendance à l'oublier en fermant des comptes jugés « indésirables ». Ce

fut le cas notamment du Crédit agricole du Sud-Est ou de la Société nationale Varin-Barnier (SNVB) du groupe CIC. En outre, ce droit au compte se limitait à la possibilité d'effectuer des opérations de caisse.

Désormais toute personne ouvrant dans une banque un compte avec domiciliation de son revenu principal doit avoir accès à une gamme de services bien plus large, permettant encaissements ou versements, retraits pour soi-

limiter leurs frais. D'autre part, les services bancaires de base ne seront pas tous gratuits. Seuls ceux — en définitive peu nombreux — qui le sont encore aujourd'hui le resteront. Mais les services déjà facturés par les banques (virements, cartes, etc.) ne bénéficieront pas d'un traitement spécial. La charte entérine une perception faite par les banques entre leurs clients « rentables » et ceux qui ne le sont pas : ceux-là mêmes concernés par ce service « minimum ».



**SOCLE** • Enfin, en cas de fermeture du compte à l'initiative de l'établissement, une procédure qui doit rester exceptionnelle, le client dispose d'un délai minimum de 30 à 45 jours pour prendre ses dispositions. Mais aucun titulaire d'un compte ne pourra se prévaloir du service bancaire de base pour échapper aux dispositions légales sur la couverture de ses dépenses et les interdictions de chèque.

« Le service bancaire de base ne s'adresse pas uniquement aux personnes les plus modestes, il a vocation à être offert à n'importe quel client pourvu qu'il s'en contente », comme l'explique Maurice Gousse, le président du comité des usagers. D'autre part, les services proposés ne constituent pas d'ailleurs un menu-type offert à l'identique par toutes les banques. Chacune doit respecter les mêmes principes et offrir à ses clients un minimum de possibilités, mais elle peut moduler les modalités. La charte, qui vise seulement à définir un socle de base, est d'ailleurs appelée à évoluer en fonction des changements techniques et économiques.

Elle représente donc un progrès en matière de protection des droits des consommateurs, à condition qu'elle soit intégralement appliquée. Si l'ensemble des établissements bancaires via leurs organisations professionnelles ont décidé de l'adopter, il faudra, encore, en vérifier le respect par chacune d'elles, notamment en ce qui concerne les règles de bonne conduite. De façon un peu optimiste, le comité des usagers s'en remet aux seules organisations de consommateurs et aux organismes professionnels comme l'AFB et l'AFEC pour dénoncer les manquements.

Eric Leser

## HUMEUR • par Josée Doyère

## Les chefs-d'œuvre de l'URSSAF

PENDANT des années, remplir les bulletins de paie de l'indispensable et industrieuse « employée de maison » (terme plus noble que celui, légèrement méprisant, de « femme de ménage ») était une corvée pesante à assumer. Les calculs étaient d'autant plus complexes que souvent, pour éviter d'avoir à verser, en argent liquide, des sommes variables et assorties d'inévitables centimes, vous payiez à votre « parole » familiale un salaire net en francs tout ronds : il fallait remonter tout le système pour déterminer le salaire brut. Parfois aussi, vous l'aviez « mensualisé » pour que la somme soit chaque mois identique.

Les choses se sont gâtées une première fois avec l'obligation de faire apparaître, sur le bulletin de paie, les versements patronaux (Sécu, retraite complémentaire, chômage) — ces cotisations étant donc bien du « salaire différé ». Ça obligeait à des calculs supplémentaires, car jusqu'à l'été 1991, les chiffres n'apparaissaient nulle part, puisque les versements trimestriels à l'URSSAF comprenaient, indistinctes, les cotisations patronales et salariales.

Qu'à cela ne tienne, on s'y est collé, sans enthousiasme, mais avec application. Puis c'est devenu plus complexe encore, avec l'instauration de la contribution sociale généralisée : le fameux CSG. Là, il a fallu l'ajouter d'un côté, la déduire de l'autre, et il a fallu aussi changer de bloc de bulletins de salaire, pour qu'ils soient conformes aux nouvelles règles.

Quelques mois plus tard, nouveau branle-bas de com-

bat. La Sécu nous a évisés, triomphalement, qu'on allait tout simplifier, et que — miracle — on pourrait, l'an prochain, déduire une partie de ces salaires versés de nos revenus. Youppie !!! Et on a attendu la simplification...

Pour une simplification, c'était une simplification ! Le simple absorption des feuilles d'explication m'a pris un bon moment, et j'ai eu un mal de chien à comprendre. L'URSSAF avait joint des bulletins de salaire nouvelle formule (tiens ! il va falloir que je jette le bloc presque tout neuf acheté l'an dernier !) que j'ai remplis consciencieusement. Deux mois plus tard, lesdits bulletins de salaire avaient encore changé de forme et les nouveaux remplaçaient les anciens.

Un de nos lecteurs, retraité et polytechnicien, a écrit à l'URSSAF pour faire remarquer que calculer les cotisations à partir du salaire net (après déduction des cotisations salariales) en ignorant complètement le salaire brut n'était sans doute pas la meilleure façon de procéder. On lui a répondu, en lui envoyant un texte qui n'avait qu'un lointain rapport avec la question posée.

Quant à moi, je trouve qu'on se fiche du monde en n'expliquant pas les choses en langage courant. Quand donc les technocrates qui pondent ce genre de documents les soumettront-ils avant impression à un gosse de douze ans pas trop nuché. S'il pige, c'est bon. Sinon, on refait la copie. Ça nous éviterait des chefs-d'œuvre comme ceux dont a écroulé l'URSSAF.

## LOIS ET DÉCRETS

## Agents commerciaux

On compte 25 000 agents commerciaux en France : ce sont des mandataires qui, à titre de profession indépendante, sont chargés de façon permanente de négocier pour le compte d'industriels, de commerçants ou de fabricants, dénommés « mandants ». La loi du 25 juin 1991 reprend les grandes lignes de la directive concernant les obligations réciproques de l'agent commercial et de son mandant et succède au décret du 23 décembre 1958 sur l'organisation de cette profession.

Un nouveau décret vient de paraître au Journal officiel complétant les devoirs mutuels de l'agent commercial et du mandant en matière de communication de documents : le mandant doit mettre à la disposition de l'agent commercial toute documentation utile sur les produits ou services qui font l'objet du contrat d'agence, adresser à ce dernier les informations nécessaires à l'exécution du contrat. Il est aussi prévu que le volume des transactions sera sensiblement inférieur à celui auquel ce dernier aurait pu normalement s'attendre. L'agent commercial peut aussi exiger de son mandant qu'il lui fournisse tous les documents comptables nécessaires pour vérifier le montant des commissions. En revanche, il doit communiquer à son mandant les informations utiles à la réalisation du contrat.

Décret n° 92-506 du 10 juin 1992, Journal officiel du 12 juin 1992, pages 7719 et 7720.

## Caisses de crédit municipal

Vingt et une caisses de crédit municipal couvrent l'ensemble du territoire. Anciennement appelées monts-de-piété, elles ont pour mission de combattre l'usure par l'octroi de prêt sur gage dont elles ont le monopole. Une nouvelle loi élargit leur champ de compétence : outre le maintien des activités de prêt sur gage et de prêt aux particuliers et le maintien des caisses de crédit municipal au sein de la loi bancaire du 24 janvier 1984 en tant qu'établisse-

ments de crédit, la loi ouvre la possibilité aux caisses de prêter aux établissements publics locaux et aux associations dont l'objet présente un caractère social ou culturel ; un agent préalable du comité des établissements de crédit sera nécessaire.

Pour ce qui concerne l'organisation des caisses de crédit municipal en réseau, la loi supprime l'organe central : il sera procédé à la liquidation de l'Union centrale des caisses de crédit municipal et les caisses ne seront plus solidaires entre elles financièrement. Cette réforme augmente les responsabilités des municipalités et de leurs maires, les communes étant désormais seules responsables de leurs caisses. Le directeur est nommé par le maire de la ville et non plus par le ministre de l'économie et des finances. Le conseil d'administration devient conseil d'orientation et de surveillance dont tous les membres sont nommés par le maire ou sont désignés par le conseil municipal de la commune, siège de l'établissement. Loi n° 92-518 du 15 juin 1992, Journal officiel du 17 juin 1992, pages 7889 et 7890.

## Fiscalité des groupes

Le régime fiscal des groupes a été modifié par la loi de finances de 1992 concernant la détermination du résultat des exercices ouverts à partir du début de cette année. Un décret vient de préciser les conditions d'application de certaines dispositions de ce texte et de fixer les obligations déclaratives incombant aux sociétés mères pour les subventions consenties entre sociétés du groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Décret n° 92-527 du 15 juin 1992, Journal officiel du 17 juin 1992, pages 7903 et 7904.

Rectificatif. — Dans la chronique « La cote des mots » du 16 juin, consacrée à l'expression « show-room », des « coquilles » à répétition ont déformé le dernier alinéa. Il fallait lire : « L'emploi fréquent d'exposition-vente et de son abréviation expo-vente (...) dans une expo-vente, on ne le peut (...) ».

## LA COTE DES MOTS

## Hot money

Le Robert et Collins du management traduisent *hot money* par « capitaux spéculatifs » ou « fébriles », rejoignant ainsi l'arrêté du 29 novembre 1973, qui avait adopté la définition suivante sous l'entrée *capitaux fébriles* : « Capitaux spéculatifs passant d'une place à une autre, prêts à se placer à court terme, suivant la variation des taux d'intérêt et l'appréciation des risques de change ». Cette définition était assortie d'une note : « Cette expression est parfois traduite par capitaux flottants, traduction impropre, car elle n'indique pas l'état de crise. » Fort bien.

En février 1987, pourtant, un autre arrêté relatif au vocabulaire économique et financier approuve l'expression *capitaux flottants* en tant que substitut à... *hot money*. La définition ne contredit pas formellement celle de 1973 : « Capitaux en quête de placements permettant la meilleure rentabilité à court terme quels que soient la place financière, la monnaie et le placement. »

Le Robert et Collins, de son côté, donne *capital flottant* (au singulier) comme équivalent de *floating capital*, alors qu'il cite exclusivement le pluriel *capitaux flottants* — ou *mobiles*, ou encore *circulants* — pour traduire *floating assets*.

La signification s'est donc peu à peu élargie, banalisant un argot fiévreux, ardent, brûlant, plus que fébrile, en des capitaux bésants, indécis, désordonnés ou tout bonnement sur le qui-vive... L'extension n'a rien de répréhensible si, tenant compte du contexte, on utilise un équivalent français qui reflète bien l'atmosphère entourant les mouvements de ces capitaux.

Par exemple, il ne convient pas, selon nous, de parler de *capitaux fébriles* lorsque les déplacements de ces fonds répondent à des décisions excessives, peut-être contradictoires, mais uniquement inspirées par une appréciation rapide des variations de rentabilité. Car cet « argent chaud » est alors, en réalité, mané avec beaucoup de... sang-froid.

Jean-Pierre Collignon

## BLOC-NOTES

## D'une semaine... à l'autre

**ÉCHEC DU « BLOCUS DE PARIS » PAR LES AGRICULTEURS.** La Coordination rurale, créée il y a six mois, regroupant les paysans opposés à la politique agricole commune (PAC), a organisé, dans la nuit du 22 au 23 juin, une quinzaine de barrages avec des tracteurs autour de la capitale. La FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) n'ont pas participé à cette action. L'objectif poursuivi, paralyser l'accès de la capitale, n'a pas été atteint (le Monde daté 21-22 juin, 23, 24, 25 et 26 juin).

**LIBÉRALISATION DES TRANSPORTS AÉRIENS DANS LA CEE.** L'accord intervenu le 22 juin entre les ministres des transports des Douze, réunis à Luxembourg, permettra la réalisation du marché unique des transports aériens en deux étapes : à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993 pour l'octroi des licences aux compagnies selon des critères communautaires, permettant un libre accès aux routes aériennes et la liberté complète des tarifs ; à compter du 1<sup>er</sup> avril 1997 pour une libéralisation de la concurrence totale (le Monde du 24 juin).

**NOMINATIONS À LA TÊTE DES ENTREPRISES NATIONALISÉES.** Le conseil des ministres du 24 juin a reconduit dans leurs fonctions sept présidents : MM. Lolk Le Floch-Prigent (Elf Aquitaine), Alain Gomez (Thomson), Jean Gandois (Pechiney), Bernard Attali (Air France), Jean-Yves Haberer (Crédit lyonnais), Patrick Carrel (Banque Hervet), Alain Guillaume (ANVAR). Il a nommé cinq nouveaux patrons, dont Bernard Pache, qui remplace Francis Lorentz à la tête de Bull (le Monde du 24 et du 25 juin).

**EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE : 4,5 MILLIARDS DE FRANCS EN MAI.** Selon les chiffres publiés le 24 juin, la balance commerciale française a enregistré un excédent de 17,9 milliards de francs sur les cinq premiers mois de l'année (le Monde du 25 et du 26 juin).

**SUCCÈS POUR LE TGV.** GEC-Alsthom, chef de file d'un consortium, a été retenu le 25 juin pour la commande de 27 rames de TGV, plus 10 autres en option, destinées au train à grande vitesse qui reliera Paris, Bruxelles, Cologne et Amsterdam d'ici à la fin du siècle (le Monde du 27 juin).

**MARDI 30 JUIN.** France : journée nationale d'action des agriculteurs dans tous les départements à l'appel de la FNSEA et du CNJA.

Grève des dockers. Grève du Syndicat national des pilotes de ligne et de l'USPNT à Air Inter (ainsi que le 1<sup>er</sup> juillet).

Rassemblement des maires du bassin ferrifère lorrain, pour protester contre la fermeture de la mine de Maïty.

Luxembourg : conseil des ministres de l'Agriculture des Douze.

**MERCREDI 1<sup>er</sup> JUILLET.** Paris : le projet de loi de ratification des accords de Maastricht au conseil des ministres, et annonce de la date du référendum.

Séance extraordinaire du Parlement jusqu'au 10 juillet.

France. Journée nationale d'action des artistes à l'appel de la Fédération CGT du spectacle.

Revalorisation des retraites du régime général de sécurité sociale, des allocations familiales et du SMIC.

Création du fonds de garantie des prêts (pour les prêts conventionnés).

CEE : la Grande-Bretagne prend la présidence du Conseil des ministres de la Communauté.

Bonn : conseil des ministres sur le budget de 1993.

France. Instauration d'un cours unique du rouble.

**VENREDI 3 JUILLET.** France : chômage technique à l'usine Citroën de Rennes (également les 20, 24, et 31 juillet).

Télévision : premier tour de l'élection présidentielle.

**SAMEDI 4 JUILLET.** Londres : conférence au sommet entre la CEE et le Japon.

**DIMANCHE 5 JUILLET.** France : nomination des présidents d'EDF, de GDF, des Charbonnages et de Pechiney.

Décision de la Confédération des syndicats médicaux français sur le texte de loi sur la maîtrise des dépenses de santé.

Varsovie : visite de George Bush.

**LUNDI 6 JUILLET.** Munich : sommet des chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés (G7) jusqu'au 8 juillet, jour où Boris Eltsine est invité.

Moscou : sommet des chefs d'Etat de la CEE.



55 من الاموال

L'ECONOMIE  
ACTUALITÉ

## Maastricht : paroles de patrons

Les chefs d'entreprise français ont peu d'états d'âme face à la nouvelle étape de la construction européenne : il faut qu'elle se fasse c'est le sens de l'Histoire. Mais ils n'approuvent pas pour autant béatement



par José Doyne

**L**A France des chefs d'entreprise a déjà l'Europe dans la tête. Interrogés sur le traité de Maastricht, les patrons répondent, pour la plupart, sur l'Europe, telle qu'elle est déjà, telle qu'elle deviendra demain. Sans prétendre à la représentativité d'un sondage, l'enquête que nous avons menée, avec les correspondants régionaux du Monde, auprès de chefs d'entreprises de tous les secteurs fait apparaître une très large majorité de « pro-Maastricht » — ce qui ne fait que confirmer les prises de position du Conseil national du patronat français (CNPF). Les « anti-Maastricht », d'après notre enquête, sont peu nombreux : c'est peut-être parce qu'ils ne souhaitent pas s'exprimer aussi clairement que l'a fait Jacques Calvet, PDG du groupe Peugeot, dès le 9 avril dernier, dans les colonnes du Monde. Mais, à l'instar du plus notoire d'entre eux, les « anti-Maastricht » se déclarent tous pro-européens. Le « oui » des patrons français est massif, mais pas toujours

enthousiaste. On le sent dicté par le pragmatisme plutôt que par l'idéalisme. Une « évidence économique », comme le dit Jean Maurus, président de la Fédération de la distribution automobile (FEDA). Loin d'être un saut dans l'inconnu, Maastricht s'inscrit dans une continuité, ce n'est qu'une étape de plus dans la construction européenne. Etienne Pflimlin, président du Crédit mutuel, alsacien et pro-Maastricht, est en cela d'accord avec Daniel Fedou, président de Radia (électronique médicale), bordelais et anti-Maastricht.

En dehors de toute considération « technique », les chefs d'entreprise apprécient dans le nouveau traité « le sens de l'Histoire », et redoutent, s'il n'était pas ratifié, le blocage ou la régression.

Qu'attendent-ils, concrètement, de cette Europe de Maastricht ? Des avantages pour leur activité, pour la plupart, mais aussi — même pour les plus optimistes — des risques.

### LES AVANTAGES

● **La monnaie unique.** Un sondage SOFRES-Le Monde de l'Expansion du 16 décembre 1991 révélait que 62 % des PME-PMI voyaient dans l'accord sur l'Union monétaire le principal atout de Maastricht. Les patrons que nous avons interrogés le confirment. « L'Union monétaire est vitale, dit Paul Glotin, PDG de Marie Briard (spirifume), elle facilitera les échanges intracommunautaires et les investissements partout en Europe ; elle permettra de niveler les taux d'intérêt », Pierre Blayau,

des bonifications... Pour François Perret, président de France-Etanché (Besançon), deuxième fabricant européen de muuements de montre, « les disparités actuelles sont très gênantes ; on n'imagine pas un championnat de football où chaque équipe aurait ses propres règles ». Il appelle aussi de ses vœux une politique monétaire permettant des actions de convergence, et une politique industrielle, « dans le cadre d'une réorganisation d'ensemble indispensable, car les règles de gestion des nations ne suffisent plus dans un monde de grandes entités ».

La politique industrielle, Pierre Blayau (Pont-à-Mousson) en est aussi « farouchement partisan ». Jean-Luc Soulet, directeur général du Peignage Amédée (Roubaix), pense quant à lui que « l'Europe permettra d'aller vers la réduction des disparités dans le domaine des règles sociales, ou dans celui des normes imposées pour la protection de l'environnement ».

● **Une Europe plus forte face au monde.** « Il faut faire l'Europe pour les Européens. Pas question d'ouvrir une autoroute à la concurrence américaine ou japonaise », dit avec force Pierre Blayau, pour qui la CEE doit encourager la constitution de groupes de taille européenne capables de tenir le choc. Jean-François Mérieux, qui dirige à Grenoble Getris Images (systèmes de synthèse d'images par ordinateur), pense aussi que « le poids économique de l'Europe sur le plan mondial va être renforcé », pourvu qu'elle sache mettre sur pied une politique commune de la recherche et du développement. « Il faut ce qui nous concerne dans le domaine des composants électroniques et de la TFD ».

● **Intégrer l'Allemagne.** « L'Europe est la dernière chance pour les habitants de la CEE de conserver les Allemands avec eux et d'éviter qu'ils ne fassent cavalier seul », déclare Alain Raymond, des établissements Raymond à Grenoble, entreprise de 1 600 personnes spécialisée dans les pièces de fixation pour l'automobile. « Si

nous ne faisons pas très vite une Europe économique et monétaire, ils n'auront plus besoin de nous ». Une opinion qui revient en écho chez plusieurs chefs d'entreprise.

● **Un révélateur.** « Il est possible que la ratification du traité aboutisse, à terme, à une nouvelle copie pour la Communauté européenne. Maastricht pourrait jouer un rôle de révélateur de l'imperfection des institutions existantes », selon Jean Devernois, président de la société de prêt-à-porter du même nom, sise près de Roanne. Jean Maurus affirme quant à lui que « chose excellente, aboutira inévitablement à une Europe fédérale, contrairement à ce qu'on nous dit. Petit à petit l'Etat français et ses structures représentatives vont tendre à disparaître. Il faut s'y préparer. Globalement, c'est positif du point de vue des entreprises, car elles n'ont pas le choix. C'est ça ou mourir ». Et François Perret (France-Etanché) reprend : « La France, en tant que nation, a besoin de l'Europe. Pour sortir du carcan bureaucratique qui est le principal handicap de notre pays et qui déforme jusqu'à notre mode de pensée, je ne vois rien d'autre que la pression de nos partenaires ».

### LES RISQUES

● **La hausse du chômage.** « Maastricht est un projet à vingt ans. Il y a un prix intermédiaire à payer, qui risque de se traduire par un peu de déflation. Lorsqu'on

« Le point le plus flou reste l'harmonisation sociale »

aligne des économies par le haut, ça fait mal », constate Pierre Blayau. Et Daniel Fedou (Radia) enfonce le clou : « Je ne vois pas comment l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Irlande, pourraient satisfaire aux objectifs de convergence sans mener des politiques restrictives génératrices de chômage. Il

faudra des aides considérables pour leur permettre de passer le cap d'une inévitable récession ». Pour cet opposant au traité, en outre, « les taux d'intérêt ne baisseront pas : les fonctionnaires que l'on va charger de la bonne gestion de la monnaie s'attacheront à maintenir des taux élevés pour maintenir l'attractivité de l'écu ».

● **La hausse des charges.** L'Europe aura un coût en termes de charges et de fiscalité, estiment de nombreux chefs d'entreprise. Ne serait-ce que pour aider les pays les plus faibles dans leur effort de convergence, les impôts liés à l'Europe devront augmenter.

● **Le flou de la politique sociale.** « La Grande-Bretagne a obtenu une dérogation en matière de politique sociale, s'insurge Daniel Fedou (Radia). C'est comme si la région Rhône-Alpes décidait unilatéralement de ne pas appliquer les conventions collectives valables en France ! La Grande-Bretagne tire la politique sociale vers le bas : elle constituera une concurrence irrattrapable ». Paul Gintin (Marie Briard) note aussi que « le point le plus flou du traité reste l'harmonisation sociale », tandis que Jean Tivoly, fabricant savoyard de forets, craint qu'« on ne soit en train de construire une Europe financière, sans finalité sociale et culturelle ».

● **La technocratie bruxelloise.** La « peur d'un gros monstre technocratique généralisé » évoquée par Jean-Luc Soulet, industriel du textile, est aussi partagée par Jean Maurus, l'équipementier automobile, qui redoute en outre « le poids des grandsobbies sur Bruxelles », capables d'entraîner la libre concurrence, d'un nombre appréciable de chefs d'entreprise, souvent très favorables à l'Europe, saluant dans le traité le fameux principe de « subsidiarité » qui désarmerait un peu les fonctionnaires de Bruxelles.

Sophie Gherardi (avec le service économique du Monde et ses correspondants régionaux)

## Perigot contre Calvet

Bien qu'il n'ait pas publié de document officiel récent sur la question, le Centre national du patronat français (CNPF) a une position sans ambiguïté, exprimée à maintes reprises par son président François Perigot : le traité de Maastricht, prolongement logique et nécessaire du grand marché européen, est totalement positif pour les entreprises.

La principale avancée, expliquait le « patron des patrons » dans un interview au Figaro le 20 mai, est la monnaie unique. D'une part elle implique une « discipline monétaire » extrêmement précieuse pour obéir les différents pays à mener des politiques économiques homogènes ; et d'autre part elle « sera un atout considérable pour se faire respecter par le reste du monde, notamment par les pays dans la mouvance du dollar ou du yen ».

Evidemment favorable à une « Europe d'inspiration profondément libérale », la centrale patronale espère notamment que l'harmonisation politique prévue par le traité permettra d'effacer les « distorsions (qui) subsistent entre l'environnement français et celui des pays voisins ». Estimant que les grandes entreprises françaises « sont déjà non seulement européennes mais mondiales », le CNPF pense que cette harmonisation permettra aux PME d'« accéder elles aussi à ce tremplin et d'opérer facilement sur le marché européen ».

Au sein du grand patronat, Jacques Calvet, président de PSA Peugeot Citroën, est le seul à s'opposer clairement à la position officielle. Il s'est exprimé à plusieurs reprises sur ce point, notamment dans une interview donnée au Monde le 9 avril dernier. « L'accord de Maastricht, qui ne contient pas grand-chose d'utile, est cependant dangereux par ce qu'il sous-entend ; et il ne répond en revanche à aucun des problèmes du moment », assure-t-il.

La monnaie unique, pour le patron de l'automobile, n'a guère d'intérêt pour les entreprises, puisqu'elle n'améliore en rien le vrai problème monétaire du moment : les fluctuations du dollar et du yen vis-à-vis des monnaies européennes. Mais elle constitue « une aliénation économique et financière », et pourrait favoriser « un monétarisme généralisateur de taux élevés, de récession et de chômage ».

L'Europe est « aujourd'hui menacée par la suprématie politique et militaire des Etats-Unis et par les capétiens sans limites du Japon », poursuit-il. Or, face à ces menaces, l'harmonisation européenne ne sert à rien, au contraire : « Ce que je lis en filigrane dans l'Acte unique et dans le traité de Maastricht, c'est une totale inconscience vis-à-vis des réalités, ou, pis, un esprit de capitulation qui nous ramène à la fin des années 30 ».

## Mastère Spécialisé Ingénierie et Gestion Internationale de Patrimoine

Formation de 3ème cycle conçue en étroite coopération avec la communauté financière internationale

Organisé sous forme résidentielle, ce programme peut accueillir des cadres en activité



Pour toute information complémentaire, veuillez contacter Mme A.M. Gossens Tél. (03) 92 94 22 50 - Fax : (03) 92 95 31 40

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 26 JUIN 1992

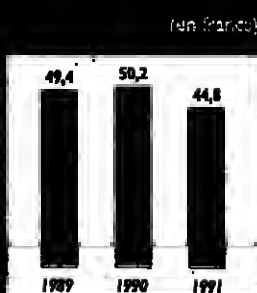
«...L'UAP est aujourd'hui un Groupe homogène, solide, constitué d'entreprises performantes. 1992 ne sera pas sans embûches. Mais l'UAP est armée pour aborder au mieux cette période. C'est pourquoi nous avons tenu à maintenir le montant du dividende distribué en dépit de la baisse de notre résultat...»

Jean Peyrelevade

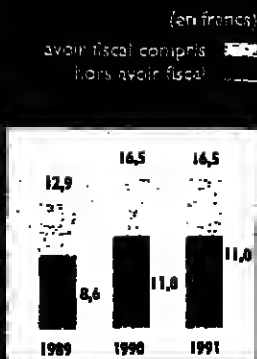
Vous pouvez obtenir le Rapport Annuel de l'UAP du 29 juin au 15 juillet en appelant le 05 01 36 86 (Numéro Vert)

UAP

### BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ PAR ACTION



### DIVIDENDE



Le dividende sera mis en paiement le 6 juillet 1992



## INDUSTRIES DE TERROIR

## MIDI-PYRÉNÉES

Le pays cathara, auquel nous avons ajouté l'Aveyron, a longtemps été une région privilégiée de petites industries rurales, exploitant les richesses locales : les rivières – pour les forges, appelées « martinets », les papeteries, les verreries, etc. –, les mines (de fer, de charbon, d'or, de talc) jadis nombreuses et... les moutons, dont on utilisait non seulement la viande et le lait (fromages) mais aussi la laine (textile), la peau (tannerie, mégisserie, etc.) et jusqu'à la corne (peignes). Hormis la laine et la peau, les survivances sont ponctuelles : mine de talc à Luzenac, papeterie Job à Saint-Lizier, verrerie d'Albi...

## La « basilique » ouvrière d'Albi

C'est à Albi que, selon la phrase élogieuse de Jean Jaurès, « la classe ouvrière a érigé sa première basilique » : la première coopérative ouvrière de production, la célèbre Verrerie ouvrière, créée sous l'impulsion du tribun socialiste. Pourtant, celle-ci aurait pu, aurait dû, naître à 15 kilomètres de là, à Carmaux, où existait une tradition verrerie très ancienne, appuyée sur l'utilisation de la houille locale. A la fin de 1895, en effet, sur le millier de verreries de chez Rassaiguier – un industriel républicain et octogénaire, – quatre cent vingt et un n'avaient pas été réembauchés après cinq mois de grève contre de nouvelles formes de rémunération. Le polémiste Henri Rochefort avait lancé l'idée d'une usine appartenant aux ouvriers eux-mêmes. Jaurès appuya la proposition et après une souscription, d'abord locale puis nationale, qui rapporta 400 000 francs-or, la Verrerie ouvrière vit le jour en 1897 au chef-lieu du département, car on pouvait ainsi utiliser le charbon des houillères voisines de Cagnac-les-Mines, récemment ouvertes, et ne pas dépendre de celles du « féodal » marquis de Solages, qui régnait sur les puits de Carmaux. Pendant plus d'un demi-siècle, la fidélité à l'esprit coopératif et une gestion stricte assurèrent la prospérité de la fabrique de bouteilles. Mais celle-ci ne se remit pas de la facilité des « trente Glorieuses ». En 1895, la VOA, souffrant de sureffectif, d'une production insuffisante en nombre et en qualité, avait accumulé 200 millions de dettes. Pour la sauver, les pouvoirs publics acceptèrent d'apporter 30 millions de francs, mais exigèrent une ouverture du capital à des partenaires extérieurs. Malgré l'opposition de la CGT, les salariés approuvèrent, par 459 voix contre 16, l'abandon de la charte de statut. L'effectif fut ramené de cinq cent soixante-quinze à trois cent cinquante emplois, les salaires réduits – mais les dépenses de formation professionnelle accrues. Quatre ans plus tard, Qualiver-VOA devint une filiale à 70 % du groupe industriel et financier Novalliance, Saint-Gobain prenant 10 % du capital et les coopérateurs gardant le reste. En 1991, la Verrerie d'Albi a dégagé un bénéfice net après impôt de 31 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 373 millions de francs. Ses dirigeants tablent sur 400 millions de francs cette année. L'industrie s'est donc maintenue – alors que les autres verreries du département ont disparu –, même si la VOA a perdu son caractère symbolique, que rappelle seule aujourd'hui la statue de Jaurès qui trône dans l'entrée de l'usine.

J.-P. B.

## Le Tarn, une histoire de moutons

Après des décennies de tranquillité, délainiers et mégissiers tarnais connaissent un réveil difficile face à la concurrence étrangère

TARN  
de notre correspondant

DE Mazamet à Graulhet, l'exploitation des peaux de mouton a façonné, depuis le tournant du siècle, un développement économique florissant jusqu'à la dernière décennie. Utilisant l'eau de la Montagne noire, Mazamet s'est fait une spécialité historique et mondiale du délainage selon la technique de « l'échauffe », qui garantit une laine d'excellente qualité sans traitement chimique. Graulhet, elle, récupérait les peaux laissées pour compte par les délainiers voisins pour les traiter avec habileté, fournissant l'industrie de la chaussure en basane – fine peau de doublure, – puis les couturiers du cuir, lorsque la chaussure s'effondra sous les coups de la crise des années 70.

Avec près de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, le Tarn représentait encore, à la fin des années 80, 70 % du délainage et de la mégisserie française, grâce à une centaine de PMI employant près de trois mille personnes à des métiers pénibles et « sales ».

Jusqu'à ces dernières années, la santé de la mégisserie de Graulhet se mesurait autant aux performances de son club de rugby qu'à la puissance de sa rivière, la Dadou. A Mazamet, l'activité du golf de La Barouge était aussi un baromètre économique. Ici, quand certains patrons délainiers jouaient beaucoup sur le 18 trous, c'est que les cours internationaux de la laine ne leur étaient pas favorables.

**BAISSE** • Images faciles de temps faciles. Car la situation s'est considérablement détériorée depuis le dernier trimestre 1989 et l'on estime ici que la baisse d'activité a atteint de 20 % à 40 % selon les entreprises. Le négoce lucratif des bêtes de laine, à partir de peaux importées à 90 % d'Australie et de Nou-

MILLAU  
de notre envoyé spécial

« **D**EPUIS quarante-cinq ans, j'entends dire à Millau que l'industrie gantière est fichue », sourit Jackie Gaven, chevelure aussi blanche qu'une peau d'agneau picklée (1). Le jovial directeur de fabrication de Lavabre-Cadet se déclare, lui, résolument optimiste : « Il y a, ici, du travail assuré pour vingt ans. »

Mais il ne précise pas, par modestie assurément, que 300 entreprises, qui emploient vingt personnes (dont six à domicile), est une ganterie modeste : une production annuelle de douze mille paires de gants de luxe et de semi-luxe, un chiffre d'affaires (entre 5 et 6 millions de francs) essentiellement réalisé avec la haute couture parisienne, des ouvriers coupeurs rémunérés 11 000 à 12 000 francs par mois. Et une belle aventure : le 1<sup>er</sup> janvier 1985, huit des quinze salariés de l'époque – dont Jackie Gaven – s'associèrent pour racheter l'entreprise à un PDG en faillite, trop passionné par la course automobile.

Une histoire exemplaire : comme si les cotisations purement économiques n'avaient pas suffi, un certain nombre de gantiers ont disparu à Millau par la seule faute de leurs fondateurs ou de leurs héritiers surtout, qui ont « mangé la boutique ». Peut-être infatués parce qu'au Moyen Âge leurs ancêtres avaient le droit de porter l'épée comme les nobles (2), ils avaient acheté moult châteaux, propriétés, tableaux de maîtres, etc.

**MAIN DE FER** • C'est aussi la preuve à contrario que Millau a connu des périodes florissantes. Implanté, voire enclavé, au cœur d'une région vouée à l'élevage du mouton depuis plus de quatre mille ans, la capitale des Grands Causses et sous-préfecture de l'Aveyron abrite les métiers des cuirs et peaux depuis ce Moyen Âge. Mais ce n'est qu'au dix-huitième siècle pour la mégisserie, et au début du dix-neuvième pour la ganterie, que Millau prend son essor, alors que Grenoble et Nîmes sont déjà prospères dans ces domaines.

A l'exception d'une éclipse de 1830 à 1840 – la mode impose alors le gant de coton –, la cité aveyronnaise progresse au même rythme que son voisin Roquefort. D'autant que deux inventions révolutionnent la profession à partir de 1850 : la machine à coudre et la « main de fer » (emporte-pièce en acier, en forme de main déployée), toujours en usage.

Millau connaît son apogée dans l'entre-deux-guerres. Le gant de peau est très prisé dans les folles et

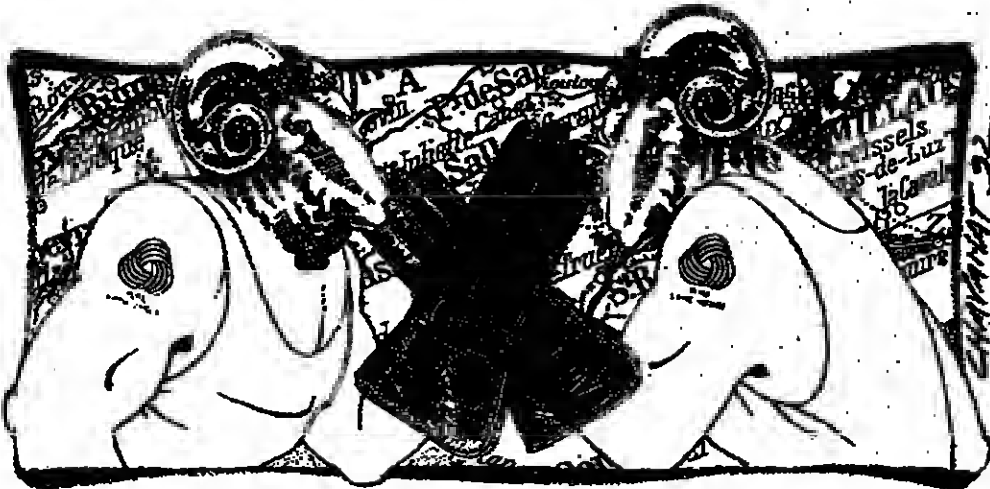
frivoles années 20, les moutons de grande race (Lacune) foisonnent et « croissent » sur le plateau du Larzac et dans le Causse noir, soixante-seize ganteries sont recensées, douze mille personnes vivent des cuirs et peaux, dont une nombreuse main-d'œuvre féminine et rurale, travaillant en atelier ou à domicile. En 1931, Millau ravit à Grenoble le titre de « capitale de la ganterie ».

Le coupeur aux pièces, payé à la quinzaine, n'a qu'un impératif : remettre sa « passe » à l'heure dite. « Papa coupe et maman pique », ce n'est pas de la chansonnette, et, pour peu que les enfants soient coudiers ou apprentis, il rentre trois ou quatre salaires à la maison. Bref, toute une ville (vingt-trois mille habitants aujourd'hui) s'identifie à cette mano-industrie. C'est l'âge d'or, qui, à l'exception d'une grave crise de 1933 à 1935 due aux contrecoups du krach de 1929, durera pratiquement jusqu'au début des années 60.

« Je ne pense pas qu'on revienne jamais six mille gantiers (patrons et ouvriers) dans cette ville », estime Claude Liron, président de la Maison de la peau et du gant de Millau (MPGM). C'est le nombre qui prévalait encore en 1963, année record de ventes de gants. Et puis, c'est la dégringolade à partir de 1975, pas spécifique, du reste, à la sous-préfecture de l'Aveyron (3).

Patronat vieillissant, manque de créativité, individualisme sacro-saint, désaffection des grands couturiers, concurrence accrue au fil des ans, la comme ailleurs, des pays du Sud-Est asiatique... Et des ratages propres à Millau : lorsque Chevignon, par exemple, frappe à la porte, on ne prend, c'est le cas de le dire, pas de gants pour lui signifier qu'on ne fait pas, ici, dans « le populisme ». Le gantier s'est toujours considéré comme un aristocrate de la peau, et déjà, dans les années 30, Albert Jacquart, patron de la plus grande usine française de gants (1 000 salariés), tolait ainsi les mégissiers : « N'oubliez pas, messieurs, que si vous êtes les forgerons du cuir, nous en sommes les orfèvres. »

**HAUT DE GAMME** • Rien de comparable entre l'atmosphère presque ouatée de la ganterie et l'activité de ces ouvriers mégissiers, les pieds dans l'eso boueuse, les mains manipulant des dépouilles sonillées et gisantes, le nez dans des odeurs de sulfate d'ammoniac et de teinture, le tout pour un bien moindre salaire. Mais, sans ces O.S.-là, pas de paires de gants vendues jusqu'à 5 000 francs chez Dior, Yves Saint Laurent ou Chanel : « Nous pourrions, dit-on chez Buscarlet, traiter une peau en soixante-douze heures comme en Corée ou aux Philippines. Nous la traitons, nous, en soixante-douze jours. »



Pour le gantier millavois, son produit doit être « un objet bien liché », souligne le président de la MPGM, et « le gant très haut de gamme constitue désormais le seul avenir de Millau (...) Tous ceux qui n'ont pas su bouger ont disparu. En revanche, ceux qui allient qualité et créativité ont un réel horizon. »

D'autant que, selon Danièle Got, directrice commerciale de la ganterie Novell, « une reprise du marché du gant de luxe se fait sensiblement sentir depuis quatre ou cinq ans ». Les grands couturiers et les maisons de luxe ont redécouvert ce que l'on se plait ici à nommer un « accessoire indispensable ». Et après une petite chute due à la guerre du Golfe – un certain nombre d'étrangers ne sont pas venus à Paris au moment des collections –, 1992 sera, de l'avis général, « une bonne année ». Compte tenu, bien sûr, qu'il ne reste plus, au confluent du Tarn et de la Dourbie, qu'une petite vingtaine de mégisseries et ganteries, employant environ cinq cents personnes.

**AGNELET** • Mais l'industrie gantière est aussi, en amont, très tributaire de la qualité des peaux. Il y a encore une vingtaine d'années, l'agnelet – appelé « regard » – du Larzac était sacrifié à l'âge d'or. Sois afin d'utiliser le lait de la brebis pour la fabrication du roquefort. Sa peau, d'une finesse et d'une souplesse exceptionnelles, a conféré à la ganterie de Millau sa renommée. Aujourd'hui, ce « massacre » des bêtes moutons a cessé. Élevage en batteries, nourriture artificielle, croisement de races : les fermiers des Causses aveyronnais privilégient, depuis quelques lustres, la production de lait et de viande. Résultat : des peaux d'agneaux souvent ridées, dont les professionnels du cuir ne veulent pratiquement plus. Ils se fournissent essentiellement en Espagne, mais aussi en Australie, en Nouvelle-Zélande et ailleurs.

Et puis tous les gants ne sont pas en agneau, « plongés » ou « volés ». On connaît les gants en daim, en pécari, en chamois ou en autruche, mais sait-on qu'on peut aussi en acheter en cheval, chien, chat, lièvre, oie, loutre, buffe, kangourou, serpent, requin, grenouille, pingouin et même souris ? Une quarantaine d'espèces au total, que l'on peut « mélanger » : par exemple, python et chevreau, autruche et chien. Car il s'agit aussi de confectionner des gants de sport (dans une quinzaine de disciplines), des gants animaux, orthopédiques, des gants pour les costumiers, les astronautes, les prélat, les policiers, etc.

Chez Lavabre-Cadet, on travaille essentiellement le chevreau. « Les doigts se régèlent », commente Jackie Gaven, en échantonnant au maximum une peau pour trouver la découpe idéale. Cette réflexion résume à elle seule tout l'amour que les gantiers ont pour leur métier. Des gantiers qui savent qu'ils n'auront plus jamais de clients comme une Anne d'Autriche laissant à sa mort trois cent quarante-sept paires de gants ou, mieux encore, un Edouard VII d'Angleterre ne portant ses gants qu'une fois et en utilisant trois paires par jour. Mais des professionnels qui ont fait dans leur métier et dans leur maîtrise et qui, pour qu'un jour Millau ne vive pas seulement des services et du tourisme, sont constamment prêts à... relever le gant.

Michel Castaing

(1) Le pickage consiste à tremper la peau dans un bain d'acide sulfurique. C'est la dernière manipulation avant le tannage proprement dit.

(2) Cet article emprunte largement, pour l'histoire, au livre d'Elisabeth Bailion, *Un métier dans la peau* (édition par la MPGM).

(3) La France comptait 441 fabriques de gants en 1946, 90 en 1984 et environ 40 en 1990.

## Les petits papiers de Saint-Girons

Le « gris qu'on roule entre ses doigts » avait toutes les chances, jadis, d'être enveloppé d'une mince feuille de Job. En France, c'est vrai, les rouleaux de cigarettes ne sont plus qu'une minorité parmi les fumeurs, mais au Pays-Bas, ils tiennent leur rang, et absorbent encore près de 20 % de la production de papier Job. Voilà bien cent ans qu'à Saint-Girons l'usine de la Moutasse fabrique l'enveloppe diaphane de nos cigarettes, dont elle est l'un des leaders mondiaux. Si elle s'appelle encore Job, elle fait partie du groupe papeter Laro, qui a repris en 1986 l'activité papier (environ 200 millions de francs) au groupe Bofors, lequel a conservé les manufactures de tabac Job.

Pour faire du papier, il faut de l'eau, beaucoup d'eau pure, comme celle qui dévale des Pyrénées, et du bois, « qui croît ici malgré les hormones ». Mais le papier à cigarettes est d'une telle finesse que la pâte à bois n'y entre que pour une part infime, pour donner de la porosité. L'essentiel, c'est la chaux et le lin, qu'on triture, qu'on blanchit au chlore ou à l'eau oxygénée, avant d'étaler la pâte sur des machines de 50 mètres de long.

Il en faut, des bobines de la largeur d'une cigarette (26 ou 27 millimètres), pour arriver aux 12 000 tonnes qui sortent chaque année de l'usine Job, de quoi fabriquer 250 milliards de cigarettes !

Il est plus compliqué qu'on ne croit de suivre l'évolution technique de la cigarette. Les légères, outre leur tabac délavé, se drapent dans un papier poreux qui doit laisser s'échapper une bonne part des fumées fatales.

S. G.

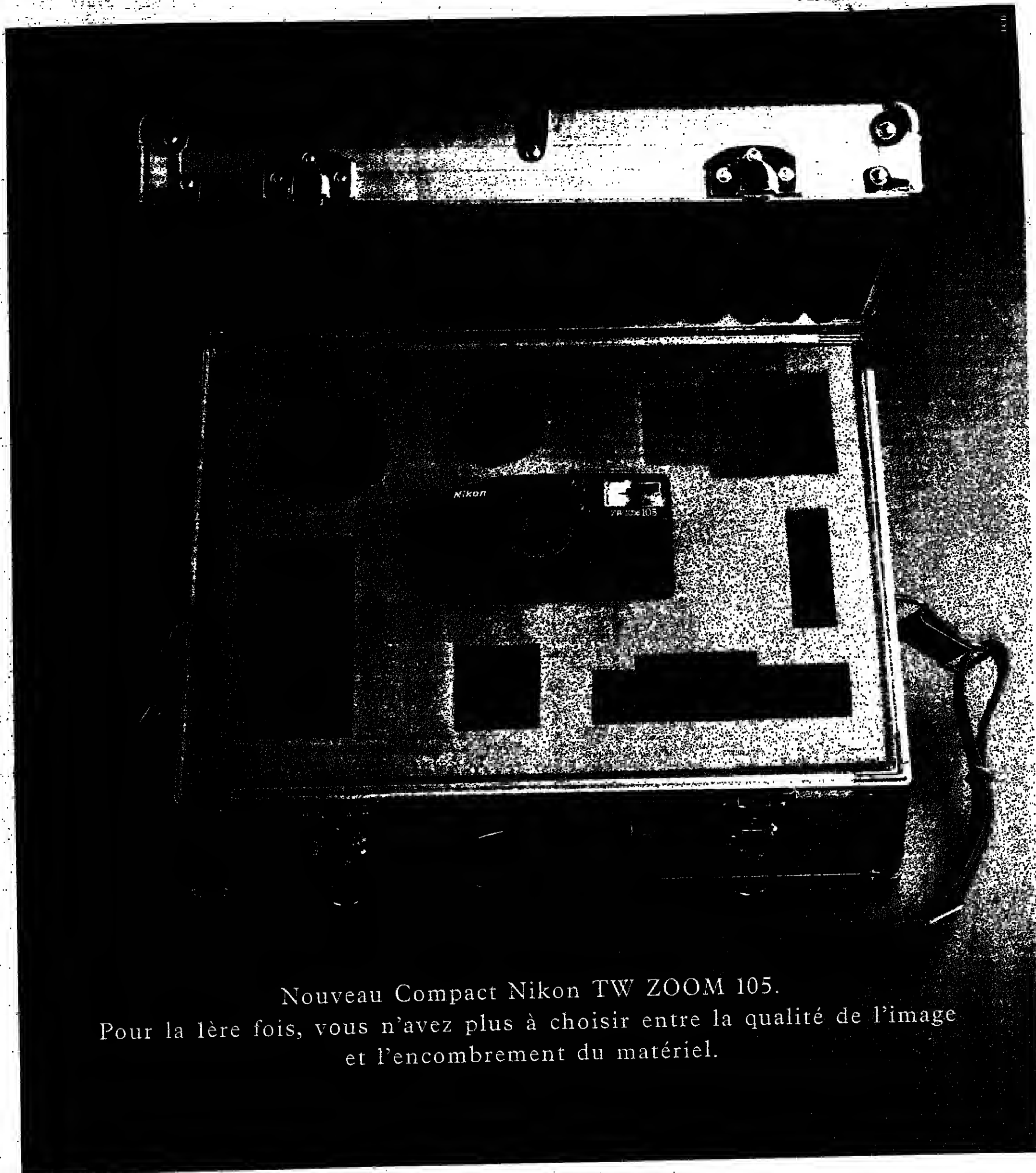
■ Précision. – Nous tenons à remercier le professeur Gaston Bortet, de l'université de Besançon, pour son manuscrit sur l'histoire de l'orthographe en France. Comté, dont nous nous sommes largement inspirés pour l'article sur le « Triangle holoïque du Doubs » (Le Monde de l'économie du 16 juin 1992).

Jean-Pierre Barjou



هكذا من الإصدار

• Le Monde • Mardi 30 juin 1992 33



Nouveau Compact Nikon TW ZOOM 105.  
Pour la 1ère fois, vous n'avez plus à choisir entre la qualité de l'image  
et l'encombrement du matériel.

*Les très belles images ne sont plus le privilège des appareils reflex. Et la créativité ne se mesure plus en quantité de matériel. Avec le nouveau Compact Nikon TW Zoom 105, le passionné exigeant accède à la qualité reflex. Avec, en plus, une extraordinaire facilité d'utilisation. L'âme du compact Nikon TW Zoom 105, c'est son objectif: un 37-105 équipé de verres spéciaux "ED". Une technologie jusqu'ici réservée aux objectifs professionnels, une pureté d'image jamais vue en compact. Côté mise au point, pas d'erreur possible: un système anti-flou emprunté aux reflex assure une netteté optimale. Et pour vos images à mettre en lumière, un flash intégré puissant, que ne renierait pas un bon reflex.*



**Nikon**

Documentation complète disponible en écrivant à Nikon France S.A. 191, rue du Marché Rollay 94504 Champigny/Seine Cedex

de Millau

Les petits papiers  
de Saint-Girons



PERSPECTIVES

# L'informatique, trésor des Indes

Suite de la page 29

Avec des salaires beaucoup plus bas que ceux des pays industrialisés : l'équivalent de 1 000 francs par mois pour un programmeur en début de carrière, par exemple. « Le coût est le tiers, à compétence égale », estime le représentant d'une société française.

**FILON** • Attirées par ce filon, les plus grandes firmes informatiques se sont établies en Inde. Leur objectif primordial est de s'assurer des parts substantielles du marché indien des ordinateurs, puis, à plus long terme, de faire de l'Inde une plate-forme pour exporter vers le Moyen-Orient et même l'Afrique.

En attendant, elles font réaliser des logiciels. « L'Inde, indique Pierre Page, directeur de la société suisse Teknosoft SA (TKS), n'a rien de bon produit d'exportation, d'autant que ses besoins domestiques demeurent inférieurs aux effectifs de ses ingénieurs. Or, dans les pays industrialisés, il y a pénurie de spécialistes, en l'occurrence de matière grise. Si vous avez besoin de plusieurs centaines d'informaticiens pour réaliser un projet, vous les cherchez en vain en Suisse, mais vous les trouvez en Inde. » Avantage annexe, en étant présent sur place, les sociétés peu-

vent aussi lutter contre le piratage. Pionnière, Texas Instruments s'est installée dès 1987 à Bangalore. Pour pallier les difficultés de communication, sa filiale indienne dispose d'une liaison satellite, qui lui permet de jouer sur le décalage horaire avec le siège de Dallas, aux Etats-Unis. Hewlett-Packard vient d'investir 460 millions de roupies dans son centre de développement de logiciels à Bangalore. Une mise de fonds comparable à celle de Pepsi-Cola pour les boissons gazeuses. Longtemps hésitant, le numéro un mondial, IBM, s'est décidé à prendre pied en Inde en créant une co-entreprise avec l'incalculable groupe Tata.

Les entreprises spécialisées ne sont pas les seules à recourir à cette délocalisation. Des sociétés occidentales de toutes sortes font exécuter en Inde tout ou partie de leurs services informatiques. Citicorp dispose de sa propre unité de production, la Banque Indosuez a installé un centre de développement de logiciels à Bombay, en coopération avec Tata-Unitas, filiale du géant indien et du constructeur américain. Thomson, Alcatel et Dassault font aussi de plus en plus de logiciels en Inde. « En faisant faire certains travaux en Inde, les multinationales réalisent en moyenne de 30 à 50 % d'économies », estime le directeur d'une revue spécialisée.

En Suisse, les plus importantes sociétés, la compagnie aérienne Swissair, les institutions financières et même la Banque nationale ont choisi de développer des logiciels en Inde. Elles le font généralement par l'intermédiaire de TKS, qui est depuis 1985 l'antenne helvétique de Tata Consultancy Services (TCS) de Bombay. Première entreprise de consultants en informatique de l'Inde, TCS emploie quelque 2 500 spécialistes et est actuellement engagée dans près de cinq cents projets dans une quarantaine de pays. Depuis 1987, son chiffre d'affaires a plus que triplé pour dépasser le milliard de roupies dont 80 % provenant des exportations de logiciels. La firme se prépare au marché unique européen de 1993 : une filiale, Arnag-Tata, a été ouverte aux Pays-Bas, et ses employés suivent des cours de français et d'allemand.

**LOCATION** • Une formule s'est particulièrement développée : le *body shopping*, c'est-à-dire la location sur place d'équipes d'informaticiens travaillant plusieurs semaines ou mois durant sous le contrôle du client. Avec une variante, le *body leasing*, l'envoi d'experts indiens aux Etats-Unis ou ailleurs, pour un contrat déter-

miné, à des salaires de 20 % inférieurs à ceux de la main-d'œuvre locale.

En Suisse, TKS emploie en moyenne entre trente et quarante informaticiens indiens, 60 % du travail restant généralement effectué en Inde par des équipes plus nombreuses. De même, trente-cinq collaborateurs indiens de TCS participent actuellement, à Zurich, avec le concours de 180 informaticiens basés à Madras, à la mise sur pied d'un système de valeurs mobilières pour le compte de la Société suisse pour le traitement de titres (SEGA), propriété des grandes banques helvétiques.

De son côté, Swissair se prépare à transférer à Bombay en 1993 la comptabilité de son trafic aérien, supprimant 150 emplois en Suisse, et économisant 8 millions de francs suisses par an. En 1988, la compagnie aérienne helvétique avait déjà transféré en Inde son système de contrôle des réservations.

Encouragée par cette expérience, Swissair vient de créer, avec TCS, une co-entreprise destinée à développer des logiciels pour les compagnies aériennes, Airlines Finance Support Services, qui sera installée dans le complexe industriel de Santa Cruz Electro-

nics Export Processing Zone, près de l'aéroport de Bombay.

**EXONÉRATIONS** • Pour accueillir ces sociétés, le gouvernement indien a créé d'autres parcs technologiques, disposant de bonnes infrastructures et dotés de liaisons internationales par satellite, notamment à Bangalore, Hyderabad, Pune et Bhubaneswar. Les compagnies qui s'y établissent bénéficient d'exonérations fiscales et d'exemption de taxes douanières sur les importations. De façon générale, pour stimuler les investissements étrangers, le gouvernement indien a autorisé les sociétés étrangères à détenir 51 % dans des entreprises locales, au lieu de 40 %, et leur a permis d'écouler le quart de leur production sur place, alors qu'elles devaient auparavant en exporter la totalité.

Un moyen aussi d'enrayer la fuite des cerveaux vers les pays industrialisés, les Etats-Unis en particulier.

Encore modestes, les exportations indiennes de logiciels sont cependant passées de 100 millions de roupies en 1982 à 2,5 milliards de roupies en 1991 et devraient, prévoit-on, décoller d'ici à 1996, l'Inde s'assurant 2 % du marché

mondial contre moins de 0,5 % aujourd'hui. Pour l'informatique en général, les experts prévoient une croissance de 30 à 35 % du marché dans les prochaines années.

Mais certains, comme B. P. Adhikari, président de la West Bengale Electronics Development Corporation de Calcutta, reprochent aux autorités de privilégier l'exportation de logiciels au détriment de la formation d'une industrie répondant aux besoins locaux : « A l'échelle du pays, le niveau d'informatisation est élémentaire, dit-il. La piraterie rampante a retardé la croissance de l'industrie du logiciel. Nous avons négligé le marketing et nous dépendons de l'étranger pour le matériel. Il faut développer l'industrie nous-mêmes. »

La fièvre informatique actuelle n'en est pas moins significative. « En 1988, plaisante un chercheur de l'Indian Institute of Sciences de Bangalore, Vasco de Gama a frappé aux portes de l'Inde à la recherche de pierres précieuses, d'épices et de soieries. Cinq cents ans plus tard, l'Occident redécouvre l'Inde pour y trouver des services, des systèmes et des logiciels. »

Jean-Claude Bührer

## Le rêve de Bangalore

BANGALORE  
de notre envoyé spécial

« Nous voulons être originaux à l'échelle mondiale, pas seulement en Inde. » Dans son bureau enssoleillé où l'ordinateur fait pendant à de longues étagères crantées de livres, Mohan Vidyasagar résume ainsi son ambition. Directeur du centre pour l'intelligence et la robotique, placé sous la tutelle du ministère de la défense, c'est un chercheur comme il y en a beaucoup à Bangalore. Son laboratoire, créé il y a cinq ans et opérationnel depuis novembre 1990, occupe vingt-cinq scientifiques, dans diverses branches de la recherche sur l'intelligence artificielle : raisonnement des machines, visualisation par ordinateur, réseaux de traduction simultanée, systèmes de contrôle en salles d'opérations chirurgicales, et robots pour les manipulations industrielles dangereuses.

La plupart de ses collaborateurs, comme lui formés en Inde avant d'aller se perfectionner à l'étranger, sont rentrés dans leur pays, un peu par nostalgie, un peu parce que les conditions matérielles étaient tentantes, et surtout pour ne pas louper le coche : le pari sur l'électronique lancé voici une vingtaine d'années dans le sud du pays est aujourd'hui à une étape cruciale.

**CLIMAT** • Naguère connue pour le douceur de son climat, Bangalore est devenue ces dernières années le centre de ralliement de tout ce qui compte sur le marché de l'électronique. Peu à peu le cité jardin s'est transformée en « Silicon Valley », comme on l'appelle désormais. Ou plutôt en Silicon plateau, car Bangalore est située à quelque neuf cents mètres d'altitude sur le plateau de Deccan, ce qui lui confère des avantages climatiques que goûtaient déjà la bonne société du temps des Britanniques. Mais ce n'est pas vraiment le hasard, ni le climat qui ont fait essaimer à Bangalore mille et une entreprises fringantes d'électronique.

Déjà, l'Etat princier de Mysore avait joué un rôle de pionnier au début du siècle et, dans les années 50, le puissant empire moderne des Tata avait été l'un des premiers à fonder un institut de recherche à Bangalore. D'autre ayant suivi, l'Etat du Karnataka n'a pas tardé à créer « Electronic City », un espace d'environ

200 hectares à une vingtaine de kilomètres de la ville. Texas Instruments, Motorola, NCR, Hewlett-Packard, Bull, sont déjà sur place, IBM s'apprête à débarquer et la CEE envisage d'y créer un centre de logiciels, afin de faciliter les exportations vers l'Europe.

Mais le goût des Indiens pour l'informatique pourrait résulter aussi d'une tradition intellectuelle : une pratique assidue, dès l'enfance, de la logique moniste de l'Advaita, ou encore une familiarité indubitable avec les mathématiques pures, dont Srinivasa Ramanujan avait été l'étoile filante au début du siècle, sans parler d'une fréquentation persévérante de la musique carnatique, caractéristique du sud de la péninsule indienne.

**VIVIER** • Mohan Vidyasagar reconnaît que la plupart de ses collaborateurs sont originaires du Sud. Mais, dit-il, « la réalisation pratique de nos idées et de nos concepts, ainsi que leur commercialisation, est généralement l'affaire des gens du Nord et de l'Ouest, de Delhi à Bombay. » Bangalore apparaît en tout cas comme une pépinière de talents.

L'Indian Institute of Science, établi dans la cité, est réputé comme la meilleure université scientifique du pays, et divers instituts cultivent sur place un vivier de spécialistes dans des domaines allant de l'atome à l'aéronautique. Les deux Nobel dont s'enorgueillit l'Inde étaient tous deux des enfants du Sud, plus précisément de Madras : le physicien C.V. Raman, récompensé en 1930 pour avoir découvert « l'effet Raman », soit la diffusion moléculaire de la lumière, et son neveu, Chandrashekar, astrophysicien, qui obtint le prix en 1983 et posa le principe de la « limite de Chandrashekar » qui devait mener à la théorie des « trous noirs ».

A ces grands noms qui font toujours rêver les élèves de Bangalore, un rat de bibliothèque local ajoutera peut-être celui du père Racine, un jésuite français qui aurait joué un rôle non négligeable dans l'engouement local pour les mathématiques. « Des siècles durant, des gens se sont adonnés ici à la réflexion et à l'étude, à une certaine éternité du rêve. Le penchant pour les jeux de l'informatique en est peut-être une conséquence parmi d'autres », explique un observateur.

J.-C. B.



DÉBARRASSONS-NOUS DE NOS BÂGES.

la  
pen  
en  
ori



50 (من الاموال)

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

# La déprime des zincs

Suite de la page 29

Il y avait 510 000 licences IV (autorisant la vente de toutes boissons) en 1910, pour 38 millions d'habitants. Il n'y en a plus que 160 000 aujourd'hui, pour 58 millions. Évalués à 70 000, les cafés-bars-brasseries ont été les grands perdants. Ils avaient une sorte de monopole sur la distribution d'alcool; les supermarchés ont mis depuis belle lurette celui-ci à la portée de tous. L'apéritif était leur boisson-phare; ils n'en servent plus guère - cela se boit chez soi - la vente de bière, de café, de jus de fruits et... d'eau minérale (!) constituant plus de 80 % de la demande, et selon les établissements, entre 60 et 80 % du chiffre d'affaires «boissons».

**PETIT VERRE** • «Nous sommes un peu victimes de notre savoir-faire», sourit Marcel Henry, président de la section limonade du Syndicat national des restaurateurs-limonadiers et hôteliers, un «ancien» vétéran de la profession. «La boisson noire et bouillonnante de nos vieux pérorateurs clients à lui adjoint un petit verre de calva, de kirsch, de rhum. Faire autrement eût semblé masochiste, suicidaire. Le café servi

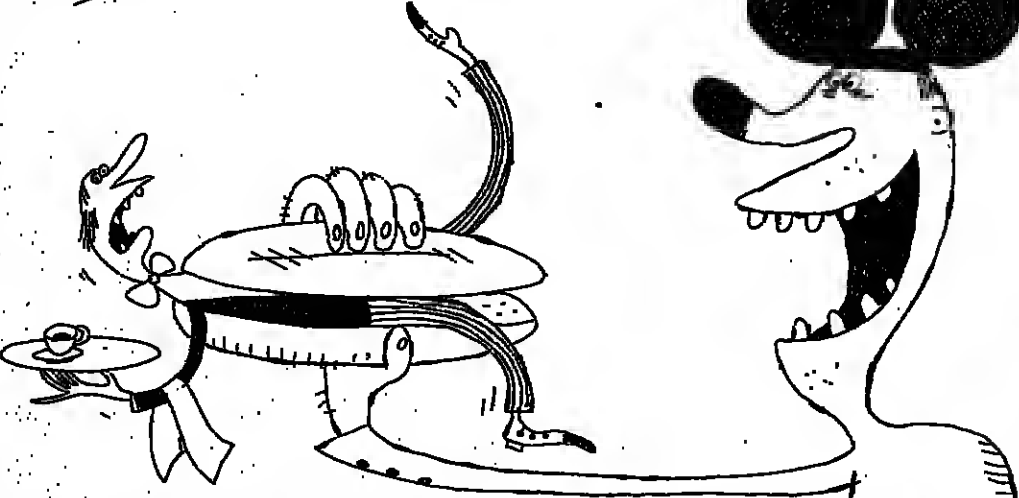
aujourd'hui sur le zinc est d'une telle qualité qu'un ouvrier des yeux ronds quand quelqu'un y rajoute un ou deux doigts d'alcool».

Mais s'il n'y avait que cela! Voilà qu'on les attaque sur leur propre terrain! L'augmentation du nombre de Français déjeunant hors domicile - 55 % le font au moins une fois par semaine - a suscité des vocations: traiteurs, charcutiers, boulangers se sont lancés dans le sandwich et rivalisent d'astuces pour inciter le client à varier son menu avec l'aide du four à micro-ondes.

Fleurissent aussi croissantes, viennoiseries, sandwicheries et autres pizzérias de hord de trottoir qui rentabilisent rapidement un fonds de commerce grand comme un monchoir de poche. «Pensez! déclare Claude Jondeau, président des limonadiers de la Confédération française des hôteliers-restaurateurs-caféiers-discothèques; ils sont assujettis à une TVA de 5,5 % car leurs produits sont à emporter, alors que la nôtre est à 18,6 %!... même les charcutiers acceptent aujourd'hui les tickets-restaurants!» Les traiteurs...

Et puis il y a les fast-foods, surtout ceux des grandes chaînes. Prononcer leur nom dans un café déclenche des ouragans, voire des

HAZOUER DE SOLA



haines. «Des valeurs! s'exclame un cafetier de Marseille. Avez-vous vu la composition de leur steak? Tenez, je n'en voudrais pas pour mon chien!» «Allons! corrige un Toulousain. Ils font du bon boulot. Mais dès que l'un d'entre eux s'installe dans le coin, c'est 35 % de recettes en moins.» «Pas de panique, voyons! grogne Robert Henry, les fast-foods ne

sont pas si bons qu'ils puissent expliquer nos baisses de recettes!»... «Ils l'expliquent en partie, répond Claude Jondeau, et au lieu de les mépriser, sachons les observer et mieux nous situer. Ils nous piquent tout à tour nos solades, nos terrasses, et nos décors bistrot. Volons-leur le rapidité de service puisque c'est le critère qui les fait choisir. Et jouons

les atouts qui les mettent hors-jeu: ambiance familiale, cuisine maison».

Mais les fast-foods ne doivent pas faire oublier les changements de la société française, l'exode rural et la télévision. «C'est la vie! soupire Robert Henry. Quand les paysans désertent la campagne, quand les puits de mine ferment et que les usines meurent, les cafés s'éteignent à jamais. Au diapason des régions. Et quand télévision et magnétoscope deviennent le moteur des soirées familiales, le bistrot se replie et s'efface, blessé à mort, mais indulgent. Au tenancier de le positionner autrement».

**RECRUTEMENT** • Il est surtout un problème qui hante les patrons: celui du recrutement, plus tard de la relève. Car les candidats ne se houscotent pas. «C'est inouï, dit Raymond Blat, le patron de L'Alsace à Paris. La France compte trois millions de chômeurs et les cafés manquent toujours de personnel! La profession aujourd'hui n'attire pas. Trop dure. Trop contraignante. Trop peu valorisante. L'autorité est de plus en plus mal ressentie, ennuie Raymond Blat. C'est pourtant la première règle enseignée dans les écoles: et sans laquelle un café est paralysé».

Pour compenser le «déficit d'image», certains leaders de la profession se sont donc mis en tête de créer un CAP de café-brasserie. Au programme de cette formation de deux ans, on place depuis la rentrée 1990-1991: gestion, hygiène, connaissance des produits, rapports humains, communication et langues étrangères. Un peu long, pensent certains, pour former un «garçon». Mais la profession, elle, se prépare de futurs patrons. Car les fils de brasseurs et cafetiers n'acceptent plus l'idée de vivre sur la hêrche quatorze heures par jour, d'être chef d'entreprise, chef des achats, chef du personnel; de s'occuper de la gestion, des stocks et des salaires, et d'accueillir la clientèle qui aime à saluer «le patron».

«Les cafés, dit le cafetier de Marseille, décidément en verve. Ce métier est pourtant un cadeau! On y rit, on y cause, on y contemple la vie d'un trône exceptionnel! On accueille, on anime, on défend, on se tient au courant et on répand les nouvelles; et puis on rend heureux! Alors évidemment, un métier comme celui-là se paye. Faut pas porter de montre! Faut pas compter les heures!»

**INSTABILITÉ** • Le travail reste certes exigeant, un café-brasserie fonctionne de 5 heures à 2 heures du matin, le dirigeant conditionne donc un mode de vie.

Celui du personnel a d'ailleurs évolué sous le coup des règles sociales. La rémunération au pourcentage (le fameux 15 % qui figure sur les notes) assure, selon les établissements, des revenus médiocres ou assez confortables (15 000 francs par mois environ dans une brasserie parisienne). Mais l'instabilité du personnel est chronique - on rend son tablier du jour au lendemain, d'autant plus librement que la plupart des serveurs sont payés quotidiennement - et bien des tâches accomplies autrefois par le garçon de salle doivent l'être aujourd'hui par des prestataires extérieurs.

«On vit tout de même mieux qu'avant», estime Robert Henry;

malgré la TVA, le personnel manquant, les charges, les normes plus contraignantes, la loi Evin et ses menaces sur la paix des fumeurs, l'inflation des fonds de commerce dont la valeur est de plus en plus déconnectée du chiffre d'affaires de l'établissement.

«Songez, rappelle-t-il, qu'il n'y a pas si longtemps des livreurs en voiture en bois tirés par un cheval venaient nous approvisionner en glaçons: des pains immenses de 25 kilos qu'il fallait découper au pic pour les faire entrer dans la glacière! Songez que nous recevions bières et alcools dans des fûts de bois lourds qu'il fallait descendre à la cave sans l'aide de monte-charges avant de les tirer, boucher, étiqueter, capsuler des opres-midi entiers. Songez que le cuivre était partout, sur le dessus des banquettes, cerchant les guêrillons, entourant les guichets à tabac, et qu'il devait briller sous le chiffon d'un garçon, lequel n'avait jamais fini de nettoyer l'étain du comptoir avec une éponge faite de bœufs de liège, de nettoyer les vitres et de laver le carrelage. Songez...»

Ils sont intarissables, les anciens, sur «cette vie de forçat» dans ils sont plutôt fiers, et sur les dangers qui menacent la limo-

“Il y a trente ans on mangeait chez soi, on buvait dehors. Maintenant, c'est le contraire.”

nade, «l'un des métiers les plus utiles à la communauté, avec le médecin, l'instituteur, le paysan, le prêtre» (sic). Tous n'ont que deux mois en bouche, deux mois d'ordre, impératifs, vitaux: accueil et qualité. C'est par là que pèche le bistrot français, et c'est par là qu'il pourra être sauvé. «La convivialité, le chaleur, la prévenance, dit Raymond Blat. Voilà ce que le client recherche et qui ne s'achète pas.» «L'ordonneur n'a jamais remplacé la racine du garçon ou le sourire de la caissière», glisse Robert Henry, enseignant qui l'accueil «est l'élément qui ne va pas».

**REPÈRES** • Pour séduire la clientèle jeune, renouveler l'intérêt, certains enseignent le décor, travaillent l'architecture (Cafés Coste ou Beaubourg), jouent sur la tradition (La Palette, «où ce qui compte le plus, dit son directeur, c'est moins la propriété que le caractère vieillot, l'atmosphère parisienne, et le genre artistes»); certains misent sur la thématisation: bars à vins, bars à bières, bars à cocktails, piano-bars.

«Le consommateur veut des repères, explique Gilbert Delos, le rédacteur en chef de *Licence IV*, un magazine professionnel. Mais il veut avant tout un service personnalisé et soigné; et l'impression d'un cadre unique, ce qui va à l'encontre des tentatives des chaînes, lesquelles n'ont jamais pu percer. Les cafés aujourd'hui doivent s'imposer un surcroît. Le café servi doit être de très grande qualité et la bière tirée dans les règles de l'art. Il faut diversifier les vins, ne pas négliger le rôle des accessoires (chocolats avec café, gâteaux pour l'apéritif) et surtout améliorer la restauration. Il y a trente ans, on mangeait chez soi et on buvait dehors; maintenant c'est le contraire et les cafés cantonnés dans le boisson sont en voie de disparition.»

La restauration donc. En sortant de l'inévitable trin sandwich, omelette et croque. Et en acceptant les services des fabricants de plats sous-vides qui donnent aux cafetiers la possibilité d'une riposte aux fast-foods. «Il faut se battre, briller», s'exclame Raymond Blat. Profiter que Paris soit le centre de l'Europe pour afficher que la France a la plus belle limonade d'Europe! «Ecrivez bien que c'est un beau métier, insiste Robert Henry. Que la vie y est drôle, et que bien des garçons, pour peu qu'ils aient des pros, pourraient sans rougir comparer leur salaire à celui d'intellos!»

Amick Cojaan

# la pensée en forme.

On dit que l'homme est né libre, comment se fait-il alors qu'il passe

le plus clair de son temps enfermé dans un bureau? Un ordinateur: la clef des champs. Vous n'y auriez probablement jamais pensé. Ça se comprend. Parce que ce n'est pas tous les jours que l'on a la chance de travailler avec un micro-ordinateur comme ceux de la gamme AMBRA. Alors, essayez-en un et

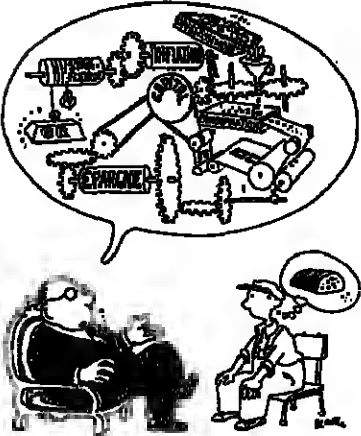
passer le reste du temps à faire ce que vraiment vous avez envie de faire. Appelez gratuitement le 05-326 526 pour une pensée en forme



AMBIER EST VENDUE AVEC DOS ET WINDOWS ET VOUS PERMETTRA D'UTILISER LA PLUPART DES LOGICIELS STANDARDS. SPRINTA 386 25 MHz. ECRAN COULEUR VGA 14 POUCE, 4 MO RAM, DISQUE 40 MO A PARTIR DE 9 900 TTC COMPRENANT LA SOUS, LES LOGICIELS, L'AN DE MAINTENANCE SUR SITE ET L'ASSISTANCE TELEPHONIQUE HOTLINE. OFFRE LIMITEE A LA FRANCE METROPOLITAINE



# Le SMIC



La citadelle du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) a résisté à tous les assauts. Au milieu des années 80, elle a contenu la vague libérale qui la vouait aux gémonies. Menacée d'être vidée d'une partie de sa substance par la création d'un « SMIC-jeunes » (une idée un moment caressée par Pierre Bérégovoy lorsqu'il était ministre des finances), elle a laissé passer l'orage. Cette année encore, le rituel qui entoure les débats précédant la décision du gouvernement d'accorder ou non un coup de pouce au SMIC (5 630 francs bruts mensuels au 1<sup>er</sup> mars 1992) à compter du 1<sup>er</sup> juillet est d'un classicisme éprouvé. Les syndicats demandent un « relèvement substantiel », le patronat sollicite « la modération » et les pouvoirs publics hésitent. Partagé entre les arguments du ministre des finances, soucieux de ne pas égratigner la rigueur, et le plaidoyer du ministre du travail, désireux de privilégier les bas salaires, le gouvernement attend le dernier moment pour solliciter l'avis de la Commission nationale de la négociation collective qui devait se réunir lundi 29 juin. Quarante-deux ans après sa création, le salaire minimum symbolise encore une exigence élémentaire de justice sociale. Mais il est, depuis longtemps, désacralisé. Sa rigidité est en effet soupçonnée d'engendrer de multiples effets pervers. On l'accuse de décourager l'embauche des salariés les moins qualifiés, de paralyser les négociations salariales ou encore d'écraser la hiérarchie des rémunérations. Mais est-ce vraiment au SMIC qu'il faut s'en prendre ? En réalité, c'est moins son assistance que son influence qui est en cause. Or, si les entreprises avaient investi dans la formation de leur personnel plutôt que de pratiquer une politique de bas salaires – synonyme de basses qualifications – la SMIC ne serait pas devenu une locomotive salariale mais aurait continué de jouer sa fonction originelle de « voiture-balai ». Enfin, ce surdimensionnement du SMIC est également le reflet du déséquilibre des relations sociales, conséquence – entre autres – de l'incapacité du syndicalisme français à peser sur les décisions des entreprises.

Dossier réalisé par Jean-Michel Normand

## En quoi consiste-t-il ?

Le SMIC est calculé selon un taux horaire pour une durée du travail mensuelle de 169 heures. Au 1<sup>er</sup> mars, il atteignait ainsi 33,31 francs, soit une rémunération mensuelle brute de 5 630 francs. Il représente la rémunération minimale qui doit obligatoirement être versée aux salariés travaillant dans un secteur de droit privé.

Le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) fut d'abord le SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti), instauré par la loi du 11 février 1950. Il s'agissait de garantir un « minimum vital » aux travailleurs les moins bien payés, notamment dans les secteurs où la négociation collective n'est pas suffisamment active. En juillet 1952, le SMIG fut doté d'un mécanisme d'indexation : le seuil d'alignement automatique sur les prix, calculés en glissement, fut fixé à 5 %, puis à 2 % en 1957, ce qui n'empêcha pas le SMIG de prendre un retard considérable par rapport aux autres salaires. En 1970, le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas décida de transformer le SMIG en SMIC afin d'accorder aux « smicards » une partie des gains de pouvoir d'achat obtenus par les autres salariés.

Outre l'indexation *a posteriori* dès que l'inflation dépasse 2 %, le salaire minimum est, depuis cette date, révisé chaque année au 1<sup>er</sup> juillet. Fin juin, on compare l'évolution du taux de salaire horaire (TSH) – c'est dire *grosses modo*, le salaire ouvrier moyen – avec celle des prix (la référence est désormais l'indice hors tabac) afin de calculer le gain éventuel de pouvoir d'achat.

Les pouvoirs publics ont le choix entre deux possibilités pour déterminer l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet. Soit s'en tenir à la stricte obligation légale, c'est-à-dire répercuter sur le SMIC la moitié du gain de pouvoir d'achat du TSH (ces dernières années, ce fut le cas en 1986 et 1987). Soit aller au-delà, en intégrant dans la revalorisation la totalité de ce gain de pouvoir d'achat, comme en 1984 et depuis 1988. Hormis certaines périodes exceptionnelles (en 1968, le salaire minimum fut augmenté de plus de 35 % après les accords de Grenelle et en juin 1981, où la progression atteignit 10 %), les gouvernements eussent entre ces deux options. La différence entre l'une ou l'autre de ces solutions est modeste.

## Voiture-balai ou locomotive ?

Jusqu'aux années 70, le salaire minimum a perdu beaucoup de terrain par rapport aux autres rémunérations. Alors que le pouvoir d'achat du taux de salaire horaire progressait de 83,5 % entre 1952 et 1969, celui du SMIG n'augmentait que de 64,7 %. Grâce à la création du SMIC, l'écart (voir graphique) s'est sensiblement réduit entre son évolution et celle du salaire net moyen.

En principe, le salaire minimum ne concerne que les salariés du bas de l'échelle et ne préjuge pas de la possibilité, pour les branches professionnelles, de déterminer une rémunération minimale supérieure au plancher légal. Cependant, le SMIC n'est pas sans effets sur les salaires du bas de l'échelle. Une revalorisation du SMIC tend à se diffuser et à tirer vers le haut les niveaux de rémunération situés juste au-dessus de lui (et, donc, à accroître le taux de salaire horaire qui, à son tour, influencera la revalorisation du SMIC).

Dans les faits, on observe que plus l'augmentation du SMIC est forte, plus le nombre de « smicards » augmente. Conséquence : depuis 1973, l'éventail des salaires ouvriers s'est sensiblement resserré, ce qui contribue à paralyser la négociation salariale dans les branches. Le salaire minimum théorique de certaines professions a été dépassé par le SMIC qui, dans ces conditions, n'est plus un plancher mais un plafond. La « voiture-balai » s'est transformée en locomotive, seul espoir de progression pour les plus basses rémunérations privées de perspectives de déroulement de carrière. En 1990, on s'est ainsi aperçu que 134 des 164 branches d'activité de plus de 10 000 salariés avaient au moins un niveau de salaire minimum biéarchique inférieur au SMIC. Il faut donc accorder aux travailleurs concernés des primes pour que leur rémunération réelle atteigne le seuil obligatoire du SMIC.

Jusqu'en juillet 1992, le gouvernement s'est engagé à ne pas accorder au SMIC une augmentation de pouvoir d'achat supérieure à celle du salaire moyen à condition que les partenaires sociaux améliorent les déroulements de carrière et touchent leurs grilles de rémunération. En avril dernier, le ministère du travail indiquait que 54 % des professions présentaient au moins un niveau de rémunération inférieur au SMIC contre 70 % début 1990.

## Faut-il créer un « SMIC-jeunes » ?

Pour le CNPF, le SMIC tel qu'il existe à l'heure actuelle constitue un frein à l'emploi. Selon le patronat, un salaire minimum généralisé décourage l'embauche de salariés non qualifiés, dont la « rentabilité » pour l'entreprise est inférieure aux dépenses (salaire et charges sociales) qu'ils engendrent. Dès lors, assouplir le SMIC – notamment pour les jeunes – permettrait de faire reculer le chômage. L'an passé, (*le Monde* du 8 juin 1991), l'OCDE avançait la même analyse. « Il est (...) vraisemblable que le coût global du travail pour les travailleurs les moins qualifiés est supérieur au niveau d'équilibre, avec des conséquences importantes en termes d'emplois perdus. Cette situation est sans doute imputable en partie au niveau du salaire minimum national », écrivaient les experts du château de la Muette. Un point de vue partagé notamment par Pierre Bérégovoy lorsqu'il était ministre de l'économie.

« Tout ce qui constitue un coup de pouce [au SMIC] est un facteur d'écrasement de la hiérarchie et un facteur d'inflation. »

François Perigot, président du CNPF.

On peut pourtant se demander si le « SMIC-jeunes » n'est pas déjà une réalité compte tenu des multiples dispositifs existants (formation alternée, apprentissage, mesures d'aides à l'insertion). Ceux-ci aboutissent, remarque le CERC (*le Monde* du 5 septembre 1991), à placer de nombreux jeunes « dans des situations assimilables à des emplois avec des rémunérations nettement inférieures au SMIC ».

En outre, créer un « sous-SMIC » (et pourquoi pas revenir à la tarification par zones géographiques à l'intérieur de la métropole, supprimée en 1968) risquerait de vider le salaire minimum d'une partie de sa substance alors que la France apparaît d'ores et déjà comme une économie de bas salaires.

« Le vrai problème de l'économie française n'est pas le SMIC mais le niveau atteint par les charges sociales. »

Adrien Zeller, secrétaire d'Etat à la sécurité sociale (1986-1988).

## Qui sont les smicards ?

On évalue à quelque 10 % des salariés du secteur privé (soit 1,1 million de personnes environ) le pourcentage des « smicards ». Ce sont d'abord des femmes (près de 25 % des ouvrières mais 8 % environ des ouvriers) et des salariés de petits établissements (on compte un smicard pour six salariés dans les entreprises employant moins de dix personnes, un pour quinze dans celles dont l'effectif est supérieur à dix).

L'écart est moins marqué pour les employés (moins de 5 % de « smicards » chez les hommes, un peu plus de 5 % pour les femmes). Les secteurs où l'on rencontre le plus de travailleurs percevant le salaire minimum sont le commerce, l'industrie et les transports. Pour sa part, le bâtiment – où, en 1991, 70 % des offres d'emploi n'étaient pas satisfaites en Ile-de-France – a consenti depuis deux ans un gros effort de revalorisation des bas salaires et de modernisation de sa grille des rémunérations.

## LE SALAIRE MINIMUM EN EUROPE

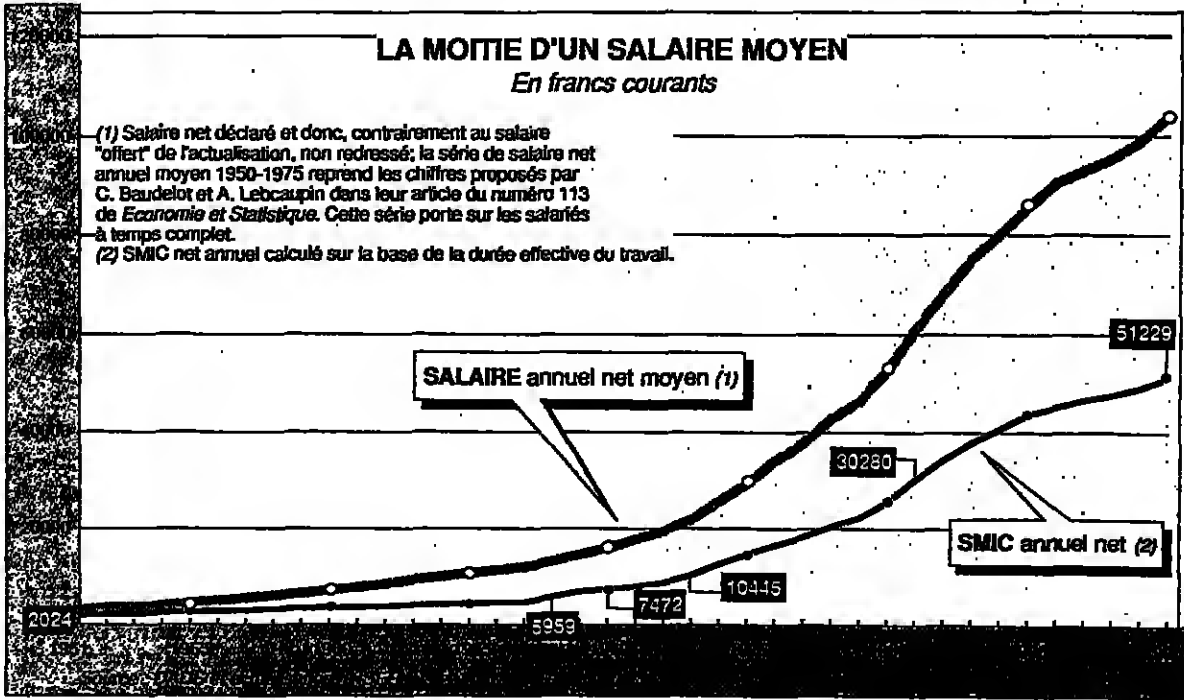
Avec la France, quatre pays européens (le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne) disposent d'un salaire minimum déterminé par les pouvoirs publics. En Espagne, une personne sur dix est directement concernée par cette rémunération minimale, contre 20 % au Portugal. La Belgique et la Grèce se sont elles aussi dotées d'un salaire plancher valable sur tout le territoire, mais celui-ci dépend de l'accord des partenaires sociaux.

Par contre, lorsque existe une large représentation syndicale comme en Allemagne, au Danemark ou, à un degré moindre, en Italie, le « filet de sécurité » du SMIC apparaît moins nécessaire. La rémunération minimale y est déterminée pour chaque branche professionnelle après discussion avec le patronat. Toutefois, les salariés de certaines activités (les travailleurs à domicile allemands, par exemple) sont assurés de percevoir une rémunération minimale établie par le gouvernement.

Enfin, en Grande-Bretagne, la décentralisation de la négociation est de règle. Seule exception : des *Wages councils* (« conseils de salaires ») proposent aux pouvoirs publics un seuil afin d'établir la rémunération minimale valable dans les secteurs où il n'existe pas de négociation collective, comme celui des services.

## BIBLIOGRAPHIE

- « Les salaires minima », dans *Legi social* n° 188 (janvier 1990), pages 31 à 70.
- Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, n° 78 (mars 1992), et n° 58 (mars 1990).
- Le salaire minimum, salaire de référence. Etat de données et recherches de principes*. Droit social n° 12 (décembre 1990).
- Hierarchie des salaires : évolutions récentes et principaux facteurs explicatifs*. Economie et statistiques n° 221 (mai 1989).



## LEXIQUE

**ANNUALISATION.** Depuis 1986, le CNPF demande régulièrement que le salaire minimum soit calculé sur une base annuelle afin d'y intégrer les diverses composantes qui constituent la rémunération (le treizième mois et certaines primes, notamment). Les syndicats, qui soupçonnent le patronat de chercher par ce biais à réduire le montant réel du SMIC, y sont hostiles.

**COUP DE POUCE.** Selon la conjoncture économique du moment, l'éventualité d'un « coup de pouce » au SMIC fait l'objet de débats plus ou moins passionnés à l'approche

du 1<sup>er</sup> juillet. Aller ou ne pas aller au-delà de l'obligation légale (qui exige qu'un moins la moitié du pouvoir d'achat engrangé par le salaire horaire moyen soit accordée au SMIC), telle est la question. Un « coup de pouce » classique consiste à répercuter la totalité de ce gain de pouvoir d'achat.

**SMIC, SMIC.** Alors que l'antique SMIG se contentait de suivre l'évolution des prix, le SMIC actuel permet à ses bénéficiaires d'espérer obtenir une fois par an une augmentation au titre du pouvoir d'achat. Malgré cette différence essentielle, cer-

tains s'obstinent encore à parler du « SMIG », disparu en 1970... **MINIMUM GARANTI.** Dans les conventions collectives des branches professionnelles, il faut distinguer les minima hiérarchiques et les minima garantis. Les minima hiérarchiques expriment le coefficient de base qui sert de référence au calcul des primes. Pour obtenir le salaire minimum garanti, il faut y ajouter, par exemple, la prime d'ancienneté. Mais cela ne permet pas toujours d'atteindre le niveau du SMIC. Il faut donc inclure d'autres éléments de rémunération pour parvenir au salaire réel.

**HOTEL DU RHONE**  
GENEVE

Parce que  
sa situation  
est idéale.

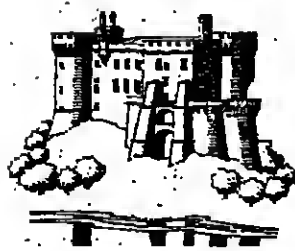
TEL (41 22) 731 98 31  
FAX (41 22) 732 45 58



*L'un des courants porteurs de l'économie de demain  
appartient à notre paysage de toujours.*




***Le fleuve, source de notre Histoire, ressource de notre Avenir.***

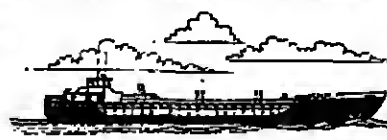


De tous temps, les fleuves  
ont été les témoins de la  
vie des peuples. Sources  
de vie et de richesses agri-  
coles et énergétiques.

sources d'échanges économiques ou culturels, ils sont à la fois une sève nourricière, un axe de développement et le symbole de civilisations entières. Les grands fleuves du monde, le Gange, le Nil, l'Amazone, le Mississippi, qui roulent dans leurs eaux, des siècles d'histoire, sont en eux-mêmes de formidables conteurs. Aujourd'hui fragilisés, menacés dans leur intégrité, ils n'en portent pas moins les interrogations de notre époque et les espoirs de l'avenir que nous



souhaitons léguer à nos enfants. Le Rhône est de ceux-là. Légendaire pour sa puissance longtemps indomptée, il est aujourd'hui au service de



l'économie et de la communication.

Il est devenu non seulement l'un des plus grands producteurs d'énergie hydro-électrique d'Europe — une énergie entièrement naturelle, propre et renouvelable — mais aussi une importante voie de transport fluvial, sur un axe de communication privilégié. Aménagé, géré, mais aussi préservé par la Compagnie Nationale du Rhône, le Fleuve né du cœur des Alpes, source de l'histoire de toute une région, représente l'une des principales ressources de notre avenir.

11

endri

**ENR**  
COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

adignement à l'uni-  
de l'Assom.



CHRONIQUE • Par Paul Fabra

## L'agriculture et le marché

C'est que la profession agricole a le plus à redouter, c'est un excès de zèle à son égard. Le risque d'étouffement ne vient pas de la réforme elle-même. Au contraire, celle-ci est bonne dans son principe. Pour peu que les circonstances extérieures ne soient pas trop défavorables — une chute brutale des prix mondiaux comme celle qui s'est produite en 1990 remettrait tout en cause, — son application a des chances de se révéler moins pénible que prévu.

Dès qu'il s'agit d'ouvrir un secteur hautement protégé surgissent les pronostics pessimistes et sentimentaux. La politique agricole commune a pour effet d'élever les prix intérieurs européens à peu près au double des prix du marché international. Protectionnisme par essence, sa seconde nature est le mercantilisme. Pour survivre, il faut qu'elle écoute à tout prix (expression à prendre au pied de la lettre) les énormes excédents engendrés par le soutien artificiel des cours. Les subventions aux exportations de céréales, de viande bovine, de produits laitiers, etc., absorbent le moitié environ du budget de la Communauté.

Programmer sur trois années la disparition d'une bonne partie de tout cela et de quoi donner le vertige si l'on s'en tient à une analyse statique. Il y a trente-cinq ans, quand on négociait le traité de Rome, Pierre Mendès France avait prédit que son adoption entraînerait l'obligation, pour deux millions de travailleurs français, d'aller s'embaucher dans la Ruhr. A plus d'une génération de distance, c'est aujourd'hui à l'agriculture de s'ouvrir largement à la compétition extérieure. Y serait-elle plus mal préparée que, jadis, l'industrie? Sans doute pas, comme leurs devanciers, les agriculteurs voient dans l'ouverture des occasions de vendre davantage. Ce qui a fini par convaincre les gouvernements à s'engager dans le vote des réformes, c'est l'absurdité des circuits d'échanges nés d'une course ruineuse, aux subventions.

Une première et discrète prise de conscience a lieu en 1982 à l'occasion de la réunion ministérielle de printemps au château de la Muette. Pratiquement tous les grands de l'agriculture mondiale y sont représentés, à l'exception de l'Argentine et de deux ou trois autres de moindre importance. Les douze pays de la CEE, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande sont là, sans compter quelques autres petits pays européens qui ont mis en place au cours des années un système de protection agricole perfectionné : la Suisse, l'Autriche, la Suède, le Danemark, la Finlande. Peu ou prou, tous sont en proie à une crise de surproduction. Difficile de ne pas en attribuer l'origine à l'addition des mesures d'encouragement prises par chaque pays en particulier.

Une formidable explosion des cours de toutes les matières premières, à commencer par celles d'origine agricole, avait eu lieu en 1972-1973 (le prix du pétrole s'élève ensuite). Au lieu d'attribuer ce mouvement d'ensemble à l'inflation, une dangereuse psychose, provoquée par les thèses largement diffusées du club de Rome, s'était emparée des esprits : les ressources de la planète s'épuisent. De cette fable, les ministères de l'agriculture avaient tiré de nouveaux arguments pour augmenter aides et subventions. Dix ans après, on en payait à plein les conséquences. Le désenchantement était tel qu'on en vint à la conférence de Punta-del-Este en septembre 1986 à décider l'impensable : inclure l'agriculture dans les négociations commerciales multilatérales du GATT.

C'est en mai 1987, au conseil de l'OCDE, qu'on commence à se donner un programme de changement. Les vingt-quatre pays membres y affirment leur intention « de mettre un terme au processus de détérioration, et de l'inverser ». Les principes généraux de l'action à entreprendre sont posés. Les politiques d'aide ont eu pour effet d'isoler chaque agriculture nationale (ou plurinationale dans le cas de la CEE) de l'influence du monde extérieur. Il s'agit de ramener progressivement ce vaste secteur d'activité à la loi du marché. Ce sont les « signaux » que constituent les prix du marché international qui serviront dans l'avenir de guide pour orienter les spéculations agricoles, et non plus les « prix d'orientation » fixés par le pouvoir politique. Une véritable révolution en perspective. La récente réforme de la PAC exprime la volonté des Douze de s'y engager pour de bon. Beaucoup de paysans y voient une aventure extraordinairement risquée.

En fait de risque, l'expérience des trente dernières années, en Europe et ailleurs, suggère une autre interprétation. Les politiques qui ont systématiquement organisé

l'économie agricole en fonction des seules considérations « domestiques », tournent le dos aux indications du marché mondial, ont débouché sur une situation incontrôlable. Aucune mesure de réglementation de la production, genre quotas laitiers, n'est parvenue à maîtriser la croissance des excédents. Simultanément, et malgré l'augmentation régulièrement sous-estimée des dépenses, les revenus de la majorité des producteurs se sont dégradés en valeur absolue et en valeur relative. Bref, ce sont les errements de la PAC actuelle qui lancent les agriculteurs à l'aventure dans l'avenir. A vouloir la sécurité pour chaque exploitant en particulier, on a institué un système dont la collectivité est de moins en moins capable d'assurer la survie. L'agriculture n'est pas seule dans ce cas.

Personne ne sait ce que donnera dans la pratique le tournant pris le 27 mai dernier à Bruxelles pour deux secteurs-clés, les céréales et la viande bovine. Le rapprochement avec les prix mondiaux devrait mettre les exploitations en prise directe avec le marché. Le sens de la manœuvre est, en réalité, plus précis. Il s'agit d'aligner plus ou moins les producteurs européens de ces denrées sur le régime américain. Cela ressort des statistiques élaborées par l'OCDE. Les experts du château de la Muette ont mis au point plusieurs indicateurs. L'un est l'équivalent subvention à la production (ESP). Il mesure les transferts en argent versés aux producteurs par les consommateurs (via les prix maintenus au-dessus du prix mondial « de référence ») et les contribuables (via les subventions directes).

En pourcentage du prix touché par les agriculteurs, l'ESP s'établit en 1991 dans la CEE à 49 %, venant de 41 % en 1989. Aux Etats-Unis, la proportion était de 30 %, pratiquement inchangée par rapport aux années antérieures. Un autre indicateur est l'équivalent subvention à la consommation (ESC). Il correspond à la « taxation du consommateur pour la politique agricole (définition des éventuelles subventions dont il bénéficie lui-même). Pour la CEE, le pourcentage était de 42 % (contre 34 % en 1989) ; pour les Etats-Unis, de 19 % (contre 16 %). Ces derniers chiffres permettent d'évaluer grosso modo la majoration de prix supportée par l'acheteur final par rapport à un approvisionnement sur le marché libre. Ils font ressortir un fait essentiel : le gros du soutien accordé aux agriculteurs provient des prix, dans la proportion de 80 % environ pour l'OCDE, et de 90 % pour la CEE. Même l'argent du contribuable sert surtout à cela : il finance la subvention allouée aux exportateurs pour combler la différence entre, d'une part, le prix de vente au niveau mondial et, d'autre part, le prix, nettement plus élevé, qu'il touche effectivement. C'est ce mécanisme qui fausse les courants d'échange. A la longue, il n'est pas aussi favorable qu'on pourrait le faire croire aux bénéficiaires.

DANS son rapport annuel, publié il y a quelques jours (*Politiques, marchés et échanges agricoles, suivi et perspectives 1992*), l'OCDE note qu'en 1991 le volume considérable des exportations subventionnées a freiné le reprise des cours sur le marché mondial. Ce phénomène, désormais largement admis, porte en germe une importante et heureuse conséquence. La forte diminution des prix de soutien décidée par les Douze pourrait bien ne pas se traduire durablement par un sacrifice équivalent pour les producteurs. Ceux-ci seront moins pénalisés et les prix mondiaux remonteront. Telle est la thèse que défend depuis plusieurs années l'influent expert agricole en chef de l'OCDE, le Suisse Gérard Viatte. Les adversaires de l'alignement progressif sur les prix du marché opposent un autre argument : la montée des besoins dans le monde justifierait, selon eux, la maintien de tout un appareil de stimulation « volontariste » de la production. Gérard Viatte n'est pas de cet avis. L'expérience accumulée semble bien lui donner raison.

La menace qui pèse sur la réforme ne vient pas de l'extérieur. L'idée est d'assurer la transition, le temps qu'il faudra, par des versements compensatoires dont l'effet devrait être neutre sur la production. Il s'agirait de « découpler » les aides nouvelles (dites « directes ») et l'activité économique proprement dite. D'un côté, on demande aux paysans de se comporter en entrepreneurs responsables, à l'affût de la demande telle qu'elle est exprimée sur le marché. D'un autre, on veut en faire, comme disait l'un d'eux (interview menée par Dominique Nora dans le *Nouvel Observateur* des 4-10 juin 1992) « des cantonniers de la nature ». C'est à tort qu'on nie, à Bruxelles et à Paris, la contradiction. (A suivre)



NICOLAS GUILBERT

## LIVRES

## Métamorphoses du labeur

Deux ouvrages montrent comment l'automatisation et l'emploi rémunéré des femmes ont, en quelques décennies, changé le monde du travail

**AUTOMATISATION ET TRAVAIL**  
de Christian du Tertre et Giancarlo Santilli  
PUF, collection « Economie en liberté »  
176 pages, 118 F.

**LA DIVISION FAMILIALE DU TRAVAIL**  
La vie en double,  
de Marie-Agnès Barrière-Maurisson  
PUF, 250 pages, 172 F.

Notre science du travail est bien balbutiante, malgré cette épée de Damoclès, la torture (tripallium, l'instrument de torture, donna le mot travail) chantée il y a plus d'un siècle par Karl Marx. Le travail est assés, comme la vie, dont il est un si long moment, la science bête est naïve. Mais peut-on comprendre le chômage sans travail savant...

Automatisation et travail est plus une revue des écoles et théories qu'une recherche. L'automatisation, pour certains, brise l'aliénation historique et progressive de l'homme dans son travail; d'autres voient en elle le parachèvement de la division des tâches, la soumission, l'esclavage. Image du loisir et mythe du forgeron aidé de ses robots, contre image de la terreur, où l'homme machinal est prothèse de la machine et asservi à l'organisation. Qu'en est-il depuis l'apparition de l'ordinateur?

Dans une première phase (1950-1970), l'automatisation ne provoque pas de changement de la division du travail. Au contraire, elle approfondit la rupture qui existe entre les emplois d'OS et d'OP (ouvriers professionnels). Contrairement à ce que pensaient la majorité des sociologues du travail (à l'exception peut-être de Pierre Naville), l'automatisation n'élève pas la qualification moyenne.

Certes, apparaissent des « opérateurs de contrôle ». Mais la classe des OS augmente et puise large-

ment dans les milieux ruraux et dans l'immigration. L'erreur d'interprétation et de prévision des chercheurs des années 60, selon nos deux auteurs, vient de « la surdétermination du technologique vis-à-vis du social ». A un « déterminisme technologique », développé notamment par Alain Touraine, où l'histoire des techniques s'impose à l'organisation du travail et à l'emploi, on doit opposer « une dialectique à trois termes, technologie, organisation et travail ».

**FLEXIBLE** • La révolution de l'automatisation n'apparaît en fait que dans les années postérieures à la crise, avec les automates programmables, la conception assistée par ordinateur, les systèmes d'aide à la maintenance, et toutes les techniques qui rendent la production souple. La micro-électronique et la micro-informatique transforment la nature de l'automatisation, qui de rigide devient flexible. « La relation de sujétion de l'homme à la machine s'inverse ». Evidemment, les nouvelles techniques ne sont pas « neutres » : au terme d'une intéressante description du système Fiat, les auteurs démontrent que la parcellisation des tâches ouvrières n'a pas changé. Au contraire : toutes les activités de contrôle confiées au système informatique accentuent les formes d'exclusion de l'homme par rapport au travail.

Voilà de retour in fine l'antienne « déqualification-surqualification », aussi poussière que la technique et les recherches sur la technique... Domage que les auteurs n'aient pas approfondi leur réflexion sur les conséquences de la flexibilité sur la productivité, et sur la possibilité pour l'analyse économique de démodéliser une économie neutre.

Il s'agissait, plus qu'il ne le démontrent, le coup mortel porté par la production flexible à toute une analyse économique à mettre au rebut, concernant la producti-

on des firmes, la rentabilité, les rendements d'échelle. A suivre.

A suivre également la recherche de Marie-Agnès Barrière-Maurisson. Supposons qu'il n'y ait pas de lieu privilégié de la définition du travail. Le travail domestique, non marchand, ne s'oppose plus au travail social, rémunéré et honoré. Si nous envisageons au contraire une organisation globale du temps familial, « la relation entre le travail et la famille s'analyse comme processus de division familiale du travail ». De la sorte, le travail d'une société se répartit en fonction du statut familial des individus (en général le couple), et la division sociale devient division familiale.

Les économistes avaient déjà envisagé l'organisation collective du temps par la cellule domestique. C'est un peu ce que fait l'auteur avec les armes du sociologue. Elle a le mérite de vérifier empiriquement ses hypothèses dans l'entreprise, le secteur public (l'armée notamment), et chez les travailleurs indépendants. Exemple de relation mise en relief : la faible promotion dans la sphère marchande des conjoints favorise le partage des tâches domestiques.

Plus que les résultats, la méthode est à retenir. Elle éclaire les phénomènes d'inégalité des sexes en relation avec le travail, mais peut-être aussi le chômage. Ce que suggère au fond cet ouvrage, dépassant le clivage des lieux où le temps est gaspillé (la famille) et celui où il est rentabilisé (l'entreprise), c'est la nécessité d'une nouvelle réflexion sur la division sociale du temps. Le chômage peut ainsi apparaître comme le résidu, mal dénommé, mal rémunéré (allocations, chômage, chômage, chômage), du temps social non rémunéré, du temps social. Pour le dire autrement : vous voulez supprimer le chômage? Changez son nom.

Bernard Maris

## NOTES DE LECTURE

**L'ECONOMIE ITALIENNE, LES PARADOXES D'UNE RÉUSSITE**  
sous la direction  
de Jean-François Polo,  
Hachette, collection « Enjeux »,  
268 pages, 110 F.

Ce livre regroupe, en une vingtaine de chapitres, le résultat de recherches d'états d'universitaires. L'introduction met en relief l'extraordinaire bond en avant de l'économie italienne en un siècle : en 1861, la population italienne ne comptait guère plus de 10 % de personnes qui savaient lire et écrire. Les auteurs rappellent les étapes d'une évolution qui a permis, au moins à l'Italie du Nord, un véritable « décollage » à la japonaise, permettant au pays tout entier de se placer au cinquième rang parmi les grands pays industrialisés. Ils analysent tour à tour, chiffres à l'appui, l'agriculture, l'énergie, le système d'économie largement contrôlée par l'Etat, les grands empires privés auxquels sont associés les noms d'Agnesi, Ferruzzi, De Benedetti, Berlusconi et Pirelli, les PME dont l'ingéniosité et le dynamisme ont franchi l'Atlantique, les coopératives, le secteur financier, les transports, les télécommunications, le tourisme et le tertiaire avancé.

La seconde partie de l'ouvrage souligne les spécificités, les contradictions et les perspectives de ce pays où l'autodéveloppement renforce trop souvent les écarts entretenus par les pays voisins ou plus éloignés. L'affectueuse ironie avec laquelle beaucoup de Français ont longtemps considéré leur « sœur latine » n'est plus de mise.

A la veille de l'échéance de 1993, l'Italie a encore beaucoup de problèmes à résoudre, mais aussi de chances à saisir. Sa situation financière est moins compromise qu'on ne le dit communément : en raison d'une épargne élevée, le pays y est plus averti par rapport à lui-même que par rapport à l'étranger. C'est bien à tort que l'on

y craint la disparition des frontières économiques. Certes, le décalage entre le Nord et le Mezzogiorno demeure entier. Cependant, une stratégie industrielle d'anticipation et une flexibilité hors du commun se sont révélées des atouts majeurs dans la compétition.

Ch. Co.

**A LA RECHERCHE DE L'ÉNERGIE IDEALE**  
de Jean-François Polo,  
Hatier, collection « Enjeux »,  
92 pages, 25 F.

Le pétrole est rare et son approvisionnement incertain, le gaz coûteux en investissements, comme le nucléaire par ailleurs risqué, le charbon polluant, l'hydraulique limitée par le nombre des sites possibles, les énergies « renouvelables » trop chères et techniquement peu au point. Bref, l'énergie idéale n'existe pas... ce qui n'empêche pas les gouvernements de privilégier l'une ou l'autre en fonction de leurs ressources propres, explique ce petit livre modeste, qui détaille les atouts et les handicaps de chacune des sources aujourd'hui connues. Sous une forme concise, un tour d'horizon complet du monde de l'énergie et de ses contradictions.

V. M.

**LA FRANCE DANS LE MONDE**  
Sous la direction  
de Gabriel Wachsmann,  
Nathan, 400 pages, 195 F.

En août 1992 se tiendra à Washington le 27<sup>e</sup> Congrès de géographie et, le 1<sup>er</sup> janvier 1993, naîtra le Marché unique européen. A ces occasions, le Comité national de géographie publie un ouvrage collectif d'une grande richesse où les spécialistes de cette discipline, les économistes et « l'homme de terrain » trouveront leur miel. Les auteurs expliquent pourquoi la

France a un rayonnement hors de proportion avec la place qu'elle occupe dans la vie internationale.

Des chapitres sur les paysages, l'appel touristique et « Paris, ville mondiale » montrent les domaines de l'excellence de notre pays qui se fonde de plus en plus aussi sur les mutations de sa stratégie industrielle. Des études plus pointues portent sur la France dans l'économie mondiale et sur l'espace régional. Enfin, de nombreux professeurs apportent, dans de courtes notes, le fruit de leur expérience personnelle sur les zones les plus prometteuses de la recherche géographique.

P. D.

**DIVERSITÉ TECHNOLOGIQUE ET COHÉRENCE EN EUROPE**  
numéro spécial de la Revue d'économie industrielle, n° 59,  
1<sup>er</sup> trimestre 1992  
(3, rue Soufflot, 75005 Paris),  
262 pages, 165 F.

Ce numéro analyse la diversité technologique en Europe, la coexistence de techniques différentes, la variété des modes de diffusion et d'usage des techniques. Il examine aussi les politiques technologiques et fait ressortir l'importance, non de la recherche de l'homogénéité, mais des mécanismes de mise en cohérence de la diversité.

En effet, comme le souligne Patrick Llerena, du BETA (université Strasbourg-I), se dégage « le rôle central de la diversité dans la dynamique économique », car, « malgré les coûts qu'elle génère, elle est également source d'avantages dont l'Europe pourrait profiter » : un des enjeux principaux du marché unique va donc résider dans « la capacité de la Communauté européenne de transformer cette diversité en avantages comparatifs vis-à-vis de ses principaux concurrents (USA-Japon) ».

M. B.

Dossier  
par Jean-

précis, le régime  
de peaux importées



# OPINIONS

## Le débat sur l'Union économique et monétaire Faire de l'écu un nouvel étalon

par JACQUES RIBOUD

L'AVENIR économique d'abord, politique ensuite, de la Communauté européenne dépend de son organisation monétaire. Le projet d'Union économique et monétaire (UEM) élaboré par les accords de Maastricht mérite la plus grande réflexion. Il amène à conclure que, dans le fond, ce projet se borne à transposer, au plus tard en 1999, à un territoire élargi, celui de la Communauté, un système monétaire qui, avec quelques variantes, date de la Conférence de Gênes en 1922. Ce système a comme référence d'avoir servi le franc à un millième de la valeur qu'il avait au début du siècle, le dollar et le sterling à moins d'un vingtième. Même le deutschemark, plus récent et mieux géré, e, en quarante ans, perdu les deux tiers de sa valeur. La dégradation, en termes réels, du signe monétaire a toujours existé. Elle n'a jamais, au cours des siècles précédents, atteint une pareille ampleur.

Sur quel compte-t-on pour corriger ce qui est reconnu comme le vice majeur de l'organisation monétaire? Sur l'indépendance de la future Banque centrale européenne. Le modèle en est la Bundesbank, elle-même copiée sur ce qui fait fonction aux Etats-Unis de la Banque fédérale, le FED. Or, le FED non seulement n'a pas empêché la grande déflation des années 30, mais il en porte pour une large part la responsabilité. Il n'a pas non plus prévenu la grande inflation des années 70.

### Un médium d'échange

En fait, le souci d'indépendance de la Banque centrale répond à une préoccupation : il s'agit d'empêcher les gouvernements de profiter des facilités offertes par le « planche à billets ». Il y a beaucoup de temps que cette facilité, comme cause principale des débordements monétaires, a été remplacée par une autre facilité, celle qu'offrent aux banques commerciales certains mécanismes comme la compensation, pour créer des dépôts en banque qui font fonction de monnaie de paiement (en France, le système bancaire crée sept fois plus de monnaie de paiement que la Banque centrale). Une fois l'unification accomplie, des milliers de banques commerciales, en Grèce, au Portugal et partout dans la Communauté seront en mesure d'émettre des écus « de banque » acceptés pour paiement sur tout le territoire. Cette source de monnaie, hors de l'institut d'émission, exigera l'application d'une discipline rendue difficile par la diversité des états membres.

Parmi les problèmes que pose la gestion de la monnaie unique, il en est quatre qui pourraient et devraient recevoir des solutions sans attendre. D'abord, à côté et à la place d'un dollar déchu, une unité extra-nationale qui serve d'étalon de réfé-

rence et de médium d'échange et de réserve, stable par constitution, et non par l'effet d'une gestion qui, même bien menée (ce qui n'est pas le cas du dollar) restera toujours aléatoire. Ensuite, des moyens de régulation efficaces. Ceux qui sont en place, et en premier lieu le taux d'intérêt « à tout faire », sont dérisoires. Ils mettent en défaut chacune des caractéristiques requises d'un mécanisme de régulation : fiabilité, élasticité, prompt réponse, effet de levier. Aucun progrès ne sera fait dans la gestion de la monnaie tant que ne seront pas déconnectées la régulation interne (inflation) et la régulation externe (taux de change).

Une autre exigence est de prévenir, par une initiative concrète, le risque que présente un vide monétaire de sept ans avant l'instauration de la monnaie unique. Il laisse au deutschemark toute latitude pour prendre une position de fait comme monnaie externe de l'Europe dont il ne pourra pas être délogé par la monnaie unique. Il faut enfin que l'entreprise à ses débuts ne dépende pas d'une initiative ou d'un consensus des douze membres de la Communauté.

Pour atteindre ces quatre objectifs, une voie s'ouvre. Elle est offerte par les évolutions monétaires de ces vingt dernières années. D'abord la maturation d'un immense espace : l'euro-marché, où des opérateurs internationaux s'échangent des grandes devises (dollars, marks, yen...) qui sont toutes des monnaies nationales, par nature instables en termes réels. Alors qu'une monnaie qui lui serait propre (exclusivement externe) bénéficierait de propriétés de stabilité exceptionnelles encore inexploitées. L'autre évolution est le développement connu sous le sigle E. D. I. (Electronic Document Information) indispensable pour un système monétaire extra-national qui doit combiner une centralisation nécessaire et une circulation pour paiement sur les cinq continents. La propriété de stabilité d'une monnaie extra-nationale est au cœur du projet. On ne peut éviter de l'aborder, même si l'exposé peut en paraître aride : le pouvoir d'achat d'une unité monétaire circulant pour paiement sur un territoire national dépend de la confrontation entre la production en termes réels et la somme totale dépensée pour consommation finale (destruction de biens ou services). Cette confrontation ne se produit pas à l'extérieur des Etats (euro-marché) parce qu'il n'y a, sur cet espace externe, ni production ni consommation finale.

Une monnaie qui ne circule pas sur un territoire national bénéficie d'un pouvoir d'achat invariable si elle est définie à cet effet. Cette propriété si riche d'avenir reste ignorée parce que toutes les monnaies, jusqu'à nos jours, ont été à la fois internes et externes. Exemple : le dollar, monnaie externe pour les relations entre 178 Etats de la planète, et interne pour le 179<sup>e</sup>, les Etats-Unis. Le dollar externe (eurodollar) est le contrepartie du dollar

... EN RAISON DE LA BRUQUE  
STABILITÉ DE L'ÉCU,  
LE LITRE DE SUPER  
AUGMENTERA DE 10 CENTIMES  
À PARTIR DU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE.



non-résident dans une banque américaine. Son pouvoir d'achat est identique à celui d'un dollar-résident, déterminé lui-même exclusivement en fonction des conditions à l'intérieur des Etats-Unis. On explique ainsi la valeur réelle en « yoyo » de l'euro-dollar utilisé par l'importateur de pétrole français pour régler son fournisseur arabe, tout comme l'extravagant volume d'échanges sur le marché des devises (800 milliards de dollars par jour). Une anomalie inacceptable, source de désordres que corrigerait une monnaie externe à la valeur réelle stable.

L'écu externe constant (composé en attendant de devenir autonome en 1999) fonctionnera, avant et après cette date, sous deux formes : nominale et constante. La forme nominale est celle de l'écu actuel, l'unité de compte pour la finance, l'unité de paiement à l'intérieur de la Communauté, une fois qu'il aura remplacé les monnaies nationales. Sous sa forme constante, l'écu sera externe et servira d'étalon de référence et de médium

d'échange et de réserve internationale, à la valeur réelle invariable en termes de pouvoir d'achat, propriété qu'aucune monnaie n'a jamais eue, pas même l'or.

Ainsi serait constitué un écu bipolaire dans un système dont le fonctionnement se résume ainsi : l'écu externe constant est émis parallèlement à l'écu interne nominal par une institution communautaire (dans les premiers temps, une institution privée, à l'instar de l'Association bancaire pour l'écu, seule émettrice actuelle d'un écu de paiement) per crédit ou échange contre devises convertibles. Les dépôts ainsi créés sont remboursables à vue (ou à terme) en devises, à un taux de change qui est celui de l'écu nominal à ce jour, tel qu'il est déterminé sur le marché, multiplié par l'indice de prix de cet écu au même moment (dernier indice mensuel extrapolé quotidiennement).

### Eviter la dépréciation

L'institution agit exactement comme une banque en monnaie nationale, à la différence près que l'unité monétaire est exclusivement employée pour paiement à l'extérieur des Etats (euro-marché). Les financiers, les négociants et tous ceux qui opèrent sur le marché international ont alors à leur disposition une monnaie de paiement et de réserve constante à substituer aux eurodevises, et d'abord à l'eurodollar. Entre sa naissance et sa mort (par remboursement d'un crédit ou achat par l'institution étrice contre devises), l'écu constant circulant en dehors des Etats est de ce fait immunisé contre le tare qui affecte toutes les monnaies nationales, la dépréciation en valeur réelle. Ainsi est constitué un « système » purement extra-national au service du monde entier et dont l'Europe sera l'initiatrice et le premier bénéficiaire.

La validité théorique de l'écu externe constant n'a jamais été sérieusement contestée, pas davantage le modèle à échelle réduite en montrant le fonctionnement. Le retard à mettre en application une telle innovation est dû à plusieurs causes. La principale est que, ainsi que l'a écrit Keynes (*Essais sur la monnaie et l'économie*) : « Les hommes semblent avoir de la peine à comprendre que la monnaie est un simple intermédiaire sans aucune signification intrinsèque, qui passe de main en main, est reçu et distribué, et disparaît aussitôt sa fonction remplie ». Les hommes ont encore plus de mal à comprendre qu'ils ont maintenant le moyen d'un progrès sans précédent en dotant l'organisation monétaire internationale de ce qui lui fait tragiquement défaut : un étalon de référence et médium d'échange et de réserve rigoureusement stable, en valeur réelle.

(\*) Président du Centre Jouffroy pour la réflexion monétaire.

## Un pas dans la bonne direction

par PATRICK MARTIN

LE traité sur l'Union européenne, signé par les chefs d'Etat et de gouvernement à Maastricht le 7 février 1992, constitue sans conteste une avancée majeure sur la voie de l'intégration. Pourtant, cette percée qualitative ne présente sur le fond rien de fondamentalement nouveau par rapport à ce que fut l'objectif des pères fondateurs de l'Europe.

Les traités CEEA, CEE, et Euratom affichaient d'emblée une volonté politique majeure : créer des solidarités de fait entre les peuples - essentiellement, du moins dans un premier temps, entre la France et l'Allemagne - afin de rendre une nouvelle guerre impossible.

On a l'impression aujourd'hui de ce que l'union économique et financière pourrait faire perdre à la France en termes de souveraineté et d'indépendance. Or, au moment où les capitaux se déplacent en quelques secondes, grâce à l'ordinateur, d'une place financière à l'autre, on s'aperçoit que les mouvements spéculatifs ignorent superbement les frontières.

Il faut se rendre à l'évidence : la souveraineté monétaire n'existe plus depuis que les transactions en monnaies se sont développées à un rythme qui rend aujourd'hui illusoire la recherche isolée de la stabilité monétaire.

S'il est permis également de s'étonner de la philosophie néo-monetariste qui semble présider au destin économique de la CEE rebaptisée Union européenne, il est également un peu tard pour la remettre en cause, dans la mesure où la logique libérale fut d'emblée la logique imprimée par les traités de Rome et leurs actes additionnels.

Le préambule du traité CEE prévoit « l'élimination des obstacles existants », « la stabilité dans l'expansion », l'équilibre dans les échanges et la loyauté dans la concurrence », et élargit l'objectif à « la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux ».

Que cette intégration se fasse sur un credo essentiellement monétariste, basé sur la surveillance des agrégats monétaires, la limitation voire la suppression des déficits budgétaires, est donc incontestable. Mais y a-t-il aujourd'hui d'autres choix?

Heureusement, l'union économique et monétaire ne sera pas une dictature économique imposée aux Etats. Ainsi, le président et un membre du conseil de l'institut monétaire européen (IME) - qui préfigure la future BCE (Banque centrale européenne) - participeront, sans droit de vote, aux réunions du conseil des ministres lorsque celui-ci discutera des objectifs et des missions de l'IME. S'agissant des dirigeants de la BCE, les mem-

bres du directoire, y compris le président, chargés de mettre en œuvre les décisions prises par le conseil des gouverneurs, seront nommés d'un commun accord par les gouvernements membres. On peut cependant regretter que le Parlement européen ne soit que consulté à ce sujet et qu'il n'ait pas le pouvoir de ratification de ces nominations.

Quant au conseil des gouverneurs, qui sera également consulté pour la nomination des membres du directoire, il prendra ses décisions à la majorité simple, ce qui veut dire que toute décision sera collégiale, et qu'un débat aura lieu à chaque fois qu'une décision majeure sera prise, laissant le pas à l'expression de toutes les sensibilités nationales ; ces dernières continueront à s'exprimer même lorsque des fonctions officielles conduisent à se défaire complètement, sur la plan organique, de son Etat d'origine...

### Solidarité entre Etats

Le président de l'IME sera lui-même nommé par les Etats.

En ce qui concerne la politique économique définie en commun, elle fera l'objet d'une discussion en conseil des ministres de l'économie et des finances, qui statuera à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission en ce qui concerne les grandes orientations, et c'est le conseil lui-même qui sera chargé de la surveillance et de l'évolution de la situation économique des différents Etats, de formuler, le cas échéant, les recommandations nécessaires si l'un d'entre eux s'éloigne manifestement trop des règles fixées en commun.

Enfin, comment ne pas insister sur la solidarité entre les Etats?

Le traité réaffirme avec force la vocation des fonds de développement régionaux (Fonds européen de développement régional, Fonds social européen, Fonds européen d'orientation et de garantie agricole section orientation) ; surtout, il prévoit la création, à l'initiative du conseil et avant le 31 décembre 1993, d'un fonds de cohésion et, dès la signature du traité, d'un comité des régions.

La cohésion économique et sociale fait, reprenons-le, l'objet du titre V du traité CEE rajouté par l'Acte unique de 1988.

L'Union européenne ne se fera pas du jour au lendemain. Le traité de Maastricht e u en outre le mérite de fixer des objectifs clairs, un calendrier et une méthode.

(\*) Chargé d'enseignement à l'université P. Lyon-III, membre de l'Association Jean Monnet.

Le Monde  
EDITIONS



### COLLECTION "ACTUALITÉ"

Enquêtes sur la droite extrême

René Monzat  
Coups de projecteurs sur une zone d'ombre à la charnière des services secrets, des groupes d'extrême droite et des partis «républicains». Où l'on s'aperçoit que la pire hypothèse est souvent la bonne.  
320 pages, 110 F.

### Les paradoxes de la pauvreté

Reportages

Préface de René Dumont  
Dans les pays pauvres, l'opulence s'étale, dans les pays riches, la misère s'étend. Des portraits saisissants, des situations surprenantes, des menaces.  
192 pages, 98 F.



### "HORS COLLECTION"

Nouvelles de la guerre d'Algérie

Trente ans après  
Huit écrivains algériens, huit écrivains français proposent chacun une nouvelle inédite. Des personnalités s'expriment dans des chroniques libres.  
Cahier avec la revue Nouvelles Nouvelles.  
190 pages, 110 F.

### Où va l'Etat?

La souveraineté économique et politique en question  
Sous la direction de René Lenoir et Jacques Lesourne

L'Etat c'est plus adapté à son environnement. Les meilleurs spécialistes s'interrogent sur sa nécessaire mutation, dans un contexte de guerre économique terrible.  
396 pages, 140 F.

### Drogues, politique et société

Sous la direction de Alain Ehrenberg et Patrick Mignon

Études de terrain et enquêtes socio-historiques, en Europe, aux Etats-Unis, au Japon, montrent que si nous sommes condamnés à vivre avec les drogues, nous ne sommes pas démunis pour en contrôler l'usage.  
Cahier avec la revue Nouvelles Nouvelles.  
372 pages, 130 F.

### Le douanier se fait la malle

Vingt ans de dessins sur l'Europe  
Planu  
176 pages, 55 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

### L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
SCIENCES

امكان الدليل



## CONJONCTURE

Les économies ont beau se tertiariser, l'indice de la production industrielle reste l'indicateur par excellence de la santé conjoncturelle. Alors que l'activité proprement industrielle (énergie incluse mais bâtiment exclu) représente entre un cinquième et un tiers de la valeur ajoutée des pays industrialisés, cet apparent paradoxe ne s'explique pas uniquement par l'insuffisance effective de statistiques, mais par la prise en considération de deux observations.

La première est relative au caractère amorti des fluctuations conjoncturelles dans les services, ce qui rend difficile la perception des retournements de tendances et risque de fausser le diagnostic. La seconde tient au fait que l'activité du tertiaire, aussi diversifiée soit-elle,

## INDICATEUR • La production industrielle

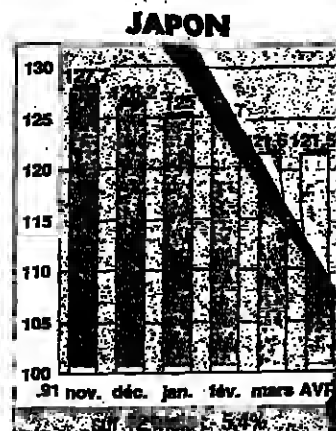
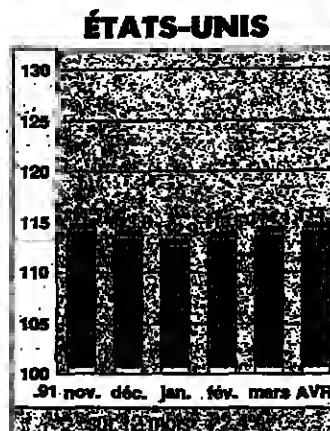
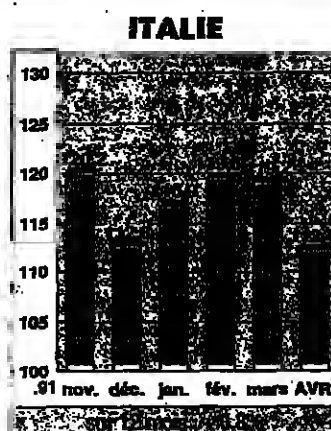
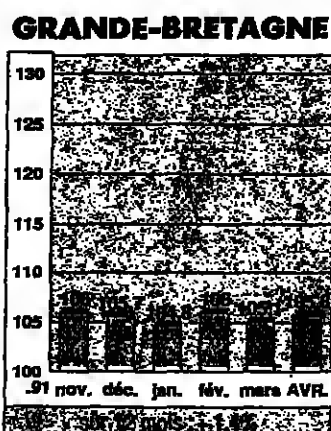
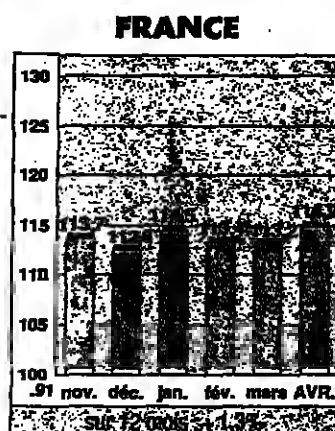
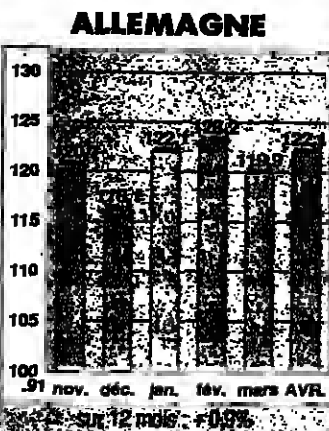
## Enchaînements vertueux

est de manière symptomatique à la traîne de celle de l'industrie, ce qui tient à la nature même des services que sont les transports, les communications, le commerce, les prestations aux entreprises et la finance. A l'heure où les productions industrielles se redressent un peu partout, exception faite du Japon encore au creux de la vague, il est donc vrai-

semblable que l'activité du tertiaire commence à en ressentir les bienfaits. Ces interconnexions jouent un rôle déterminant dans les mécanismes de reprise.

Les services étant, dans la plupart des pays industrialisés, les seuls secteurs créateurs d'emplois, c'est d'une amélioration de leur production que viendront les embauches supplémentaires, nécessaires à un réajustement de la demande des ménages, seul élément en mesure de stimuler durablement la production industrielle.

Ces enchaînements vertueux qui entretenaient traditionnellement la croissance durant les phases de redémarrage devaient être perceptibles d'ici peu et autoriser une éclaircie des perspectives conjoncturelles.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

## RÉGION • L'Afrique subsaharienne

## Sécheresse au sud

EN 1990, l'agriculture représentait encore 32 % du PIB de l'Afrique subsaharienne. Ce chiffre moyen cache de profondes disparités entre des économies profondément rurales comme le Mozambique (65 %), l'Ouganda (57 %), la Côte-d'Ivoire (47 %) ou même le Nigeria (36 %) et des économies déjà industrialisées comme le Zimbabwe (13 %) et, bien sûr, l'Afrique du Sud (5 %).

Si l'on ne tient pas compte du secteur des services, en général hypertrophié, force est de constater que, pour la zone, l'agriculture, dont le produit est probablement sous-évalué, demeure la principale - et souvent la seule - activité économique, bien loin devant l'industrie manufacturière (10 % du PIB de l'Afrique subsaharienne en 1990). Cela explique l'extrême sensibilité de l'économie africaine aux aléas climatiques. 1992 promet, de ce point de vue, d'être une année difficile, au moins en ce qui concerne l'Afrique australe (du Cap au Zaïre), touchée par l'une des plus graves sécheresses du siècle, qui risque d'avoir de graves conséquences pour les voisins de l'Afrique du Sud.

Suivant les estimations de la Food and Agriculture Organization, la production céréalière de l'Afrique australe serait, en 1992, en recul de 25 %. La situation est particulièrement grave pour l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Botswana et la Zambie. Au Mozambique et en Angola, la guerre ajoute son fardeau à la sécheresse. Mais celle-ci ne touche pas que les céréales. Au Zimbabwe, traditionnel grenier alimentaire de la région, la production de sucre sera pratiquement réduite à néant, et les éleveurs cherchent à expédier leur bétail vers le nord pour éviter d'avoir à l'abattre.

Au total, la FAO estime qu'il manquera une dizaine de millions de tonnes de céréales aux besoins alimentaires de la zone. Mais à la différence de l'Afrique de l'Ouest, qui consomme du mil, ou de l'Afrique du Nord, consommatrice de blé et de blé dur, le régime alimentaire des populations d'Afrique du Sud et de l'Est est surtout basé sur le maïs (variété dite de « maïs blanc »).

C'est donc essentiellement de maïs et, dans une bien moindre mesure, de riz et de blé que l'Afrique australe a besoin. Traditionnellement, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe dégageaient suffisamment d'excédents en maïs pour compenser les pénuries alimentaires, liées souvent à la situation politique, de pays comme la Zambie.

La CEE avait d'ailleurs, les années précédentes, financé de telles opérations à partir du Zimbabwe. Mais cette année les greniers sont vides : la production sud-africaine, qui fluctuait depuis 1985 entre 7 et 10 millions de tonnes, ne serait en 1992 que de 2,27 millions de tonnes. L'Afrique du Sud a déjà prévu d'importer

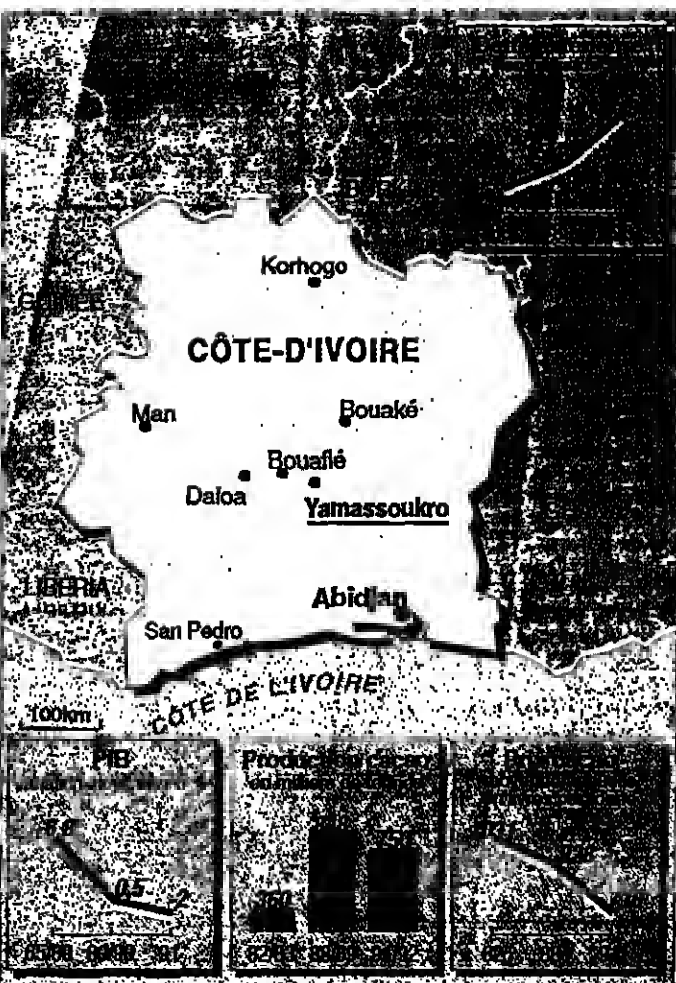
5 millions de tonnes pour satisfaire ses propres besoins. Des contrats ont déjà été signés avec les États-Unis et l'Argentine. Cela promet de saturer les capacités d'importation des ports sud-africains alors même que ceux-ci servent de points de transit aux importations des pays enclavés : Botswana, Zambie, Zimbabwe. Ce dernier devrait importer cette année 1,5 à 2 millions de tonnes de céréales (maïs, blé et riz) qui devront transiter par le système portuaire et ferroviaire sud-africain. On peut y ajouter les besoins du Botswana (200 000 tonnes), du Lesotho (210 000 tonnes), de la Zambie (500 000 tonnes) et du Mozambique (estimés à 1 million de tonnes).

De tels flux posent de considérables problèmes logistiques et demandent un minimum de concertation régionale : l'un des résultats paradoxaux aura été de rapprocher les pays de la Confédération pour la coopération et le développement en Afrique australe (SADCC) et l'Afrique du Sud. Dans les pays les plus reculés et les moins bien organisés, on aura du mal à échapper à des situations de pénurie alimentaire, voire de famine.

L'autre problème est bien sûr financier. En Afrique du Sud, le Maize Marketing Board, qui gère le marché local et le commerce extérieur, ne devrait pas avoir de problèmes pour s'approvisionner sur le marché international. Mais, sur la base d'un prix moyen de 110 dollars la tonne, cela fait quand même 550 millions de dollars qui viendront aggraver le déficit budgétaire sud-africain en une période difficile tant sur le plan économique que politique.

Les autres pays de la zone devraient pouvoir disposer d'aide alimentaire ou au moins de crédits. L'aide alimentaire, en nature, est surtout limitée au blé et au riz : l'Angola, le Lesotho, Madagascar et surtout le Mozambique et la Zambie devraient en être les principaux bénéficiaires. Pour le reste, les importations de maïs pourraient bénéficier de crédits à l'exportation : le Zimbabwe a reçu des crédits des États-Unis à hauteur de 250 000 tonnes. Malgré leur pauvreté, nombre de pays devront recourir à des importations commerciales en provenance d'Argentine ou de Thaïlande. Intervenant en pleine période de transition en Afrique du Sud, de reconstruction en Angola et au Mozambique, ainsi qu'en Zambie, alors qu'au Zimbabwe le gouvernement de Robert Mugabe s'apprête à poursuivre le partage des grands domaines blancs, la sécheresse de 1992 vient opportunément rappeler la dépendance économique dans laquelle se situent les pays du sud de l'Afrique.

Philippe Chalmrin  
Conseiller économique  
de la Société française  
d'assurance-crédit



## PAYS • La Côte-d'Ivoire

## Mal de cacao

Il est des images qui « collent à la peau » : pour la Côte-d'Ivoire, ce fut longtemps et c'est encore celle du cacaoyer. Le cacao demeure en effet la principale ressource économique ivoirienne et représente encore près de la moitié de ses recettes à l'exportation (62 % avec le café et les fruits en 1990). Si l'on accepte le chiffre officiel de quelque 2 millions de planteurs (pour 13 millions d'habitants), ce sont presque tous les foyers ivoiriens qui de près ou de loin ont une « plantation ».

Commençee dans les années 60, la montée en puissance de la production ivoirienne a culminé dans les années 80 avec, dans le courant de cette décennie, un doublement de la production dont le potentiel dépasse maintenant les 800 000 tonnes. La Côte-d'Ivoire avait hérité de la France un système un peu identique à la Politique agricole commune : la Caisse de stabilisation. Longtemps celle-ci put garantir aux planteurs un prix « bon marché » rémunérateur. Le prix mondial étant élevé, la Caisse put ainsi financer maints projets publics et privés.

Une partie de cet argent servit au développement des infrastructures de communication et une part non négligeable revint aux planteurs et donc à tout le système social ivoirien, permettant probablement de limiter l'importance de l'exode rural. On ne parle plus aujourd'hui de partage de la rente, puisque celle-ci a presque disparu. Sept années consécutives

d'excédents mondiaux ont, à partir de 1985, provoqué un effondrement des cours qui, en prix courants, se trouvaient le 15 juin 1992 aux niveaux de 1972! Alors que, sur la base du prix au planteur de 200 francs CFA le kilo (4 francs français) pour la campagne 1991/1992, le cacao ivoirien revient à 610 francs le quintal et la cotation des marchés est de 525 francs, dans une ambiance baissière.

Le cacao paie de moins en moins bien le planteur qui a vu son revenu diminuer de moitié en trois ans, la Caisse ayant dû suivre la baisse des cours. Les exploitants ont du mal à financer la filière de collecte et à payer l'impôt de sortie et autres taxes d'exportation.

Contrairement à ses engagements vis-à-vis du FMI, la Côte-d'Ivoire est très en retard dans son programme de vente. Elle devrait mettre sur le marché dans les trois prochains mois quelque 250 000 tonnes qui pèseront encore sur les cours. En 1992-1993, la production ivoirienne sera aussi bonne, sinon meilleure que la précédente, et il y a peu de chance que les cours mondiaux remontent : le PNB du pays risque donc encore de reculer cette année, après une baisse de 2 % en 1991. Le « miracle du cacao » ne parvient plus à cacher l'absence de toute autre forme de développement économique, au moins dans le domaine industriel.

Ph. C.

## SECTEUR • L'armement

## La fin de l'âge d'or

D'ICI à 1995, quelque 80 000 à 100 000 emplois sont menacés sur les 300 000 que compte le secteur de l'armement en France. Les États-Unis risquent de compter jusqu'à un million de chômeurs avant 1997, sur les six millions de travailleurs recensés dans cette branche d'activité. Pas moins d'un million de sans-emploi en Russie, probablement dès cet été, sur un total d'une douzaine de millions de salariés que, directement ou de façon indirecte, ce secteur de l'économie occupe. De part et d'autre de l'Atlantique, les industriels de l'armement et, avec eux, l'industrie de défense au sens large du terme, vont subir de plein fouet ce qu'on a appelé les « dividendes de la paix », à savoir cette politique qui consiste à vouloir tirer au plus tôt les profits de la fin de la « guerre froide » en Europe.

Pourtant, à l'exception de l'Asie-Pacifique ou du Proche-Orient et du Moyen-Orient, un même phénomène : les budgets militaires sont en déclin. Les armées reorientent leurs missions et, du même coup, elles déterminent un nouveau « format », de moindre ambition, et un équipement à la baisse sans, pour autant, diminuer la qualité de leurs matériels.

Les pays clients ont à la fois un peu moins de liquidités à eux et davantage d'exigences pour leur sécurité, rendant les marchés à l'exportation plus difficiles à conquérir. Dans le monde développé, c'est l'heure des « grandes manœuvres » économiques et industrielles, c'est-à-dire des restructurations.

De ce point de vue, l'année 1991 est presque symbolique, si l'on s'en réfère aux évaluations de l'Institut international de recherches sur la paix à Stockholm. Globalement, les dépenses militaires dans le monde ont chuté de 5 %, malgré la trentaine de conflits enregistrés ici ou là. Les livraisons d'armes entre pays fournisseurs et pays clients ont diminué de 25 % par rapport à l'année précédente. Et cette tendance doit continuer, en dépit de ce qu'on observe aussi bien en Asie - notamment au Japon, en Chine et dans la zone Pacifique - qu'en Proche-Orient, où les marchés militaires sont en constante expansion, avec des taux de croissance

annuelle compris entre 6 et 12 % d'un État à l'autre.

En Europe, la cure d'amaigrissement de l'industrie de défense atteint tous les pays. Facile à effectuer jusqu'à un certain point, elle devient de plus en plus difficile et dont le pouvoir d'achat s'amoindrit ou stagne, l'industrie de l'armement apparaît en état de surcapacité et vouée à des conditions d'activités indurables. Des entreprises différentes formeront la fusion d'entreprises jusqu'à la fermeture pure et simple des usines, en passant par des rapprochements transnationaux, ces opérations visant à réduire le déficit budgétaire des États. Le cas de la France n'est guère différent de celui de ses partenaires européens. Dès lors que la programmation militaire à venir marquera une décelération des dépenses d'équipement, l'industrie de défense sera fondée sur trois objectifs :

1) la satisfaction en priorité de ses besoins spécifiques nationaux, avec la réalisation par ses propres moyens de programmes qualifiés de « majeurs » (comme les systèmes nucléaires) ;

2) la mise sur pied de projets qui contribuent à édifier ou à consolider une coopération à long terme entre Européens, quitte à imposer à l'industrie un certain degré de spécialisation au nom d'une « européanisation » progressive du potentiel d'étude et de production ;

3) une action autonome à l'exportation, lui permettant d'allonger des séries et, le cas échéant, d'amortir ses coûts de fabrication.

Quoi qu'elle entreprenne désormais, l'industrie française de défense est, de toute évidence, devant l'une de ses crises les plus graves, que d'aucuns comparent aux précédentes de la sidérurgie ou de la construction navale. C'est si vrai que le ministre de la Défense, Pierre Joxe, a pris l'initiative d'anticiper la fin de l'âge d'or. Il a créé, au début de l'année, une délégation aux restructurations chargée d'assister les petites et moyennes entreprises, qui seront plus touchées que les grands groupes, et d'aider à la reconversion des régions les plus menacées, qui sont aussi celles dont l'économie est déjà le plus souvent déprimée.

Jacques Isnard

Livraisons à l'exportation					
en millions de dollars (1)					
	1985	1986	1987	1988	1989
France	1 226	1 226	1 226	1 226	1 226
Allemagne	1 226	1 226	1 226	1 226	1 226
Autres	1 226	1 226	1 226	1 226	1 226
Total	3 678	3 678	3 678	3 678	3 678

(1) Valeurs 1985, sauf pour 1989 (valeur 1991).

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

هكذا من الأهل